



Rapport annuel 2001



Conseil de Surveillance

Pierre Peugeot
Président

Jean Boillot
Vice-Président

Pierre Banzet
Jean-Louis Dumas
Marc Friedel
Jean-Louis Masurel
François Michelin
Jean-Paul Parayre
Jean-Philippe Peugeot
Marie-Hélène Roncoroni
Ernest-Antoine Seillière de Laborde
Joseph F. Toot Jr.

Roland Peugeot
Bertrand Peugeot
Censeurs

Directoire

Jean-Martin Folz
Président du Directoire

Frédéric Saint-Geours
Directeur Marque Peugeot

Claude Satinet
Directeur Marque Citroën

Comité Exécutif

Jean-Martin Folz
Président du Directoire

Yann Delabrière
Directeur Finance, Contrôle,
Performance

Jean-Marc Nicolle
Directeur Stratégie et Produit Groupe

Robert Peugeot
Directeur Innovation et Qualité

Frédéric Saint-Geours
Directeur Marque Peugeot

Claude Satinet
Directeur Marque Citroën

Jean-Louis Silvant
Directeur Plates-Formes, Techniques,
Achats

Roland Vardanega
Directeur Industriel et Fabrications

Jean-Luc Vergne
Directeur Relations et
Ressources Humaines

Etat-Major

Xavier Fels
Directeur Relations Extérieures

Jean-Louis Grégoire
Directeur Politique Cadres

Jean-Claude Hanus
Directeur Juridique

Liliane Lacourt
Directeur Communication

Situation au 1^{er} mars 2002

Commissaires aux Comptes Titulaires

Coopers & Lybrand Audit
Constantin Associés

Commissaires aux Comptes Suppléants

Louis-Pierre Schneider
François-Xavier Ameye

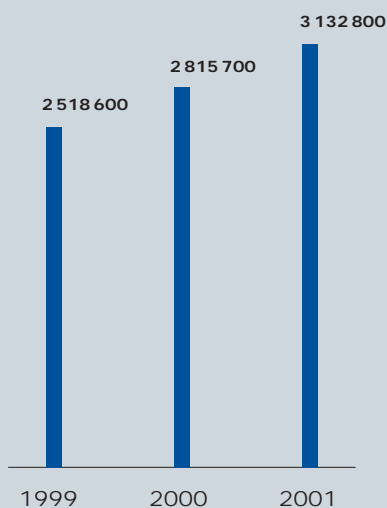


Comité Exécutif et Etat-Major

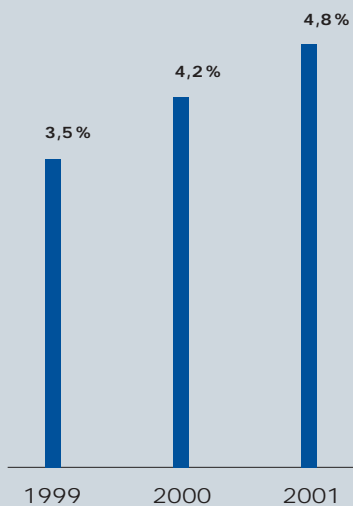
De gauche à droite : Jean-Louis Grégoire, Xavier Fels, Roland Vardanega, Jean-Claude Hanus, Yann Delabrière, Claude Satinet, Jean-Martin Folz, Frédéric Saint-Geours, Jean-Marc Nicolle, Jean-Luc Vergne, Robert Peugeot, Jean-Louis Silvant, Liliane Lacourt.

CHIFFRES CLES

VENTES MONDIALES
(en unités)



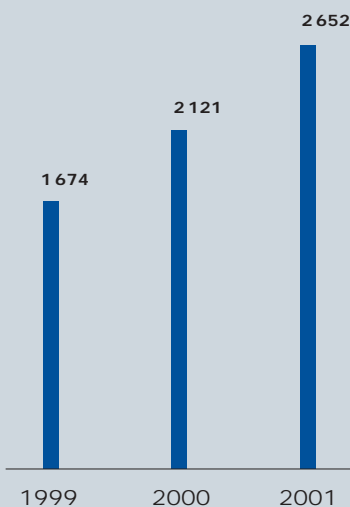
MARGE OPERATIONNELLE AUTOMOBILE
(en % du chiffre d'affaires)



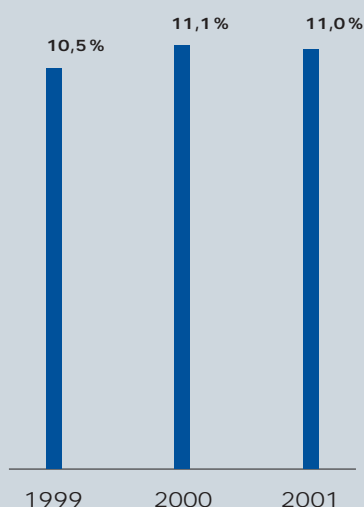
CHIFFRE D'AFFAIRES
(en millions d'euros)



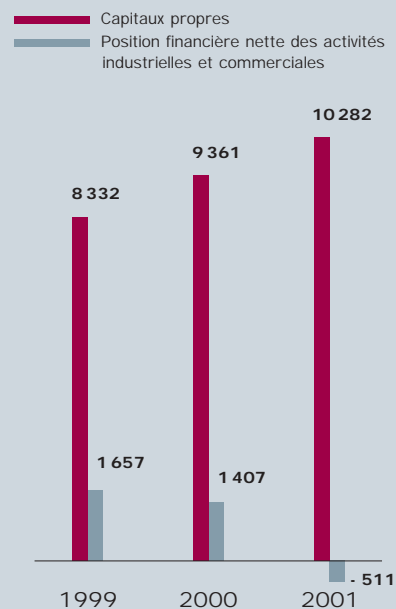
MARGE OPERATIONNELLE CONSOLIDEE
(en millions d'euros)



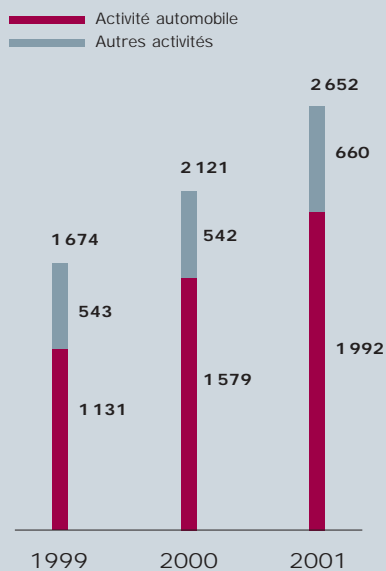
RENTABILITE DES CAPITAUX EMPLOYES
(après impôts)



STRUCTURE FINANCIERE
(en millions d'euros)



MARGE OPERATIONNELLE
(en millions d'euros)



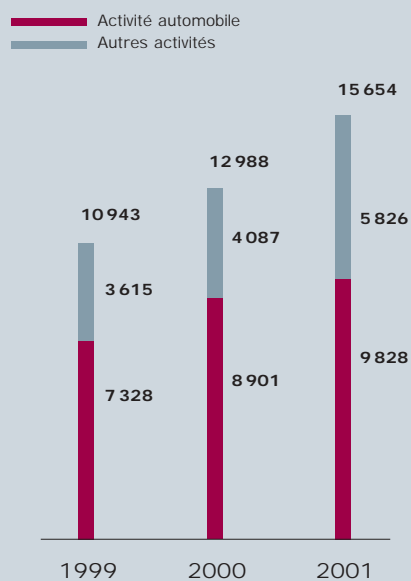
RESULTAT NET PART DU GROUPE
(en millions d'euros)



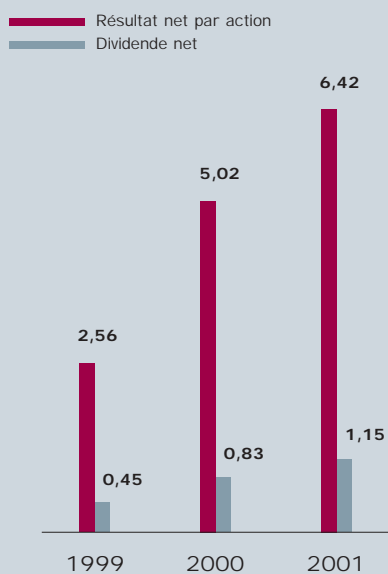
MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT ET INVESTISSEMENTS BRUTS EN IMMOBILISATIONS CORPORELLES
(en millions d'euros)



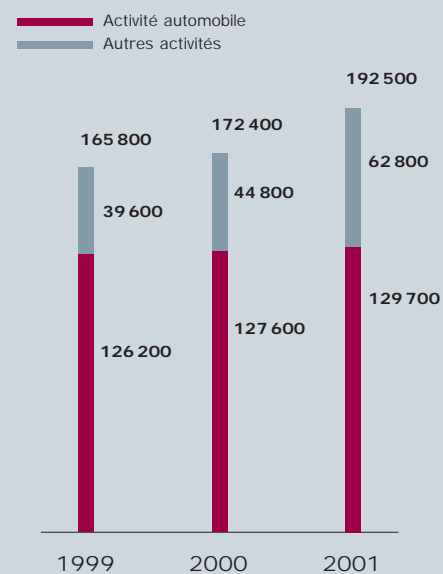
CAPITAUX EMPLOYES
(en millions d'euros)



RESULTAT NET PAR ACTION DIVIDENDE NET
(en euros)



EFFECTIFS AU 31 DECEMBRE 2001



SOMMAIRE

Message des Présidents	2
Rapport du Conseil de Surveillance	4
Le Groupe en 2001	6
Rapport du Directoire	18
Stratégie du Groupe et Perspectives	20
Automobile	24
Équipement automobile	33
Transport et Logistique	36
Financement	38
Autres activités	40
Ressources humaines	42
Environnement	46
Recherche et Développement	50
Fonctionnement du Groupe PSA PEUGEOT CITROËN	56
Données statistiques	62
Structure de PSA PEUGEOT CITROËN	68
Documents juridiques et financiers	73

PSA PEUGEOT CITROËN, fort de ses deux marques généralistes, est le 2^{ème} constructeur automobile en Europe où sa part de marché atteint 15 % en 2001. Présent dans plus de 140 pays dans le monde, il y a vendu 3,1 millions de véhicules en 2001 et réalisé un chiffre d'affaires de 51,7 milliards d'euros. Il est le 6^{ème} constructeur mondial et celui qui a le plus fort taux de croissance interne depuis 4 ans. L'objectif du groupe pour 2002 est de vendre 3,25 millions de véhicules.

Le groupe comprend également l'équipementier automobile, Faurecia, l'entreprise de transport et de logistique, Gefco, et la Banque PSA Finance dédiée au financement automobile.



Pierre Peugeot
Président du Conseil de Surveillance

Le groupe PSA PEUGEOT CITROËN a atteint en 2001 les trois objectifs de croissance et de rentabilité qu'il s'était fixés au début de cette même année.

Les ventes se sont établies à plus de 3,1 millions de véhicules, en progression de 11 % sur 2000. Cette croissance, la plus forte de l'ensemble des constructeurs généralistes pour la troisième année consécutive, résulte de la mise en œuvre résolue de la stratégie du groupe ; fondée sur la satisfaction des attentes de nos clients, celle-ci vise à leur proposer un nombre croissant de voitures des deux marques Peugeot et Citroën, attractives, séduisantes et à des prix compétitifs.

L'exercice 2001 a ainsi vu le lancement de la Citroën C5 en



Jean-Martin Folz
Président du Directoire

versions berline et break, celui de la Peugeot 307 en versions 3 et 5 portes, la montée en cadence de la Peugeot 206 CC et pour les motorisations, l'apparition d'une version 1,4 l du moteur diesel HDI, référence de la technologie à injection directe haute pression ainsi que la poursuite de la diffusion du filtre à particules, exclusivité du groupe PSA PEUGEOT CITROËN.

Ces deux innovations confirment la volonté du groupe de conjuguer les performances techniques et économiques de ses voitures avec le souci d'un développement respectueux de l'environnement et de la mobilité urbaine.

La marge opérationnelle, à 4,8 % des ventes pour la division automobile et 2 652 millions d'euros pour le groupe, est conforme à l'objectif fixé. Il en

résulte pour nos actionnaires un bénéfice par action en hausse de 29 % et pour les salariés du groupe, une nouvelle hausse de la participation et de l'intéressement qui atteignent 234 millions d'euros.

Le travail de chacun, la mise en œuvre de la politique de plates-formes, et les réductions de coûts qui en découlent en conception, en investissement et en production, constituent la source principale de ces résultats encourageants.

Avec les trois plates-formes à présent disponibles, qui sous-tendent désormais la conception de la plupart des voitures du groupe, cette politique sera poursuivie résolument de manière à accélérer le développement de l'offre des deux marques et à pérenniser une croissance soutenue des ventes. Les lignes directrices et les objectifs détaillés du groupe jusqu'en 2004 ont été présentés en 2001 ; les objectifs pour les années suivantes seront annoncés

MESSAGE DES PRESIDENTS

au fur et à mesure de leur élaboration.

L'exercice 2001 a été marqué par trois développements importants.

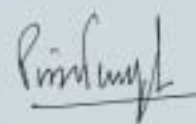
L'accord conclu en novembre avec notre partenaire, Dongfeng Motors, ouvre la voie à une nouvelle phase de l'expansion du groupe en Chine. Avec le lancement dans les prochaines années de six nouvelles voitures Citroën et Peugeot produites dans l'usine de Wuhan, cet accord va permettre une progression rapide des ventes sur l'un des marchés les plus prometteurs de la planète et la constitution d'un réseau commercial de la marque Peugeot, aux côtés de Citroën déjà présente depuis 1992 ; il contribuera ainsi à l'atteinte de l'objectif de plus de 800 000 voitures vendues hors d'Europe occidentale en 2004.

L'accord conclu en juillet avec Toyota permettra au groupe d'élargir encore son offre avec le développement d'une nouvelle plate-forme qui servira de base

à des voitures d'entrée de gamme Peugeot et Citroën dès le début de 2005. Fondé sur les principes de coopération durable et ciblée déjà en place avec d'autres constructeurs, cet accord et le partage des coûts avec notre partenaire qu'il implique, permet d'accélérer le rythme d'introduction de nouveaux modèles sans renoncer à la maîtrise des budgets de développement et d'investissement.

Enfin, l'intégration des activités automobiles de Sommer Allibert dans le groupe Faurecia a été menée à bien. Grâce à cette acquisition, qui achève sa phase de croissance externe, Faurecia est devenu l'un des leaders mondiaux de chacune de ses lignes d'activité et, globalement, l'un des acteurs majeurs de l'industrie de l'équipement automobile. Faurecia est désormais en mesure d'assurer une croissance interne régulière de ses activités et de rétablir progressivement une rentabilité

conforme aux objectifs du groupe. Les perspectives économiques de 2002 restent encore incertaines. Six nouvelles voitures seront lancées en 2002 et viendront conforter le dynamisme des ventes déjà constaté grâce au succès de Peugeot 307 et de Citroën C5. Dans ce contexte, le groupe PSA PEUGEOT CITROËN s'est donné de nouveaux objectifs de développement de ses ventes et de son résultat opérationnel, cohérents avec sa stratégie de croissance interne fondée sur la richesse et le renouvellement de son offre de produits.



Pierre Peugeot



Jean-Martin Folz

RAPPORT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

2001 aura été une bonne année pour le groupe PSA PEUGEOT CITROËN. En effet, dans un marché automobile mondial en léger repli et un marché européen stable, le chiffre d'affaires consolidé du groupe a progressé de 16,9 %.

Cette remarquable performance n'est pas l'effet du hasard, mais le fruit de longues années de préparation qui ont abouti à la mise sur le marché, pour les deux marques automobiles du groupe, de gammes de produits très diversifiées, mettant en application la politique d'innovations technologiques qui avait été annoncée.

Toutefois, ces résultats n'ont pas été obtenus sans avoir à surmonter d'importantes difficultés, en particulier du côté de l'outil industriel, très fortement sollicité, tant en matière d'augmentation de la production, qu'en multiplication des lancements.

Ces difficultés semblent maintenant aplanies et l'ensemble de la production se réalise, sur ce début de l'année 2002, avec une régularité plus satisfaisante.

Le Conseil de Surveillance tient à remercier l'ensemble du personnel du groupe pour l'effort qu'il a consenti. Cet effort n'a pas été vain puisque PSA PEUGEOT CITROËN a conforté sa deuxième place parmi les constructeurs en Europe. Compte tenu de l'accueil très favorable fait par la clientèle aux nouvelles gammes de produits, nous pouvons légitimement penser que ces succès seront durables, malgré une conjoncture économique toujours très aléatoire.

Le Conseil de Surveillance a examiné les comptes consolidés du groupe et les comptes sociaux de la société Peugeot S.A. pour l'exercice 2001, arrêtés par le Directoire, ainsi que le rapport de gestion qui vous est soumis. Il n'a aucune observation à formuler sur ces documents.

Les comptes consolidés font ressortir un résultat net – part du groupe – de 1 691 000 milliers d'euros, en progression de 28,9 % par rapport à l'année précédente. La marge opérationnelle, quant à elle, progresse de 25 % d'un exercice à l'autre et la rentabilité des capitaux employés après impôts

s'établit à 11 %.

Dans ces conditions, le Conseil de Surveillance, en accord avec le Directoire, vous propose de fixer à 1,15 euro net le montant du dividende par action. Ce dividende serait en progression de 38,4 % par rapport à celui versé en 2001, et qui était de 0,83 euro ; cette progression traduit non seulement la croissance des résultats consolidés mais également la réduction du nombre de titres de la société résultant de la politique de rachat poursuivie depuis 1999 par le Directoire.

Les autres résolutions concernant, soit l'autorisation donnée au Directoire de procéder au rachat d'actions destinées à être proposées aux salariés, aux dirigeants ou mandataires sociaux du groupe dans le cadre de plans d'achats d'actions et pour un maximum de 2 millions d'actions, soit la mise à jour des statuts dans le cadre de l'évolution de la législation ou de l'activité du groupe, n'appellent pas de remarques.

En ce qui concerne Monsieur Marc Friedel, il vous est demandé

de renouveler son mandat pour une période de six ans, c'est-à-dire jusqu'à l'Assemblée qui statuera en 2008 sur les comptes de l'exercice 2007.

Le Comité Stratégique s'est réuni trois fois en 2002.

Il s'est notamment fait présenter en détail, par le Président du Directoire, les alliances spécifiques conclues avec d'autres constructeurs afin d'apprécier leur compatibilité avec la stratégie générale du groupe, basée sur son indépendance, son développement au niveau mondial et le renforcement de ses capacités d'innovation.

Avec les mêmes principes de fonctionnement que l'an passé, le Comité des Rémunérations a arrêté la proposition de rémunération du Directoire qu'il a soumise au Conseil pour approbation.

L'environnement économique mondial, particulièrement mouvant, réduit la fiabilité des prévisions. Néanmoins, et compte tenu de leur évolution depuis le début de l'année, les principaux marchés européens devraient être stables ou en léger recul. En ce qui concerne l'Amérique du

Sud, où le groupe a entrepris un important développement, tant industriel que commercial, une amélioration des résultats pourrait intervenir après les graves perturbations argentines des derniers mois.

La progression dans les autres marchés devrait continuer.

Si ces perspectives se réalisaient, le groupe PSA PEUGEOT CITROËN devrait pleinement bénéficier de la montée en régime des modèles lancés en 2001 ou au début de cet exercice. Il devrait alors consolider les acquis des années précédentes et atteindre les objectifs ambitieux qu'il s'est fixés.

LE GROUPE EN 2001



8 La gamme Peugeot

10 La gamme Citroën

12 Les activités hors automobile

14 Calendrier 2001



LA GAMME PEUGEOT

106

La 106 permet à la marque d'assurer, aux côtés de la 206, une offre complète dans le segment B.

Avec 106 000 immatriculations en Europe en 2001, elle maintient sa présence avec une part de 0,7 % du marché.



206

Avec son style novateur et son niveau élevé d'équipements, la 206, lancée fin 1998, atteint des records de production : 2 millions d'exemplaires atteints au mois d'août dernier.

En 2001, elle a été la première voiture, toutes catégories (voitures particulières et véhicules utilitaires) confondues vendue en Europe. Pour répondre à la demande, le rythme moyen de fabrication est de 3 500 véhicules par jour.

La version coupé cabriolet est produite à raison de 400 voitures chaque jour.



406

Reconnue comme la référence de sa catégorie, la 406 a vu son attrait renforcé par les motorisations HDI et le système filtre à particules.

406 Coupé

Salué pour son esthétique comme pour ses qualités dynamiques, le coupé 406 a été produit à plus de 87 000 exemplaires. Après avoir reçu les moteurs 2 litres 16 soupapes de 137 ch et 3 litres V6 de 210 ch, il bénéficie aujourd'hui du moteur 2,2 litres Diesel HDI associé au filtre à particules.

306

Poursuivant sa carrière en versions 4 portes, cabriolet et break, la 306 a atteint près de 2 700 000 exemplaires vendus, dont 52 % en Diesel, depuis son lancement en 1993.



307

La 307 berline, lancée en avril 2001, prend place dans le segment des familiales compactes, qui représente près de 30 % des ventes du marché européen.

Elue voiture de l'année 2002, elle a déjà été produite à plus de 300 000 exemplaires en 2001.



Véhicules utilitaires

Peugeot a encore augmenté ses ventes en Europe, en 2001. Un nouveau Boxer prend la relève depuis le début de l'année.



607

Commercialisée en Europe depuis mai 2000, la 607 témoigne des ambitions de Peugeot sur le segment des voitures haut de gamme.

Elle a été vendue à 38 900 exemplaires en 2001.

Monospace

Comportement routier, modularité, nouvelle motorisation HDI, boîte automatique ont permis à la 806 de continuer à offrir un excellent rapport prix/équipements/prestations. Elle va céder la place à la 807 dans le courant de 2002.

LA GAMME CITROËN

Saxo

En 2001, plus de 225 000 Saxo ont été immatriculées en Europe. Sa part du marché européen est de 1,5 %.



C3

La Citroën C3, lancée en avril 2002, se signale par sa capacité d'adaptation à son environnement. Elle est à la fois, par ses dimensions extérieures, un véhicule urbain, et par ses prestations globales, un véhicule routier.



Xsara Picasso

Xsara Picasso connaît un succès remarquable et ses ventes ont progressé de 56 % dans le monde en 2001. En Europe, sa part de marché atteint 1,5 %.

C5

Le lancement de C5 a constitué une évolution importante dans les concepts de berline. Haute, offrant un excellent confort et une autre vision de la route, C5 est dotée de la nouvelle suspension Hydractive 3, permettant notamment la variation de la hauteur du véhicule en fonction de la vitesse. En 2001, C5 obtient une part de marché de 0,8 % en Europe.



Berlingo

Pour Berlingo, l'agencement intérieur du toit "Modutop" confirme le caractère innovant et multi-usage de ce véhicule original. En 2001, 57 000 Berlingo VP ont été immatriculés en Europe.



C5 break

Commercialisée en juin 2001, C5 break bénéficie de l'architecture novatrice de C5 berline et se démarque de la concurrence en conciliant un coffre d'une taille exceptionnelle avec une très grande habitabilité pour les passagers.

Xsara berline

Xsara est, par ses prestations de sécurité, une des meilleures berlines de son segment. Le restylage intervenu en septembre 2000 a renforcé son succès international. En 2001, 216 000 Xsara ont été commercialisées en Europe et sa part de marché atteint 1,5 %.



Monospace

Le repositionnement de la gamme Evasion et en particulier sa motorisation HDI ont entraîné une forte croissance de ses ventes. En 2001, 15 000 Evasion ont été immatriculées en Europe. En 2002, elle laissera sa place à la Citroën C8 qui illustrera les monospaces, notamment l'habitabilité et la modularité de l'aménagement intérieur.

Véhicules utilitaires

Citroën offre une gamme de véhicules utilitaires légers particulièrement riche. Saxo et Xsara répondent aux principaux besoins dans le domaine des véhicules "entreprise".

Avec C 15, Berlingo (essence, électrique et Diesel), Jumpy et Jumper doté d'une motorisation 2,8 HDI, Citroën présente l'une des plus larges gammes du marché de 475 kg à 3,5 t. En 2001, 88 000 Berlingo VU ont été immatriculés, soit 4,7 % du marché des utilitaires en Europe, en progression de 9 % par rapport à 2000.

ACTIVITES HORS AUTOMOBILE

GROUPE PSA PEUGEOT CITROËN GROUPE PSA PEUGEOT CITROËN GROUPE PSA



EQUIPEMENT AUTOMOBILE

Faurecia est le 3^{ème} équipementier automobile européen et l'un des leaders mondiaux dans six modules majeurs : siège, planche de bord et cockpit, porte, module acoustique, bloc - avant et échappement. Le groupe Faurecia a réalisé en 2001 un chiffre d'affaires de 9,6 milliards d'euros, en hausse de 64,6 % (14,5 % à périmètre comparable). Il est présent dans 27 pays et emploie plus de 50 000 personnes réparties sur 153 sites. Faurecia est coté à la Bourse de Paris.

TRANSPORT ET LOGISTIQUE

Gefco développe trois grandes activités pour le compte de PSA PEUGEOT CITROËN et de clients extérieurs : la préparation et la distribution de voitures, la messagerie et le transport de lots et enfin, la logistique. Gefco assure le transport par route, fer, mer et air. Deuxième société de transport et de logistique en France, Gefco se situe parmi les dix premières en Europe. Le groupe a réalisé en 2001 un chiffre d'affaires de 2,6 milliards d'euros, en augmentation de 13,5 %.

FINANCEMENT

Banque PSA Finance propose aux clients des marques Peugeot et Citroën une gamme complète de financements et de services associés et finance les stocks des réseaux de concessionnaires. A fin 2001, les encours gérés par Banque PSA Finance représentaient 17,2 milliards d'euros, en croissance de 17,3 %.

AUTRES ACTIVITES

Peugeot Motocycles

PMTC fabrique et commercialise des cyclomoteurs et scooters de 50 à 125 cm³.

Peugeot Citroën Moteurs

PCM vend des moteurs et des boîtes de vitesses à des clients extérieurs au groupe.

Process Conception Ingénierie

PCI conçoit et réalise des équipements industriels principalement destinés à l'industrie automobile.

Société de Construction Mécanique

Panhard & Levassor

Panhard est spécialisée dans la construction d'engins blindés légers à roues.



CALENDRIER 2001

JANVIER

Faurecia procède à l'acquisition des activités automobiles de Sommer Allibert. Cette opération lui permet de franchir une étape stratégique de son développement et de devenir l'un des leaders mondiaux de l'intérieur véhicule.

Chez Peugeot, le coupé-cabriolet 206, lancé à la fin de l'automne 2000, prend son véritable essor. La production passe à 130 véhicules/jour et atteindra plus de 400 unités quotidiennes dès la fin du 1^{er} semestre 2001.



Inauguration de l'usine de Porto Real PSA PEUGEOT CITROËN au Brésil qui démarre la production de Citroën Xsara Picasso à laquelle est venue s'ajouter, quelques semaines plus tard, la Peugeot 206.



FEVRIER

Au Salon de Genève, Peugeot annonce le lancement de sa nouvelle gamme moyenne, la 307, avec un prototype salon du type pick-up : le Caméléo. Citroën y présente la gamme complète C5 berlines et breaks.



Lancement commercial de la Citroën C5 berline qui a dépassé dès sa première année son objectif de ventes fixé à 130 000 véhicules.



MARS

AVRIL

PSA PEUGEOT CITROËN et FORD MOTOR COMPANY présentent le premier moteur Diesel à injection directe issu des accords de coopération entre les deux groupes. Equipé d'un common rail de nouvelle génération, ses performances permettent des gains sensibles de consommation et d'émission de CO₂.



Lancement commercial de la Peugeot 307. En quelques mois, elle va recueillir un grand nombre de récompenses dans la majorité des pays et s'imposer rapidement sur son segment.

MAI

Deux accords stratégiques portant sur l'utilisation des piles à combustible dans l'automobile sont signés avec le CNRS (Centre National de Recherche Scientifique) et avec le CEA (Commissariat à l'Energie Atomique).



PSA PEUGEOT CITROËN adhère à la place de marché Internet COVISINT en prenant une participation dans son capital et crée un portail d'accès unique réservé aux fournisseurs du groupe, accessible sur Internet.

JUIN



Lancement commercial de la Citroën C5 break.



CALENDRIER 2001

JUILLET

PSA PEUGEOT CITROËN et TOYOTA MOTOR CORPORATION signent un accord de coopération pour développer et produire en commun des petits véhicules d'entrée de gamme conçus en priorité pour le marché européen.

La Peugeot 206, lancée à l'automne 1998, fête son deux millionième exemplaire.



PSA PEUGEOT CITROËN lance une émission d'obligations pour un montant d'un milliard et demi d'euros. D'une durée de dix ans, elle permet d'accroître les capitaux permanents et de renforcer ainsi la structure du bilan.

Lancement commercial du moteur Diesel injection directe HDI 1,4 litre sur Peugeot 307 et 206.



AOUT

Accueil enthousiaste réservé à la Citroën C3 lors de sa présentation en avant première mondiale au Salon de Francfort. Ce salon est aussi, pour Peugeot, l'occasion de présenter de nouveaux concepts de véhicules avec les 307 SW et 206 SW.

SEPTEMBRE

OCTOBRE

Annonce de la création de la filiale Citroën au Japon, qui assurera en 2002, l'importation et la distribution de ses véhicules dans l'archipel.



NOVEMBRE

Le jury de la Voiture de l'Année décerne son prix, pour 2002, à la Peugeot 307.

La Peugeot 206 WRC apporte à Peugeot son deuxième titre consécutif de champion du monde des constructeurs.



DECEMBRE

TOYOTA MOTOR CORPORATION et PSA PEUGEOT CITROËN annoncent l'implantation en République Tchèque de leur usine commune, dont la production démarrera en 2005. L'usine sera implantée à Kolin, à 60 km à l'Est de Prague.



TOYOTA PEUGEOT CITROËN AUTOMOBILE

Nouvelle étape du développement de PSA PEUGEOT CITROËN en Chine.

Six nouveaux modèles seront produits localement d'ici fin 2004. Les nouvelles plates-formes de PSA PEUGEOT CITROËN seront progressivement introduites dans l'usine de Wuhan, et le partenariat avec Dongfeng Motors sera réorganisé en trois jointes ventures, l'une dédiée à la production, les deux autres à la commercialisation des voitures de Citroën et de Peugeot.



RAPPORT DU DIRECTOIRE



20	Stratégie du Groupe et Perspectives
24	Automobile
33	Équipement automobile
36	Transport et Logistique
38	Financement
40	Autres activités
42	Ressources humaines
46	Environnement
50	Recherche et Développement
56	Fonctionnement du Groupe PSA PEUGEOT CITROËN



STRATEGIE DU GROUPE ET PERSPECTIVES

GROUPE PSA PEUGEOT CITROËN GROUPE PSA PEUGEOT CITROËN GROUPE PSA





L'objectif central du groupe PSA PEUGEOT CITROËN est la poursuite de la croissance interne.

Cette croissance s'appuie sur un développement ambitieux des gammes de produits Peugeot et Citroën, lui-même fondé sur l'innovation et l'excellence dans les domaines clés, sur le développement international, et sur la flexibilité et la maîtrise des coûts.

UN GROUPE, DEUX MARQUES

Fort de deux marques généralistes, le groupe s'attache à donner à chacune, dans le cadre d'un plan produit cohérent et de stratégies internationales coordonnées, des personnalités clairement affirmées et, dans la mesure du possible, complémentaires. La marque Peugeot et la marque Citroën disposent ainsi dans les domaines du marketing, du commerce et plus généralement des relations avec leurs clients, de l'autonomie nécessaire à la conduite de politiques distinctes et, dans de nombreux cas, concurrentes ; à l'inverse, dans un souci d'efficacité et de recherche d'économies d'échelle, tout l'appareil technique, industriel, administratif et financier du groupe automobile a été unifié.

UNE VISION DE L'AVENIR A LONG TERME DU GROUPE

La stratégie de PSA PEUGEOT CITROËN repose sur la conviction que la réussite d'un grand constructeur automobile réside, face à un marché qui ne cesse de se diversifier et de se segmenter, dans sa capacité à mettre sur le marché le plus rapidement possible des voitures différentes et innovantes pour satisfaire des clients de plus en plus exigeants et divers dans leurs attentes. Nos clients attendent des voitures séduisantes capables de les satisfaire par leur style, leur confort, leur originalité, le plaisir de conduire qu'elles procurent. Ils attendent également des voitures leur permettant une attitude de citoyen responsable face aux enjeux de sécurité, de réduction de la pollution atmosphérique, de qualité de vie dans les villes.

Inspirée par ces convictions, la stratégie du groupe PSA PEUGEOT CITROËN vise une croissance interne soutenue, fondée sur le développement des gammes de produits, l'innovation et l'excellence dans des domaines clés, le développement international, la flexibilité et la maîtrise des coûts.

PEUGEOT CITROËN



LE DEVELOPPEMENT DES GAMMES DE VOITURES

L'objectif du groupe est de lancer entre 2001 et 2004 vingt cinq nouvelles voitures, contre neuf lancées entre 1997 et 2000. Cette accélération, qui sera poursuivie au-delà de 2004, permet de gagner de nouvelles parts de marché en Europe, par un élargissement de l'offre assurant une meilleure réponse aux attentes de la clientèle ; les gammes des marques Peugeot et Citroën composées de trente voitures différentes en 1997, voitures particulières et véhicules utilitaires légers confondus, seront progressivement étendues à trente sept voitures en 2004. L'accélération des lancements vise également à réduire la sensibilité du groupe à la concurrence et à la pression sur les prix. Les nouvelles voitures représenteront ainsi une part croissante des ventes du groupe.

Le renouvellement et l'élargissement des gammes privilégient des concepts innovants, à fort potentiel d'image et attractifs pour la clientèle. En 2001, quatre nouveaux modèles ont ainsi été introduits. En 2002, six nouveaux modèles viendront enrichir les gammes de Peugeot et de Citroën.

INNOVATION ET DOMAINES D'EXCELLENCE

Le groupe veut continuer à affirmer une position de leader dans des domaines clés de la technologie automobile, principalement ceux liés à l'environnement, à la sécurité, au confort des automobilistes.

La technologie diesel est désormais reconnue pour ses qualités environnementales, grâce notamment au développement par PSA PEUGEOT CITROËN des motorisations à injection directe haute pression, dont le moteur HDI est la référence du marché, et à l'introduction en première mondiale par le groupe du filtre à particules. Le groupe étend son offre de motorisations diesel utilisant ces technologies et confirme son avance dans ce domaine grâce à de nouveaux développements.

Avec les mêmes objectifs, le groupe va introduire avant 2004 sur le marché, en série, une offre de véhicules hybrides et une offre de véhicules à très basse consommation (90 g CO₂/km).

Le groupe vise également une place de premier plan dans le développement des services télématiques embarqués.

FLEXIBILITE ET MAITRISE DES COUTS

Afin de maîtriser ses coûts, le groupe PSA PEUGEOT CITROËN a mis en place une ambitieuse stratégie de plates-formes. Elle repose sur trois nouvelles plates-formes, lancées à fin 2001, qui servent de base à l'ensemble des nouveaux véhicules du groupe ; les véhicules construits sur une même plate-forme partagent au moins 60 % de leur prix de revient. L'organisation industrielle spécialise progressivement chaque usine d'assemblage européenne sur une plate-forme, à l'exception de l'usine de Vigo en Espagne, réservée aux véhicules de grande hauteur. Cette stratégie génère une réduction substantielle des charges et des délais de développement, des dépenses d'industrialisation, des coûts de production et des prix d'achat des pièces et équipements, tout en favorisant la diversité des modèles. Elle permet maintenant de combiner une stabilisation des budgets de recherche et de développement et des investissements, après leur forte hausse des années précédentes et l'accélération en parallèle du rythme d'introduction des nouveaux modèles. En 2004, 85 % des voitures du groupe seront produites sur les trois nouvelles plates-formes.

Cette stratégie de plates-formes est accompagnée d'objectifs trans plates-formes consistant à mettre en commun des systèmes techniques partagés ; ceux-ci représenteront 30 % du prix de revient véhicule en 2004.

LA POLITIQUE DE COOPERATIONS STRATEGIQUES

Pour accélérer son développement et réduire ses coûts au-delà de sa stratégie interne de plates-formes, le groupe met en œuvre une politique de coopérations stratégiques. Celles-ci portent sur le partage avec des constructeurs indépendants, de manière ponctuelle et durable, du développement et de la production de composants ou de bases de véhicules pour lesquels l'effet de taille a un sens. A cet égard, le groupe PSA PEUGEOT CITROËN s'est depuis des décennies distingué par sa capacité à conclure des accords techniques et industriels respectant la personnalité et

l'autonomie des partenaires, que ce soit avec Renault depuis une trentaine d'années pour les moteurs V6 et les boîtes de vitesses automatiques, avec Fiat depuis quelque vingt ans pour les monospaces et les véhicules utilitaires légers ou avec Ford depuis 1998 pour les moteurs diesel. Cette dernière coopération permettra notamment au groupe d'être le premier constructeur mondial de moteurs diesel avant 2004 et de bénéficier des effets d'échelle associés. Le lancement en 2001 de la nouvelle motorisation diesel HDI de cylindrée 1,4 litre en constitue le premier fruit.

Au terme d'un accord cadre conclu au début de 2002, la coopération entre PSA PEUGEOT CITROËN et Fiat sur les véhicules utilitaires légers a été confirmée ; un nouveau monospace, développé sur une base commune, est lancé en 2002 par chacun des deux groupes.

La politique de coopérations stratégiques du groupe a connu un nouveau développement en 2001. Afin de répondre à la demande en Europe, Toyota et PSA PEUGEOT CITROËN ont décidé d'introduire un nouveau concept de voiture d'entrée de gamme. Pour ce faire, les deux groupes développent et, à partir de 2005, produiront dans une usine commune des voitures Toyota, Peugeot et Citroën sur une nouvelle plate-forme. Cet accord permet aux partenaires de partager les coûts de développement et de mettre en commun leurs compétences et leurs moyens. Il apporte les économies d'échelle indispensables à la compétitivité. Ce type de partenariat dans l'indépendance, similaire à ceux déjà conclus, constitue pour PSA PEUGEOT CITROËN la bonne réponse aux opportunités qu'offrent la mondialisation des marchés et l'évolution des attentes des clients. Le groupe continuera à développer sa politique de coopérations sur ces bases.

CROISSANCE INTERNE ET DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL

L'objectif du groupe est d'atteindre 3 500 000 véhicules et collections vendus à l'horizon 2004 ; l'augmentation des ventes sera réalisée tant en Europe occidentale, avec l'objectif d'une part de marché d'au moins 10 % dans tous les pays (sauf en Allemagne où le groupe vise 6,5 % du marché en 2004), qu'en dehors d'Europe où l'objectif porte sur 800 000 unités vendues à l'horizon 2004.



La stratégie commerciale est axée sur la modernisation des systèmes de distribution. Le groupe y consacrera 900 millions d'euros sur la période 2001-2004, soit une progression de 80 % par rapport à la période 1997-2000. En Allemagne, le développement des marques Peugeot et Citroën passe par une offre produit plus adaptée à la demande allemande et par la restructuration en cours des deux réseaux de concessionnaires.

Hors Europe, le groupe a choisi de privilégier les marchés dans lesquels circulent et se vendent des véhicules de type européen, ce qui lui permet d'optimiser l'utilisation de ses plates-formes ; les principales zones d'expansion sont ainsi : l'Europe centrale et la Turquie, le Mercosur et les principaux marchés d'Asie, en particulier la Chine et le Japon.

En Chine, PSA PEUGEOT CITROËN a annoncé, en novembre 2001, une nouvelle phase de développement de ses activités. Six nouveaux modèles seront produits en 2004 dans l'usine d'assemblage de Wuhan ; la marque Peugeot, aux côtés de la marque Citroën présente sur le marché chinois depuis 1992, va développer ses gammes de produits et un réseau de concessionnaires. Au plan industriel, une stratégie de plates-formes sera mise en place dans l'usine de Wuhan. Enfin, le partenariat avec Dongfeng Motors sera réorganisé avec la création de deux joint-ventures commerciales dédiées respectivement aux marques Peugeot et Citroën, et d'une joint-venture industrielle de production.

L'IMPERATIF DE RENTABILITE

Le groupe PSA PEUGEOT CITROËN a retenu comme outil de mesure de son efficacité industrielle et commerciale la rentabilité des

capitaux qu'il emploie.

Le groupe veut obtenir, en toutes circonstances, une rentabilité des capitaux employés d'au moins 8,5 % (après impôt) couvrant le coût des capitaux employés par le groupe et correspondant, pour la division automobile, à une marge opérationnelle de 3 % du chiffre d'affaires.

L'objectif du groupe est d'obtenir un taux de rentabilité des capitaux employés, mesuré après impôt, de 13,5 %. Pour l'activité automobile, cet objectif correspond à une marge opérationnelle de 6 % du chiffre d'affaires.

LA COHERENCE DES ACTIVITES NON AUTOMOBILES

Outre son activité majeure de constructeur automobile, le groupe PSA PEUGEOT CITROËN exerce trois métiers principaux : le financement des réseaux commerciaux et des clients des marques automobiles, le transport et la logistique, et enfin la conception et production de composants et de modules destinés à la production automobile.

Banque PSA Finance regroupe les activités de crédit aux concessionnaires et aux acheteurs des marques Peugeot et Citroën dans les principaux pays d'implantation de celles-ci ; ces activités, qui servent de socle à des offres diversifiées de services aux clients des marques, tiennent une place essentielle dans la stratégie du groupe.

Gefco est la deuxième entreprise de transport et de logistique en France et compte parmi les dix premières en Europe ; s'appuyant sur les trafics importants que constituent l'alimentation des usines et la distribution des voitures du groupe PSA PEUGEOT CITROËN, Gefco constitue un pôle durable de développement du groupe

et poursuit activement une politique de croissance de son activité au profit d'autres clients.

Enfin, le groupe PSA PEUGEOT CITROËN a confirmé, à l'occasion de l'acquisition par Faurecia en 2001 des activités automobiles de Sommer Allibert, l'importance qu'il attache au contrôle majoritaire de Faurecia, troisième équipementier européen et leader mondial dans chacune de ses activités (intérieur véhicule, échappement, blocs avant), fournissant la plupart des grands constructeurs mondiaux et disposant d'une complète autonomie de gestion.

PERSPECTIVES 2002

Face à un environnement économique plus incertain, le groupe PSA PEUGEOT CITROËN a retenu deux scénarios d'évolution du marché automobile européen pour 2002, correspondant l'un à la stabilité du marché au niveau de 2001, l'autre à un recul d'ampleur limitée.

Dans ce contexte, PSA PEUGEOT CITROËN est confiant dans sa capacité à poursuivre sa croissance en 2002 et se donne pour objectif de vendre 3 250 000 voitures. La dynamique des ventes va bénéficier du lancement de six nouveaux modèles (Citroën C3, Peugeot 307 SW, Peugeot 206 SW, notamment), de l'effet en année pleine des modèles lancés en 2001 (Peugeot 307 et Citroën C5) et du restylage de véhicules utilitaires légers.

Selon les scénarios de marché envisagés, l'objectif de marge opérationnelle pour 2002 s'inscrit à 4,8 % ou 5 % du chiffre d'affaires pour la division automobile et à 2 800 ou 2 900 millions d'euros pour le groupe dans son ensemble.

AUTOMOBILE

GROUPE PSA PEUGEOT CITROËN GROUPE PSA PEUGEOT CITROËN GROUPE PSA





En 2001, le marché automobile mondial a diminué de 1,2 % à 55,5 millions de voitures particulières et véhicules utilitaires légers. L'Amérique du Nord s'inscrit en repli après une excellente année 2000 ; l'Europe de l'Ouest a légèrement dépassé les niveaux élevés atteints les deux exercices précédents. Avec 16 697 400 immatriculations de véhicules neufs, le marché européen a progressé de 0,2 % par rapport à 2000. Le marché Nord américain a baissé de 1,3 % avec 18 748 000 véhicules vendus.

Dans leur ensemble, les marchés asiatiques et océaniques ont affiché une hausse de 1 %. Le marché chinois en particulier poursuit son développement avec plus de 717 600 voitures particulières vendues, soit une augmentation de 17,5 % par rapport à 2000. Le marché automobile japonais quant à lui s'est contracté pour la quatrième fois en 5 ans et a conclu l'année 2001 sur un recul de 0,9 % à 5 815 000 immatriculations.

En Amérique du Sud, les marchés automobiles ont enregistré une croissance globale de 3 % malgré des évolutions contrastées. Dans un contexte de crise économique, le marché argentin a chuté de 41,8 % par rapport à 2000 et le marché chilien

de 10 %. Dans le même temps, le marché brésilien a connu une deuxième année consécutive de hausse, avec une progression de 7,2 % et 1 516 200 ventes.

Enfin, les marchés automobiles de l'Europe centrale et Turquie ont été marqués par l'effondrement du marché turc (- 71,6 %) et le fort recul du marché polonais (- 31,5 %).

LES VENTES MONDIALES DE PSA PEUGEOT CITROËN

Avec 3 132 800 véhicules vendus dans le monde pour l'année 2001, contre 2 815 700 en 2000, les ventes de PSA PEUGEOT CITROËN sont en nette augmentation par rapport à l'année précédente. Le groupe a ainsi dépassé l'objectif de 3 000 000 de véhicules fixé pour 2001.

La croissance des ventes atteint 11,3 % en 2001, après 11,8 % en 2000, 10,4 % en 1999 et 8,7 % en 1998. En quatre ans, les ventes se sont accrues de près de 50 %. PSA PEUGEOT CITROËN consolide ainsi sa position de sixième constructeur mondial et améliore sa pénétration du marché mondial, à 5,4 %. Il enregistre la plus forte hausse de l'ensemble des constructeurs généralistes.

PEUGEOT CITROËN



Cette croissance s'explique par les bonnes performances des marques Citroën et Peugeot qui ont à nouveau battu leur record historique de vente. Les ventes de Peugeot sont en hausse de 13,5 % à 1 899 200 unités et celles de Citroën augmentent de 8 % à 1 233 600 unités.

LE MARCHÉ D'EUROPE DE L'OUEST

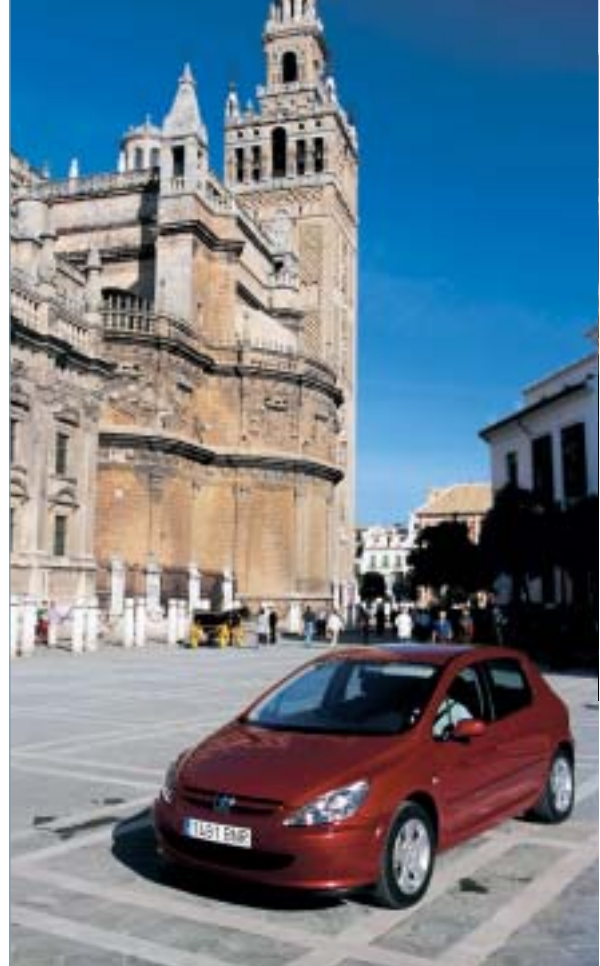
Sur le marché des voitures particulières et des véhicules utilitaires légers, quasiment stable par rapport à 2000 (+ 0,2 %), les immatriculations de PSA PEUGEOT CITROËN ont progressé de 10 %, atteignant 2 505 300 unités.

Cette croissance a permis au groupe d'améliorer sa pénétration dans tous les grands pays d'Europe et d'atteindre 15 % du marché européen, contre 13,7 % l'année précédente. Avec plus d'un point de gain de part de marché, il renforce à nouveau sa position de deuxième constructeur automobile européen. Il occupe ainsi la première place du marché en France, en Espagne et en Belgique et la seconde place au Royaume-Uni, au Portugal et aux Pays-Bas.

Grâce à des progrès notables en France (+ 15 %) et en Italie (+ 13,6 %) notamment, la marque Peugeot a immatriculé un total de 1 444 600 véhicules, soit une hausse de 9,5 %, et représente désormais 8,7 % du marché européen contre 7,9 % en 2000. Avec une progression des immatriculations de 10,5 % par rapport à 2000, à 1 060 700 véhicules, la marque Citroën atteint 6,3 % du marché européen contre 5,8 % l'année précédente. Son avancée est particulièrement marquée au Royaume-Uni (+ 47 %) et en Allemagne (+ 16,6 %).

Sur le marché des voitures particulières, le groupe PSA PEUGEOT CITROËN a consolidé sa place de deuxième constructeur européen avec 2 141 600 véhicules immatriculés, soit une hausse de 11 % par rapport à 2000. Sa pénétration a atteint 14,4 % en 2001 contre 13,1 % l'année précédente, lui permettant de se rapprocher du premier constructeur européen et de distancer à nouveau ses autres concurrents. Peugeot a immatriculé 1 279 800 véhicules (+ 9,9 %) et Citroën 861 800 véhicules (+ 12,7 %).

Sur le marché des véhicules utilitaires légers, le groupe PSA PEUGEOT CITROËN a, une nouvelle fois en 2001, conforté sa



position de premier constructeur européen. Avec 363 700 véhicules immatriculés, dont 164 800 pour Peugeot et 198 900 pour Citroën, le groupe a enregistré une progression de 4,1 % par rapport à 2000. Il atteint 19,5 % du marché soit un gain de 1,4 point par rapport aux 18,1 % de l'année précédente.

En France, le marché automobile a atteint son plus haut niveau depuis 1990. Plus de 2 688 600 voitures particulières et véhicules utilitaires légers ont été immatriculés en 2001, soit une progression de 5,5 % par rapport à 2000. Le succès commercial de PSA PEUGEOT CITROËN, premier constructeur du pays avec une part de marché de 34 %, s'est traduit par une croissance des immatriculations de 12,6 %, largement supérieure à la moyenne du marché, et un gain de plus de 2 points de pénétration. Les marques du groupe ont ainsi immatriculé 913 400 véhicules en 2001 contre 811 100 en 2000. Cinq modèles Peugeot et Citroën figurent parmi les 10 voitures les plus vendues en 2001, dont la Peugeot 206 qui arrive en première position et la Citroën Xsara qui poursuit son succès grâce à la version Picasso. La marque Peugeot atteint 20,2 % de pénétration tandis que la marque Citroën représente 13,8 % du marché français.



AUTOMOBILE

En Espagne, le nombre d'immatriculations de voitures particulières et véhicules utilitaires légers a atteint 1 724 700 unités, soit une hausse de 2,6 % par rapport à 2000. Avec un taux de pénétration de 22,2 %, qui représente 382 600 véhicules, le groupe a maintenu sa position de leader. La marque Citroën occupe la deuxième place du marché avec 200 400 immatriculations et un taux de pénétration de 11,6 %. Elle s'appuie notamment sur la Citroën Xsara qui est restée le modèle le plus vendu en Espagne en 2001. De son côté, outre le succès confirmé de la 206, la marque Peugeot a profité du lancement en mai 2001 de la 307, bien adaptée aux caractéristiques du marché espagnol, pour poursuivre son avancée commerciale. Ainsi, elle a immatriculé 182 200 véhicules, soit une augmentation de 7,8 % par rapport à 2000 et une part de marché de 10,6 %.

En Grande-Bretagne, le marché automobile s'est révélé particulièrement dynamique, enregistrant 2 718 600 immatriculations de voitures particulières et véhicules légers en 2001, soit une hausse de 10,2 % par rapport à 2000. Le groupe PSA PEUGEOT CITROËN a progressé de manière encore plus marquée, avec une hausse de 21,9 %. Il devient ainsi le deuxième constructeur automobile du pays avec 13,7 % de taux de pénétration contre 12,4 % l'exercice précédent. Le groupe a bénéficié de la performance de la marque Citroën qui a affiché une croissance exceptionnelle de 47 % et a atteint 5,6 % de part de marché, à 151 300 unités. La Xsara Picasso s'est notamment imposée comme le leader du segment des monospaces. Pour sa part, soutenue par le

succès confirmé de la 206, la marque Peugeot a largement dépassé son record de l'année 2000 avec 220 600 immatriculations ; sa pénétration du marché britannique s'établit ainsi à 8,1 %.

En Italie, les immatriculations de voitures particulières et véhicules utilitaires légers sont restées proches du niveau atteint en 2000. Avec 2 633 400 véhicules immatriculés en 2001, le marché automobile s'établit en léger recul de 0,6 % par rapport à l'année précédente. Dans ce contexte et dans un marché caractérisé par la prédominance du segment des petites voitures (plus de 50 % des ventes), le groupe PSA PEUGEOT CITROËN a enregistré une croissance élevée de ses immatriculations, de 8,4 %, et une nette amélioration de sa pénétration, celle-ci passant de 7,4 % en 2000 à 8 % en 2001.

La marque Peugeot a fortement progressé grâce à la très bonne tenue de la 206, qui répond parfaitement aux attentes du marché italien, et à l'excellent démarrage de la 307. Peugeot a affiché une hausse de 13,6 %, atteignant 4,8 % du marché. La montée en puissance de la Xsara Picasso a permis à Citroën d'augmenter ses immatriculations de 1,3 % et de maintenir sa pénétration à 3,2 % malgré le ralentissement des ventes de Saxo.

En Allemagne, après la chute de 10,7 % du marché enregistrée en 2000, les immatriculations de voitures particulières et de véhicules utilitaires légers ont fini l'année 2001 sur une baisse de 1,2 %, à 3 547 700 véhicules. Le groupe

PSA PEUGEOT CITROËN a continué à renforcer ses positions. Il a enregistré une croissance de 5,6 % et a vu sa part de marché passer à 4,8 % avec 1 713 000 véhicules immatriculés. La marque Citroën a notamment affiché la plus forte progression parmi les constructeurs généralistes avec une hausse de 16,6 % et une pénétration de 1,8 %. Cette progression est due au succès de la Xsara Picasso, au bon démarrage de Citroën C5 et au maintien à un niveau élevé des ventes de Berlingo à destination des particuliers. La marque Peugeot a vu ses immatriculations et sa pénétration rester à un niveau stable. Elle réalise néanmoins une très bonne performance sur le segment du haut de gamme avec plus de 3 100 Peugeot 607 vendues en 2001 grâce aux versions diesel équipées de filtre à particules. La restructuration des réseaux commerciaux des deux marques est rentrée en 2001 dans une phase décisive et va permettre, fin 2002 pour la marque Peugeot, fin 2003 pour la marque Citroën, de disposer de réseaux de vente nettement plus dynamiques.

Dans les autres pays d'Europe de l'Ouest, les marques Peugeot et Citroën affichent une pénétration de 13,5 %, en hausse de près de 2 points par rapport à 2000. Outre le succès des nouveaux produits, cette amélioration reflète les efforts du groupe pour atteindre une part de marché d'au moins 10 % dans chaque pays européen (à l'exception de l'Allemagne où il vise 6,5 %).

LES MARCHES HORS EUROPE DE L'OUEST

En 2001, le groupe PSA PEUGEOT CITROËN a accéléré sa croissance en dehors d'Europe occidentale où les ventes ont progressé de 22,5 % par rapport à l'année précédente. Avec 587 300 véhicules dont 414 200 pour Peugeot et 173 100 pour Citroën, elles représentent désormais 18,8 % du total des ventes mondiales du groupe contre 17 % en 2000.

En Amérique du Sud, le groupe PSA PEUGEOT CITROËN a vendu 119 000 véhicules, en hausse de 12 % par rapport à 2000. Dans le Mercosur, le groupe PSA PEUGEOT CITROËN a continué de progresser (+ 8,6 %) et a atteint 4,8 % de pénétration, avec 81 700 véhicules vendus



en 2001 dont 60 200 pour Peugeot et 21 500 pour Citroën.

En Argentine, le marché a de nouveau enregistré un fort recul et le groupe n'a pu éviter une baisse de 30,4 % de ses ventes, à 31 100 unités, améliorant toutefois ses parts de marché qui passent de 16,1 % en 2000 à 18,2 % en 2001.

Au Brésil, les immatriculations du groupe PSA PEUGEOT CITROËN ont progressé de 69,4 %, à 47 600 véhicules ; le groupe a progressé beaucoup plus fortement que le marché, faisant passer sa pénétration de 2,2 % en 2000 à 3,1 % en 2001. Grâce au lancement en juillet 2001 de la 206 1 litre, la marque Peugeot a accédé au segment majeur du marché brésilien, celui des voitures dites "populaires", tandis que Citroën a bénéficié du lancement de la Xsara Picasso. Peugeot 206 et Citroën Xsara Picasso sont les deux premiers modèles fabriqués dans le nouveau centre de production de Porto Real, dans l'Etat de Rio de Janeiro, opérationnel depuis le début de l'année 2001.

Au Chili, dans un marché en recul de 10 %, les ventes du groupe ont progressé de 36,6 % par rapport à 2000 avec 18 300 unités.



Au Mexique, Peugeot a mis en place une filiale d'importation-distribution opérationnelle depuis mai 2001. Cette création a permis de donner plus d'ampleur à l'activité, portant ses ventes à 2 800 unités. Cette tendance va se poursuivre avec l'offre d'une gamme plus complète et le développement d'un réseau de concessionnaires.

Dans les pays d'Europe centrale (Pologne, Hongrie, République Tchèque, Slovaquie, Croatie et Slovaquie), le marché affiche un recul de 11,8 % par rapport à 2000. Grâce à la mise en place de réseaux solides, le groupe PSA PEUGEOT CITROËN a bien résisté à la conjoncture, enregistrant une progression de 11 % avec 96 200 véhicules vendus, soit 10,6 % de part de marché. La marque Peugeot a créé une filiale d'importation en Slovaquie, en novembre 2001.

En Turquie, les ventes du groupe PSA PEUGEOT CITROËN ont baissé en parallèle de l'effondrement du marché, passant de 40 200 unités en 2000 à 12 600 unités en 2001, soit un repli de 68,7 %.

En Iran, Peugeot a enregistré une forte hausse des facturations de collections d'éléments détachés, qui sont passées de 44 200 unités en 2000 à 102 600 en 2001.

Le groupe PSA PEUGEOT CITROËN s'appuie sur deux partenariats pour la production de ses modèles. Ainsi, les Peugeot 206 sont assemblées par Iran Khodro, premier constructeur automobile iranien et partenaire de Peugeot depuis 1988. De son côté, Citroën produit des Xantia dans le cadre d'un partenariat noué en 2000 avec Saipa, deuxième constructeur national.

En Chine, le marché des véhicules particuliers a progressé de 17,5 % par rapport à 2000, avec 717 600 véhicules vendus. Les ventes de la marque Citroën, présente à travers la société Dongfeng Citroën Automobile Company (DCAC), ont progressé de 2,3 %, à 53 200 unités, soit une part de marché de 7,4 % contre 8,5 % l'année précédente. La Citroën Xsara Picasso, produite et commercialisée localement depuis la fin de l'année 2001, est venue s'ajouter à la ZX Fukang et permet à la marque d'offrir une gamme plus riche. Cette évolution prépare la seconde phase de développement du groupe en Chine.

Au Japon, après une croissance de 59 % en 2000, le groupe PSA PEUGEOT CITROËN a affiché une croissance de 19,5 % en 2001, à 14 300 véhicules vendus, grâce au succès de la Peugeot 206 et au renforcement de ses principaux points de vente. Afin d'assurer son développement commercial dans le pays, Citroën a annoncé, en octobre 2001, la création d'une filiale d'importation et de distribution.

LES PRINCIPAUX VECTEURS DE CROISSANCE EN 2001

La Peugeot 206

En 2001, la Peugeot 206 a continué à rencontrer un vif succès auprès de la clientèle. Avec une progression de 16,1 % par rapport à 2000, elle a totalisé 828 700 ventes en 2001 et a été la voiture particulière la plus vendue en Europe occidentale au cours de l'année. Depuis son lancement en 1998, plus de 2 millions d'unités ont été produites. Pour affirmer son avancée commerciale, la gamme 206 a été complétée fin 2000 avec la 206 CC dont le rythme de fabrication dépasse 400 véhicules/jour. L'offre s'est aussi enrichie d'une nouvelle motorisation diesel HDI (DV4 TD) de cylindrée 1,4 litre et la Peugeot 206 est maintenant équipée du multiplexage, technologie qui permet de multiplier les prestations d'aide au conducteur, de sécurité et de confort jusque là réservées aux véhicules haut de gamme. Enfin, la montée en puissance industrielle s'est poursuivie hors d'Europe occidentale, notamment au Brésil et en Iran.

La Citroën Xsara Picasso

Pour sa première année de pleine commercialisation, la Citroën Xsara Picasso a confirmé son succès commercial. La Xsara Picasso, première étape du renouveau de l'ensemble des gammes de la marque, permet à Citroën de toucher une nouvelle clientèle, plus jeune et plus familiale et son succès d'image a profité à l'ensemble de son offre. La gamme Picasso s'est enrichie d'une version " Exclusive " à haut niveau d'équipement, présentée en septembre 2001 au Salon de Francfort.

231 000 Citroën Xsara Picasso ont été vendues en 2001, soit une hausse de 36 % par rapport à 2000. La production de Xsara Picasso a aussi débuté en dehors d'Europe de l'Ouest, en Chine et au Brésil où elle est produite depuis février 2001.

La Peugeot 607

Les ventes de la Peugeot 607 ont atteint 38 900 unités, confirmant la très bonne tenue de cette voiture haut de gamme. Les versions diesel, désormais toutes équipées du filtre à particules, ont connu un développement particulièrement fort, notamment en Europe du Nord.

La Citroën C5

Lancée en mars 2001 en version Berline et en juin en version Break, la Citroën C5 renouvelle l'offre de Citroën dans le segment des grandes routières classiques. Outre une habitabilité inédite et un confort remarquable, Citroën C5 se démarque également par ses innovations technologiques au service du client, dont la suspension Hydractive 3 qui établit de nouveaux standards en termes de tenue de route et de confort remarquable. Enfin, elle a reçu dès son lancement le moteur 2,2 litres HDI couplé au filtre à particule. Fort de ces innovations, Citroën C5 a fortement contribué à la croissance des ventes de la marque avec 135 800 unités vendues dans le monde, en ligne avec l'objectif prévu.

La Peugeot 307

Elue "Voiture de l'année 2002" par les journalistes automobiles européens, la Peugeot 307 est le modèle phare de l'année. Grâce à une architecture très innovante, cette voiture lancée en avril 2001 offre, outre une esthétique totalement novatrice, une habitabilité et une luminosité exceptionnelles dans ce segment. De plus, la Peugeot 307 propose des équipements de sécurité et de confort habituellement réservés aux véhicules de plus haute gamme. Enfin, la Peugeot 307 est équipée des motorisations diesel les plus modernes avec le nouveau diesel HDI 1,4 litre et le HDI 2,0 litres (110 ch) équipé d'un filtre à particules. Après une montée en cadence rapide au premier semestre 2001, les centres de Sochaux et de Mulhouse assurent désormais une production quotidienne de 2 000 véhicules. 263 100 unités ont été vendues en 2001.



Les Citroën Berlingo et Peugeot Partner

L'année 2001 a de nouveau été une année de croissance à deux chiffres pour ces modèles lancés en 1996. 300 000 exemplaires de Citroën Berlingo et Peugeot Partner ont été vendus en 2001, soit une progression de 11 % par rapport à l'année précédente. Les ventes aux particuliers se sont fortement accrues avec le succès du concept Modutop d'aménagement intérieur de Citroën Berlingo et les deux modèles ont poursuivi leur développement international, notamment dans les pays d'Europe centrale et orientale.

TECHNOLOGIES

Le moteur HDI et le filtre à particules

L'année 2001 a vu se poursuivre le succès et la généralisation de l'offre HDI. Cette technologie qui permet de réduire la consommation et de limiter les émissions à l'échappement, tout en améliorant l'agrément de conduite, a été implantée dans presque toutes les gammes du groupe et a contribué à répondre à la forte demande de la clientèle. Le groupe a lancé à l'automne 2001 un nouveau moteur HDI 1,4 litre, premier fruit de la coopération initiée en 1998 avec Ford Motor Company. Ce tout nouveau moteur, qui vient enrichir la famille des moteurs HDI, est destiné aux petites et moyennes voitures. Il équipe déjà les Peugeot 307 et Peugeot 206 et sera



AUTOMOBILE

introduit début 2002 sur la Citroën C3. Plus d'un million de véhicules équipés de motorisations HDI ont été vendus par Peugeot et Citroën en 2001, soit une progression de 40 % par rapport à 2000. Les motorisations diesel ont ainsi représenté 49 % des ventes du groupe.

D'autre part, PSA PEUGEOT CITROËN reste le seul constructeur à offrir la technologie du filtre à particules sur les motorisations diesel, une innovation particulièrement favorable à la protection de l'environnement. La Peugeot 607 ainsi que la Citroën C5, la Peugeot 406 et la Peugeot 307 en sont désormais équipées. En 2001, plus de 127 000 véhicules du groupe ont été équipés de filtres à particules.

CHIFFRE D'AFFAIRES ET MARGE OPERATIONNELLE

Les résultats

Le chiffre d'affaires réalisé au titre de l'activité automobile, 41 524 millions d'euros, est en progression de 10,9 % par rapport à 2000, en ligne avec l'évolution des volumes.

La marge opérationnelle de l'activité automobile atteint 1 992 millions d'euros en 2001, en hausse de 26 % par rapport à 2000, et représente 4,8 % du chiffre d'affaires de cette activité contre 4,2 % en 2000. Comme les trois années précédentes, l'objectif fixé pour l'année 2001 a été atteint.

La rentabilité des capitaux propres employés dans la division automobile, mesurée après impôt normatif, s'est établie à 14,4 % en 2001. Cette nouvelle progression reflète l'amélioration constante du niveau de marge opérationnelle ainsi que l'efficacité croissante de l'utilisation des capitaux employés.

La politique de réduction des coûts

Au cours de l'année 2001, PSA PEUGEOT CITROËN a poursuivi sa stratégie de plates-formes. Les 3 nouvelles plates-formes communes étaient lancées à fin 2001 et 50 % des voitures du groupe ont été produites sur celles-ci en 2001. 65 % des voitures seront produites sur les nouvelles plates-formes communes du groupe en 2002.

D'autre part, le groupe PSA PEUGEOT CITROËN a de nouveau amélioré l'utilisation de ses capacités de production en 2001. Selon l'indice Harbour, qui mesure le taux d'utilisation de la capacité d'une usine sur la base de sa capacité horaire, d'une journée moyenne de 16 heures et d'une durée annuelle d'utilisation de 235 jours, les capacités de montage en Europe de l'Ouest ont été utilisées à hauteur de 114 % en 2001 contre 101 % pour l'ensemble de l'année 2000. A cet effet, le groupe a, en particulier, mis en place un système de production "non stop", sans interruption l'été, dans les usines de Mulhouse et de



Vigo et, dans les autres usines, a maintenu comme en 2000 la durée de la fermeture estivale à 3 semaines au lieu de 4. Par ailleurs, les capacités de production du groupe en Amérique du Sud ont été complétées par la construction du nouveau centre de production de Porto Real, dans l'Etat de Rio de Janeiro, au Brésil. Inauguré en février 2001, le site a démarré sa production avec la Citroën Xsara Picasso à laquelle est venue s'ajouter, en avril, la Peugeot 206. L'usine possède une capacité de production de 70 000 unités par an en 2 équipes, avec une possibilité de doublement à terme. En avril 2001, la construction d'une nouvelle usine de moteurs, d'une capacité d'environ 50 000 moteurs essence, a débuté sur le même site, pour un démarrage optimal en 2002.

AUTOMOBILE

En 2001, la réduction des coûts de production a généré un gain brut de 609 millions d'euros, en partie amputé par l'impact négatif de l'évolution des coûts de matières premières, estimé à 144 millions d'euros, et par les surcoûts conjoncturels de production générés par la forte croissance de l'activité, estimés à 49 millions d'euros (dont 40 millions d'euros sur le premier semestre).

La politique d'investissements :

Les investissements corporels du groupe s'inscrivent à 2 947 millions d'euros, stables par rapport à 2000 où ils avaient atteint 2 932 millions d'euros, et concernent pour l'essentiel la division automobile ; pour celle-ci, le montant des investissements s'élève à 2 398 millions d'euros en 2001 contre 2 497 millions d'euros en 2000. Le groupe PSA PEUGEOT CITROËN continuera à contrôler ses investissements totaux à hauteur de 3 milliards d'euros. Sur la période, ils resteront axés sur les nouveaux modèles, les systèmes techniques stratégiques tels que les moteurs ou les boîtes de vitesse ainsi que sur le développement international.

LE DEVELOPPEMENT DES GAMMES DE PRODUITS EN 2002

L'accélération du renouvellement et de l'élargissement des gammes de voitures du groupe, engagée en 2001, se poursuit en 2002 avec l'introduction de 6 nouveaux modèles : la Citroën C3 qui constitue une nouvelle étape clé dans le redéploiement de la marque Citroën - avec un objectif de 150 000 unités en 2002 et 330 000 unités en année pleine ; les versions SW de la



Peugeot 206 et de la Peugeot 307 qui viendront compléter les gammes existantes ; les nouveaux monospaces Peugeot 807 et Citroën C8 qui viendront renouveler l'offre actuelle ; enfin, la Peugeot 206 sport viendra s'ajouter à l'offre 206.

Présentée au salon de Francfort 2001, la Citroën C3 va poursuivre le renouveau de la marque, engagé avec les lancements de la Xsara Picasso et de la C5. Avec sa nouvelle architecture et son volume inédit, elle se place dans la gamme Citroën entre la Saxo et la Xsara. Lancée au cours du premier semestre 2002, elle disposera de trois motorisations essence et de deux moteurs diesel à injection directe (1,4 litre HDI 70 ch et 1,4 litre HDI 92 ch) et offrira à la clientèle des prestations de sécurité active et passive au meilleur niveau.

Peugeot présente au Salon de Genève 2002 la 206 SW qui viendra compléter la gamme 206. Elle combine le caractère racé et dynamique de la berline avec un vaste aménagement intérieur et constitue à ce titre une offre unique en Europe. A côté de la version coupé cabriolet, elle contribuera à maintenir la Peugeot 206 en première place du palmarès européen.

Une nouvelle étape du développement de la gamme Peugeot 307 est engagée avec la 307 SW, également présentée au salon de Genève 2002. Ce concept innovant, qui sera lancé au premier semestre 2002, offre une nouvelle approche de l'intérieur du véhicule ; il offre une modularité exceptionnelle de l'agencement intérieur et une luminosité exceptionnelle fournie par le toit panoramique athermique.

EQUIPEMENT AUTOMOBILE

GROUPE PSA PEUGEOT CITROËN GROUPE PSA PEUGEOT CITROËN GROUPE PSA





EQUIPEMENT AUTOMOBILE

L'événement majeur de l'année 2001 pour le groupe Faurecia a été l'acquisition des activités automobiles de Sommer Allibert. Cette opération constitue une étape stratégique pour son développement et positionne désormais Faurecia au premier plan mondial dans chacun de ses métiers : siège (n°3 mondial), planche de bord et cockpit (n°2 mondial), porte (n°3 mondial), module acoustique, bloc-avant (n°2 mondial), échappement (n°3 mondial).

En parallèle, un certain nombre d'accords de joint-venture ont été signés au cours de l'année 2001, comme celui conclu avec NHK qui vise à développer et à produire en commun des nouveaux sièges automobiles.

ACTIVITE

L'année 2001 a de nouveau été marquée par une forte croissance des activités de Faurecia, en particulier pour les sièges automobiles et l'intérieur véhicule. Le groupe a profité de nombreux lancements effectués par ses clients constructeurs malgré un ralentissement, en fin d'année, des volumes de production.

Pour les systèmes d'échappement, le chiffre d'affaires, à 2 219 millions d'euros, augmente de 12,7 % essentiellement en raison de la hausse des prix des métaux précieux inclus dans les catalyseurs. Hors ventes de catalyseurs, le chiffre d'affaires s'établit à 1 040 millions d'euros, en baisse de 0,9 %.



Pour les sièges automobiles, les ventes ont bénéficié du bon positionnement de Faurecia sur de nouveaux modèles tels que Audi A4, Citroën C5, Peugeot 307 et Renault Laguna II. Le chiffre d'affaires progresse de 17,2 % à 3 519 millions d'euros.

Pour l'intérieur véhicule, le chiffre d'affaires, à 3 298 millions d'euros, augmente de 15,3 % à périmètre comparable. En sus du bon positionnement de Faurecia évoqué ci-dessus, la forte progression est également liée au développement des ventes de BMW X5 aux Etats-Unis et à l'intégration croissante des airbags dans les planches de bord.

Enfin, avec un chiffre d'affaires de 575 millions d'euros, l'activité blocs avant bénéficie pour une part significative des ventes à Audi dont Faurecia équipe dorénavant la quasi totalité de la gamme.

RESULTATS

Sur l'ensemble de l'exercice 2001, le chiffre d'affaires consolidé du groupe Faurecia s'établit à 9 611 millions d'euros, en progression de 64,6 % par rapport à l'année précédente où il s'élevait à 5 840 millions d'euros. Il intègre pour la première année

l'activité de Sommer Allibert. A périmètre comparable, le chiffre d'affaires consolidé s'accroît de 14,5 % par rapport à 2000.

La marge opérationnelle de Faurecia s'établit à 260 millions d'euros, soit 2,7 % du chiffre d'affaires, la contribution des activités automobiles de Sommer Allibert s'élevant à 134 millions d'euros. L'effet de la croissance des volumes d'activité a été plus que compensé par deux éléments : l'évolution du coût des matières premières, notamment plastiques, et les coûts de démarrage de nouveaux produits et de nouvelles unités de production, en nombre particulièrement important en 2001.

Retenant pour 2002 un scénario de recul de la production automobile en Europe et en Amérique du Nord, le groupe Faurecia a décidé d'accélérer les opérations de restructuration qui s'ajoutent au plan "Dix sur Dix" lancé en 2000.

Dans ce contexte, Faurecia anticipe un ralentissement de son activité au premier semestre 2002, suivi d'une reprise dans la deuxième moitié de l'année.

EQUIPEMENT AUTOMOBILE

TRANSPORT ET LOGISTIQUE GEFCO

GROUPE PSA PEUGEOT CITROËN GROUPE PSA PEUGEOT CITROËN GROUPE PSA



Au cours de l'exercice 2001, le groupe Gefco a confirmé sa stratégie de développement de services à haute valeur ajoutée, reposant sur des fournisseurs tiers pour les moyens physiques de transport.

En mai 2001, Gefco a cédé au groupe Via Location sa filiale Transauto Stur, comprenant l'ensemble des moyens routiers de son activité Messagerie et Transports de lots. Gefco a également accéléré la modernisation des systèmes d'information, au service des clients qui attendent de plus en plus la traçabilité des produits transportés pour optimiser leur chaîne d'approvisionnement. Dans le même temps, chacune des activités de Gefco – Distribution et préparation de voitures, Messagerie et transports de lots, Logistique et fret maritime et aérien – a poursuivi son expansion en dehors d'Europe occidentale, principalement en Amérique latine et en Europe de l'Est, en ligne avec les priorités de développement de la division automobile. Gefco a également pris le contrôle de la société Traditrans, qui opère désormais sous le nom de Gefco Maroc.

ACTIVITES

En 2001, la Distribution et la Préparation de Véhicules ont porté sur 3,1 millions de véhicules neufs, soit 10,9 % de plus qu'en 2000. De nouveaux ateliers destinés à la remise en état de véhicules en retour de location ont été créés en France, au Royaume-Uni, aux Pays-Bas, en Espagne et au Portugal.

L'activité Messagerie et Transports de lots a connu une progression de 6 % en Europe malgré le ralentissement économique perceptible dès le début de l'exercice.

En dehors d'Europe, l'activité a progressé de 16,5 %. Sur l'ensemble des marchés, les ventes de cette activité ont enregistré une hausse de 13,2 %.

L'activité Logistique a poursuivi en 2001 une progression très soutenue (40,6 %), supérieure à celle de l'année précédente (32,5 %) avec la mise en service en fin d'exercice d'un magasin de stockage et de distribution de pièces de rechange automobile en Pologne, assurant la livraison de l'ensemble des concessionnaires Peugeot et Citroën dans ce pays. Le technopôle ouvert à Porto Real au Brésil a poursuivi sa montée en régime, accompagnant ainsi la croissance de production de la nouvelle usine de PSA PEUGEOT CITROËN.

En Argentine, la croissance a été forte, notamment auprès des clients industriels et du secteur de la distribution ; la crise économique a conduit la filiale locale à prendre les mesures d'adaptation nécessaires. La rénovation des systèmes d'information et de communication s'est poursuivie pendant tout l'exercice 2001. La première moitié des nouveaux progiciels d'exploitation a été mise en service en fin d'année, leur déploiement devant être effectif dans l'ensemble du périmètre de Gefco au cours de l'année 2002. Ces nouveaux systèmes permettront à Gefco de répondre aux attentes du marché et dans le même temps de poursuivre son programme de baisse des coûts.

RESULTATS

Le chiffre d'affaires net hors taxe de Gefco s'est élevé à 2 643 millions d'euros, en croissance de 13,5 % par rapport à l'exercice 2000 (+ 14,9 % à périmètre comparable). La marge opérationnelle s'est établie à 119 millions d'euros en hausse de 19 % par rapport à l'exercice 2000.

La croissance de l'activité, la poursuite du programme de compétitivité et les hausses tarifaires significatives intervenues ont permis d'améliorer le taux de marge opérationnelle qui atteint 4,5 % du chiffre d'affaires contre 4,3 % l'année précédente.



FINANCEMENT

BANQUE PSA FINANCE

GROUPE PSA PEUGEOT CITROËN GROUPE PSA PEUGEOT CITROËN GROUPE PSA



ACTIVITE

La production de nouveaux crédits automobiles à la clientèle de Peugeot et Citroën s'établit en 2001 à 801 100 dossiers, en hausse de 13,9 % par rapport à 2000. La progression a été particulièrement marquée en Italie (+ 26,4 %), en Suisse (+ 25,5 %) et en France (+ 16,6 %). Dans tous les pays où opère la banque, cette progression a été obtenue par la combinaison de la croissance des ventes des deux marques automobiles du groupe et d'un renforcement de la gamme de produits offerte par Banque PSA Finance. Celle-ci comprend désormais une forte part de produits de services, associant au financement des prestations d'assurance, de maintenance, d'extension de garantie et de gestion de véhicules et de flottes. Cette évolution s'accompagne d'un succès croissant des opérations de location avec option d'achat, qui représentent 19,7 % des nouveaux contrats en 2001, contre 17,9 % l'année précédente.

Le taux de pénétration de Banque PSA Finance, rapport entre le nombre de véhicules financés par la banque et les immatriculations des marques Peugeot et Citroën accessibles à celle-ci, a atteint 25,3 %, soit un gain de 1,2 point par rapport à 2000.

Le nombre de contrats de financement de véhicules d'occasion progresse légèrement à 181 400 dossiers, contre 176 900 dossiers en 2000. Banque PSA Finance a poursuivi sa politique de sélection de véhicules récents, limitant ainsi ses risques, tout en favorisant la fidélisation de la clientèle.

La production des nouveaux financements à la clientèle finale s'est au total élevée à 7 900 millions d'euros à fin décembre 2001, soit une hausse de 16,7 % par rapport à

l'année précédente, supérieure à celle du nombre de véhicules financés.

Cette évolution résulte de la hausse du capital moyen financé par véhicule, due à l'amélioration du mix des ventes de Peugeot et Citroën. Pour sa part, le niveau total des encours sur la clientèle, 12 900 millions d'euros au 31 décembre 2001 contre 10 900 millions d'euros au 31 décembre 2000, progresse de 18,5 % ; après titrisation en juin 2001 d'un milliard d'euros de créances automobiles, cette progression est ramenée à 9,2 %.

Dans le domaine du financement des réseaux de distribution automobile, Banque PSA Finance a bénéficié de la forte croissance des ventes des marques et a élargi son activité de financement de pièces de rechange à de nouveaux pays. Le montant total des financements accordés aux réseaux de distribution s'est ainsi accru de 16,1 %, à 34 000 millions d'euros.

Au terme de cette nouvelle année de forte croissance, l'encours global de crédit de Banque PSA Finance affiche, à 17 200 millions d'euros avant titrisation, une croissance de 17,3 % par rapport à l'année précédente, après des hausses de 15,8 % en 2000 et de 18,2 % en 1999.

L'exercice a par ailleurs été marqué par une nouvelle étape dans la constitution d'une organisation intégrée en Europe ; cette stratégie vise à bénéficier d'un développement rapide et homogène de l'ensemble des gammes de produits de la banque sur tous les marchés nationaux ainsi que de fortes économies d'échelle dans sa gestion. Au cours de l'exercice, Banque PSA Finance a mis en place au Royaume-Uni les moyens humains, les compétences métiers et les systèmes informatiques qui lui ont permis, dès le

1^{er} janvier 2002, de reprendre directement, via une succursale, les opérations de crédit jusque-là gérées avec un partenaire extérieur.

Les systèmes informatiques mis en place au Royaume-Uni, basés sur des logiciels déjà utilisés par la filiale française de la banque, vont être rapidement généralisés à l'ensemble de l'Europe.

Hors d'Europe, l'activité de la banque au Brésil, démarrée courant 2000, s'est développée rapidement au service des clients des deux marques Peugeot et Citroën et a produit des bénéfices dès la première année complète. L'activité de financement a démarré en Pologne, en s'appuyant pour la gestion et le portage des crédits sur deux partenaires locaux, l'un pour la vente à crédit, l'autre pour le leasing.

RESULTATS

La marge opérationnelle de l'activité de financement s'établit à 248 millions en 2001 contre 264 millions d'euros en 2000. Cette évolution résulte de la baisse des marges sur les nouveaux contrats enregistrés en 2000 et au début de 2001 liée à la hausse des taux d'intérêt de refinancement qui n'a pu être intégralement répercutée à la clientèle du fait d'une concurrence élevée sur le marché du crédit à la consommation, notamment en France, en Espagne et en Italie. Elle résulte également des coûts informatiques exceptionnels générés par l'introduction de l'euro fiduciaire.

Cette évolution a été tempérée par la forte croissance de l'activité, par la bonne maîtrise des charges d'exploitation courante et du risque ainsi que par le sensible redressement des marges intervenu depuis le second semestre 2001.



AUTRES ACTIVITES

GROUPE PSA PEUGEOT CITROËN GROUPE PSA PEUGEOT CITROËN GROUPE PSA



PEUGEOT MOTOCYCLES

Après une baisse de 12 % en 2000, le marché européen des cycles motorisés (scooters et cyclomoteurs) a encore diminué de 14 %, tombant à 1 400 000 unités.

Les baisses les plus sensibles concernent l'Italie (- 30 %), mais aussi l'Espagne (- 28 %).

Malgré ce contexte difficile, Peugeot Motocycles n'aura vu qu'une légère réduction de son niveau de ventes, à 180 000 véhicules montés, contre 189 000 en 2000 (soit - 4,7 %), augmentant ainsi sa part de marché en Europe à 11,9 % contre 10,4 % en 2000, essentiellement en véhicules de moins de 50 cc (17 % contre 14 % en 2000).

Le chiffre d'affaires consolidé s'établit à 261,4 millions d'euros contre 264,7 millions d'euros en 2000 et la marge opérationnelle est négative de 7,6 millions d'euros en raison principalement de la contraction du marché.

L'année 2001 a été riche en événements avec en particulier le lancement d'une nouvelle gamme de scooters "grandes roues" (le Looxor), l'introduction de nouveaux moteurs à injection électronique, permettant de respecter les nouvelles réglementations environnementales Euro 2 et de réduire la consommation, tout en offrant un meilleur agrément de conduite ; certains modèles sont maintenant équipés de nouveaux dispositifs de freinage plus sécurisants, synchronisant les roues avant et arrière ; par ailleurs, un plan de modernisation des sites de Beaulieu-Mandeure et de Dannemarie a été engagé.

Le marché européen devrait rester étale en 2002 et le chiffre d'affaires progresser légèrement par rapport à 2001, grâce à

l'introduction, en mi-année, d'un nouveau scooter dans le haut de gamme.

SCMPL

La Société de Constructions Mécaniques Panhard & Levassor - SCMPL -, spécialisée dans la production de véhicules blindés à roues, a réalisé un chiffre d'affaires de 60,4 millions d'euros en 2001, en hausse de 46 % par rapport à celui réalisé en 2000. La marge opérationnelle s'établit à 7,8 millions d'euros.

L'année 2001 a été marquée par la réalisation des lots de la commande ferme de VBL-Longs pour l'Armée Française notifiée en mai 2000. En outre, elle a vu démarrer le programme de réalisation du marché pour le développement, l'industrialisation et la production en série de la diésélisation des véhicules ERC Sagaie en service dans l'Armée Française, notifié en août 2000.

Hors France, plusieurs contrats de VBL conclus en 2000 ont été exécutés en Grèce, au Portugal et en dehors d'Europe. SCMPL a poursuivi le développement de ses activités de remotorisation des véhicules de différents parcs existant à l'étranger. Un nouveau contrat important de VBL à l'exportation a été conclu fin 2001. Il devrait permettre à SCMPL de voir son chiffre d'affaires 2002 se situer à un niveau comparable à celui de 2001.

Au 31 décembre 2001, le carnet de commandes se monte à 80,9 millions d'euros. De plus, la notification prochaine d'un nouveau marché VBL pour l'Armée Française assure de bonnes perspectives d'activité pour les années à venir.

PEUGEOT CITROËN MOTEURS

Peugeot Citroën Moteurs - PCM - a poursuivi en 2001 le recentrage de son activité sur la fourniture de moteurs diesel de nouvelle génération, les moteurs HDI.

Le succès et les performances des nouveaux moteurs HDI ont accéléré l'obsolescence des motorisations précédentes entraînant une légère baisse des volumes des ventes, de 40 600 moteurs en 2000 à 36 650 moteurs en 2001.

Toutefois, PCM a pu maintenir le même niveau de chiffre d'affaires, réalisant 107 millions d'euros contre 106 millions d'euros précédemment.

PROCESS CONCEPTION INGENIERIE

Le groupe Process Conception Ingénierie - PCI - spécialisé dans la conception, et la réalisation de biens d'équipements industriels dans quatre domaines (Assemblage, Emboutissage, Ferrage et Usinage), a réalisé en 2001 un chiffre d'affaires de 386 millions d'euros.

Le montant de la prise de commandes s'est élevé à 343 millions d'euros au 31 décembre 2001.

Les différentes mesures mises en place tout au long de l'année 2001, tant au plan structurel qu'organisationnel ont permis de restaurer la rentabilité de PCI.

Le groupe PCI a ainsi dégagé en 2001 une marge opérationnelle de 5,4 millions d'euros en amélioration sensible par rapport à l'année précédente, et a confirmé son positionnement de fournisseur de premier rang au service de ses principaux donneurs d'ordres.



RESSOURCES HUMAINES

GROUPE PSA PEUGEOT CITROËN GROUPE PSA PEUGEOT CITROËN GROUPE PSA

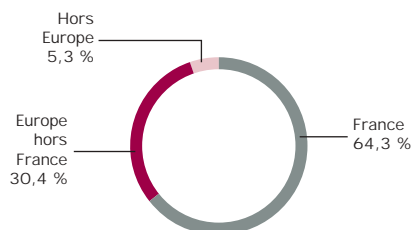


Levier essentiel pour l'atteinte des objectifs du groupe, la politique de ressources humaines de PSA PEUGEOT CITROËN doit à la fois permettre au groupe de disposer des compétences nécessaires à la mise en œuvre de sa stratégie et répondre aux attentes de collaborateurs, divers par leurs talents mais unis par une même passion pour l'automobile.

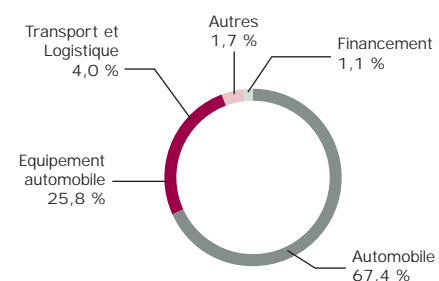
UNE POLITIQUE ACTIVE DE L'EMPLOI POUR S'ENTOURER DES MEILLEURES COMPÉTENCES

Le groupe a recruté 17 400 personnes dans le monde : près de 10 600 personnes en France dont 2 200 cadres et 6 800 personnes à l'étranger.

REPARTITION DES EFFECTIFS PAR ZONE GEOGRAPHIQUE AU 31 DECEMBRE 2001



REPARTITION DES EFFECTIFS PAR ACTIVITE AU 31 DECEMBRE 2001



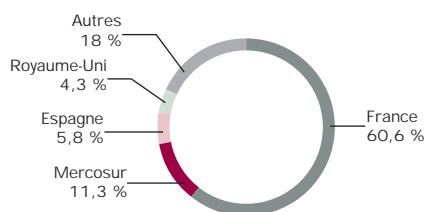
Ouverte à des formations et des parcours diversifiés, la politique de recrutement du groupe permet de doter les différentes implantations dans le monde des meilleures compétences à tous les niveaux. Ainsi, les effectifs du groupe au 31 décembre 2001 se sont établis à 192 500 personnes contre 172 400 personnes au 31 décembre 2000. A fin 2001, ils représentent 123 700 personnes en France et 68 800 personnes à l'étranger. Cette évolution tient compte de l'intégration de Sommer Allibert (plus de 18 000 personnes) dans Faurecia et de la poursuite du plan de départs anticipés des salariés âgés (1 800 départs en 2001 pour le groupe).



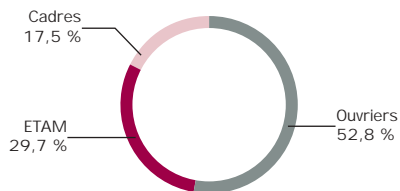
RESSOURCES HUMAINES

RESSOURCES HUMAINES

REPARTITION DES EMBAUCHES PAR ZONE GEOGRAPHIQUE



REPARTITION DES EMBAUCHES PAR CATEGORIE



Le groupe a la volonté de permettre à ses collaborateurs de faire face aux exigences de maintien et de développement de leurs compétences. La formation constitue un moyen privilégié pour anticiper et accompagner les évolutions technologiques et organisationnelles. Elle contribue à la réussite des objectifs et projets du groupe et 4 000 000 d'heures de formation ont été dispensées dans le monde.

L'internationalisation du groupe s'est traduite par une forte augmentation des effectifs hors France qui ont progressé de moitié en cinq ans. L'internationalisation des équipes appelées à assurer le succès des projets à vocation mondiale est favorisée par la politique de mobilité qui concerne les cadres de tous les pays. Les mutations internationales prennent, bien entendu en compte, les caractéristiques des fonctions à pourvoir mais aussi les besoins d'apport d'expertise ou le développement des futurs cadres dirigeants. Les détachements inter-pays ont ainsi augmenté de plus de 13 % en 2001.

DES ORGANISATIONS DU TRAVAIL ADAPTEES AUX ENJEUX DE L'ENTREPRISE

Les caractéristiques particulières de l'industrie automobile nécessitent des organisations du travail souples et réactives permettant à l'entreprise de mieux répondre aux fluctuations de la demande.



La mise en place de nombreux régimes de travail, l'augmentation du temps d'utilisation des équipements industriels, la politique d'étalement des congés assortie de la poursuite de l'activité au mois d'août, répondent à cet enjeu.

Dans ce contexte, l'amélioration des conditions de travail apparaît comme un facteur essentiel de cohérence entre l'organisation du travail et les attentes et contraintes individuelles. L'accord sur l'amélioration des conditions de travail du 8 mars 2001 témoigne ainsi de la volonté de prendre pleinement en compte le facteur humain dès la conception des nouveaux projets et des nouvelles installations.

UNE POLITIQUE DE REMUNERATION LIEE AUX RESULTATS DE L'ENTREPRISE ET AUX PERFORMANCES INDIVIDUELLES

La politique de rémunération du groupe vise à associer tous les salariés aux objectifs du groupe et aux résultats, favoriser la prise de responsabilité, reconnaître les meilleures compétences et assurer une cohérence avec les pratiques du marché de l'emploi.

Traduite en termes d'augmentations individuelles et générales, cette politique est déclinée dans tous les pays en fonction des pratiques de négociations nationales. Ainsi, en France, l'accord salarial du 18 janvier 2001 a conduit à une augmentation générale du personnel ouvrier et agents de maîtrise, correspondant à 1 % des salaires de base, ancienneté comprise, majorée d'une somme fixe de 21,34 euros, et un budget d'augmentations individuelles de 1,4 %.



RESSOURCES HUMAINES

Pour la rémunération des cadres, la priorité est donnée à la performance individuelle. En outre, les cadres occupant des postes à forte responsabilité, ayant une contribution déterminante ou en prise directe avec les résultats, peuvent également bénéficier d'une part variable de rémunération individuelle liée à leur performance annuelle (PVPA) et fonction de l'atteinte des objectifs de marge opérationnelle du groupe.

Des rémunérations complémentaires – intéressement et participation – ainsi que des dispositifs d'abondement des versements dans le Plan d'Épargne Entreprise sont mis en place dans le groupe. Ainsi, le système d'intéressement contractuel aux résultats de la division automobile, renégocié en France en 2001, a été étendu, sous des formes adaptées aux exigences légales et aux pratiques nationales, à l'ensemble des salariés de la division dans le monde. Les sommes attribuées en France aux salariés du groupe en application des deux systèmes négociés de participation et d'intéressement en vigueur représentent au titre de l'exercice 2001 un total de 234 millions d'euros, dont 213 millions d'euros pour les salariés de la division automobile. Au cours des cinq années précédentes, l'enveloppe attribuée s'est élevée à :

(en millions d'euros)

	Total groupe	Dont Division automobile
2000	196	181
1999	98	77
1998	13	2
1997	12	3
1996	3	—

L'épargne salariale fait l'objet de développements dans les principaux pays où le groupe est présent, sous forme de mise en place de plans d'épargne entreprise ou de régimes de retraite complémentaire. Un nouveau régime de retraite complémentaire à cotisations définies a en particulier été mis en place en 2001 pour les cadres en Espagne.

UN DIALOGUE SOCIAL OUVERT

L'accord sur le droit syndical du 25 juin 2001 signé par l'ensemble des organisations syndicales illustre la volonté d'améliorer le dialogue social et de maintenir un lien étroit entre engagement syndical et activité professionnelle. Il facilite le fonctionnement des organisations syndicales dans les établissements et définit une politique de formation des représentants du personnel.

Le dialogue social permet de mieux associer les salariés et leurs représentants aux évolutions du groupe. Il débouche sur la signature de nombreux accords, en France et dans la plupart des pays où le groupe est présent, portant tant sur les salaires que sur la participation aux résultats ou l'organisation du travail.

En outre, les réunions du Comité européen et de son comité de liaison permettent de présenter aux partenaires sociaux les orientations du groupe au niveau européen dans les domaines économique, financier et social.

ENVIRONNEMENT

GROUPE PSA PEUGEOT CITROËN GROUPE PSA PEUGEOT CITROËN GROUPE PSA





PSA PEUGEOT CITROËN est résolument engagé dans une politique environnementale ambitieuse, qui porte sur l'ensemble du cycle de vie de ses produits. Fondée sur les principes du développement durable, cette politique a pour objectif de favoriser sur le long terme la préservation de l'environnement, d'une manière profitable à l'entreprise, à ses clients et à la collectivité.

MAITRISE DE L'EFFET DE SERRE ET QUALITE DE L'AIR

Le rôle du dioxyde de carbone dans l'aggravation du phénomène d'effet de serre est aujourd'hui largement reconnu. En ce qui concerne les automobiles, il existe un lien direct entre la consommation de carburant et la production de CO₂. L'amélioration du bilan énergétique de ses véhicules est donc un champ d'action prioritaire pour PSA PEUGEOT CITROËN. A ce titre, le groupe, avec les autres constructeurs représentés à l'Association des Constructeurs Européens d'Automobiles, est signataire de l'engagement qui vise à proposer une gamme émettant en moyenne 140 g de CO₂ par km à l'horizon 2008. Les actions menées pour atteindre cet objectif sont nombreuses :

- PSA PEUGEOT CITROËN met en avant le moteur diesel, qui, par son meilleur rendement énergétique, est structurellement plus sobre et moins producteur de CO₂ que le moteur à essence. Cet avantage est encore accentué par la technologie de l'injection haute pression common rail (HDI). En 2001, le groupe aura été le premier producteur mondial de moteurs diesel de haute technologie, équipés de l'injection common rail, avec une production de plus d'un million d'unités. Ces moteurs permettent une diminution de 20 % de la consommation de gazole et donc une réduction équivalente des émissions de CO₂. Le remplacement progressif des véhicules équipés de moteurs à pré-chambre dans le parc automobile par des moteurs injection directe common rail est une solution de choix pour maîtriser immédiatement les émissions de gaz à effet de serre du parc automobile à l'horizon 2005.

- PSA PEUGEOT CITROËN continue à progresser dans le domaine des moteurs à essence. Le moteur à injection directe d'essence (HPI) qui permet une réduction d'émissions de 10 % par rapport à un moteur à essence conventionnel, apporte une contribution notable en ce sens. Parallèlement, le groupe poursuit ses études sur la technologie des soupapes

PEUGEOT CITROËN



électromécaniques, qui représentent une autre voie prometteuse pour améliorer le rendement des moteurs à essence.

• Le groupe PSA PEUGEOT CITROËN entend également contribuer à l'amélioration de la qualité de l'air en milieu urbain. Le système du filtre à particules pour moteur diesel, lancé en première mondiale sur la Peugeot 607 début 2000, a connu depuis lors un essor important et une reconnaissance publique, notamment en Allemagne. Dans le cadre de sa généralisation progressive, il est depuis 2001, proposé sur la Peugeot 406, la Citroën C5 et la Peugeot 307 ; 130 000 voitures ont été équipées depuis son lancement initial. Cet effort sans précédent d'un constructeur automobile pour améliorer la qualité de l'air se poursuivra en 2002 avec plus de 270 000 voitures dotées du filtre à particules.

DEVELOPPER LES ENERGIES ALTERNATIVES ET LES BIO-CARBURANTS

La recherche d'une meilleure maîtrise des émissions de CO₂ par les véhicules automobiles passe également par l'utilisation de nouveaux modes de propulsion et la mise en œuvre d'énergies alternatives. Le groupe peut s'appuyer largement, en la matière, sur l'expertise qu'il a acquise dans le domaine des chaînes de traction électriques puisqu'il est le premier producteur mondial de véhicules propulsés par cette énergie (plus de 9 000 véhicules vendus à ce jour). Deux voies, à court-moyen terme d'une part, et à long terme d'autre part, seront successivement développées, l'hybridation et la pile à combustible. L'hybridation consiste à combiner les atouts du moteur thermique utilisé dans une plage de régime favorable à un meilleur rendement, avec ceux d'une machine ou d'un moteur électrique. La pile à combustible automobile permet soit d'augmenter l'autonomie d'un véhicule électrique à batterie, soit de fournir en continu l'électricité à un moteur électrique sans batteries tampons. Dans tous les cas, le bilan carbone du "puits à la roue" devrait être sensiblement amélioré, permettant une moindre contribution de l'usage de l'automobile aux émissions de CO₂ de source humaine. L'introduction progressive de ces nouveaux modes de propulsion au sein des gammes de Peugeot et de Citroën se fera dès 2003 pour l'hybridation et à partir de 2006 - 2007 pour des flottes expérimentales de véhicules à pile à combustible.

PSA PEUGEOT CITROËN s'est aussi engagé dans la promotion de carburants alternatifs : en sus du GNV (Gaz Naturel Véhicule), le développement des biocarburants ouvre des perspectives nouvelles. En effet, ceux-ci ont un double impact environnemental, d'une part grâce à leurs caractéristiques de combustion, et surtout, du fait de la contribution à la fixation du carbone atmosphérique due à leur origine végétale. De plus, leur utilisation est possible sans modifications techniques : ainsi les véhicules de service à moteur diesel du groupe PSA PEUGEOT CITROËN circulent aujourd'hui en utilisant un carburant qui comporte 30 % d'ester d'huile végétale. Le groupe accueille favorablement le développement de l'utilisation du bio-éthanol jusqu'à 5 % dans l'essence et de l'ETBE, dérivé de l'alcool jusqu'à 15 %. Les carburants ainsi obtenus doivent bien entendu rester conformes aux réglementations européennes en la matière.

PSA PEUGEOT CITROËN affirme d'ailleurs sa volonté d'apporter, au-delà des recherches appliquées à ses véhicules, sa contribution à la compréhension des phénomènes de fixation du CO₂. La marque Peugeot s'est sur ce plan engagée dans une action de grande envergure avec la mise en place au Brésil d'un "puits de carbone" qui représentera à terme plusieurs millions d'arbres réintroduits sur une aire dégradée, qui retrouvera sa fonction d'origine. Il s'agit d'un acte de mécénat écologique et scientifique majeur, visant à contribuer à une meilleure connaissance des liens entre les écosystèmes forestiers reconstitués et la maîtrise du changement climatique. A ce jour plus d'un million de plants de 30 essences natives ont déjà été réintroduits à la Fazenda Sao-Nicolau dans l'Etat du Mato-Grosso.

MOBILITE, VILLE, AUTOMOBILE : LE CHOIX D'UN DEVELOPPEMENT HARMONIEUX

La mobilité est à la fois une aspiration fondamentale de chacun et un facteur essentiel du développement économique. PSA PEUGEOT CITROËN veut non seulement être un acteur majeur de la mobilité par les voitures qu'il produit, mais aussi contribuer à favoriser un développement durable de cette mobilité sans incidences négatives sur la qualité de l'air ni sur la qualité de vie, et en particulier dans les espaces urbains et suburbains.

PSA PEUGEOT CITROËN étudie et développe de nouveaux usages de l'automobile destinés à conjuguer une plus grande fluidité du trafic avec la préservation de l'environnement. Ainsi, en lançant en 1998 la commercialisation des Peugeot Partner et Citroën Berlingo électriques, le groupe a trouvé une réponse aux livraisons en centre ville, aux flottes publiques et aux municipalités. Ces fourgonnettes électriques sont particulièrement bien adaptées aux besoins de mobilité de ces différents acteurs et sont les seules à n'émettre ni bruit, ni aucune émission. A ce titre, le groupe participe, avec d'autres constructeurs européens, au déploiement d'une expérimentation européenne (programme ELCIDIS) visant à équiper six villes européennes de centres de livraison de marchandises péri-urbains, au départ desquels des flottilles de véhicules électriques peuvent assurer les livraisons au centre ville. Une autre solution réside dans le système Liselec de location en libre service de véhicules électriques, mis en place à La Rochelle depuis septembre 1999 et qui a attiré à ce jour plus de 450 abonnés.

Le groupe promeut également le covoiturage, avec deux expériences en grandeur réelle à Vélizy et à Nanterre, en région parisienne, qui rencontrent un franc succès.

Créé en juin 2000 par PSA PEUGEOT CITROËN, l'Institut pour la Ville en Mouvement (IVM) a pour mission de développer des actions innovantes et des expérimentations sociales, scientifiques ou culturelles dans le domaine des mobilités urbaines. Ses projets s'efforcent de rassembler plusieurs acteurs de la mobilité : scientifiques, urbanistes, associations d'insertion, pouvoirs publics et acteurs privés.

Le programme de l'Institut pour la Ville en Mouvement se décline en trois axes majeurs : mobilité des groupes sociaux confrontés à des difficultés spécifiques, tels que les malvoyants, les préadolescents et les exclus socio-professionnels ; amélioration des performances et de la qualité des déplacements urbains, notamment par l'intermodalité conçue comme la conception et l'organisation de complémentarités efficaces et durables entre les divers modes de transport ; développement des cultures de la mobilité urbaine et des civilités. Les 10 projets de l'Institut pour la Ville en Mouvement actuellement en cours sont :



Concours étudiant sur les mobilités, Chaire universitaire internationale de l'IVM, Intermodalité en Chine, Prix architectural de la ville en mouvement, Transport à la demande pour les exclus, Solutions de mobilité pour les 10 -13 ans, Aide au déplacements des aveugles et malvoyants, Jeu Internet multimédia sur les codes et civilités urbaines pour les jeunes, La Ville la nuit en toute facilité, Prospectives des mobilités urbaines.

**DE LA CONCEPTION A LA FIN DE VIE :
UNE PRISE EN COMPTE DE
L'ENVIRONNEMENT SUR L'ENSEMBLE
DU CYCLE DE VIE DU PRODUIT**

De sa production industrielle à son utilisation consommatrice d'énergie, de sa contribution à l'occupation de l'espace à son élimination ultime, l'automobile influe sur l'environnement à chaque étape de sa vie. La politique environnementale de PSA PEUGEOT CITROËN prend en compte chacune des phases du cycle de vie de la voiture.

Le groupe PSA PEUGEOT CITROËN a pour objectif de garantir sur chacun de ses sites le respect de l'environnement aussi bien en termes de protection du milieu, que de qualité de la vie à leur voisinage. Cette politique passe par une approche globale, dont les principaux éléments sont la réduction de la consommation d'eau et le

traitement de celle-ci, la préservation des sols, la réduction des émissions atmosphériques et en particulier des composés organiques volatils (COV) par la mise en place d'ateliers de peintures hydrodiluables, et l'augmentation de la part valorisée des déchets industriels. Sur le plan du voisinage, le respect du paysage et la réduction des émissions sonores, sont au centre des préoccupations du groupe. L'année 2001 aura vu la certification selon la norme environnementale ISO 14001 de toutes les usines de montage de voitures du groupe dans le monde. A leur tour, tous les sites de mécanique seront certifiés ISO 14001 en 2002.

PSA PEUGEOT CITROËN aborde avec la même volonté la valorisation des véhicules en fin de vie et le recyclage. Le groupe intègre dès la conception de ses modèles la nécessité d'employer des matériaux recyclés, de fournir des gammes de désassemblage, de généraliser le marquage des pièces afin de faciliter leur tri et d'informer le consommateur.

Plusieurs véhicules du groupe, dont la récente Peugeot 307 dépassent déjà la cible d'un taux de 90 % de matériaux recyclables ou valorisables.

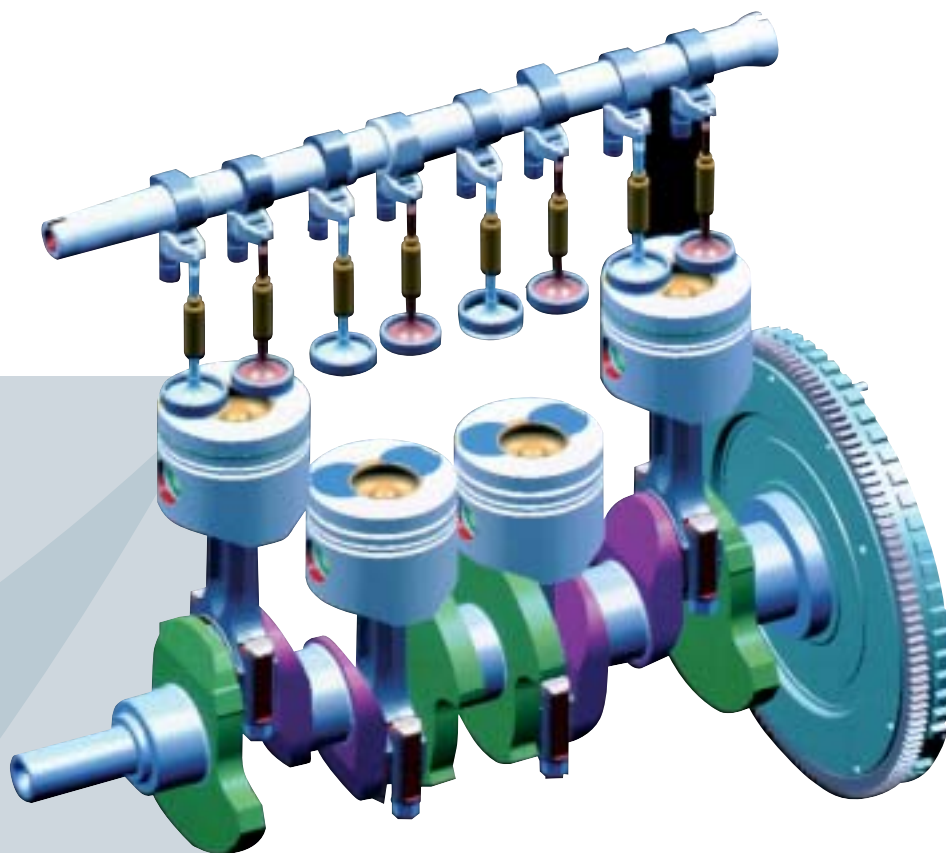
Enfin, la récupération des déchets et le recyclage des matériaux sont intégrés dans l'activité des réseaux des deux marques Peugeot et Citroën : le programme Relais Vert Auto est déployé sur l'ensemble de l'Europe. Le programme SECOIA de rénovation des pièces voit sa gamme s'étendre et permet ainsi de proposer, pour l'entretien des véhicules les moins récents, une offre économiquement attrayante et parfaitement respectueuse de l'environnement.

ENVIRONNEMENT

RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

GROUPE PSA PEUGEOT CITROËN GROUPE PSA PEUGEOT CITROËN GROUPE PSA





LES CHIFFRES CLEFS DE LA RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

L'effort de Recherche et Développement du groupe PSA PEUGEOT CITROËN se situe en 2001 à 1 733 millions d'euros, en progression de 6,6 % par rapport à 2000.

Pour l'activité automobile, ces dépenses s'établissent à 1 461 millions d'euros en 2001 et représentent 3,5 % du chiffre d'affaires de la division. En incluant les charges relatives à l'amélioration des véhicules existants telles que les nouvelles versions, les nouvelles motorisations, les restylages, désormais incluses dans les coûts des produits vendus, elles s'établiraient à 1 849 millions d'euros et 4,5 % du chiffre d'affaires de la division automobile.

Ces dépenses permettront de renouveler et d'élargir les gammes, en proposant des véhicules à fort potentiel d'image et d'attractivité pour la clientèle.

Après la hausse des trois dernières années, les budgets de Recherche et Développement sont au niveau requis pour développer les 25 voitures prévues pour la période 2001 – 2004, accélérer l'effort de recherche et d'innovation, et affirmer les domaines d'excellence technique du groupe.

Les frais de Recherche et Développement de l'activité équipement automobile se sont établis à 255 millions d'euros, représentant 2,7 % du chiffre d'affaires de la division. Ils sont en hausse de 15,4 % par rapport au niveau de 2000 où ils s'élevaient à 221 millions d'euros et 3,8 % du chiffre d'affaires. Cette forte progression correspond à l'accroissement important du portefeuille de nouveaux contrats confiés à Faurecia par les constructeurs automobiles, ainsi qu'à la tendance de ceux-ci à confier de plus en plus le développement de nouveaux produits, voire de nouveaux modules complets, à leurs fournisseurs. Elle reflète également la première année de consolidation de Sommer Allibert qui contribue aux frais de Recherche et Développement à hauteur de 52 millions d'euros.

PEUGEOT CITROËN



RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT



RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

CREATIVITE ET NOUVEAUX CONCEPTS

Conscient du rôle fondamental de l'innovation pour le monde industriel et de ses enjeux pour un constructeur automobile, PSA PEUGEOT CITROËN poursuit sa politique volontariste en matière de créativité au service de ses clients. Pour cela, le groupe a mis en place et affiné un processus précisant les mécanismes de l'innovation tout en laissant les libertés nécessaires à l'émergence de nouvelles idées et inventions. Parallèlement, PSA PEUGEOT CITROËN a développé l'utilisation de moyens de conception et de développement numériques permettant une mise en œuvre rapide et efficace de ses projets. En effet, grâce aux outils de visualisation ou de simulation en réalité virtuelle, le groupe est capable d'envisager au plus tôt des solutions techniques pour anticiper leurs conséquences et orienter ses choix stratégiques.

En 2001, le groupe a enrichi ses moyens virtuels par de nouveaux outils complémentaires. L'Holobench est, par exemple, un appareil immersif et interactif permettant, par un procédé holographique et grâce à des lunettes stéréoscopiques, de visualiser et de tourner autour d'un objet en relief. Il propose donc une représentation extérieure des pièces ou des véhicules.

A l'inverse, le CAVE* (Cave-Automatic Virtual Environment) est un espace cubique dont les six faces sont occupées par des écrans offrant ainsi une immersion complète. Un système de navigation facilite son interactivité et des lunettes stéréoscopiques donnent l'illusion de la perception spatiale.

Le CAVE permet ainsi de visualiser et de se déplacer au sein d'un environnement. Cette technologie a de plus l'avantage d'avoir une taille suffisante pour l'immersion d'un groupe entier, facilitant ainsi les échanges et le travail d'équipe. Elle propose donc une représentation intérieure et extérieure des véhicules ou des pièces.

Pour visualiser et apprécier au plus tôt une future voiture dans un environnement réel, PSA PEUGEOT CITROËN développe également une technologie dite de réalité avancée. Le VIR (Virtual In Reality) permet ainsi l'intégration de véhicules en images virtuelles dans un décor réel. Ces films offrent donc la possibilité de voir rouler dans la rue un futur modèle quelques années avant sa production et sa commercialisation.

Un concept-car constitue également un support précieux pour le développement d'une idée. Par exemple, des concept-cars comme Peugeot 307 Caméléo s'affranchissent des standards classiques et proposent des architectures automobiles originales plus en adéquation avec les attentes d'une clientèle du troisième millénaire.

Présenté au salon de Francfort en septembre 2001, le concept-car Citroën C-Crosser annonce sans doute un des véhicules de demain. Il propose non seulement un style en rupture, une polyvalence et une fonctionnalité remarquables mais avant tout une étonnante technologie entièrement "By Wire". L'ensemble des liaisons mécaniques ne sont ainsi plus commandées que par l'électronique.

* Marque déposée



RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Au-delà de ses avantages architecturaux, cette solution offre un confort ergonomique accru grâce à des interfaces de conduite innovantes et adaptées aux besoins du client. De plus, une telle technologie permet de renforcer les sécurités active, en assistant le conducteur dans ces manœuvres délicates, et passive, en limitant les risques de blessures grâce à la disparition de certains organes mécaniques.

Au travers de ces concept-cars, PSA PEUGEOT CITROËN réaffirme donc sa volonté de proposer des concepts innovants pour anticiper les besoins des automobilistes du futur.

La concrétisation de ces idées s'observe dans la richesse des gammes du groupe et dans la multiplication des silhouettes développées pour les années à venir.

ENVIRONNEMENT ET QUALITE DE L'AIR

PSA PEUGEOT CITROËN a confirmé son choix de faire de la protection de l'environnement et de la santé, l'une de ses principales priorités.

Ces dernières années, les efforts de recherche du groupe ont ainsi permis de développer des solutions techniques aussi innovantes et efficaces que les moteurs HDI, HPI ou le filtre à particules.

Cependant, les progrès technologiques laissent envisager de proches et rapides avancées. Par exemple, les recherches entreprises permettent d'orienter les choix stratégiques des futurs moteurs essence. Le groupe envisage ainsi d'allier l'injection directe en mélange homogène à la

suralimentation, puis d'utiliser un mélange pauvre en carburant. De la même manière, les remarquables possibilités des soupapes électromécaniques permettent d'affiner l'injection de carburant et de concevoir des architectures de moteur variables. L'ensemble ajuste alors les performances du moteur aux besoins immédiats du conducteur, garantissant un rendement adapté et des émissions polluantes maîtrisées.

Pour améliorer la qualité de l'air, PSA PEUGEOT CITROËN travaille également sur le développement de véhicules hybrides, alliant au mieux les énergies thermiques et électriques. Les études menées par le groupe ont ainsi permis d'identifier trois niveaux d'hybridation :

- **La famille Stop and Start**, d'abord, propose une solution consistant à supprimer les phases de ralenti par la coupure du moteur dès l'immobilisation du véhicule. Outre une réduction des émissions polluantes, ce principe permet de limiter la consommation en carburant, tout en assurant une transparence de fonctionnement pour le conducteur. En effet, privilégiant la sécurité et le confort, la coupure du moteur n'est autorisée que si un ensemble de critères est respecté. Au delà de ces avantages, le dispositif Stop and Start offre un indiscutable bénéfice acoustique du fait du silence à l'arrêt.

- **La famille Mild Hybrid** quant à elle permet d'obtenir un rapport coût / efficacité optimal en équipant les véhicules d'un alternodémarrateur intégré ADIN. A un coût concurrentiel par rapport aux solutions classiques, ce système électrique apporte

RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

alors au moteur un surcroît de puissance, une fonction Stop and Start et un principe d'anticatalage qui optimisent nettement ses performances environnementales.

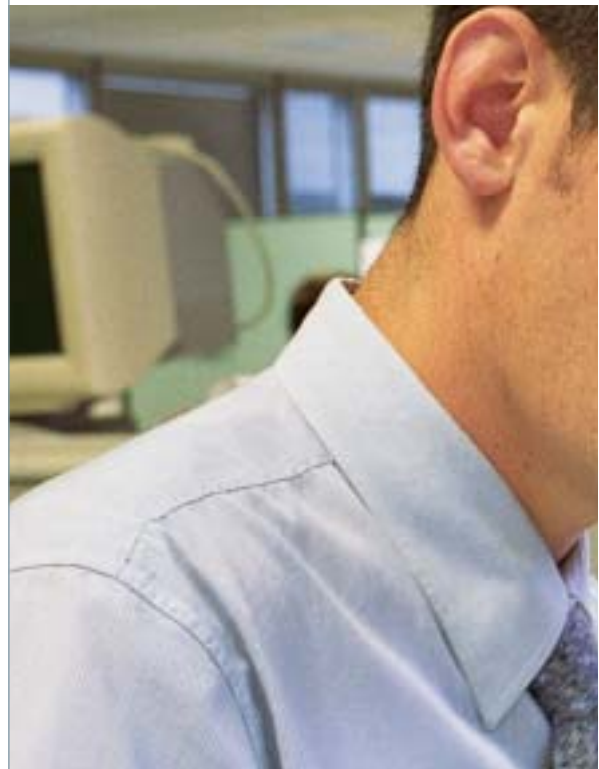
- Enfin, la famille ZEV (Zero Emission Vehicule) optimise le rendement global de la chaîne de traction en permettant de choisir le mode de fonctionnement, électrique pur ou hybride le plus adapté. Le pilotage des moteurs thermique et électrique se fait alors dans leurs meilleures plages de rendement. A terme, les véhicules ZEV pourraient constituer le seul moyen d'accès aux centres urbains historiques si la circulation y était sévèrement réduite.

RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Le groupe est également convaincu du rôle majeur que la pile à combustible est appelée à jouer dans l'automobile à terme. Cette technologie est extrêmement intéressante mais émergente. Son coût, son encombrement et sa masse doivent encore être divisés par cinq avant qu'une utilisation commerciale puisse être sérieusement proposée.

Pour sa part, PSA PEUGEOT CITROËN ne ménage pas ses efforts pour envisager avec ses nombreux partenaires l'avenir de l'hydrogène, le carburant du futur. Pour 2005-2010, le groupe considère que la première application se fera sur des véhicules électriques utilitaires intégrant une petite pile à combustible alimentée par de l'hydrogène embarqué venant en complément des batteries. Cette voie est illustrée par le nouveau démonstrateur TAXI PAC sur la base d'un Peugeot Partner. A l'horizon 2010-2020, PSA PEUGEOT CITROËN prévoit des véhicules équipés de pile à combustible intervenant comme source d'énergie principale. Pour ce faire, la production d'hydrogène se fera à bord du véhicule par reformage de bio-éthanol ou d'essence de synthèse. Dans un avenir beaucoup plus lointain, au-delà de 2020, le groupe mise sur le développement de la filière hydrogène ce qui permettra de proposer des véhicules électriques à grande autonomie comme l'illustre le démonstrateur Hydro-GEN.

Enfin, PSA PEUGEOT CITROËN a engagé depuis 1998 une politique d'intégration des équipementiers très en amont dans le cycle de développement de ses nouveaux véhicules ; cette politique s'est traduite en particulier par



la mise en place de plans d'innovation fournisseurs. Le premier d'entre eux a été signé avec Delphi Automotive Systems au salon de Francfort 1999. De tels accords sont destinés à clarifier et simplifier les relations du constructeur automobile avec ses fournisseurs en fixant un cadre juridique et une méthodologie de travail, souple et performante, organisée en projet pour obtenir des résultats dans les délais les plus courts.

En novembre 2001, le groupe a ainsi présenté les fruits de cette collaboration et plus particulièrement un démonstrateur environnemental Peugeot 206 regroupant plusieurs technologies orientées vers la protection de l'environnement et compactées pour être intégrées dans un véhicule de grande diffusion.

SECURITE ET TELEMATIQUE

La sécurité est également un des domaines privilégiés de l'innovation technologique. PSA PEUGEOT CITROËN veut garantir à ses clients un bon fonctionnement du véhicule tout au long de son utilisation et une sûreté maximale en cas d'incident. Le groupe a ainsi distingué trois niveaux de sécurité :



RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

- **La sécurité primaire** consiste à tout mettre en œuvre pour prévenir et éviter l'accident. Dans ce but, PSA PEUGEOT CITROËN développe par exemple des systèmes de vision de nuit qui facilitent la vigilance du conducteur ainsi que des dispositifs d'optimisation du comportement du véhicule afin de limiter les dérapages incontrôlés. De la même manière, le groupe compte bientôt proposer des véhicules équipés d'un système de freinage mixte, c'est à dire proposant des freins hydrauliques à l'avant et des freins électromécaniques à l'arrière. Ce principe, illustré sur une Citroën Picasso EMB (Electro Mechanical Brake), permet de supprimer tous les liens mécaniques habituels, les fluides et les canalisations et améliore sensiblement l'agrément de freinage par une meilleure progressivité de l'effort. Enfin, PSA PEUGEOT CITROËN met au point des solutions de suivi de trajectoire pour alerter le conducteur lors d'un mauvais positionnement du véhicule sur la chaussée ou de dérives suspectes en condition d'hypovigilance. Cette technologie a, de plus, l'avantage de s'appuyer sur le marquage au sol déjà présent sur le réseau routier principal et ne nécessite donc pas d'équipements ou d'infrastructures spécifiques le long des routes.

- **La sécurité secondaire** doit permettre d'amortir le choc et de protéger les passagers en cas de choc. Dans ce but, le groupe axe ses travaux sur la mise au point de structures de caisse absorbant au mieux les chocs et dotées d'équipements et d'organes rétractables en cas d'incident afin qu'ils ne blessent pas les occupants du véhicule.

- Enfin, **la sécurité tertiaire** permet d'assister le conducteur après le choc. Par exemple, si le conducteur n'a pas de réaction dans un laps de temps après un accident, le véhicule équipé de moyens de communication contacte automatiquement un centre de secours. De la même manière, ce système peut permettre d'appeler directement un service d'assistance en cas de panne. En 2002, une telle offre de services de sécurité, avec appels d'urgence et d'assistance, utilisant les réseaux de téléphonie mobile et le positionnement par satellite (Global Positioning System), apparaîtra sur plusieurs modèles des gammes Peugeot et Citroën.

FONCTIONNEMENT DU GROUPE PSA PEUGEOT CITROËN

GROUPE PSA PEUGEOT CITROËN GROUPE PSA PEUGEOT CITROËN GROUPE PSA



**La société Peugeot S.A.
a adopté depuis 1976
l'organisation en
Conseil de Surveillance
et Directoire, prévue par
la loi française régissant
le fonctionnement des
sociétés commerciales.**

Le **Conseil de Surveillance** s'est réuni en 2001 à cinq reprises, principalement pour examiner les budgets, l'activité et les résultats du groupe ainsi que les principaux développements d'ordre stratégique.

Le Conseil de Surveillance a mis en place en 1998 un Comité Stratégique et un Comité des Rémunérations.

Le **Comité Stratégique** est composé de cinq membres : MM. Pierre Peugeot, Président, Jean Boillot, François Michelin, Jean-Paul Parayre et Ernest-Antoine Seillière de Laborde. Ce Comité a pour mission de prendre connaissance de manière approfondie et de donner son avis sur les dossiers stratégiques du groupe. Le Comité Stratégique s'est réuni quatre fois en 2001.

Le **Comité des Rémunérations** comprend trois membres : MM. Pierre Peugeot, Président, François Michelin et Ernest-Antoine Seillière de Laborde. Ce Comité a pour mission de préparer les décisions du Conseil de Surveillance relatives à la rémunération des mandataires sociaux et à l'attribution d'options d'achat d'actions aux membres du Directoire. Le Comité des Rémunérations s'est réuni une fois en 2001.

Le **Directoire** de Peugeot S.A. est composé de trois membres : M. Jean-Martin Folz, Président, et MM. Frédéric Saint-Geours et Claude Satinet, respectivement directeurs généraux d'Automobiles Peugeot et Automobiles Citroën.

La **Direction Exécutive** du groupe PSA PEUGEOT CITROËN est assurée par le Comité Exécutif du groupe, composé de neuf membres. Au 1^{er} janvier 2002, le Comité Exécutif est composé des trois membres du Directoire, de Yann Delabrière (Finances, Contrôle, Performance), Jean-Marc Nicolle (Stratégie et Produit Groupe), Robert Peugeot (Innovation et Qualité), Jean-Louis Silvant (Plates-formes, Techniques, Achats), Roland Vardanega (Industriel et Fabrications) et Jean-Luc Vergne (Relations et Ressources Humaines). Il est complété par un Etat-Major composé de quatre personnes directement rattachées au Président du Directoire.

Le Comité Exécutif et l'Etat-Major se réunissent chaque semaine pour examiner toutes les questions relatives à l'animation générale du groupe et à la direction de sa division automobile. Des comités spécifiques à chacune des autres activités du groupe se réunissent par ailleurs chaque mois pour en superviser l'activité.

L'animation du groupe repose enfin sur un **Comité des Directeurs**, regroupant les principaux responsables opérationnels du groupe et comprenant au 1^{er} mars 2002, 52 membres, ainsi que le Comité Exécutif et l'Etat-Major. Le Comité des Directeurs se réunit mensuellement.

Les modalités de rémunération des membres du Comité Exécutif, de l'Etat-Major et du Comité des Directeurs du groupe suivent des principes analogues à ceux des cadres du groupe. Cette rémunération comprend une partie fixe et une partie variable, basée sur la réalisation des objectifs assignés à chaque

cadre dirigeant et sur la réalisation des objectifs de marge opérationnelle du groupe pour l'exercice considéré. Les objectifs de marge opérationnelle sont ceux annoncés publiquement par le groupe au début de chaque exercice. Pour l'exercice 2001, ils s'établissaient à 2 600 millions d'euros et sont fixés à 2 900 millions d'euros pour l'exercice 2002.

Le détail des rémunérations individuelles perçues en 2001 par les membres du Conseil de Surveillance et les membres du Directoire figure dans les Documents juridiques et financiers.

Au cours de l'exercice 2001, la rémunération globale attribuée au Comité Exécutif et à l'Etat-Major s'est élevée à 6,7 millions d'euros, dont la part variable a représenté 34 % du total. Pour les membres du Comité des Directeurs, la part variable a représenté 20 % du total des rémunérations attribuées. Les membres du Comité Exécutif, de l'Etat-Major et du Comité des Directeurs participent aux programmes d'options d'achat d'actions Peugeot S.A. mis en place en 1999, 2000 et 2001, suivant des modalités identiques aux principes généraux d'attribution de ces programmes.

A fin 2001, les options d'achat d'actions ainsi détenues par les membres du Comité Exécutif (y compris les membres du Directoire) et de l'Etat-Major portaient sur 711 600 titres, sur un total de 1 970 700 options attribuées.

Le détail des options d'achat d'actions attribuées en 2001 aux membres du Directoire ainsi qu'aux onze plus importants attributaires d'options d'achat d'actions, salariés non mandataires sociaux, figure dans les Documents juridiques et financiers.



PSA PEUGEOT CITROËN ET SES ACTIONNAIRES

GROUPE PSA PEUGEOT CITROËN GROUPE PSA PEUGEOT CITROËN GROUPE PSA



L'ACTION PEUGEOT S.A.

Le cours de l'action Peugeot S.A. a enregistré en 2001 la deuxième meilleure performance du CAC 40 dans un marché boursier volatil, notamment à partir du mois de septembre. Le cours a progressé de 18,25 %, de 40,38 euros au 29 décembre 2000 à 47,75 euros au 28 décembre 2001. Cette évolution se compare, sur la même période, à un retrait de 21,97 % de l'indice CAC 40 et à un retrait de 0,72 % de l'indice DJ Euro Stoxx Auto.

COURS EXTREMES MENSUELS SUR 5 ANS

(en euros)



Source : Euronext

ACTION PEUGEOT S.A. ET CAC 40 EN 2001

(en euros)



Source : Euronext



RACHATS ET ANNULATION D' ACTIONS

Le groupe a poursuivi les rachats d'actions commencés en 1999. Dans le cadre des autorisations données par les Assemblées Générales du 24 mai 2000, dans sa huitième résolution, et du 16 mai 2001, dans sa septième résolution, le groupe a

racheté, en net, 10 424 509 actions au cours de l'année 2001 à un cours moyen de 46,40 euros.

Dans le cadre de l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 16 mai 2001, dans sa neuvième résolution, 23 450 000 actions, représentant 8,3 %

du capital à cette date, ont été annulées en date du 23 novembre 2001. Cette annulation fait suite à l'annulation en novembre 1999 de 9,3 % du capital et au rachat en 2000 de 2 380 632 obligations convertibles 2 % 1994-2001, immédiatement annulées.

DONNEES BOURSIERES

Informations ajustées de la division du nominal de 6 euros à 1 euro intervenue le 2 juillet 2001.

Données boursières (au 31 décembre)

	1997	1998	1999	2000	2001
Nombre d'actions en circulation	300 664 968	300 687 600	272 946 048	278 223 630	259 109 146
Capitalisation boursière (en milliards d'euros)	5,8	6,6	10,3	11,2	12,4
Cours de l'action (en euros)	19,28	21,98	37,57	40,38	47,75
Nombre d'obligations convertibles en circulation	3 999 998	3 999 996	3 993 508	747 329	0
Résultats par action (en euros)					
Situation nette consolidée	26,83	28,33	30,50	33,67	39,68
Résultat net consolidé					
- part du groupe	(1,40)	1,61	2,56	5,02	6,42

Source : Euronext et PSA PEUGEOT CITROËN

EVOLUTION ET CONTROLE DU CAPITAL

Dans le cadre de l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 16 mai 2001, dans sa huitième résolution, la valeur nominale des actions a été réduite de 6 euros à 1 euro en date du 2 juillet 2001. La division intervenue permet une meilleure appréciation de l'évolution du titre Peugeot S.A. par rapport aux valeurs comparables du secteur automobile.

Par ailleurs, compte tenu des annulations d'actions opérées en 1999 et 2001, elle améliore la liquidité de l'action. Les chiffres indiqués dans le rapport annuel concernant le nombre d'actions et le résultat par action ont été convertis rétroactivement en actions de nominal 1 euro afin d'assurer leur comparabilité.

Au cours du premier trimestre 2001, les obligations convertibles émises en 1994 venant à échéance le 2 janvier 2001, et qui n'avaient pas été précédemment converties ou rachetées par le groupe et annulées, ont été remboursées pour 24 743 d'entre elles et converties pour le solde soit 722 586 titres, à raison de 6 actions Peugeot S.A. pour chaque obligation, entraînant au total l'émission de 4 335 516 actions Peugeot S.A.

Du fait des conversions d'obligation en actions et de l'annulation d'actions, le capital de la société au 31 décembre 2001 s'élève à 259 109 146 euros, représenté par 259 109 146 actions de nominal 1 euro chacune.

Au 31 décembre 2001, le groupe détenait 2 994 287 de ses propres actions, dont 1 940 100 actions au titre des plans d'options d'achat en vigueur.

Les participations des principaux actionnaires identifiés de la société sont détaillées dans le tableau "Contrôle du capital" qui figure avec les renseignements concernant le capital dans les annexes au présent rapport.

Outre l'effet mécanique des rachats d'actions sur les droits de vote, ces participations ont fait l'objet des modifications suivantes au cours de l'année 2001 :

- Le groupe Michelin détient au 31 décembre 2001, 1,09 % des actions de la société Peugeot S.A., correspondant à 1,71 % des droits de vote, contre respectivement 3,45 % et 5,40 % au 31 décembre 2000 ;

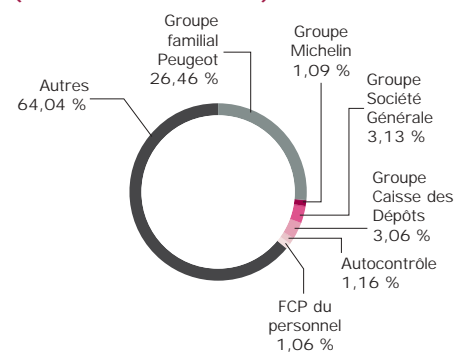
- Le groupe Lafarge qui détenait au 31 décembre 2000, 1,90 % des actions correspondant à 2,98 % des droits de vote, a cédé l'ensemble de sa participation.

Par ailleurs, Peugeot S.A. et la Société Générale ont mis fin le 14 novembre 2001 aux clauses de l'accord par lesquelles les deux sociétés s'accordaient réciproquement un droit de préemption sur les actions détenues dans le capital de l'autre société.

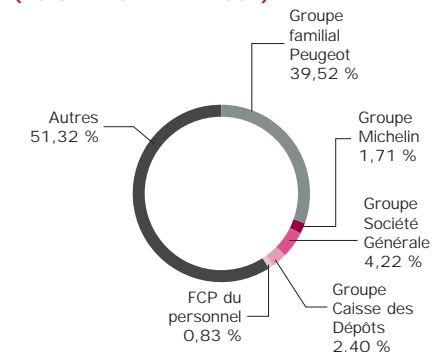
Il est rappelé que les clauses statutaires de Peugeot S.A. obligent tout actionnaire

venant à détenir 2 % ou plus du capital de la société à se déclarer auprès d'elle ; il en serait de même pour tout mouvement de plus de 1 % au-delà de ce seuil.

STRUCTURE DE L'ACTIONNIARAT (AU 31 DECEMBRE 2001)



STRUCTURE DES DROITS DE VOTE (AU 31 DECEMBRE 2001)



ASSEMBLEE GENERALE DU 15 MAI 2002

Affectation des résultats

Les bénéfices enregistrés en 2001 ainsi que les perspectives du groupe conduisent le

Directoire à proposer à l'Assemblée Générale une nouvelle augmentation du dividende, soit un dividende net de 1,15 euro par action (contre 0,83 euro par action l'année précédente) et un revenu global de 1,73 euro y compris avoir fiscal.

La distribution proposée pour l'exercice 2001 correspond, compte tenu des actions en circulation au 31 décembre 2001, à un montant total de 298 millions d'euros, soit un ratio de distribution par rapport au résultat net consolidé part du groupe de 17,6 %.

Les distributions de dividende au titre des trois derniers exercices sont rappelées ci-après, sur base d'actions de nominal 1 euro :

	1998	1999	2000
Nombre d'actions	300 715 920	273 056 760	282 559 146
Dividende net	0,25 €	0,45 €	0,83 €
Impôts déjà payés au Trésor	0,13 €	0,23 €	0,42 €
Revenu global	0,38 €	0,68 €	1,25 €

Autorisations financières

Trois délégations de pouvoirs en matière financière sont soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale des actionnaires.

La première porte sur l'autorisation d'un programme de rachat d'actions Peugeot S.A. dans la limite de 25 000 000 actions. Ce programme de rachat d'actions repose, comme ceux de 1999, 2000 et 2001, sur la stratégie de croissance et de rentabilité du groupe PSA PEUGEOT CITROËN. L'intention du groupe est, dans les limites proposées, de procéder à ces rachats d'actions en fonction des opportunités de cours offertes par le marché du titre, tout en conservant la maîtrise de sa position financière nette. Les actions rachetées pourront également être utilisées pour l'attribution d'options d'achat d'actions aux dirigeants et cadres supérieurs du groupe, pour la régularisation du cours de bourse et, le cas échéant, pour la remise d'actions dans le cadre d'opérations financières donnant accès au capital. La première délégation prévoit par ailleurs l'autorisation de vendre des actions Peugeot S.A.

La seconde autorisation financière porte sur le renouvellement jusqu'à la prochaine Assemblée Générale de la possibilité de procéder à une augmentation de capital en période d'offre publique d'achat ou d'échange sur les titres de la société.

La troisième autorisation financière porte sur le renouvellement, pour une durée expirant le 31 juillet 2004, de la faculté donnée au Directoire de consentir au bénéfice des salariés, dirigeants ou mandataires sociaux de la société elle-même ou de ses filiales, des options d'achat

d'actions Peugeot S.A. que la société détiendrait en portefeuille. Le nombre maximum d'actions susceptibles de faire l'objet d'options serait fixé à 2 000 000 et les options pourraient être exercées pendant un délai maximum de huit ans.

Jetons de présence

L'Assemblée Générale du 27 juin 1990 avait fixé les jetons de présence à 1 170 000 francs. Un censeur supplémentaire s'étant adjoint au Conseil de Surveillance, il est proposé de porter les jetons de présence alloués aux membres du Conseil de Surveillance et aux Censeurs à 192 500 euros.

INFORMATION FINANCIERE

PSA PEUGEOT CITROËN s'est donné pour objectif d'informer régulièrement et clairement l'ensemble de ses actionnaires, français et étrangers, individuels et institutionnels.

Les supports d'information communs à tous les actionnaires sont :

- le rapport annuel, édité en versions française et anglaise ;
- l'Assemblée Générale des actionnaires qui aura lieu le 15 mai 2002 ;
- l'ensemble des publications légales paraissant au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires (BALO) ;
- la lettre aux actionnaires, publiée en version française ;
- les communiqués de presse et avis financiers ;
- le site Internet du groupe : www.psa.fr

Tout actionnaire qui souhaiterait recevoir régulièrement les informations financières du

groupe PSA PEUGEOT CITROËN peut se faire inscrire au siège de la société :

Peugeot S.A.
Communication Financière
75 avenue de la Grande-Armée - 75116 Paris
Tél : 01.40.66.37.60
Fax : 01.40.66.51.99
e-mail : communication.financiere@mpsa.com

Responsable de la Communication Financière :
Valérie Magloire.

AGENDA

24 avril 2002
Chiffre d'affaires du 1^{er} trimestre 2002

15 mai 2002
Assemblée Générale des actionnaires

22 mai 2002
Paiement du dividende 2001

24 juillet 2002
Résultats du 1^{er} semestre 2002

22 octobre 2002
Chiffre d'affaires au 30 septembre 2002

DONNEES STATISTIQUES

GROUPE PSA PEUGEOT CITROËN GROUPE PSA PEUGEOT CITROËN GROUPE PSA

206 cc

HDI



IMMATRICULATIONS DE VOITURES PARTICULIERES SUR LES MARCHES EUROPEENS

	2001	2000	1999
France	2 254 700	2 133 900	2 148 400
Allemagne	3 341 700	3 378 300	3 802 200
Autriche	293 900	309 400	314 200
Belgique-Luxembourg	531 500	557 100	530 100
Danemark	96 100	112 700	143 700
Espagne	1 436 900	1 381 300	1 406 200
Finlande	109 400	134 600	136 300
Grèce	280 200	290 200	261 700
Irlande	164 800	230 800	174 200
Italie	2 425 300	2 423 100	2 338 500
Norvège	91 900	97 400	101 300
Pays-Bas	530 300	597 600	611 500
Portugal	248 600	257 900	272 900
Royaume-Uni	2 458 800	2 221 700	2 197 600
Suède	246 600	290 500	295 300
Suisse	318 900	316 500	316 900
Total Europe occidentale (17 pays)	14 829 600	14 733 000	15 051 000

Source : C.C.F.A.

IMMATRICULATIONS DE VEHICULES UTILITAIRES SUR LES MARCHES EUROPEENS (MOINS DE 5 TONNES)

	2001	2000	1999
France	433 900	415 000	375 400
Allemagne	206 000	212 300	218 000
Autriche	24 100	27 200	25 100
Belgique-Luxembourg	64 400	57 200	61 300
Danemark	31 400	33 100	33 000
Espagne	287 800	299 200	309 600
Finlande	14 700	15 100	16 400
Grèce	20 500	23 000	21 600
Irlande	38 700	41 500	33 900
Italie	208 100	225 500	190 900
Norvège	33 800	31 600	29 200
Pays-Bas	84 200	96 600	99 400
Portugal	105 600	152 800	127 200
Royaume-Uni	259 800	245 200	237 800
Suède	28 800	31 800	28 400
Suisse	25 900	24 100	21 700
Total Europe occidentale (17 pays)	1 867 700	1 931 200	1 828 900

Source : C.C.F.A.



DONNEES STATISTIQUES

IMMATRICULATIONS DE VOITURES PARTICULIERES ET VEHICULES UTILITAIRES EN EUROPE PAR CONSTRUCTEUR (MOINS DE 5 TONNES)

	2001		2000		1999	
	Unités	Part de marché (%)	Unités	Part de marché (%)	Unités	Part de marché (%)
Marque Peugeot	1 444 600	8,7	1 318 900	7,9	1 264 800	7,5
Marque Citroën	1 060 700	6,3	959 600	5,8	875 600	5,2
PSA PEUGEOT CITROËN	2 505 300	15,0	2 278 500	13,7	2 140 400	12,7
Groupe Volkswagen	2 968 200	17,8	2 956 400	17,7	3 034 500	18,0
Groupe Ford	1 862 600	11,2	1 795 900	10,8	1 975 900	11,7
Renault	1 861 400	11,2	1 830 300	11,0	1 909 500	11,3
Groupe General Motors	1 686 800	10,1	1 683 300	10,1	1 819 600	10,8
Groupe Fiat	1 682 500	10,1	1 737 000	10,4	1 658 100	9,8
Daimler-Chrysler	1 122 300	6,7	1 085 100	6,5	1 014 900	6,0
Groupe Toyota	635 200	3,8	645 700	3,9	601 800	3,6
BMW	548 500	3,3	499 900	3,0	485 300	2,9
Marques japonaises	1 131 700	6,8	1 309 300	7,9	1 402 600	8,3
Coréens	448 500	2,7	558 600	3,4	525 700	3,1
Autres marques	244 300	1,5	284 100	1,7	311 600	1,9

Source : C.C.F.A.

GRUPE PSA PEUGEOT CITROËN - IMMATRICULATIONS DE VOITURES PARTICULIERES ET VEHICULES UTILITAIRES SUR LES MARCHES EUROPEENS (MOINS DE 5 TONNES)

	2001		2000		1999	
	Unités	Part de marché (%)	Unités	Part de marché (%)	Unités	Part de marché (%)
France	913 400	34,0	811 100	31,8	763 800	30,3
Allemagne	171 300	4,8	162 200	4,5	161 400	4,0
Autriche	25 800	8,1	23 400	7,0	22 400	6,6
Belgique-Luxembourg	121 300	20,4	111 400	18,1	99 900	16,9
Danemark	31 300	24,5	28 100	19,3	31 000	17,5
Espagne	382 600	22,2	374 900	22,3	367 000	21,4
Finlande	13 900	11,2	14 000	9,3	14 300	9,4
Grèce	38 200	12,7	39 000	12,5	34 100	12,0
Irlande	17 500	8,6	21 000	7,7	16 200	7,8
Italie	210 700	8,0	194 300	7,4	173 100	6,9
Norvège	14 800	11,8	11 200	8,7	10 200	7,8
Pays-Bas	83 600	13,6	79 400	11,4	76 400	10,8
Portugal	59 700	16,8	60 300	14,7	53 800	13,4
Royaume-Uni	371 800	13,7	305 100	12,4	280 200	11,5
Suède	20 700	7,5	16 100	5,0	12 100	3,7
Suisse	28 700	8,3	27 000	7,9	24 500	7,2
Total Europe occidentale (17 pays)	2 505 300	15,0	2 278 500	13,7	2 140 400	12,7

**MARQUE PEUGEOT - IMMATRICULATIONS DE VOITURES PARTICULIERES
ET VEHICULES UTILITAIRES SUR LES MARCHES EUROPEENS (MOINS DE 5 TONNES)**

	2001		2000		1999	
	Unités	Part de marché (%)	Unités	Part de marché (%)	Unités	Part de marché (%)
France	543 400	20,2	472 500	18,5	459 100	18,2
Allemagne	106 200	3,0	106 200	3,0	109 900	2,7
Autriche	17 300	5,5	14 800	4,4	14 800	4,4
Belgique-Luxembourg	62 700	10,5	61 800	10,1	55 700	9,4
Danemark	18 500	14,5	17 200	11,8	19 300	10,9
Espagne	182 200	10,6	169 000	10,1	165 300	9,6
Finlande	7 800	6,3	8 600	5,7	8 700	5,7
Grèce	18 100	6,0	17 500	5,6	14 300	5,0
Irlande	10 400	5,1	12 500	4,6	10 200	4,9
Italie	127 500	4,8	112 200	4,2	102 300	4,1
Norvège	10 200	8,1	7 500	5,9	6 700	5,2
Pays-Bas	55 400	9,0	52 800	7,6	51 500	7,3
Portugal	32 500	9,2	34 400	8,4	30 200	7,5
Royaume-Uni	220 600	8,1	202 200	8,2	193 400	7,9
Suède	13 100	4,8	11 400	3,5	7 000	2,2
Suisse	18 700	5,4	18 300	5,4	16 400	4,9
Total Europe occidentale (17 pays)	1 444 600	8,7	1 318 900	7,9	1 264 800	7,5

**MARQUE CITROËN - IMMATRICULATIONS DE VOITURES PARTICULIERES
ET VEHICULES UTILITAIRES SUR LES MARCHES EUROPEENS (MOINS DE 5 TONNES)**

	2001		2000		1999	
	Unités	Part de marché (%)	Unités	Part de marché (%)	Unités	Part de marché (%)
France	370 000	13,8	338 600	13,3	304 700	12,1
Allemagne	65 200	1,8	55 900	1,6	51 600	1,3
Autriche	8 500	2,7	8 700	2,6	7 700	2,3
Belgique-Luxembourg	58 500	9,8	49 600	8,1	44 200	7,5
Danemark	12 800	10,0	10 900	7,5	11 600	6,6
Espagne	200 400	11,6	205 900	12,3	201 700	11,8
Finlande	6 000	4,9	5 400	3,6	5 700	3,7
Grèce	20 100	6,7	21 600	6,9	19 800	7,0
Irlande	7 100	3,5	8 500	3,1	6 000	2,9
Italie	83 200	3,2	82 100	3,1	70 800	2,8
Norvège	4 700	3,7	3 600	2,8	3 400	2,6
Pays-Bas	28 300	4,6	26 600	3,8	24 900	3,5
Portugal	27 100	7,7	25 800	6,3	23 600	5,9
Royaume-Uni	151 300	5,6	103 000	4,2	86 800	3,4
Suède	7 600	2,8	4 700	1,5	5 000	1,6
Suisse	9 900	2,9	8 700	2,6	8 100	2,4
Total Europe occidentale (17 pays)	1 060 700	6,3	959 600	5,8	875 600	5,2

DONNEES STATISTIQUES

GRUPE PSA PEUGEOT CITROËN - PRODUCTION PAR MODELE

(voitures particulières et véhicules utilitaires)

	2001	2000	1999
MARQUE PEUGEOT			
106	112 400	137 500	136 200
205	-	-	2 400
206	820 100	737 400	570 800
306	124 900	278 300	316 200
307	308 200	500	-
405	80 000	57 400	14 200
406	192 100	259 500	251 200
504/Paykan	4 900	5 800	8 800
505	-	-	500
605	-	-	2 300
607	37 800	23 500	500
806	20 000	22 400	22 300
Expert	32 300	29 500	27 500
Partner	130 000	110 600	94 300
J9	-	3 000	7 200
Boxer	43 600	44 400	42 400
TOTAL	1 906 300	1 709 800	1 496 800
(dont véhicules équipés de moteurs diesel)	(852 000)	(767 700)	(655 600)
(dont voitures particulières)	(1 720 100)	(1 528 900)	(1 328 700)
(dont véhicules utilitaires)	(186 200)	(180 900)	(168 100)
MARQUE CITROËN			
Saxo	242 800	289 300	283 400
C3	300	-	-
ZX	52 900	53 900	40 600
Xsara	459 600	453 700	305 200
C5	157 100	800	-
Xantia	26 300	79 600	121 400
XM	-	2 400	7 000
Evasion	17 500	17 500	18 700
Jumpy	26 700	24 100	24 300
C15	34 600	40 100	37 700
Berlingo	170 400	168 400	131 400
Jumper	41 800	37 800	29 500
TOTAL	1 230 000	1 167 600	999 200
(dont véhicules équipés de moteurs diesel)	(689 300)	(637 100)	(520 100)
(dont voitures particulières)	(1 037 600)	(981 300)	(846 000)
(dont véhicules utilitaires)	(192 400)	(186 300)	(153 200)
TOTAL PSA PEUGEOT CITROËN	3 136 300	2 877 400	2 496 000
(dont véhicules équipés de moteurs diesel)	(1 541 300)	(1 404 800)	(1 175 700)
(dont voitures particulières)	(2 757 700)	(2 510 200)	(2 174 700)
(dont véhicules utilitaires)	(378 600)	(367 200)	(321 300)

GRUPE PSA PEUGEOT CITROËN - VENTES MONDIALES CONSOLIDEES

(voitures particulières et véhicules utilitaires)

	2001	2000	1999
VENTES EUROPE OCCIDENTALE			
France :			
Peugeot	550 500	486 400	460 800
Citroën	364 700	346 400	310 500
PSA PEUGEOT CITROËN	915 200	832 800	771 300
Autres pays d'Europe occidentale :			
Peugeot	934 500	863 600	812 100
Citroën	695 800	639 900	574 100
PSA PEUGEOT CITROËN	1 630 300	1 503 500	1 386 200
TOTAL EUROPE OCCIDENTALE :			
Peugeot	1 485 000	1 350 000	1 272 900
Citroën	1 060 500	986 300	884 600
PSA PEUGEOT CITROËN	2 545 500	2 336 300	2 157 500
VENTES HORS D'EUROPE OCCIDENTALE			
Europe centrale et Turquie :			
Peugeot	89 700	92 800	68 500
Citroën	45 400	51 100	36 400
PSA PEUGEOT CITROËN	135 100	143 900	104 900
Afrique :			
Peugeot	53 000	37 700	32 400
Citroën	18 500	13 000	10 600
PSA PEUGEOT CITROËN	71 500	50 700	43 000
Amérique :			
Peugeot	89 200	86 200	76 700
Citroën	29 800	20 100	20 100
PSA PEUGEOT CITROËN	119 000	106 300	96 800
Asie-Océanie :			
Peugeot	156 800	83 500	36 600
Citroën	76 500	68 300	52 500
PSA PEUGEOT CITROËN	233 300	151 800	89 100
Autres :			
Peugeot	25 500	23 600	24 600
Citroën	2 900	3 100	2 700
PSA PEUGEOT CITROËN	28 400	26 700	27 300
TOTAL HORS EUROPE OCCIDENTALE			
Peugeot	414 200	323 800	238 800
Citroën	173 100	155 600	122 300
PSA PEUGEOT CITROËN	587 300	479 400	361 100
TOTAL VENTES MONDIALES			
Peugeot	1 899 200	1 673 800	1 511 700
Citroën	1 233 600	1 141 900	1 006 900
PSA PEUGEOT CITROËN	3 132 800	2 815 700	2 518 600

DONNEES STATISTIQUES

EFFECTIFS DU GROUPE

	2001	2000
AUTOMOBILE	129 700	127 600
Dont :		
France	95 000	93 300
Autres pays	34 700	34 300
EQUIPEMENT AUTOMOBILE	49 700	31 900
TRANSPORT ET LOGISTIQUE	7 700	7 500
FINANCEMENT	2 100	2 000
AUTRES ACTIVITES	3 300	3 400
TOTAL PSA PEUGEOT CITROËN	192 500	172 400
Dont :		
France	123 700	117 900
Autres pays	68 800	54 500

OUTIL INDUSTRIEL

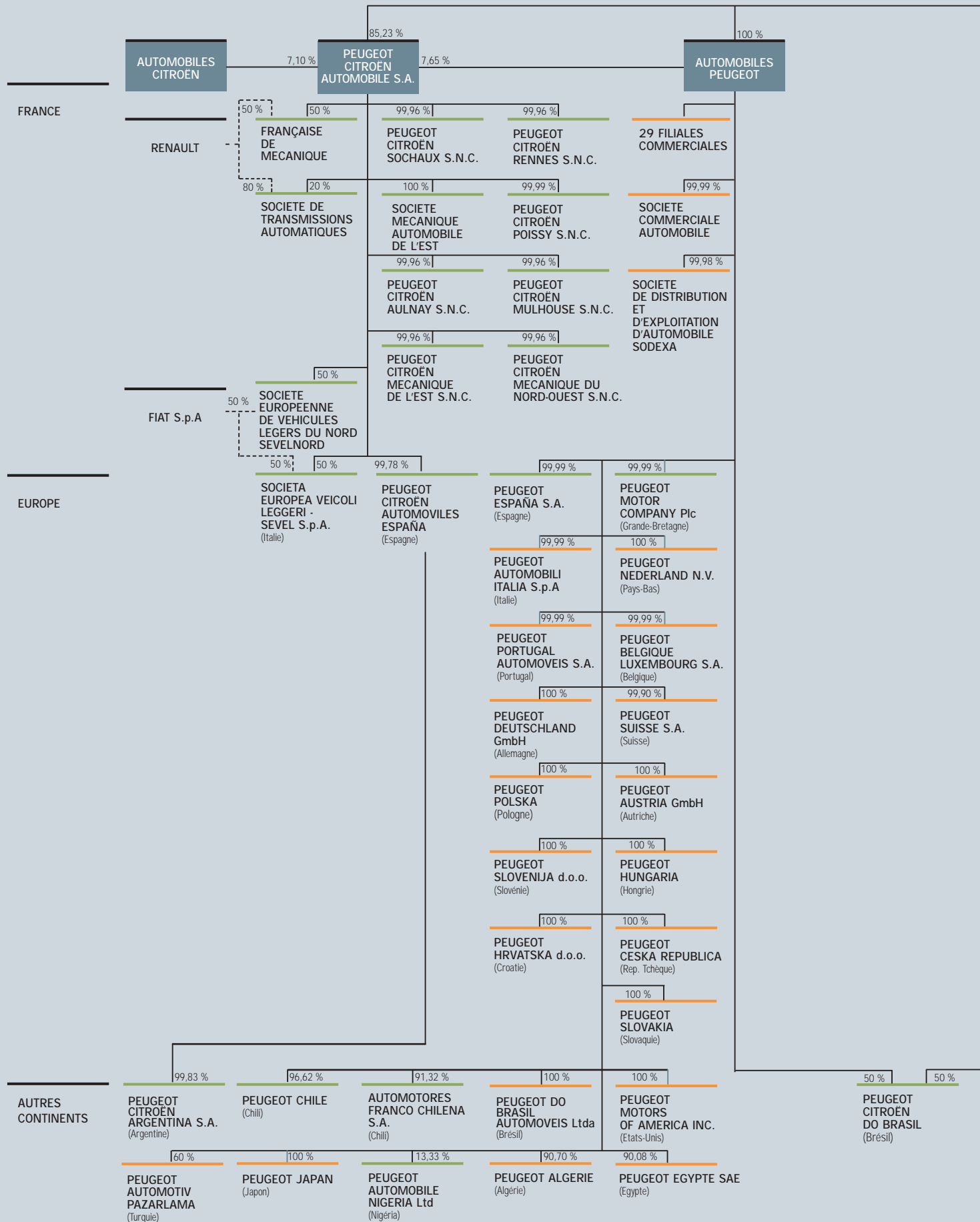
Sites de montage	Modèles fabriqués au 1 ^{er} janvier 2002	Production 2001
USINES TERMINALES		
Aulnay (France)	Saxo, 106, C3	355 100
Madrid (Espagne)	Xsara	151 000
Mangualde (Portugal)	Citröen Berlingo, Peugeot Partner	50 100
Mulhouse (France)	206, 206 CC, 307	455 300
Palomar (Argentine)	206, Citroën Berlingo, Peugeot Partner	45 500
Poissy (France)	206	318 200
Porto Real (Brésil)	206, Xsara Picasso	18 100
Rennes (France)	Xsara, C5	315 600
Ryton (Grande-Bretagne)	206	190 200
Sochaux (France)	307, 406, 607	383 100
Vigo (Espagne)	Xsara Picasso, C15, Citroën Berlingo, Peugeot Partner	488 100
USINES MECANIQUE ET BRUTS		
Asnières (France)	Décolletage, hydraulique	-
Caen (France)	Liaisons au sol et transmissions	-
Charleville (France)	Fonderie d'aluminium et de ferreux	-
Melun-Sénart (France)	Pièces de rechange	
Metz-Borny (France)	Boîtes de vitesses	1 586 500
Saint-Ouen (France)	Emboutissage	-
Sept-Fons (France)	Fonderie de ferreux	-
Trémery (France)	Moteurs essence EW et moteurs diesel DW	1 753 000
Valenciennes (France)	Boîtes de vitesses	1 303 200
Vesoul (France)	Expédition CKD, pièces de rechange	
Villers-La-Montagne (France)	Fonderie d'aluminium	

FILIALES COMMUNES AVEC D'AUTRES CONSTRUCTEURS

(SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 2001)

Filiales	Production	Production annuelle
FRANCE		
FRANÇAISE DE MECANIQUE		
50 % Peugeot Citroën Automobiles	FONDERIE DE FERREUX	
50 % Renault	MOTEURS : *TU + TUF + TUD	1 220 900
	*DJ	29 300
	*DV	31 400
	*D (RENAULT)	474 800
	*ES	37 500
SEVELNORD		
50 % Peugeot Citroën Automobiles	Peugeot 806	Production totale :
50 % Fiat	Peugeot Expert	144 600
	Citroën Evasion	
	Citroën Jumpy	
	Fiat Ulysse	
	Fiat Scudo	
	Lancia Zeta	
ETRANGER		
SOCIETA EUROPEA VEICOLI LEGGERI - (ITALIE)		
50 % Peugeot Citroën Automobiles	Peugeot Boxer	Production totale :
50 % Fiat	Citroën Jumper	189 200
	Fiat Ducato	

ORGANIGRAMME RESUME AU 31 DECEMBRE 2001



PEUGEOT S.A.

100 %

**AUTOMOBILES
CITROËN**

71,53 %

FAURECIA

99,94 %

GEFCO

**AUTOMOBILES
CITROËN**

98,40 %

CITER

99,88 %

**CITROËN
CHAMP DE
MARS**

98,43 %

**CITROËN
FELIX FAURE**

100 %

**SOCIETE
COMMERCIALE
CITROËN**

**9 FILIALES
COMMERCIALES**

94,82 %

**CITROËN
ITALIA S.p.A.**
(Italie)

44,16 %

**CITROËN
LUSITANIA S.A.**
(Portugal)

99,75 %

**CITROËN
(SUISSE) S.A.**
(Suisse)

100 %

**CITROËN
DANMARK A/S**
(Danemark)

100 %

**CITROËN
SVERIGE AB**
(Suède)

100 %

**CITROËN
SLOVENIJA d.o.o.**
(Slovénie)

100 %

**CITROËN
SLOVAKIA**
(Slovaquie)

25,01 %

**DONGFENG
CITROËN
AUTOMOBILE
COMPANY**
(Chine)

51 %

**CITROËN DO
BRASIL**
(Brésil)

99,38 %

**AUTOMOVILES
CITROËN
ESPAÑA**
(Espagne)

99,98 %

**AUTOMOVEIS
CITROËN S.A.**
(Portugal)

99,99 %

**CITROËN BELUX
S.A. - N.V.**
(Belgique)

100 %

**CITROËN
OSTERREICH
GmbH**
(Autriche)

100 %

**CITROËN
POLSKA**
(Pologne)

100 %

**CITROËN
HRVATSKA d.o.o.**
(Croatie)

100 %

**CITROËN
JAPON**
(Japon)

99,95 %

**CITROËN
DEUTSCHLAND
AG**
(Allemagne)

99,97 %

**CITROËN UK
Ltd**
(Grande-Bretagne)

100 %

**CITROËN
NEDERLAND B.V.**
(Pays-Bas)

100 %

**CITROËN
NORGE A/S.**
(Norvège)

100 %

**CITROËN
HUNGARIA**
(Hongrie)

100 %

**CITROËN CESKA
REPUBLICA**
(Rép. Tchèque)

100 %

**GEFCO ITALIA
S.p.A**
(Italie)

100 %

**GEFCO
DEUTSCHLAND
GmbH**
(Allemagne)

100 %

**GEFCO PORTUGAL
TRANSITARIOS
LIMITADA**
(Portugal)

100 %

**GEFCO POLSKA
Sp. z o.o.**
(Pologne)

100 %

GEFCO U.K. Ltd
(Grande-Bretagne)

100 %

**GEFCO BENELUX
S.A.**
(Belgique)

100 %

**GEFCO ESPAÑA
S.A.**
(Espagne)

100 %

**GEFCO (SUISSE)
S.A.**
(Suisse)

100 %

**GEFCO (SUISSE)
S.A.**
(Suisse)

100 %

**GEFCO (SUISSE)
S.A.**
(Suisse)

ABBAY NATIONAL 50 %
(Grande-Bretagne)

**GEFCO
DO BRASIL
Ltda**
(Brésil)

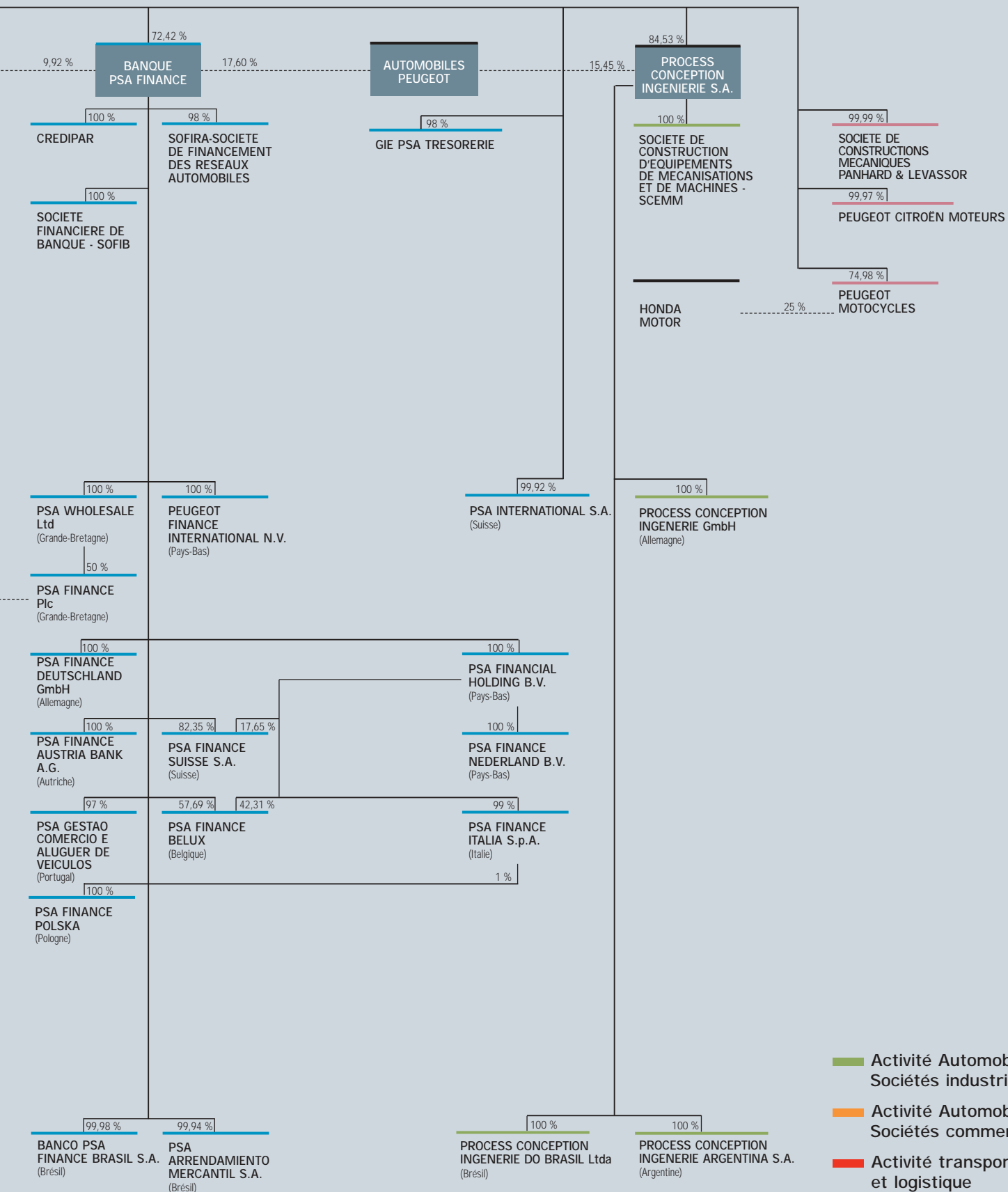
99,99 %

**GEFCO
PARTICIPACÕES
Ltda**
(Brésil)

100 %

**GEFCO
ARGENTINA S.A.**
(Argentine)

100 %



- Activité Automobile : Sociétés industrielles
- Activité Automobile : Sociétés commerciales
- Activité transport et logistique
- Activité financement
- Autres activités

PSA PEUGEOT CITROËN

ANALYSE DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES	74
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES	86
COMPTES CONSOLIDES	87
Liste des Sociétés Consolidées	135

SOCIETE PEUGEOT S.A.

COMMENTAIRES SUR LES COMPTES ET LE BILAN	142
RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	144
COMPTES SOCIAUX	145
RESULTATS FINANCIERS AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES	159
FILIALES ET PARTICIPATIONS AU 31 DECEMBRE 2001	160
INVENTAIRE DES VALEURS MOBILIERES EN PORTEFEUILLE	162
RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES	163

DOCUMENTS JURIDIQUES

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LA SOCIETE PEUGEOT S.A.	165
ORGANES DE SURVEILLANCE ET DE DIRECTION	167
RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE CAPITAL	171
RESOLUTIONS	173
TABLEAU DES AUTORISATIONS FINANCIERES EN VIGUEUR	176
INFORMATIONS BOURSIERES DETAILLEES	178
RESPONSABLE DU DOCUMENT ET RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES	180
TABLEAU DE CONCORDANCE DU DOCUMENT DE REFERENCE - VISA COB	181
COMITE DES DIRECTEURS	182

ANALYSE DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Les états financiers consolidés de PSA PEUGEOT CITROËN sont établis conformément aux principes comptables indiqués en note 1 aux états financiers consolidés. Les principes sont conformes au règlement 99-02 du Conseil de la Réglementation Comptable. Ils sont également conformes aux principes généralement admis aux Etats-Unis d'Amérique, à l'exception d'un nombre limité de points mentionnés en note 2 aux états financiers consolidés. La note 2 indique les effets sur les états consolidés de l'application complète des principes comptables généralement admis aux Etats-Unis d'Amérique.

Les évolutions de périmètre intervenues en 1999, 2000, 2001 et ayant un impact significatif sur les comptes de ces exercices sont détaillées en note 3 aux états financiers consolidés.

Au cours de l'exercice 2001, Faurecia, division équipement automobile du groupe, a réalisé l'acquisition des activités automobiles de Sommer Allibert, spécialisées dans la conception et la production de planches de bord, de cockpits complets, de panneaux de portes et d'éléments d'insonorisation. Cette acquisition a été réalisée en six étapes. Dans un premier temps, Peugeot S.A. a acquis le 3 janvier 2001 la totalité du capital de la SIT, société de contrôle à hauteur de 37,9 % du capital et de 52,9 % des droits de vote, du groupe Sommer Allibert, dont les activités non automobiles avaient été préalablement acquises par les précédents actionnaires de SIT. A la suite de cette première opération, effectuée pour un total de 470 millions d'euros correspondant à un prix de 57,5 euros par action Sommer Allibert, SIT et Faurecia ont lancé conjointement le 4 janvier 2001 une offre publique d'achat sur la part non détenue par le groupe du capital de Sommer Allibert, au même prix de 57,5 euros par action ; cette offre s'est clôturée le 20 février 2001 et a permis à SIT et Faurecia d'acquérir conjointement 60,2 % du capital de Sommer Allibert pour un total de 758 millions d'euros. En parallèle, Faurecia a lancé une offre publique d'achat sur le capital de SAI AG, filiale à 69,3 % de Sommer Allibert regroupant l'essentiel de ses activités automobiles, au prix de 15 euros par action ; cette offre s'est conclue le 9 mars 2001 et a permis à Faurecia d'acquérir 27,3 % du capital de SAI AG pour un total de 209 millions d'euros, portant ainsi le contrôle sur SAI AG à 96,8 % du capital. Peugeot S.A. a ensuite apporté le 1^{er} juin 2001 la totalité du capital de SIT à Faurecia, qui a émis 9 752 049 actions nouvelles en rémunération de cet apport ; cette opération a porté la participation de Peugeot S.A. dans le capital de Faurecia à 71,6 %. Enfin, Faurecia a lancé le 16 octobre 2001 une offre publique de retrait sur les actions résiduelles de Sommer Allibert, suivie d'un retrait obligatoire du titre Sommer Allibert mis en œuvre le 30 octobre 2001 ; ces opérations, également au prix de 57,5 euros par action, se sont conclues le 30 octobre 2001 et ont permis à Faurecia de contrôler à 100 % le capital de Sommer Allibert. Les activités automobiles de Sommer Allibert sont consolidées par intégration globale dans les états financiers du groupe PSA PEUGEOT CITROËN à compter du 1^{er} janvier 2001.

L'ensemble de ces opérations a représenté sur l'exercice 2001 un investissement total de 1 495 millions d'euros, dont les conséquences sur les états financiers consolidés du groupe sont analysées ci-dessous.

En mai 2001, Gefco, division transport et logistique du groupe, a cédé au groupe Via Location sa filiale Transauto Stur, spécialisée

dans le transport routier et possédant une flotte d'environ 900 camions. Avec cette cession, Gefco confirme sa stratégie de pur prestataire d'un service à forte valeur ajoutée, l'organisation de transport et de logistique, sous-traitant les moyens effectifs de transport à des entreprises tierces.

Le groupe PSA PEUGEOT CITROËN répartit ses activités en quatre divisions principales qui, outre l'activité majeure de construction automobile, sont l'équipement automobile, le transport et le financement.

L'activité automobile regroupe Peugeot Citroën Automobiles, Automobiles Peugeot, Automobiles Citroën et leurs filiales.

L'activité équipement automobile correspond à Faurecia et ses filiales.

L'activité transport et logistique correspond à Gefco et ses filiales.

L'activité financement correspond à Banque PSA Finance et ses filiales.

Les autres sociétés comprennent la société de tête du groupe, Peugeot S.A., les sociétés qui lui sont directement rattachées, notamment Peugeot Motocycles et ses filiales, Peugeot Citroën Moteurs, Process Conception Ingénierie et ses filiales, et Société de Constructions Mécaniques Panhard et Levassor.

Certaines sociétés entretiennent des relations commerciales avec des sociétés appartenant à d'autres activités. Il en est ainsi notamment :

- des fournitures de pièces automobiles par l'activité équipement automobile à l'activité automobile ;
- des fournitures de services de transport et de logistique par l'activité transport à l'activité automobile et à l'activité équipement automobile ;
- des fournitures de services de financement de véhicules neufs et de pièces de rechange de l'activité financement à l'activité automobile ;
- des fournitures de véhicules par l'activité automobile aux autres activités.

L'ensemble de ces relations commerciales inter-activités est établi sur une base de marché, à des termes et conditions identiques à ceux prévalant pour des fournitures de biens et services à des clients extérieurs au groupe.

Le mode de présentation des états consolidés du groupe a été modifié en 2001 afin de faire apparaître de façon distincte, d'une part ses activités industrielles et commerciales, d'autre part son activité de financement, compte tenu des caractéristiques spécifiques de cette dernière activité. Les états consolidés des exercices 1999 et 2000 ont été retraités en conséquence. La note 5 aux états consolidés donne les principaux éléments des comptes de résultats, du tableau de financement et du bilan regroupant l'ensemble des activités du groupe.

1 - Chiffre d'affaires

1.1 - Chiffre d'affaires groupe

Le chiffre d'affaires consolidé de l'exercice 2001 ressort à 51 663 millions d'euros, en progression de 16,9 % sur celui de l'exercice 2000, qui s'élevait à 44 181 millions d'euros.

Le chiffre d'affaires prend en compte depuis le 1^{er} janvier 2001 l'acquisition des activités automobiles de Sommer Allibert. A périmètre comparable, le chiffre d'affaires de l'année 2001 est en progression de 11,3 % sur celui de 2000. Par ailleurs, certaines opérations de promotion commerciale, précédemment comptabilisées en charges opérationnelles, ont été comptabilisées en déduction du chiffre d'affaires pour se conformer, après examen, aux pratiques des principaux constructeurs automobiles mondiaux. A périmètre et à traitement comparable, le chiffre d'affaires de l'année 2001 est en progression de 13,7 % sur celui de 2000.

Le chiffre d'affaires consolidé pour 2000 s'est établi en progression de 16,9 % sur celui de l'exercice 1999, qui s'élevait à 37 807 millions d'euros. Les modifications de périmètre intervenues en 1999 et ayant un impact significatif sur la comparaison des chiffres d'affaires ont concerné l'acquisition par Faurecia au 30 décembre 1999 de l'intégralité du capital de AP Automotive Holding Inc., troisième constructeur américain de systèmes d'échappement automobile et l'acquisition au 1^{er} octobre 1999 par Gefco de 60 % du capital de la société allemande de messagerie et de logistique KN Elan GmbH. A périmètre comparable, le chiffre d'affaires de 2000 s'établit en progression de 14,7 % sur celui de 1999.

1.2 - Chiffre d'affaires des activités industrielles et commerciales

Le chiffre d'affaires consolidé des activités industrielles et commerciales du groupe s'est établi comme suit :

(en millions d'euros)	2001	2000	1999
Automobile	41 524	37 436	32 733
Équipement automobile	9 611	5 840	4 267
Transport et logistique	2 643	2 329	1 760
Autres activités	976	983	926
Éliminations	(4 466)	(3 610)	(2 946)
Total PSA PEUGEOT CITROËN	50 288	42 978	36 740

La contribution de chaque activité industrielle et commerciale au chiffre d'affaires consolidé du groupe, après éliminations des opérations inter-activités, s'est établie comme suit :

(en millions d'euros)	2001	2000	1999
Automobile	41 306	37 242	32 596
Équipement automobile	7 452	4 279	2 982
Transport et logistique	983	932	656
Autres activités	547	525	506
Total PSA PEUGEOT CITROËN	50 288	42 978	36 740

Le chiffre d'affaires consolidé de l'automobile, à 41 524 millions d'euros est en hausse de 10,9 % par rapport à 2000. A méthodes comparables, cette hausse s'établit à 13,9 %. Cette évolution reflète pour l'essentiel la progression de 11,3 % des ventes mondiales de Peugeot et Citroën à 3 132 800 véhicules montés et collections.

Cette hausse suit celle de 2000, où le chiffre d'affaires automobile avait progressé de 14,4 % par rapport à 1999, avec des ventes mondiales en croissance de 11,8 %, à 2 815 700 unités.

En Europe de l'Ouest, les ventes de voitures particulières et de véhicules utilitaires légers ont progressé en 2001 de 9 %, à 2 545 500 unités, tandis que le marché dans son ensemble progressait de 0,2 %. Avec une part de marché globale de 15 % (13,7 % en 2000), le groupe est le deuxième constructeur automobile européen et le premier pour les véhicules utilitaires légers. L'année 2001 a notamment été marquée par le succès des lancements de la Citroën C5 berline et break, de la Peugeot 307, par la poursuite de la progression de la Citroën Picasso et de la Peugeot 206, avec notamment la montée en volumes de la 206 CC, ainsi que par le succès croissant des motorisations diesel HDI, à injection directe par rampe commune d'injection à haute pression, complétées depuis septembre 2001 par un nouveau moteur 1,4 litre, qui ont soutenu les ventes de l'ensemble des gammes du groupe.

En dehors de l'Europe occidentale, les ventes de voitures et d'éléments détachés, à 587 300 unités, progressent de 22,5 % par rapport à 2000. Cette progression rapide est en fort contraste avec la contraction de nombreux marchés nationaux, notamment en Pologne, en Turquie et en Argentine. Elle résulte de la hausse des volumes de ventes en Amérique du Sud (+ 12 %, à 119 000 unités) de la résistance des ventes en Europe centrale et Turquie (- 6,1 %, à 135 100 unités), ainsi que de la poursuite du développement des opérations en Chine (+ 2,3 %, à 53 200 unités) et en Iran (+ 133 %, à 106 700 unités).

Le chiffre d'affaires de l'activité équipement automobile, à 9 611 millions d'euros, est en progression de 64,6 % sur l'exercice 2000. Il intègre pour la première année l'activité de Sommer Allibert. A périmètre comparable, le chiffre d'affaires de l'activité équipement automobile s'accroît de 14,5 % par rapport à 2000, après une progression de 36,8 % sur le chiffre d'affaires de 1999 (20,9 % à périmètre comparable).

L'activité transport et logistique a réalisé en 2001 un chiffre d'affaires de 2 643 millions d'euros, en progression de 13,5 % sur celui de 2000 (14,9 % à périmètre comparable prenant en compte la cession de la société Transauto-Stur en mai 2001), après une hausse de 32,3 % en 2000 (20,4 % à périmètre comparable).

La répartition du chiffre d'affaires des activités industrielles et commerciales par zone géographique de commercialisation s'est établie comme suit :

(en millions d'euros)	2001	2000	1999	Variation 2001/2000 en %
France	17 328	14 512	13 000	+ 19,4
Royaume-Uni	6 128	5 632	4 963	+ 8,8
Allemagne	4 928	3 818	3 382	+ 29,1
Italie	2 906	2 760	2 409	+ 5,3
Espagne	5 462	5 425	4 977	+ 0,7
Autres pays d'Europe de l'Ouest	6 642	5 393	4 702	+ 23,2
Total Europe de l'Ouest	43 394	37 540	33 433	+ 15,6
Autres pays d'Europe et Turquie	1 670	1 602	1 075	+ 4,2
Amérique latine	1 522	1 268	990	+ 20,0
Reste du monde	3 702	2 568	1 242	+ 44,2
Total	50 288	42 978	36 740	+ 17,0

La progression du chiffre d'affaires sur l'ensemble des pays d'Europe de l'Ouest reflète la progression des parts de marché de la division automobile, qui a été forte sur chacun des grands marchés européens ; elle reflète également pour la France et l'Allemagne, la hausse des ventes de Faurecia aux constructeurs automobiles européens, ainsi que la contribution de Sommer Allibert à cette hausse.

Le retraitement des opérations de promotion commerciale évoqué plus haut a plus particulièrement touché l'Espagne et le Royaume-Uni. A traitement comparable, l'évolution du chiffre d'affaires sur ces deux pays est de 10,3 % et 19,7 % respectivement.

Sur le reste du monde, l'augmentation du chiffre d'affaires du groupe résulte de la forte hausse des ventes de véhicules montés et d'éléments détachés, notamment en Chine, en Iran et au Japon, ainsi que la progression des ventes de Faurecia aux Etats-Unis du fait de la contribution de Sommer Allibert.

1.3 - Chiffre d'affaires de l'activité de financement

Le chiffre d'affaires de l'activité de financement, correspondant essentiellement à des produits d'intérêt sur le financement des ventes, s'est établi comme suit :

(en millions d'euros)	2001	2000	1999
Hors groupe	1 375	1 203	1 067
Intra groupe	212	184	127
Total	1 587	1 387	1 194

La progression s'établit à 14,4 % en 2001 sur 2000, après une hausse de 16,2 % sur 1999. La production de nouveaux crédits de financement de ventes de voitures à la clientèle finale a porté en 2001 sur 801 100 véhicules Peugeot et Citroën, en progression de 13,9 % sur 2000, année qui avait enregistré une hausse de 5,5 % sur l'exercice précédent à périmètre comparable.

L'encours global de crédit de l'activité de financement s'établit à la fin de 2001 à 16 215 millions d'euros, soit une hausse de 10,5 % par rapport à la fin de 2000.

En juin 2001, CrédiPar, filiale française de Banque PSA Finance a cédé à un fonds commun de créances 1 000 millions d'euros de créances de financement automobile ; ces créances ne figurent plus dans l'encours de crédit de Banque PSA Finance ; l'encours de crédit, hors l'effet de l'opération de titrisation, s'accroît ainsi de 17,3 %, à 17 215 millions d'euros. A fin 2000, l'encours de crédit s'élevait à 14 679 millions d'euros, en progression de 15,8 % sur la fin de 1999.

Le chiffre d'affaires de l'activité de financement est réalisé pour l'essentiel en Europe de l'Ouest, le démarrage très satisfaisant des activités de Banque PSA Finance au Brésil ne représentant encore qu'une part marginale de l'activité.

1.4 - Chiffres d'affaires trimestriels

Les chiffres d'affaires trimestriels du groupe, tenant compte du retraitement indiqué ci-dessus pour certaines opérations de promotion commerciale, s'établissent comme suit :

(en millions d'euros)	2001	2000	1999	Variation 2001/2000 en %
1 ^{er} trimestre	12 746	11 641	9 158	+ 9,5
2 ^e trimestre	13 466	10 849	9 862	+ 24,1
3 ^e trimestre	11 917	10 134	8 809	+ 17,6
4 ^e trimestre	13 534	11 557	9 978	+ 17,1
Total	51 663	44 181	37 807	+ 16,9

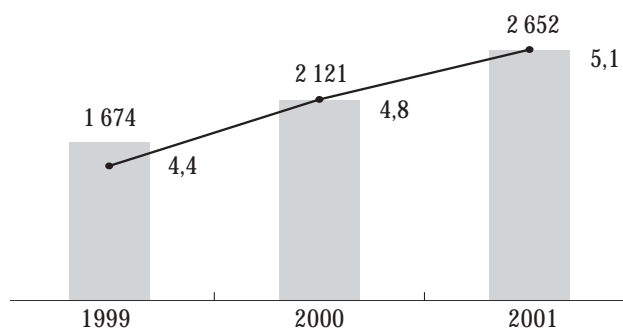
La répartition du chiffre d'affaires sur l'année 2001 reflète la très bonne tenue des ventes tout au long de l'exercice. L'activité automobile a en effet enregistré, comme en 2000, des gains constants de parts de marché, qui ont alimenté la progression continue du chiffre d'affaires.

2 - Résultats

Les objectifs fixés pour l'année 2001 - une marge opérationnelle consolidée de 2 600 millions d'euros et une marge opérationnelle de la division automobile d'au moins 4,8 % du chiffre d'affaires - ont été, comme en 1999 et 2000, atteints avec respectivement 2 652 millions d'euros et 4,8 % du chiffre d'affaires.

2.1 - Marge opérationnelle groupe

(en millions d'euros - en % du chiffre d'affaires)



La marge opérationnelle consolidée de l'exercice 2001 s'établit à 2 652 millions d'euros, soit 5,1 % du chiffre d'affaires consolidé. Elle est en progression de 25 % sur celle de 2000 qui s'établissait à 2 121 millions d'euros et 4,8 % du chiffre d'affaires. L'acquisition de Sommer Allibert a eu une incidence de 134 millions d'euros sur la marge opérationnelle consolidée.

La marge opérationnelle de 2000 se situait en hausse de 26,7 % sur celle de l'exercice 1999, qui s'élevait à 1 674 millions d'euros et 4,4 % du chiffre d'affaires.

2.2 - Marge opérationnelle des activités industrielles et commerciales

(en millions d'euros)	2001	2000	1999
Automobile	1 992	1 579	1 131
Équipement automobile	262	176	198
Transport et logistique	119	100	92
Autres activités	31	2	11
Total PSA PEUGEOT CITROËN	2 404	1 857	1 432

La marge opérationnelle automobile s'élève à 1 992 millions d'euros, soit 4,8 % du chiffre d'affaires automobile, à comparer à 1 579 millions d'euros et 4,2 % du chiffre d'affaires en 2000 et 1 131 millions d'euros et 3,5 % du chiffre d'affaires en 1999.

La marge opérationnelle automobile s'accroît ainsi de 26,2 % de 2000 à 2001, après une progression de 39,6 % de 1999 à 2000.

Les principaux éléments ayant contribué à l'accroissement de la marge opérationnelle de la division automobile de 2000 à 2001 sont les suivants :

- l'accroissement des volumes et l'amélioration du mix des ventes liée au lancement de nouveaux modèles et motorisations ainsi que l'évolution du mix géographique ont eu un effet global positif estimé à 939 millions d'euros. L'importance de ce montant, rapporté au volume additionnel des ventes, traduit notamment le bon niveau des marges de la Peugeot 307 et de la Citroën C5 ainsi que le développement des ventes en France et en Grande-Bretagne ;
- les retours aux clients ont eu un impact direct négatif de 201 millions d'euros, observé essentiellement sur le premier semestre (175 millions d'euros) ;
- la réduction des coûts de production a généré un gain brut de 609 millions d'euros, en partie amputé par l'impact négatif de la hausse en cours d'année des coûts de matières premières (métaux précieux notamment), estimé à 144 millions d'euros, et par les surcoûts conjoncturels de production, estimés à 49 millions d'euros (dont 40 millions d'euros sur le premier semestre), et générés par la forte croissance de l'activité. Au total, la réduction des coûts de production s'élève à 416 millions d'euros ;
- les évolutions des rémunérations des salariés qui progressent pour un montant de 294 millions d'euros. Ces évolutions intègrent un accroissement de 47 millions d'euros des systèmes de participation légale aux bénéficiaires et d'intéressement contractuel aux résultats. Les sommes attribuées aux salariés de la division automobile en application de ces deux systèmes représentent au titre de l'exercice 2001 un total de 213 millions d'euros (234 millions d'euros pour l'ensemble du groupe) ;
- les variations de change ont eu un effet négatif estimé à 102 millions d'euros du fait principalement de l'évolution de la livre sterling face à l'euro (- 78 millions d'euros) ;
- l'accroissement des budgets de recherche et de développement et des frais opérationnels liés aux programmes d'investissements, estimé à 182 millions d'euros ;
- une provision de 50 millions d'euros concernant l'activité automobile du groupe en Argentine, compte tenu du caractère incertain de la situation économique et monétaire ;
- un montant de 113 millions d'euros, lié principalement aux dépenses de développement commercial.

La marge opérationnelle de l'activité équipement automobile s'établit à 262 millions d'euros, soit 2,7 % du chiffre d'affaires de la division. La contribution des activités automobiles de Sommer Allibert s'établit à 134 millions d'euros.

La marge opérationnelle de 2000 s'établissait à 176 millions d'euros et 3,0 % du chiffre d'affaires consolidé et pour 1999, à 198 millions d'euros et 4,6 % du chiffre d'affaires.

Les marges réalisées par l'activité équipement automobile sur des ventes à l'activité automobile correspondant à des pièces ou des

véhicules encore stockés par cette dernière à la clôture de l'exercice sont éliminées de la marge consolidée du groupe.

L'impact positif de l'évolution des volumes d'activité sur la marge opérationnelle de l'activité équipement automobile a été plus qu'absorbé par trois facteurs qui ont pesé négativement sur celle-ci :

- l'évolution du coût des matières premières, notamment plastiques ;
- les coûts de démarrage de nouvelles unités de production et de nouveaux produits, en nombre particulièrement important en 2001 ;
- une pression à la baisse sur les prix de vente.

La marge opérationnelle de l'activité transport et logistique représente 119 millions d'euros, soit 4,5 % du chiffre d'affaires de la division, en progression de 19 % sur celle de 2000 qui s'établissait à 100 millions d'euros et 4,3 % du chiffre d'affaires, elle-même en hausse de 8,7 % sur celle de 1999 à 92 millions d'euros et 5,2 % du chiffre d'affaires. La marge opérationnelle de l'activité transport et logistique a progressé en 2001 en liaison directe avec la hausse du chiffre d'affaires ; les progrès de productivité et la progression des activités à haute valeur ajoutée ont permis d'annuler sur l'année l'impact sensiblement négatif des hausses de coûts de transport liées à l'évolution des prix du pétrole et à l'évolution de la réglementation du travail dans le secteur du transport en France.

2.3 - Frais de recherche et de développement (activités industrielles et commerciales)

Les frais de recherche et de développement s'établissent en 2001 à 1 733 millions d'euros, en progression de 6,6 % sur 2000 ; en 2000, les frais se sont établis à 1 625 millions d'euros en progression de 11,5 % sur leur niveau de 1999.

Pour l'activité automobile, ils s'établissent en 2001 à 1 461 millions d'euros, en hausse de 5,3 % sur 2000, après une progression, à définition comparable, de 15,3 % de 1999 à 2000. La maîtrise de ces dépenses en 2001, après trois années de forte hausse, traduit les effets de la politique de plates-formes mise en œuvre depuis 1998. A partir de l'année 2001, les trois plates-formes, qui servent de base au développement de l'essentiel des véhicules du groupe, sont en effet disponibles, entraînant une baisse sensible des coûts pour les véhicules en cours de développement et qui seront lancés dans les années futures. Pour 2001, les frais de recherche et de développement de l'activité automobile représentent 3,5 % du chiffre d'affaires de la division. En y incluant les frais de développement sur des véhicules existants tels que nouvelles versions, nouvelles motorisations, restyling, qui sont inclus dans les coûts de biens vendus, afin de mieux refléter les prix de revient de fabrication et d'avoir une plus juste appréciation des marges commerciales, ils s'établiraient à 1 849 millions d'euros et 4,5 % du chiffre d'affaires de l'activité automobile.

Les frais de recherche et de développement de l'activité équipement automobile se sont établis à 255 millions d'euros, représentant 2,7 % du chiffre d'affaires de la division. Ils sont en hausse de 15,4 % sur le niveau de 2000 où ils s'élevaient à 221 millions d'euros et 3,8 % du chiffre d'affaires. Cette forte progression correspond à l'intégration de Sommer Allibert qui contribue aux frais de recherche et de développement à hauteur de 52 millions d'euros. Elle reflète également l'importance du portefeuille de

nouveaux contrats confiés à Faurecia par les constructeurs automobiles, ainsi qu'à la tendance de ceux-ci à confier de plus en plus le développement de nouveaux produits, voire de nouveaux modules complets, à leurs fournisseurs.

2.4 - Marge opérationnelle de l'activité de financement

La marge opérationnelle de l'activité de financement s'établit à 248 millions d'euros, en baisse de 6,1 % sur le niveau de 2000 à 264 millions d'euros et à un niveau comparable à celui de 1999 à 242 millions d'euros. L'évolution de la marge opérationnelle en 2001 résulte de la baisse des marges sur les nouveaux contrats enregistrés en 2000 et au début de 2001 du fait de la hausse des taux d'intérêt de refinancement qui n'a pu être intégralement répercutée à la clientèle en raison d'une concurrence élevée sur le marché du crédit à la consommation, notamment en France, en Espagne et en Italie. Elle résulte également de coûts informatiques exceptionnels liés à l'introduction de l'euro fiduciaire. Cette évolution a été tempérée par la forte croissance de l'activité, par la bonne maîtrise des charges d'exploitation courante ainsi que par le sensible redressement des marges intervenu depuis le second semestre 2001. Au total, la marge opérationnelle sur l'encours net moyen de crédit de l'année passe ainsi de 1,9 % en 2000 à 1,6 % en 2001.

2.5 - Frais de personnel

Les frais de personnel du groupe s'établissent comme suit :

(en millions d'euros)	2001	2000	1999
Automobile	5 339	5 031	4 802
Équipement automobile	1 745	1 111	907
Transport et logistique	276	256	205
Autres activités	178	177	171
Total Activités			
Industrielles et commerciales	7 538	6 575	6 085
Financement	111	105	102
Total groupe	7 649	6 680	6 187

Les frais de personnel s'établissent en 2001 en hausse de 14,5 % sur 2000. La contribution de Sommer Allibert aux frais de personnel s'élève à 593 millions d'euros ; à périmètre comparable, la hausse des frais de personnel s'établit donc à 5,6 %. Cette évolution traduit la hausse des rémunérations individuelles (cf. 2.2 ci-dessus) et l'augmentation des effectifs inscrits qui s'établissent comme suit à fin décembre :

	2001	2000	1999
Automobile	129 700	127 600	126 200
Équipement automobile	49 700	31 900	27 500
Transport et logistique	7 700	7 500	6 700
Autres activités	3 300	3 400	3 400
Total Activités			
Industrielles et commerciales	190 400	170 400	163 800
Financement	2 100	2 000	2 000
Total groupe	192 500	172 400	165 800

Les effectifs à fin décembre 2001 incluent pour la première fois les effectifs de Sommer Allibert (18 700 personnes). Les effectifs à fin 2000 incluent pour la première fois les effectifs de AP Automotive Holding Inc. (1 900 personnes).

2.6 - Coût de cessation d'activité de certains salariés âgés (activités industrielles et commerciales)

Le résultat de l'exercice 1999 intègre pour 431 millions d'euros une provision à caractère exceptionnel relative au départ anticipé en France de salariés âgés de l'activité automobile, selon les dispositions prévues par l'accord d'entreprise du 4 mars 1999, l'accord de branche signé le 26 juillet 1999 entre l'UIMM (Union des Industries Métallurgiques et Minières) et la majorité des organisations syndicales représentant les salariés, ainsi que le décret n° 2000-105 du 9 février 2000. Le groupe PSA PEUGEOT CITROËN a décidé d'appliquer les mécanismes de préretraite prévus par ces dispositions, sur une période qui s'étendra jusqu'en avril 2005, à tous les personnels ouvriers à partir de 57 ans révolus et à tous les personnels d'encadrement technique et industriel à partir de 58 ans révolus, les personnels souffrant d'un handicap physique reconnu pouvant en bénéficier à partir de 55 ans.

Le coût des préretraites est partagé entre le groupe d'une part et l'Etat d'autre part. La provision est calculée sur la base des charges incombant au groupe pour la totalité des personnes concernées sur l'ensemble de la période où elles bénéficient des préretraites ; elle est actualisée au taux de 5,2 % et intègre une hypothèse d'inflation annuelle de 2 %.

Pour l'exercice 2000, ce poste représente un produit de 32 millions d'euros. Ce produit correspond à des reprises de provisions constituées en 1999, certains salariés qui pouvaient bénéficier de ces dispositions ayant finalement opté pour d'autres systèmes de retraite plus avantageux pour eux, notamment le régime spécial prévu pour les salariés ayant cotisé aux régimes de sécurité sociale pendant plus de quarante ans ; il est partiellement compensé par le coût de réévaluation des provisions résiduelles du fait principalement de l'actualisation des coûts futurs.

Pour l'exercice 2001, ce poste représente une charge de 31 millions d'euros correspondant d'une part à ce même coût d'actualisation, d'autre part pour 22 millions d'euros, à l'entrée de Faurecia dans ce dispositif. Pour Faurecia, cette provision porte sur 975 salariés devant quitter l'entreprise entre 2001 et 2006. A fin 2001, le total des provisions restant inscrites au bilan du groupe s'élève à 385 millions d'euros dont 363 millions d'euros pour la division automobile et 22 millions d'euros pour la division équipement automobile. Y compris Faurecia, elles portent sur 12 645 personnes.

2.7 - Frais de rationalisation (activités industrielles et commerciales)

Les frais de rationalisation s'élèvent pour 2001 à 115 millions d'euros. Ils correspondent pour l'essentiel aux mesures de restructuration prises par Faurecia pour réduire les capacités de production de certains sites industriels, y compris la fermeture des usines de Toledo (USA), Sassenburg (Allemagne), Senones (France), Roermond (Pays-Bas) et Crevin (France), ainsi qu'à la poursuite de la réduction des effectifs du centre de Villaverde en Espagne et à la réduction des effectifs en Argentine mise en œuvre

en mai 2001. A la clôture de 2001, un nouveau plan de réduction des effectifs en Argentine est en cours ; sa mise en œuvre est intervenue en janvier 2002 et les frais de rationalisation correspondants seront donc enregistrés sur l'exercice 2002.

Pour 2000, les frais de rationalisation des structures se sont élevés à 41 millions d'euros liés à la fermeture de trois sites industriels de l'activité équipement automobile (Nogent-sur-Seine, Tredegar, Northampton).

Pour 1999, les frais de rationalisation ont porté sur 54 millions d'euros correspondant aux plans de départs anticipés des personnels des sites industriels de Vigo (619 personnes) et de Villaverde (188 personnes) en Espagne.

2.8 - Résultat financier (activités industrielles et commerciales)

Le résultat financier fait apparaître pour 2001 une charge de 48 millions d'euros à comparer à un produit de 86 millions d'euros en 2000 et une charge de 22 millions d'euros en 1999.

L'accroissement des charges financières de 2000 à 2001 correspond en premier lieu au financement de l'acquisition des activités automobiles de Sommer Allibert par Faurecia. Cette acquisition a alourdi pour un montant estimé à 10 millions d'euros les charges financières de la division équipement automobile. Pour la société holding Peugeot S.A., qui a partiellement financé cette acquisition, la charge financière corrélative a été entièrement compensée par l'accroissement des revenus du portefeuille de titres cotés.

L'évolution des charges financières de 2000 à 2001 correspond en second lieu, pour 53 millions d'euros, à l'accroissement de la charge de financement de l'activité automobile au Brésil et en Argentine. Au Brésil, cet accroissement est lié à l'achèvement de l'investissement dans l'usine de Porto Real, financé à 50 % par de l'endettement en réel ; en Argentine, il est lié à la très forte hausse des taux d'intérêt en pesos dans la seconde partie de l'année. A partir du mois de novembre 2001, le niveau très élevé des taux d'intérêt, puis le contexte monétaire spécifique suite au défaut de l'Argentine sur sa dette extérieure et à la dévaluation du peso ont conduit à remplacer l'essentiel de l'endettement de Peugeot Argentine auprès de banques ou d'autres filiales du groupe par des apports en fonds propres. Cette évolution se poursuit au début de 2002.

Le solde de l'accroissement des charges financières correspond à l'impact sur la trésorerie positive de l'activité automobile en Europe de l'évolution des taux d'intérêt monétaires en euros, en baisse sensible au cours du second semestre 2001.

L'évolution du résultat financier de 1999 à 2000 résulte d'une part de l'accroissement de la rémunération de la trésorerie positive de la division automobile en Europe lié à la hausse des taux d'intérêt monétaires en euros en 2000, en second lieu de la capitalisation partielle à fin 1999 et en 2000 de la dette en pesos de Peugeot Citroën Argentina, réduisant corrélativement la charge financière de cette entité (de 42,5 à 27,8 millions d'euros), enfin de la hausse des frais financiers intercalaires incorporés au coût des actifs immobilisés (de 23 à 76 millions d'euros), en liaison avec le développement du programme d'investissements du groupe. Par ailleurs, à compter de l'exercice 2000, le coût de la franchise de taux d'intérêt accordée sur les créances détenues par

les sociétés automobiles sur leurs filiales de distribution de détail a été exclu des coûts opérationnels et classé dans les frais financiers avec une incidence de 31 millions d'euros en 2000.

2.9 - Autres revenus et charges

Les autres revenus et charges représentent pour l'exercice 2001 un produit de 189 millions d'euros, à comparer à un produit de 18 millions d'euros en 2000 et une charge de 8 millions d'euros en 1999. Ils se répartissent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	2001	2000	1999
Activités industrielles et commerciales	193	21	(1)
Financement	(4)	(3)	(7)
Total groupe	189	18	(8)

Le produit de l'exercice 2001 correspond pour l'essentiel à la plus value dégagée pour 228 millions d'euros sur la cession d'un ensemble d'immeubles en région parisienne libérés par les services du groupe. A ce produit s'est ajoutée, pour 26,6 millions d'euros, une reprise de provision pour primes de remboursement de l'obligation convertible émise en 1994, liée à la conversion de 722 586 titres en actions Peugeot S.A. à leur échéance au cours du premier trimestre 2001, partiellement compensée à hauteur de 14 millions d'euros par la moins-value constatée lors de la cession de Transauto Stur par Gefco.

Le produit dégagé en 2000 résulte principalement de plus-values réalisées sur la cession de titres de placement pour 95 millions d'euros. Ces profits sont atténués par le résultat négatif enregistré sur le rachat par le groupe de 2 380 632 obligations convertibles émises en 1994, qui ont été annulées à la suite de leur rachat ; net des reprises de provisions constituées dans l'hypothèse du remboursement de ces obligations, ce résultat s'établit à 104 millions d'euros.

La charge dégagée sur 1999 correspond à la constitution de provisions pour primes de remboursement de l'obligation convertible émise en 1994 (23 millions d'euros), à la moins-value réalisée à l'occasion de la cession de l'activité élastomère de Rennes-La-Barre-Thomas (23 millions d'euros), compensée par le profit réalisé lors de la cession de la SAMM pour 71 millions d'euros.

2.10 - Résultat avant impôts et après impôts des sociétés intégrées

<i>(en millions d'euros)</i>	2001	2000	1999
Résultats avant impôts des sociétés intégrées			
Activités industrielles et commerciales	2 403	1 955	924
Activité de financement	244	261	235
Total groupe	2 647	2 216	1 159
Résultats après impôts des sociétés intégrées			
Activités industrielles et commerciales	1 653	1 354	673
Activité de financement	159	149	130
Total groupe	1 812	1 503	803

Le résultat avant impôts des sociétés intégrées pour 2001 est un profit de 2 647 millions d'euros, soit 5,1 % du chiffre d'affaires consolidé, en progression de 19,5 % sur 2000, exercice pour lequel ce résultat s'est élevé à 2 216 millions d'euros et 5 % du chiffre d'affaires consolidé. Pour 1999, ce résultat s'est établi à 1 159 millions d'euros et 3,1 % du chiffre d'affaires consolidé.

Après une charge d'impôts de 835 millions d'euros, correspondant à 31,5 % du résultat avant impôts, le résultat net des sociétés intégrées s'établit pour 2001 à 1 812 millions d'euros représentant 3,5 % du chiffre d'affaires. Ce résultat est en progression de 20,6 % sur 2000 où il s'est établi à 1 503 millions d'euros représentant 3,4 % du chiffre d'affaires, après une charge d'impôts de 713 millions d'euros correspondant à 32,2 % du résultat avant impôts. Pour 1999, il s'établissait à 803 millions d'euros représentant 2,1 % du chiffre d'affaires, après une charge d'impôts de 356 millions d'euros correspondant à 30,7 % du résultat avant impôts.

2.11 - Résultats nets des sociétés mises en équivalence

Pour 2001, la part du groupe dans le résultat après impôts des sociétés mise en équivalence s'élève à 9 millions d'euros, contre 19 millions d'euros en 2000 et 31 millions d'euros en 1999. Ce résultat correspond aux intérêts du groupe dans des sociétés de gestion d'opérations communes avec d'autres groupes de construction automobile ou de fabrication d'équipement automobile, c'est-à-dire principalement aux sociétés communes avec Renault pour la fabrication de moteurs et de boîtes de vitesses, et aux sociétés communes avec Fiat pour la fabrication de monospaces et de véhicules utilitaires.

2.12 - Amortissements des écarts d'acquisition

Les dotations aux amortissements des écarts d'acquisition s'élèvent à 140 millions d'euros, contre 199 millions d'euros pour 2000 et 60 millions d'euros en 1999. La charge 2001 comprend les amortissements, calculés sur une durée de 20 ans, des écarts d'acquisition de Crédipar (5 millions d'euros) pour la division financement, de Peugeot Citroën Argentina (2 millions d'euros) pour la division automobile et, pour la division équipement automobile, de Bertrand Faure (43 millions d'euros), de AP Automotive Holding Inc. (12 millions d'euros) et, prorata temporis, des activités automobiles de Sommer Allibert (52 millions d'euros). L'écart d'acquisition sur ces activités est évalué pour le groupe, après ajustement intervenu à fin 2001, à 1 278 millions d'euros. Par ailleurs, le groupe a procédé à un ajustement exceptionnel de 19 millions d'euros sur l'écart d'acquisition de Peugeot Citroën Argentina, correspondant à la totalité de l'écart résiduel sur cette acquisition, pour tenir compte des perspectives économiques argentines.

La charge de 2000 correspond à l'amortissement des écarts d'acquisition sur Crédipar (5 millions d'euros), Bertrand Faure (42 millions d'euros), AP Automotive Holding Inc. (12 millions d'euros) et Peugeot Citroën Argentina (11 millions d'euros) ainsi que, pour cette dernière, à un amortissement exceptionnel de 127 millions d'euros, pratiqué également en raison des perspectives économiques argentines.

La charge de 1999 correspond à l'amortissement des écarts d'acquisition sur Bertrand Faure (42 millions d'euros), Crédipar (5 millions d'euros) et Peugeot Citroën Argentina (13 millions d'euros).

2.13 - Résultat net du groupe et résultat net par action

Le résultat net - part du groupe - est un profit de 1 691 millions d'euros, après réintégration des intérêts minoritaires pour 10 millions d'euros, correspondant pour l'essentiel aux intérêts minoritaires dans les résultats négatifs de Peugeot Citroën do Brasil compensés partiellement par les intérêts minoritaires de Faurecia et PSA Finance Plc, société de financement des ventes de voitures en Grande-Bretagne. Le résultat net part du groupe est en croissance de 28,9 % sur le résultat de 2000 qui s'élevait à 1 312 millions d'euros et qui était lui-même en croissance de 80 % sur le résultat net part du groupe de 1999 à 729 millions d'euros. Il représente en 2001 3,3 % du chiffre d'affaires du groupe contre 3,0 % en 2000 et 1,9 % en 1999.

Le groupe a procédé le 2 juillet 2001, à la division du nominal du titre Peugeot S.A., chaque action d'une valeur nominale de 6 euros étant divisée en six actions d'une valeur nominale d'un euro. Tous les chiffres indiqués ci-dessous concernant le nombre d'actions et le résultat par action ont été convertis rétroactivement en action de nominal un euro afin d'assurer leur comparabilité.

Le résultat net par action pour 2001 est de 6,42 euros sur les actions en circulation et de 6,40 euros pour le résultat net par action totalement dilué, en croissance de 27,9 % et 32,2 % sur le résultat net par action et le résultat net par action totalement dilué de 2000 (respectivement 5,02 et 4,84 euros).

Au cours du premier trimestre 2001, les obligations convertibles émises en 1994 venant à échéance le 2 janvier 2001 et qui n'avaient pas été précédemment rachetées par le groupe et annulées ont été remboursées pour 24 743 d'entre elles et converties pour le solde, soit 722 586 titres, à raison de six actions Peugeot S.A. pour chaque obligation, entraînant au total l'émission de 4 335 516 actions Peugeot S.A.

Au cours de l'exercice 2001, le groupe a racheté, en net, 10 424 509 actions de la société Peugeot S.A. dans le cadre des autorisations données par les Assemblées Générales des actionnaires des 24 mai 2000 et 16 mai 2001 à un cours moyen de 46,40 euros par action. Le groupe a procédé, le 23 novembre 2001, à l'annulation de 23 450 000 actions Peugeot S.A. représentant 8,3 % du capital.

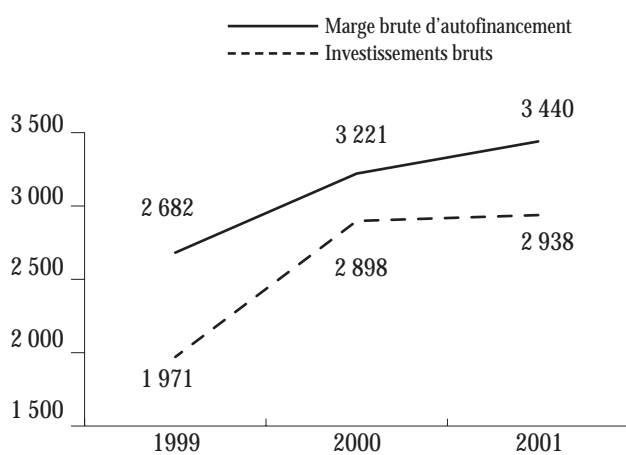
Compte tenu de ces évolutions, le nombre d'actions composant le capital de Peugeot S.A. s'établit à fin 2001 à 259 109 146 actions, dont 2 994 287 sont détenues par la société elle-même ; aucune obligation convertible n'est en circulation. A fin 2000, le nombre d'actions composant le capital de Peugeot S.A. s'établissait à 278 223 630 actions, dont 16 044 378 actions détenues par la société ; 747 329 obligations convertibles étaient en circulation, correspondant à 4 483 974 actions Peugeot S.A. potentielles.

3 - Tableaux des flux de trésorerie consolidés

3.1 - Flux d'exploitation des activités industrielles et commerciales

Les flux d'exploitation des activités industrielles et commerciales s'élèvent pour l'année 2001 à 3 018 millions d'euros contre 2 983 millions d'euros en 2000 et 4 036 millions d'euros en 1999.

Marge brute d'autofinancement et Investissements bruts en immobilisations corporelles des activités industrielles et commerciales



Taux de Couverture	136,1 %	111,1 %	117,1 %
MBA en % CA	7,3	7,5	6,8

La marge brute d'autofinancement des activités industrielles et commerciales atteint en 2001, 3 440 millions d'euros, soit 6,8 % du chiffre d'affaires, en progression de 6,8 % sur 2000 où la marge brute d'autofinancement s'est élevée à 3 221 millions d'euros et 7,5 % du chiffre d'affaires. Elle s'élevait à 2 682 millions d'euros et 7,3 % du chiffre d'affaires en 1999.

Les besoins en fonds de roulement des activités industrielles et commerciales se sont accrus à périmètre comparable de 422 millions d'euros sur 2001 après une hausse de 238 millions d'euros en 2000 et une contraction de 1 354 millions d'euros en 1999.

Par activité, cette évolution s'établit comme suit :

(en millions d'euros)	2001	2000
Automobile	(367)	(474)
Équipement automobile	(127)	(37)
Transport et logistique	17	(220)
Autres activités	55	493
Total	(422)	(238)

Pour l'activité automobile, les besoins en fonds de roulement se sont accrus de 367 millions d'euros sur 2001 après une hausse de 474 millions d'euros en 2000. Les stocks de voitures neuves à fin 2001 sont en augmentation de 2,3 % par rapport à leur niveau de fin 2000, malgré la très forte évolution de l'activité, notamment hors Europe de l'Ouest, destinations pour lesquelles les délais d'approvisionnement sont plus longs et donc les stocks plus élevés qu'en Europe de l'Ouest.

(en unités)	Stocks de véhicules neufs		Total
	Constructeur	Réseau propre	
31.12.1999	164 700	34 600	199 300
30.06.2000	218 400	43 300	261 700
31.12.2000	217 900	48 400	266 300
30.06.2001	271 200	55 200	326 400
31.12.2001	222 900	49 400	272 300

Par ailleurs, les crédits fournisseurs de l'activité automobile sont stables malgré la forte hausse des ventes au cours de l'année, en raison de la réduction conjoncturelle de production intervenue au cours du dernier trimestre de l'année 2001 ; 772 000 véhicules montés et éléments détachés ont été produits sur cette période, contre 780 000 au quatrième trimestre de 2000.

Pour l'activité équipement automobile, les besoins de fonds de roulement à périmètre comparable se sont accrus de 127 millions d'euros. Cette évolution résulte de la forte hausse de l'activité, qui a entraîné un accroissement sensible, d'une part, des encours de règlement dus par les clients, d'autre part, des encours d'outillage et d'études développés pour le compte des clients et relatifs à de futurs produits.

3.2 - Flux d'exploitation des activités de financement

Les flux d'exploitation des activités de financement ont dégagé un solde positif de 1 820 millions d'euros en 2001 contre un solde négatif de 665 millions d'euros en 2000 et un solde négatif de 130 millions d'euros en 1999.

La marge brute d'autofinancement, reflétant pour l'essentiel les résultats nets de l'activité, s'établit pour 2001 à 160 millions d'euros contre 222 millions d'euros en 2000 et 214 millions d'euros en 1999. La variation des actifs et passifs d'exploitation dégage en 2001 un solde positif de 1 660 millions d'euros. Celui-ci est principalement lié à la titrisation d'un portefeuille de créances détenues par la filiale française Crédi-par, à hauteur de 1 000 millions d'euros, intervenue en juin 2001 dans le cadre du plan de financement de Banque PSA Finance.

3.3 - Flux d'investissements

Les investissements corporels du groupe s'établissent à 2 947 millions d'euros, à un niveau proche de celui de l'exercice 2000 (2 932 millions d'euros), qui marquait lui-même une forte accélération par rapport aux investissements de 1999 (2 010 millions d'euros). Cette évolution s'inscrit dans les objectifs du groupe, qui visent à consacrer à moyen terme une enveloppe annuelle de 3 000 millions d'euros aux investissements corporels, destinés essentiellement au renouvellement des gammes de produits et à l'expansion internationale du groupe. Sur l'exercice 2001, les investissements corporels des activités automobiles de Sommer Allibert représentent 170 millions d'euros. Par activité, les investissements corporels du groupe s'établissent comme suit :

Investissements corporels bruts

<i>(en millions d'euros)</i>	2001	2000	1999
Automobile	2 398	2 497	1 700
Équipement automobile	436	290	191
Transport et logistique	85	74	53
Autres activités	19	37	27
Total Activités			
Industrielles et commerciales	2 938	2 898	1 971
Financement	9	34	39
Total groupe	2 947	2 932	2 010

Les cessions d'immobilisations corporelles s'élèvent pour l'exercice 2001 à 450 millions d'euros, en accroissement sensible par rapport au niveau des années antérieures (103 et 183 millions d'euros respectivement en 2000 et 1999). Cette évolution reflète la cession intervenue en 2001 pour 271 millions d'euros d'un ensemble immobilier en région parisienne dont le groupe n'avait plus l'utilisation. Cette cession s'est ajoutée au flux traditionnel de cession d'équipements industriels du groupe.

Les acquisitions de titres de participations et de sociétés consolidées, pour un montant de 1 610 millions d'euros, concernent, à hauteur de 1 495 millions d'euros, l'acquisition des activités automobiles de Sommer Allibert dont les étapes et les incidences financières sont décrites en préambule du présent rapport et, à hauteur de 63 millions d'euros, le rachat de la part des actionnaires minoritaires de Peugeot Citroën do Brasil. Les acquisitions de 2000, pour 182 millions d'euros, reflètent pour l'essentiel la participation du groupe à l'augmentation de capital de Dongfeng Citroën Automotive Company (DCAC) pour un montant de 137,3 millions d'euros. Cette augmentation de capital, à laquelle ont également participé deux banques chinoises, Bank of China et China Development Bank, a permis de doter DCAC des moyens qui vont lui permettre de financer la seconde phase de son développement, avec l'introduction progressive de nouveaux produits Citroën sur le marché chinois. Elle a également permis à Automobiles Citroën d'augmenter sa participation de 25 % à 26,875 % du capital de DCAC, la participation de Dongfeng Motors étant ramenée de 70 % à 31 %.

Les acquisitions de 1999, pour un montant de 264 millions d'euros, correspondaient à l'acquisition d'AP Automotive Holding Inc. par Faurecia (189 millions d'euros) et de KN Elan GmbH (devenue Gefco KN GmbH) par Gefco (14 millions d'euros), ainsi qu'à l'augmentation du contrôle du groupe sur Sevel Argentina (devenue depuis lors Peugeot Citroën Argentina) par acquisition des titres qu'avait conservés le groupe Macri et lancement d'une offre publique d'achat sur le reste du capital. Cette dernière opération a été suivie du retrait de la société de la cotation de la bourse de Buenos Aires en février 2000.

3.4 - Flux des opérations financières

Y compris les activités de financement, le flux des opérations financières a représenté une ressource de 3 416 millions d'euros, à comparer à une ressource de 696 millions d'euros en 2000 et de 392 millions d'euros en 1999.

Ce flux comprend notamment en emplois, le rachat net de 10 424 509 actions Peugeot S.A. à un cours moyen de 46,40 euros par action (cf. 2.13 ci-dessus) ; 458 millions d'euros ont été affectés en achats d'actions propres et 26 millions d'euros ont été affectés à la couverture des plans d'options et inscrits en valeurs mobilières de placement. En 2000, il comprend pour 257 millions d'euros le rachat de 7 802 226 actions à un cours moyen de 32,93 euros par action et pour 555 millions d'euros le rachat d'obligations convertibles 2 % 1994-2001 à un cours moyen de 233,55 euros par obligation convertible.

4 - Bilan**4.1 - Situation nette**

La situation nette au 31 décembre 2001 s'établit à 10 282 millions d'euros. Par rapport au 31 décembre 2000, où elle s'établit à 9 361 millions d'euros, la variation intègre principalement le résultat net de l'exercice 2001 pour 1 691 millions d'euros, les dividendes au titre de l'exercice 2000 pour 217 millions d'euros, l'augmentation de capital résultant de la conversion d'obligations 1994-2001 intervenue pour la dernière fois en 2001 à hauteur de 109 millions d'euros ainsi que l'acquisition de titres Peugeot S.A. pour 458 millions d'euros. Elle intègre également, pour 204 millions d'euros, la variation de la réserve de conversion, du fait principalement de la dévaluation du peso intervenue à fin 2001 (205 millions d'euros).

La situation nette par action, calculée pour chaque exercice sur le nombre d'actions en circulation à la fin de l'exercice en tenant compte rétroactivement à fin de comparabilité de la division du nominal du titre par 6 intervenue en juillet 2001, s'établit à fin 2001 à 39,68 euros, en progression de 17,8 % sur fin 2000 (33,67 euros, en hausse de 10,4 % sur la situation nette par action de 30,5 euros à fin 1999).

4.2 - Position financière nette des activités industrielles et commerciales

La position financière nette des activités industrielles et commerciales, dont le calcul est détaillé en note 43 aux états consolidés, reflète le mieux la situation financière du groupe à l'égard des tiers financiers. Il intègre la trésorerie nette, c'est-à-dire le solde des postes de trésorerie, de placements à court terme et de financements à court terme, des activités industrielles et commerciales, ainsi que le solde de leurs emprunts à long terme.

Au 31 décembre 2001, la position financière nette des activités industrielles et commerciales s'établit à un solde emprunteur de 511 millions d'euros, à comparer à un solde prêteur de 1 407 millions d'euros à fin 2000 et 1 657 millions d'euros à fin 1999. La variation enregistrée en 2001 correspond à l'acquisition en 2001 des activités automobiles de Sommer Allibert par Faurecia ; l'acquisition de ces activités a représenté un coût de 1 495 millions d'euros et la dette nette de ces activités à fin 2001 s'établit à 290 millions d'euros. Les flux générés par l'exploitation des activités industrielles et commerciales, à 3 018 millions d'euros, ont plus que couvert le solde net des investissements corporels (2 495 millions d'euros), le paiement des dividendes (217 millions d'euros) et libéré un excédent qui a financé les rachats d'actions (484 millions d'euros).

4.3 - Capitaux employés, rentabilité des capitaux employés

4.3.1 - Définitions et méthodes

Le taux de rentabilité des capitaux employés est l'indicateur global de mesure d'efficacité économique retenu par le groupe.

Les capitaux employés correspondent aux moyens que l'entreprise met en œuvre pour son activité opérationnelle. Leur définition ainsi que le calcul des capitaux employés est détaillé en note 45 aux états financiers consolidés.

Le résultat économique considéré pour calculer le taux de rentabilité des capitaux employés correspond pour l'essentiel à la marge opérationnelle corrigée de certains autres résultats reflétant la performance économique d'actifs rentrant dans la définition des capitaux employés. La définition ainsi que le calcul du résultat économique sont détaillés en note 45 aux états financiers consolidés.

Le taux de rentabilité des capitaux employés avant impôts est le rapport du résultat économique au montant des capitaux employés de fin d'année. Le calcul du taux de rentabilité des capitaux employés avant impôts est détaillé en note 45 aux états financiers consolidés.

Pour obtenir un taux de rentabilité des capitaux employés après impôts, le groupe a choisi de retenir un taux d'impôt normatif de 33 1/3 %, qui reflète en moyenne le taux qui s'applique à ses opérations courantes.

4.3.2 - Capitaux employés

Les capitaux employés à fin décembre 2001 s'établissent à 15 654 millions d'euros, en augmentation de 2 666 millions d'euros par rapport à fin décembre 2000. Cette évolution reflète pour l'essentiel l'acquisition par Faurecia des activités automobiles de Sommer Allibert, qui a représenté des capitaux employés de 1 986 millions d'euros à la date d'acquisition. A périmètre comparable, les capitaux employés ont crû de 680 millions d'euros, soit 5,2 % par rapport à leur niveau de fin 2000. Cette faible croissance, sensiblement inférieure à celle des ventes, reflète le programme d'investissement mené en 2001, mais également la maîtrise des besoins en fonds de roulement et notamment le maintien des stocks à un niveau équivalent à celui atteint à la fin de 2000.

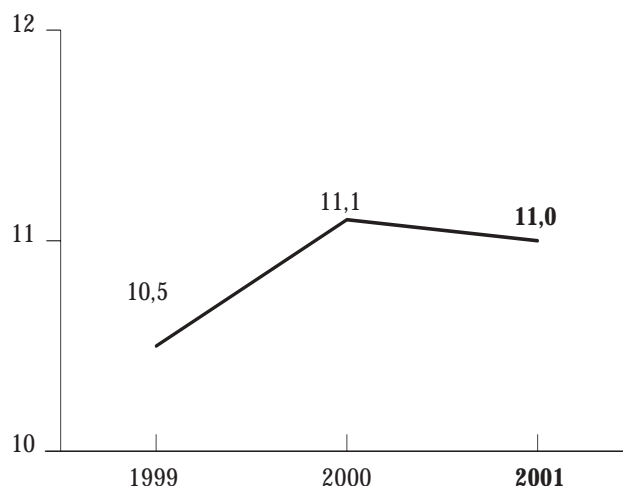
Les capitaux employés à fin décembre 2000 s'établissent à 12 988 millions d'euros, en augmentation de 18,7 % par rapport à fin décembre 1999. Cette évolution traduit principalement le programme d'investissement mené en 2000, en accroissement sensible par rapport à ceux des deux exercices précédents, ainsi que l'augmentation des stocks et des créances détenues sur les concessionnaires ainsi que sur les autres clients, consécutive à la croissance des ventes, en partie compensée par l'évolution du crédit fournisseur, liée à l'accroissement de la production.

Capitaux employés

(en millions d'euros)	31 déc. 2001	31 déc. 2000	31 déc. 1999
Automobile	9 828	8 901	7 328
Équipement automobile	4 071	2 168	2 070
Transport et logistique	430	429	158
Financement	1 490	1 327	1 081
Autres activités et écritures de consolidation	(165)	163	306
Total PSA PEUGEOT CITROËN	15 654	12 988	10 943

4.3.3 - Rentabilité des capitaux employés

(en pourcentage)



La rentabilité des capitaux après impôts s'établit à 10,5 % en 1999, 11,1 % en 2000 et 11 % en 2001. Elle reflète l'amélioration du niveau de marge opérationnelle ainsi que l'efficacité de l'utilisation des capitaux employés, mesurée par leur rotation en progression constante.

5 - Engagements de retraites complémentaires et d'indemnités de départ

Les salariés du groupe PSA PEUGEOT CITROËN bénéficient dans certains pays de prestations de retraite ou de compléments de retraite, qui sont versés annuellement aux retraités, ou d'indemnités de départ, qui sont versées en une fois au moment du départ en retraite et dont le financement est assuré par le groupe. Les principaux pays concernés sont la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne.

Par ailleurs, les salariés d'AP Automotive Holding Inc. bénéficient également de prestations de couverture maladie.

Le groupe calcule, pour l'ensemble de ces prestations, la valeur actuelle des engagements qu'il a contractés vis-à-vis de ses salariés suivant le modèle de la norme FAS 87 et les hypothèses indiquées dans la note 47 aux états financiers consolidés. La valeur actuelle de ces engagements fait l'objet d'une réévaluation complète tous les trois ans et d'un ajustement chaque année.

Afin de couvrir ces engagements, le groupe a versé à des institutions externes chargées de la gestion des fonds, sous des formes juridiques dépendant du pays d'application, des sommes destinées au paiement futur des charges correspondantes. Ces sommes sont régulièrement complétées afin d'être ajustées au montant des engagements, la politique générale du groupe étant d'externaliser ces engagements en totalité, sauf dans les cas où les conditions juridiques, financières ou fiscales ne le rendent pas possible ou pas souhaitable. Dans ces cas, des provisions sont constituées dans le bilan du groupe pour compléter ces fonds, correspondant notamment aux cas où il n'était pas possible ou souhaitable, pour des raisons juridiques, financières ou fiscales, d'externaliser les sommes correspondant aux engagements.

L'ensemble des engagements étant fixé à chaque fin d'exercice dans les conditions indiquées ci-dessus et compte tenu des fonds gérés par les institutions externes, les charges comptabilisées au cours de l'exercice correspondent :

- aux droits supplémentaires acquis par les salariés au cours de cet exercice, les droits étant généralement dépendants de l'ancienneté acquise dans le groupe ;
- à la variation de l'actualisation des droits existant en début d'exercice, compte tenu de l'écoulement d'une année ;
- à l'amortissement de l'écart de transition provenant d'une part de changements de certaines hypothèses lors des réestimations triennales, d'autre part de l'écart constaté entre le rendement réel des fonds externes et le rendement normalisé des fonds placés à long terme (8 % jusqu'en 1999, 7,5 % à partir de 2000).

A fin 2001, la valeur actuelle des engagements du groupe s'établit à 2 879 millions d'euros, en hausse de 11 % par rapport à la fin de 2000 où elle s'est établie à 2 593 millions d'euros. Cette progression résulte notamment de l'intégration dans ces engagements des activités automobiles de Sommer Allibert. A fin 1999, elle s'élevait à 2 400 millions d'euros.

La charge comptabilisée conformément aux dispositions décrites ci-dessus s'est élevée en 2001 à 90 millions d'euros, contre 85 millions d'euros en 2000 et 91 millions d'euros en 1999.

Au cours de l'exercice 2001, et conformément aux objectifs du groupe, les nouveaux versements à des institutions externes de gestion se sont élevés à 60 millions d'euros, après 76 millions d'euros en 2000 et 192 millions d'euros en 1999. Du fait de ces versements, les provisions conservées au bilan pour les motifs indiqués ci-dessus s'élèvent à 244 millions d'euros à fin 2001, contre 234 millions d'euros à fin 2000 et 225 millions d'euros à fin 1999.

6 - Gestion des risques

Le groupe PSA PEUGEOT CITROËN est exposé, dans ses différentes activités, à des risques qu'il s'efforce de maîtriser et de couvrir suivant des procédures définies et contrôlées de manière centralisée. Ces risques sont d'ordre opérationnel d'une part, d'ordre financier d'autre part. Par ailleurs, l'activité de financement comporte des risques spécifiques.

6.1 - Risques opérationnels

Les risques opérationnels comprennent tous les risques de nature à interrompre ou compromettre l'exploitation du groupe, tels que détérioration des installations de production ou de commercialisation, dégâts dus à des intempéries, interruption des livraisons des fournisseurs, atteinte à l'intégrité, à la confidentialité et à l'utilisation des systèmes d'information et des données qu'ils utilisent.

Le groupe a centralisé et confié le recensement des risques, la politique de prévention, l'établissement des normes et directives correspondantes et la politique d'assurances à une direction centrale de la prévention et de la gestion de risques. Dans ce cadre, le groupe analyse de manière détaillée les risques potentiels liés à son exploitation et définit les programmes préventifs pour éliminer les vulnérabilités liées à ces risques. Ces programmes concernent notamment les risques incendie et détérioration accidentelle des installations

industrielles, les risques pesant sur l'approvisionnement par les fournisseurs de pièces à caractère stratégique, la protection des stocks de voitures, l'intégrité et la confidentialité des systèmes d'information et des bases de données associées.

Le groupe attache une importance particulière à la maîtrise de l'impact environnemental des sites industriels et des risques qui y sont attachés. Les conséquences environnementales de chaque investissement industriel aux plans technique et financier sont ainsi prises en compte de manière rigoureuse ; un programme annuel est par ailleurs consacré à la réduction des risques de pollution accidentelle sur les sites industriels. Enfin, tous les sites industriels sont engagés dans une démarche de certification de leur système de management environnemental conforme au standard international norme ISO 14001. Les usines de Sochaux (France) et de Mulhouse (France) ont été certifiées en 1999 ; les sites de Vigo (Espagne), Poissy (France), Madrid (Espagne), Trémery (France) et Palomar (Argentine), ainsi que les sites en partenariat de Valenciennes (Sevelnord, France) et de Douvrin (Française de Mécanique, France) l'ont été en 2000 ; les usines d'Aulnay (France), Rennes (France) et Rytton (Royaume-Uni) ont été certifiées en 2001 et l'ensemble des sites industriels automobiles devrait être certifié en 2002.

Le groupe détermine également les couvertures d'assurance nécessaires pour compenser les conséquences financières de la survenance éventuelle de ces risques. Ces polices d'assurance garantissent en premier lieu la valeur des sites industriels et commerciaux du groupe, et des stocks de véhicules et de pièces. Le groupe porte également une attention particulière à la couverture des pertes d'exploitation résultant de la survenance éventuelle des risques et notamment de celles qui pourraient résulter de l'arrêt de fonctionnement de certaines installations industrielles du groupe ou de l'interruption des livraisons des fournisseurs les plus importants. Enfin, le groupe a pris les dispositions nécessaires pour couvrir les risques pouvant résulter de la mise en cause de sa responsabilité civile du fait de l'usage des produits qu'il fabrique.

En ce qui concerne la couverture des risques d'incendie et de détérioration accidentelle des installations industrielles, le groupe dispose de polices d'assurances couvrant la valeur des installations et les pertes d'exploitation liées à leur indisponibilité éventuelle jusqu'à un montant maximal de 1 524 millions d'euros. En 2000, les conditions, alors favorables du marché de l'assurance, ont permis au groupe de négocier une police d'assurance complémentaire portant ce montant maximal à 2 286 millions d'euros. Suite à la subite détérioration du marché de l'assurance, consécutive à la survenance de plusieurs sinistres majeurs aux Etats-Unis d'Amérique et en France au cours du deuxième semestre de 2001, le groupe a dû renoncer à cette couverture complémentaire ; il est par contre parvenu à conserver l'intégralité des polices d'assurances principales avec un surcoût se situant dans la fourchette basse du marché et sans impact significatif sur son exploitation courante.

6.2 - Risques juridiques et Réglementation

Il n'existe à ce jour aucun litige en cours ou aucun risque avéré de litige de nature à impacter de manière significative les résultats du groupe.

Les activités du groupe sont assujetties, dans les pays où il opère, aux règles générales applicables aux activités industrielles et commerciales.

La distribution de véhicules automobiles en Europe fait l'objet du règlement d'exemption 1475/95 qui expire le 30 septembre 2002 et dont le renouvellement est actuellement en cours d'élaboration.

Le recyclage des véhicules hors d'usage fait l'objet de la Directive 2053 CE du Parlement Européen et du Conseil du 18 septembre 2000, dont l'impact éventuel sur les résultats du groupe est analysé en note 50-c, aux états financiers consolidés.

6.3 - Risques financiers

Le groupe PSA PEUGEOT CITROËN est exposé dans ses activités industrielles, et essentiellement dans son activité automobile, aux risques financiers pouvant résulter de la variation des cours de change de certaines monnaies du fait de la localisation respective de ses sites de production, situés principalement dans la zone euro, et de ses sites de vente. Ces risques ont été limités depuis le début 1999 par la mise en œuvre de l'euro, de sorte que les risques concernent désormais principalement la livre sterling et, dans une moindre mesure, le dollar américain ainsi que le peso argentin, le real brésilien, le zloty polonais et le yen japonais.

La gestion du risque de change de l'activité automobile est basée sur un principe de facturation des entités de production du groupe aux entités de commercialisation dans la monnaie locale de ces dernières, sauf dans les cas exceptionnels où cette monnaie n'est pas convertible. Ces facturations inter-sociétés font l'objet, de manière systématique, d'une couverture de change à terme de leur règlement, qui est fixée sur la base du cycle d'exploitation des filiales, via la filiale spécialisée du groupe, PSA International, ou sous son contrôle lorsque la monnaie n'est pas convertible.

Conformément à ces principes, le groupe n'effectue pas d'opération de couverture de change sur ses ventes futures ; la marge opérationnelle est donc sujette dans le futur à des variations en fonction de l'évolution des taux de change. Cependant le groupe a, à fin 2001, acquis des options de vente de yen pour assurer un taux minimum de change pour ses ventes de véhicules au Japon jusqu'en 2004 et pour un montant nominal total de 453 millions d'euros.

Sur la base des chiffres de 2001, le groupe estime qu'une variation de 1 % de l'euro contre toutes monnaies a un impact de l'ordre de 64 millions d'euros sur la marge opérationnelle consolidée. Par ailleurs, une variation de 1 % de la livre sterling contre euro a un impact de l'ordre de 38 millions d'euros sur la marge opérationnelle consolidée.

Le groupe n'est pas exposé de manière significative dans ses activités industrielles aux variations de taux d'intérêt.

Le groupe accorde enfin une attention particulière à la sécurité des paiements des biens et services qu'il délivre à ses clients. Les

relations avec les concessionnaires des marques Peugeot et Citroën sont gérées dans le cadre de l'organisation de financement des ventes décrites ci-dessous. Les paiements des autres clients du groupe font l'objet de mécanismes appropriés de sécurisation. Par ailleurs, les règlements intra-groupe font l'objet de manière systématique de couverture du risque politique chaque fois que nécessaire.

6.4 - Risques de l'activité de financement

La division financement du groupe a pour principales activités, d'une part, de financer les stocks de véhicules neufs et de pièces de rechange des concessionnaires et, d'autre part, d'offrir à la clientèle finale une gamme complète de financements sous forme de crédit ou de location avec option d'achat et de services associés.

La division financement est ainsi exposée à des risques relatifs à la solvabilité de ses débiteurs. Les risques sur les concessionnaires, qui sont répartis sur un grand nombre de contreparties, sont gérés en interne par des comités de crédit dans chaque pays et un comité central de crédit, qui agissent dans le cadre de limites définies et contrôlées. Les risques sur la clientèle finale, qui sont répartis sur un encore plus grand nombre de contreparties, sont gérés par des procédures de score, les risques sur les clients d'importance unitaire significative étant gérés suivant des procédures analogues à celles décrites ci-dessus pour la gestion des risques sur les concessionnaires.

Les risques résiduels font systématiquement l'objet de provisions, qui sont constituées sur une base statistique dès la prise de risque ; la quotité provisionnée est ajustée régulièrement en fonction des pertes constatées pays par pays. Par ailleurs, les risques individuels significatifs font l'objet, lorsqu'ils sont avérés, de provisions spécifiques.

Le refinancement de cette activité est assuré pour l'essentiel, d'une part, par les capitaux propres qui lui sont assignés et, d'autre part, par émissions de titres sur les marchés financiers et emprunt auprès de banques. Ces mécanismes exposent la division financement à des risques liés à l'adéquation des échéances, des devises et des conditions de taux d'intérêt de l'actif et du passif. La politique du groupe vise à neutraliser l'effet des variations de taux d'intérêt et de fluctuation des cours de change sur la marge opérationnelle de l'activité de financement. Les risques sont gérés en conséquence par l'utilisation d'instruments financiers appropriés, de manière à assurer la convergence effective des structures de taux d'intérêt et de devises des actifs et des passifs.

Les opérations effectuées sur les marchés financiers pour la gestion des risques de change et de taux d'intérêt du groupe ainsi que la gestion des flux de paiement du groupe l'exposent à des risques de contrepartie. Le groupe minimise ces risques par des procédures de contrôle interne limitant le choix des contreparties à des banques et établissements financiers de premier plan.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS EXERCICES CLOS LES 31 DECEMBRE 2001, 2000, ET 1999

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société Peugeot S.A. établis en euros, relatifs aux exercices clos les 31 décembre 2001, 2000 et 1999, tels qu'ils sont joints au présent rapport et qui comprennent, en particulier, les bilans consolidés, les comptes de résultats consolidés, les tableaux de flux de trésorerie et les tableaux de variation des capitaux propres consolidés au titre des exercices 2001, 2000 et 1999.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre audit selon les normes généralement admises au plan international ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêt des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation à la fin de cet exercice et des deux exercices précédents.

Par ailleurs, nous avons procédé à la vérification des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris, le 13 février 2002

Les Commissaires aux Comptes

Constantin Associés

Coopers & Lybrand Audit SARL
Membre de PricewaterhouseCoopers

Jean-François Serval

Laurent Lévesque

Pierre-Bernard Anglade
Associé
Mandataire social

Eric Bertier
Associé, Fondé de
Pouvoir et Responsable
technique

COMPTES DE RESULTATS CONSOLIDES

<i>(en millions d'euros)</i>	Exercice 2001	Exercice 2000	Exercice 1999
ACTIVITES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES			
Chiffre d'affaires net, hors taxes	50 288	42 978	36 740
Charges opérationnelles			
Coûts des biens et services vendus (note 6)	(38 647)	(31 946)	(27 443)
Frais généraux et commerciaux	(7 504)	(7 550)	(6 408)
Frais d'études, de recherche et de développement	(1 733)	(1 625)	(1 457)
	(47 884)	(41 121)	(35 308)
Marge opérationnelle	2 404	1 857	1 432
Coût des départs anticipés de certains salariés	(31)	32	(431)
Autres produits et (charges)			
Frais de rationalisation des structures (note 9)	(115)	(41)	(54)
Produits (Frais) financiers nets (note 10)	(48)	86	(22)
Autres revenus et (charges) nets (note 11)	193	21	(1)
	30	66	(77)
Résultat avant impôts des sociétés intégrées	2 403	1 955	924
Impôts sur les résultats (note 13)	(750)	(601)	(251)
Résultat net des activités industrielles et commerciales intégrées	1 653	1 354	673
ACTIVITES DE FINANCEMENT			
Chiffre d'affaires			
Hors groupe	1 375	1 203	1 067
Intra groupe	212	184	127
	1 587	1 387	1 194
Charges opérationnelles (note 12)	(1 339)	(1 123)	(952)
Marge opérationnelle	248	264	242
Autres produits et (charges)	(4)	(3)	(7)
Résultat avant impôts des sociétés intégrées	244	261	235
Impôts sur les résultats (note 13)	(85)	(112)	(105)
Résultat net des activités de financement intégrées	159	149	130
Résultat net des sociétés intégrées du groupe	1 812	1 503	803
Part dans le résultat net des sociétés en équivalence	9	19	31
Amortissements des écarts d'acquisition	(140)	(199)	(60)
Résultat net de l'ensemble consolidé	1 681	1 323	774
(Bénéfice) perte revenant aux intérêts minoritaires	10	(11)	(45)
Résultat net- Part du groupe	1 691	1 312	729
Résultat net par action de 1 euro (note 51)			
- nombre d'actions moyen en circulation *	263 357 148	261 283 962	284 425 614
- en euro par action	6,42	5,02	2,56
Résultat net dilué par action de 1 euro (note 51)			
- nombre d'actions potentiel moyen *	264 479 453	273 086 352	308 509 992
- en euros par action	6,40	4,84	2,42

* Actions de un euro pour 2001 ou équivalent en capital pour les années 2000 et 1999 par multiplication par 6 du nombre d'actions anciennes de six euros.

Les notes figurant aux pages 93 à 130 font partie intégrante des états financiers consolidés.

BILANS CONSOLIDÉS - ACTIF

<i>(en millions d'euros)</i>	Exercice 2001	Exercice 2000	Exercice 1999
ACTIVITES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES			
Ecarts d'acquisition (note 14)	2 225	1 054	1 215
Immobilisations incorporelles (note 15)	183	136	105
Immobilisations corporelles (note 16)	11 461	10 359	9 454
Immobilisations financières			
Prêts et titres de détention durable (note 17)	624	1 110	1 172
Titres mis en équivalence (note 18)	215	203	194
Titres de participation (note 19)	238	254	128
<i>Prêts aux activités de financement</i>	<i>-</i>	<i>339</i>	<i>575</i>
	1 077	1 906	2 069
Autres actifs immobilisés			
Impôts différés à long terme	184	86	118
Autres valeurs immobilisées (note 20)	204	176	231
	388	262	349
Actifs d'exploitation et réalisables à court terme			
Valeurs d'exploitation (note 21)	6 218	5 171	4 100
Clients et effets à recevoir (note 22)	3 855	3 286	2 642
Impôts sur les sociétés à court terme (note 25)	935	485	361
Autres débiteurs (note 26)	2 585	2 207	1 794
<i>A recevoir des activités de financement</i>	<i>306</i>	<i>311</i>	<i>162</i>
	13 899	11 460	9 059
Actifs financiers à court terme			
Prêts	260	207	186
Titres de placement (note 27)	1 013	1 246	1 030
Trésorerie (note 28)	5 520	3 143	3 118
<i>Comptes ordinaires et prêts aux activités de financement</i>	<i>123</i>	<i>1 077</i>	<i>1 707</i>
	6 916	5 673	6 041
Total activités industrielles et commerciales	36 149	30 850	28 292
ACTIVITES DE FINANCEMENT			
Ecarts d'acquisition (note 14)	86	90	95
Actifs immobilisés			
Immobilisations incorporelles (note 15)	21	20	7
Immobilisations corporelles (note 16)	52	131	126
Impôts différés à long terme	29	28	25
Autres	206	225	363
	308	404	521
Créances sur la clientèle			
Créances de financement (note 23)	15 740	14 155	12 182
Autres prêts accordés à la clientèle (note 24)	242	205	309
<i>Créances sur les activités industrielles et commerciales</i>	<i>241</i>	<i>299</i>	<i>323</i>
	16 223	14 659	12 814
Autres actifs d'exploitation			
Impôts sur les sociétés à court terme (note 25)	53	16	17
Autres débiteurs (note 26)	742	550	512
<i>A recevoir des activités industrielles et commerciales</i>	<i>41</i>	<i>99</i>	<i>216</i>
	836	665	745
Actifs financiers à court terme			
Titres de placement	71	31	99
Trésorerie (note 28)	2 146	251	231
<i>A recevoir des activités industrielles et commerciales</i>	<i>1</i>	<i>13</i>	<i>-</i>
	2 218	295	330
Total activités de financement	19 671	16 113	14 505
Total GROUPE	55 820	46 963	42 797

Les notes figurant aux pages 93 à 130 font partie intégrante des états financiers consolidés.

BILANS CONSOLIDÉS - PASSIF

<i>(en millions d'euros)</i>	Exercice 2001	Exercice 2000	Exercice 1999
Capitaux propres - part du groupe (note 29)			
Capital social	259	278	273
Primes d'émission, de fusion et d'apport	-	276	149
Réserves et résultats nets consolidés	10 479	9 515	8 383
Titres d'auto-contrôle	(51)	(507)	(250)
Ecarts de conversion	(405)	(201)	(223)
	10 282	9 361	8 332
ACTIVITES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES			
Intérêts minoritaires (note 30)	689	579	585
Provisions et passifs à long terme			
Impôts différés à long terme	1 163	1 129	1 187
Provisions (note 32)	1 394	1 322	1 459
Autres passifs à long terme (note 33)	69	70	68
	2 626	2 521	2 714
Emprunts à long terme			
Emprunt obligataire convertible (note 34)	-	-	603
Autres emprunts (note 35)	3 635	1 977	2 050
	3 635	1 977	2 653
Dettes d'exploitation à court terme			
Fournisseurs d'exploitation et effets à payer	9 173	8 503	7 117
Impôts sur les sociétés à court terme (note 38)	808	625	185
Autres créanciers (note 39)	5 813	4 737	4 389
<i>Dû aux activités de financement</i>	86	117	97
	15 880	13 982	11 788
Dettes financières à court terme			
Emprunt obligataire convertible (note 34)	-	113	-
Autres emprunts à long terme partie à moins d'un an (note 35)	299	408	566
Autres financements à court terme et découverts bancaires (note 36)	3 920	2 924	2 470
<i>Découverts bancaires auprès des activités de financement</i>	197	293	442
	4 416	3 738	3 478
Total activités industrielles et commerciales	27 246	22 797	21 218
ACTIVITES DE FINANCEMENT			
Intérêts minoritaires (note 30)	103	79	64
Titres subordonnés à durée indéterminée (note 31)	-	-	183
Provisions et passifs long terme			
Impôts différés à long terme	122	119	81
Provisions (note 32)	45	31	31
Autres dettes	14	-	-
	181	150	112
Dettes financières			
Emprunts (note 37)	16 143	11 585	9 401
Autres financements	120	386	261
Dépôts de la clientèle	210	167	148
<i>Dépôts et créances à vue des activités industrielles et commerciales</i>	123	1 438	2 041
	16 596	13 576	11 851
Autres dettes d'exploitation			
Impôts sur les sociétés à court terme (note 38)	106	43	49
Autres créanciers (note 39)	1 000	667	585
<i>Dû aux activités industrielles et commerciales</i>	306	290	403
	1 412	1 000	1 037
Total activités de financement	18 292	14 805	13 247
Total GROUPE	55 820	46 963	42 797

Les notes figurant aux pages 93 à 130 font partie intégrante des états financiers consolidés.

TABLEAUX DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

<i>(en millions d'euros)</i>	Exercice 2001	Exercice 2000	Exercice 1999
ACTIVITES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES			
Résultat net des sociétés intégrées	1 653	1 354	673
Elimination des charges nettes sans effet sur la trésorerie			
- Dotations aux amortissements	1 974	1 877	1 771
- Dotations nettes aux provisions	8	(158)	264
- Variation des impôts différés à long terme	(107)	(32)	(14)
- Résultats sur cessions et autres	(88)	186	(17)
Dividendes reçus des sociétés en équivalence	-	(6)	5
Marge Brute d'Autofinancement	3 440	3 221	2 682
Variations des actifs et passifs d'exploitation (note 40)	(422)	(238)	1 354
Flux des activités industrielles et commerciales liés à l'exploitation	3 018	2 983	4 036
ACTIVITES DE FINANCEMENT			
Résultat net des sociétés intégrées	159	149	130
Elimination des charges nettes sans effet sur la trésorerie			
- Dotations aux amortissements	6	27	25
- Dotations nettes aux provisions	8	15	(4)
- Variation des impôts différés à long terme	1	34	34
- Résultats sur cessions et autres	(14)	(3)	29
Marge Brute d'autofinancement	160	222	214
Variations des actifs et passifs d'exploitation (note 40)	1 660	(887)	(344)
Flux des activités de financement liés à l'exploitation	1 820	(665)	(130)
TOUTES ACTIVITES			
Cessions de titres de participation	23	23	5
Cessions de sociétés consolidées	-	30	91
Cessions d'immobilisations corporelles	450	103	183
Investissements en immobilisations corporelles	(2 947)	(2 932)	(2 010)
Acquisitions de sociétés consolidées	(1 577)	(18)	(259)
Acquisitions de titres de participation	(33)	(164)	(5)
Changements de périmètre et autres (note 41)	126	1	(52)
Flux liés aux investissements	(3 958)	(2 957)	(2 047)
Dividendes versés			
- Aux actionnaires de Peugeot S.A.	(217)	(118)	(73)
- Aux minoritaires des filiales intégrées	(13)	(12)	(37)
Augmentation du capital et des primes	109	132	3
Acquisition de titres d'auto-contrôle	(458)	(257)	(953)
Rachat d'obligations convertibles	-	(555)	-
Variations des autres actifs et passifs financiers (note 42)	3 872	1 468	1 266
Autres	123	38	186
Flux des opérations financières	3 416	696	392
Mouvements de conversion	(24)	(12)	20
Augmentation (Diminution) de la trésorerie	4 272	45	2 271
Trésorerie au début de l'exercice	3 394	3 349	1 078
Trésorerie au 31 décembre	7 666	3 394	3 349

Les notes figurant aux pages 93 à 130 font partie intégrante des états financiers consolidés.

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS - PART DU GROUPE

<i>(en millions d'euros)</i>	Capitaux propres	Capital Social	Primes	Réserves et résultat	Titres d'auto- contrôle	Ecarts de conversion
Au 31 décembre 1998	8 502	267	822	7 698	-	(285)
Bénéfice de l'exercice 1999	729	-	-	729	-	-
Dividendes versés (1,5 euro par action de 6 euros)	(73)	-	-	(73)	-	-
Passage du capital à l'euro	-	33	-	(33)	-	-
Augmentation de capital	3	-	3	-	-	-
Titres d'auto-contrôle achetés	(953)	-	-	-	(953)	-
Titres d'auto-contrôle annulés	-	(27)	(676)	-	703	-
Mouvement des écarts de conversion	62	-	-	-	-	62
Revalorisation des titres de placement	62	-	-	62	-	-
Au 31 décembre 1999	8 332	273	149	8 383	(250)	(223)
Bénéfice de l'exercice 2000	1 312	-	-	1 312	-	-
Dividendes versés (2,7 euros par action de 6 euros)	(118)	-	-	(118)	-	-
Augmentation de capital	132	5	127	-	-	-
Titres d'auto-contrôle achetés	(257)	-	-	-	(257)	-
Mouvement des écarts de conversion	22	-	-	-	-	22
Revalorisation des titres de placement	(62)	-	-	(62)	-	-
Au 31 décembre 2000	9 361	278	276	9 515	(507)	(201)
Bénéfice de l'exercice 2001	1 691	-	-	1 691	-	-
Dividendes versés (5 euros par action de 6 euros)	(217)	-	-	(217)	-	-
Augmentation de capital	109	4	105	-	-	-
Titres d'auto-contrôle achetés	(458)	-	-	-	(458)	-
Titres d'auto-contrôle annulés	-	(23)	(381)	(510)	914	-
Mouvement des écarts de conversion	(204)	-	-	-	-	(204)
Au 31 décembre 2001	10 282	259	-	10 479	(51)	(405)

Les notes figurant aux pages 93 à 130 font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 DECEMBRE 2001, 2000 ET 1999

Généralités

Note 1 - Principes comptables	93
Note 2 - Effets de l'application des US GAAP	96
Note 3 - Périmètre de consolidation	98
Note 4 - Information par secteurs d'activités et zones géographiques	100
Note 5 - Informations de synthèse au niveau du groupe	103

Comptes de résultats

Note 6 - Coûts des biens et services des activités industrielles et commerciales	103
Note 7 - Frais de personnel	103
Note 8 - Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles des activités industrielles et commerciales	104
Note 9 - Frais de rationalisation des structures des activités industrielles et commerciales	104
Note 10 - Produits (frais) financiers nets des activités industrielles et commerciales	104
Note 11 - Autres revenus et (charges) nets des activités industrielles et commerciales	104
Note 12 - Charges opérationnelles des activités de financement	104
Note 13 - Impôts sur les résultats	105

Bilans - Actif

Note 14 - Ecart d'acquisition	106
Note 15 - Immobilisations incorporelles	106
Note 16 - Immobilisations corporelles	107
Note 17 - Créances et titres de détention durable	108
Note 18 - Titres mis en équivalence	108
Note 19 - Titres de participation	109
Note 20 - Autres valeurs immobilisées	109
Note 21 - Valeurs d'exploitation	109
Note 22 - Clients et effets à recevoir	109
Note 23 - Créances de financement	109
Note 24 - Autres prêts accordés à la clientèle par les activités de financement	110
Note 25 - Actifs à court terme d'impôts sur les sociétés	110
Note 26 - Autres débiteurs	111
Note 27 - Titres de placement des activités industrielles et commerciales	111
Note 28 - Trésorerie	111

Bilans - Passif

Note 29 - Capital, primes et réserves	111
Note 30 - Intérêts minoritaires	113
Note 31 - Titres subordonnés à durée indéterminée	113
Note 32 - Provisions à long terme	113
Note 33 - Autres passifs à long terme des activités industrielles et commerciales	114
Note 34 - Emprunt obligataire convertible	114
Note 35 - Autres emprunts à long terme des activités industrielles et commerciales	114
Note 36 - Autres financements à court terme et découverts bancaires des activités industrielles et commerciales	115
Note 37 - Emprunts des activités de financement	115
Note 38 - Passifs à court terme d'impôts sur les sociétés	117
Note 39 - Autres créanciers	117

Tableaux de flux de trésorerie

Note 40 - Variation des actifs et passifs d'exploitation	118
Note 41 - Changements de périmètre et autres	118
Note 42 - Variation des autres actifs et passifs financiers des activités de financement	118

Informations complémentaires

Note 43 - Position financière nette des activités industrielles et commerciales	119
Note 44 - Lignes de crédit	119
Note 45 - Rentabilité des capitaux employés	119
Note 46 - Départs anticipés de certains salariés	121
Note 47 - Engagements de retraites complémentaires, indemnités de départ et engagements sociaux assimilés	121
Note 48 - Gestion des risques de change et de taux d'intérêt	125
Note 49 - Evaluation des instruments financiers	127
Note 50 - Engagements hors bilan	129
Note 51 - Résultat net par action	130
Note 52 - Rémunération des dirigeants	130
Note 53 - Evénement postérieur à la clôture	130

→ NOTE 1 - Principes comptables

Le groupe établit ses comptes consolidés suivant les principes comptables français. Ces principes décrits dans les paragraphes 1-a à 1-u ci-dessous sont conformes au règlement CRC 99-02 appliqué depuis l'exercice 2000, sans effet significatif sur le niveau du résultat et de la situation nette consolidés.

Ces principes sont également conformes aux principes comptables généralement admis aux Etats-Unis d'Amérique dans tous leurs aspects significatifs à l'exception des éléments mentionnés en note 2.

A compter de l'exercice 2001, dans le cadre de l'avis 01-A du Comité d'urgence du CNC du 29 janvier 2001 relatif à la présentation des activités dissemblables, le groupe établit ses comptes consolidés en faisant apparaître, de façon distincte, son activité de financement, compte tenu des caractéristiques propres de cette activité. Les données des années antérieures ont été recalculées suivant cette présentation.

a - Consolidation

Les états financiers des sociétés significatives dans lesquelles Peugeot S.A. exerce directement ou indirectement un contrôle majoritaire sont intégrés globalement.

Les sociétés dans lesquelles Peugeot S.A. détient directement ou indirectement une participation comprise entre 20 et 50 % du capital et exerce une influence notable, sont mises en équivalence.

Certaines participations répondant aux critères exposés ci-dessus ne sont pas consolidées (note 19). La consolidation de l'ensemble de ces sociétés n'aurait pas d'incidence significative sur les états financiers consolidés.

Toutes les transactions significatives entre les sociétés consolidées sont éliminées.

Les résultats des sociétés acquises sont intégrés à partir de la date d'acquisition.

b - Conversion des éléments en devises

Les éléments exprimés en devises étrangères sont convertis comme suit :

- les transactions en devises sont converties au taux de la couverture de change dont elles font généralement l'objet ;
- à la clôture de l'exercice, les soldes monétaires non couverts exprimés en devises sont évalués au taux de clôture ;
- les bilans des sociétés étrangères sont convertis au taux de clôture.
- les éléments des comptes de résultats des sociétés étrangères sont convertis mois par mois au taux moyen de chaque mois ;
- les pertes ou profits résultant de la conversion des transactions en devises sont inclus dans les comptes de résultats, à l'exception de ceux résultant de certaines transactions à caractère d'investissement financier permanent entre une filiale et sa société mère, qui sont comptabilisés directement dans les réserves consolidées incluses dans les capitaux propres ;
- les pertes ou profits résultant de la conversion des états financiers des sociétés étrangères sont comptabilisés dans les écarts de conversion inclus dans les capitaux propres.

Au 31 décembre 2001, comme suite à la suspension de la convertibilité du peso argentin, les éléments du bilan des sociétés

argentines consolidées ont été convertis en suivant la recommandation du Conseil National de la Comptabilité du 17 janvier 2002.

Le cours de conversion retenu ressort à 1,411 peso argentin pour un euro. L'effet sur la réserve de conversion est donné en note 29-k.

c - Recours à des estimations dans l'arrêté des comptes

L'établissement des états financiers consolidés, sur la base des principes comptables généralement admis, demande que le groupe retienne des hypothèses et fasse des estimations qui entrent dans la détermination des résultats.

d - Chiffre d'affaires

Activités industrielles et commerciales

Le chiffre d'affaires des activités industrielles et commerciales comprend la vente de biens et services, constituée en particulier par les ventes de véhicules.

Ventes de véhicules

Les ventes de véhicules neufs sont comptabilisées en chiffre d'affaires à la date de leur mise à disposition des concessionnaires indépendants ou lors de la livraison pour les ventes directes, sous déduction de certaines remises liées à des programmes d'incitation aux ventes (note 1-e).

Lorsque les ventes de véhicules neufs à la clientèle finale sont assorties d'une option de reprise à un prix convenu (contrat de buy-back), elles ne sont pas enregistrées en chiffre d'affaires lors de la livraison des véhicules, mais comptabilisées comme des locations. La marge représentant la différence entre le prix de vente et le prix de rachat convenu est considérée comme un loyer et étalée linéairement sur la période de location. La marge représentant la différence entre le prix de vente prévu sur le marché des véhicules d'occasion et le prix de revient de fabrication est constatée sur la période où intervient la vente des véhicules d'occasion s'il s'agit d'un profit. Si cette marge est une perte, elle est provisionnée dès la conclusion du contrat de buy-back.

Activités de financement

Le chiffre d'affaires des activités de financement comprend des produits financiers constitués essentiellement des revenus de financement des ventes.

Revenus du financement des ventes

Les sociétés de financement du groupe ont pour activité le financement des réseaux commerciaux et de la clientèle finale de l'activité automobile. Les financements sont réalisés sous la forme de crédits classiques ou d'opérations de crédit bail, de location avec option d'achat ou de location longue durée. Ces financements sont traités comme des crédits financiers et figurent au bilan pour un montant brut correspondant au capital non remboursé, augmenté des intérêts restant à courir jusqu'à la date de remboursement des crédits accordés (note 23-b).

Les revenus financiers dégagés sur ces financements des ventes sont comptabilisés sur la durée des crédits selon une méthode actuarielle qui permet de constater un taux d'intérêt constant sur la période.

Les commissions et autres rémunérations versées aux apporteurs d'affaires sont affectées aux coûts du financement des ventes sur la durée des crédits.

Les autres frais engagés pour l'obtention et le suivi des contrats de crédit sont passés en charge au moment où ils sont exposés.

e - Programme d'incitation aux ventes

Le coût de ces programmes est déduit des résultats sur la période de l'enregistrement des ventes. Dans le cas où ils sont décidés postérieurement aux ventes aux réseaux, ils sont provisionnés lors de cette décision.

A compter de l'exercice 2001, certaines de ces opérations ont été enregistrées en diminution du chiffre d'affaires (note 4-a-2).

Le groupe réalise certaines opérations promotionnelles sous forme de bonifications d'intérêts sur les crédits accordés à des conditions sensiblement inférieures aux conditions habituelles du marché. La charge correspondante est constatée lors de la vente.

f - Garanties

Une provision est constituée pour couvrir le coût estimé de la garantie des véhicules au moment de leur vente aux réseaux ou à la clientèle finale. Les produits résultant de la vente aux clients de contrats d'extension de garantie et d'entretien sont reconnus sur la durée de la prestation fournie.

g - Frais d'études, de recherche et de développement

Les frais d'études, de recherche et de développement, y compris ceux de la recherche en méthode de production sont passés en charge dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus, à l'exception de certains frais de développement de l'activité équipement automobile facturables aux clients qui sont intégrés aux valeurs d'exploitation.

h - Marge opérationnelle

Le groupe utilise la marge opérationnelle comme principal indicateur de performance. La marge opérationnelle correspond au résultat net des sociétés intégrées avant prise en compte :

- des coûts de départs anticipés de certains salariés ;
- des frais de rationalisation des structures ;
- des produits ou frais financiers nets des activités industrielles et commerciales ;
- des plus ou moins values de cessions d'immobilisations autres que les véhicules automobiles ;
- des résultats sur titres de participation ;
- des différences de change des activités industrielles et commerciales ;
- des pertes et profits et variations de provisions non opérationnelles couvrant des événements très exceptionnels ;
- des impôts sur les résultats.

Depuis l'exercice 2000, les coûts opérationnels

- prennent en compte le résultat de couverture de change des opérations commerciales, précédemment inscrit en « Autres revenus et charges nets » ;
- excluent les coûts de la franchise de taux d'intérêts accordée sur les créances détenues par les sociétés automobiles à leurs filiales de distribution de détail, inscrits dorénavant en frais financiers.

Ces modifications ont été opérées sans retraitement des résultats des années antérieures. L'effet sur la marge opérationnelle des exercices 2001 et 2000 est le suivant :

- 2001 : charge nette de 3 millions d'euros dont 25 millions de

perte de change et 22 millions de produit relatif à la diminution du coût de la franchise ;

- 2000 : charge nette de 14 millions d'euros dont 45 millions de perte de change et 31 millions de produit relatif à la diminution du coût de la franchise.

i - Ecart d'acquisition

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le prix d'acquisition, majoré des coûts annexes, des titres des sociétés consolidées et la part du groupe dans la juste valeur de leurs actifs nets à la date des prises de participation. Les écarts d'acquisition sont amortis selon le mode linéaire sur une durée maximum de vingt ans.

j - Immobilisations incorporelles

Les coûts de développement des logiciels informatiques à usage interne, pour la part relative aux coûts internes ou externes affectés directement à la création ou à l'amélioration des performances sont portés à l'actif du bilan. Ces coûts sont amortis linéairement sur la durée d'utilisation avec un maximum de quatre ans. Les autres coûts d'acquisition et de développement des logiciels sont immédiatement portés en charges.

Les autres immobilisations incorporelles (brevets et marques essentiellement) sont amorties sur le mode linéaire sur des périodes qui correspondent à la durée d'utilisation prévue, sans excéder vingt ans.

k - Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition, ou de fabrication, incluant les intérêts intercalaires. Les réévaluations ne sont pas prises en compte dans les états financiers consolidés.

Les frais d'entretien et de réparation sont passés en charges, sauf ceux engagés pour une augmentation de productivité ou la prolongation de la durée d'utilisation d'un bien.

L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire fondée sur la durée d'utilisation estimée des différentes catégories d'immobilisations, dont les principales sont les suivantes :

	Durées d'utilisation, en années
Constructions	20 à 30
Matériels et outillages	6 2/3 à 16
Matériels informatiques	3 à 4
Matériels de transport et de manutention	4 à 7
Agencements et installations	10 à 20

Les immobilisations financées au moyen de contrats de crédit-bail sont présentées à l'actif pour leur valeur vénale au moment de l'acquisition et amorties selon le mode et les durées d'utilisation ci-dessus. La dette correspondante est inscrite au passif (note 35-e).

Les outillages spécifiques sont amortis sur la durée de vie estimée des modèles correspondants, qui est généralement plus courte que la durée de vie technique des matériels concernés, en raison de la cadence de remplacement des modèles.

l - Evaluation des éléments de l'actif immobilisé

Les immobilisations font l'objet d'un amortissement complémentaire irréversible lorsque leur valeur d'utilité apparaît durablement inférieure à leur valeur nette comptable. La nécessité d'un amortissement complémentaire est appréhendée par référence à la valeur de la somme des flux financiers futurs non actualisés attendus de ces actifs, dans le cadre des conditions d'exploitation prévues par le groupe. Le montant de l'amortissement complémentaire est égal à l'écart entre la valeur nette comptable et la somme des flux financiers futurs actualisés ou la valeur de marché.

m - Titres d'investissement

Les titres d'investissement détenus par les sociétés du groupe comprennent exclusivement des titres à revenu fixe acquis avec l'intention de les conserver en principe jusqu'à leur échéance. Ils sont comptabilisés à leur valeur de remboursement. Les décotes ou primes sont étalées sur la durée de détention des titres. Ils sont inscrits au bilan dans le poste prêts et titres de détention durable.

n - Titres de participation

Les titres de participation représentent les intérêts du groupe dans le capital des sociétés non consolidées. Ils figurent au bilan à leur coût d'acquisition. En cas de baisse durable de leur valeur d'utilité, des provisions pour dépréciation sont constatées. La valeur d'utilité est déterminée en fonction des critères financiers les plus appropriés à la situation particulière de chaque société. Les critères généralement retenus sont : la quote-part des capitaux propres, les perspectives de rentabilité et le cours de bourse.

o - Imposition différée

1. Des impôts différés sont constatés sur les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs valeurs fiscales, ainsi que sur les déficits fiscaux reportables, selon la méthode du report variable. Les actifs nets d'impôts différés sont dépréciés lorsque leur réalisation future présente un caractère aléatoire (note 13-e).

2. Par ailleurs, depuis l'exercice 2000, un passif d'impôt différé est constaté à hauteur des impôts de distribution devant être supportés sur les dividendes que le groupe a prévu de faire verser par ses filiales consolidées (note 13-a).

Aucune provision n'est constituée au titre de distributions non prévues de réserves des sociétés consolidées, celles-ci étant considérées comme durablement investies dans les filiales.

p - Valeurs d'exploitation

Les stocks et les travaux en cours sont évalués au plus bas du prix de revient ou de la valeur de remplacement (pour les produits achetés) ou de production (pour les produits fabriqués), sans toutefois excéder la valeur nette de réalisation. Les prix de revient sont calculés selon la méthode « premier entré - premier sorti ». Le prix de revient incorpore, sur la base d'un niveau d'activité normal, les charges directes et indirectes de production.

q - Provisions pour créances douteuses

Dans les activités industrielles et commerciales du groupe, la probabilité de recouvrement des créances commerciales est analysée lors de chaque clôture des comptes. En cas de dépas-

sement d'échéance, les créances impayées font l'objet de dépréciation si, à l'issue de l'analyse et des négociations éventuellement en cours, leur recouvrement apparaît incertain.

Dans les activités de financement, des provisions pour créances douteuses sont constituées de la manière suivante :

- crédits à la clientèle finale : une provision est comptabilisée en fonction d'une évaluation historique et prospective du risque couru au moment de l'obtention du contrat, et est périodiquement révisée en fonction de l'évolution du risque ;
- crédits aux réseaux de distribution : une provision établie sur des données statistiques historiques est créée sur l'encours net moyen de l'année écoulée et est augmentée en cas de risques individualisés.

Dès lors qu'un crédit est considéré comme irrécouvrable, il est compensé avec la provision pour créances douteuses antérieurement constituée (sous déduction des recours éventuellement possibles contre des tiers) ou du montant pour lequel, en cas de reprise du véhicule, celui-ci est inscrit à l'actif du bilan (au plus faible de la valeur du financement correspondant et de sa valeur nette réalisable). Par ailleurs, la comptabilisation des produits financiers correspondants est suspendue.

Au moment de la cession du véhicule repris, la provision pour créances douteuses est ajustée de la plus ou moins-value correspondante. Enfin, tout montant recouvré ultérieurement est crédité au compte de résultats.

r - Titres de placement

Les titres que le groupe a l'intention de conserver sont enregistrés en immobilisations financières au poste titres de détention durable et ceux qui sont cessibles à court terme sont enregistrés en actifs financiers à court terme au poste titres de placement.

Ces titres sont enregistrés à leur coût d'acquisition hors frais accessoires d'achat et intérêts courus pour les obligations. A la clôture de l'exercice, ils sont provisionnés en cas de perte durable de valeur.

Les écarts dégagés par la revalorisation pratiquée en 1999 et imputés directement en capitaux propres, avaient été contre-passés en 2000.

s - Trésorerie

Ce poste est exclusivement constitué des liquidités en comptes courants bancaires, des titres de transaction (titres cotés sur des marchés organisés, dont la durée de détention prévue dès l'origine est inférieure à trois mois), des parts d'OPCVM de trésorerie mobilisables à très court terme, des titres de créances négociables à échéance initiale de moins de trois mois, ainsi que des avances consenties aux sociétés mises en équivalence et mobilisables à très court terme.

t - Retraites complémentaires et indemnités de départ et engagements sociaux assimilés

Les salariés du groupe perçoivent, en complément des allocations de retraite conformes aux législations en vigueur dans les pays où sont implantées les sociétés qui les emploient, des suppléments de retraite et des indemnités de départ à la retraite.

La totalité des coûts résultant de ces engagements est comptabilisée pour la valeur actuelle des engagements envers les employés

concernés. Ces engagements, calculés sur une base actuarielle, sont couverts par des fonds externes et par des provisions inscrites au passif du bilan. Les charges sont comptabilisées au fur et à mesure de l'acquisition des droits par les salariés (note 47-a-5).

Les engagements sociaux assimilés qui font l'objet d'un provisionnement sont :

- pour les filiales françaises, le versement de primes à l'occasion de la remise des médailles du travail (note 47-b) ;
- pour certaines filiales implantées aux Etats-Unis d'Amérique, la couverture des frais médicaux (note 47-c).

u - Actions propres

Couverture des options d'achat d'actions

Les actions de la société mère, comme celles de ses filiales qui sont détenues dans le but de couvrir des plans d'options d'achat d'actions, accordés à des membres du personnel salarié du groupe, sont inscrites à l'actif du bilan en « Titres de placement ». Elles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Elles sont provisionnées, si nécessaire, à hauteur du prix de levée de l'option d'achat.

Actions d'autocontrôle de la société Peugeot S.A.

Lorsque le groupe rachète ses propres actions dans un autre but que la couverture des options d'achat ou le soutien des cours, celles-ci sont affectées pour leur coût d'acquisition, en diminution des capitaux propres, comme actions d'auto-contrôle.

Le produit de la cession éventuelle des actions d'auto-contrôle est imputé directement en augmentation des capitaux propres, de sorte que les éventuelles plus ou moins values de cession n'affectent pas le résultat net de l'exercice.

→ NOTE 2 - Effets de l'application des US GAAP

a - Effets sur les capitaux propres et le résultat net du groupe

L'application des principes comptables généralement admis aux Etats-Unis d'Amérique, pour ceux qui ne sont pas autorisés par les principes comptables français, a les effets suivants sur les capitaux propres et le résultat net du groupe :

1) Nature des écarts

Provision pour départs anticipés de certains salariés

Le groupe avait pris en charge sur l'exercice 1999 l'intégralité du coût des départs anticipés des salariés concernés par l'application de ce régime. Selon les normes américaines, les conditions nécessaires à la comptabilisation de ces coûts en charge n'étaient pas toutes réunies à la clôture de cet exercice.

Provision complémentaire sur les engagements de retraite

La norme FAS 87 demande la constatation d'un complément de provision (additional minimum liability) dans la mesure où les provisions constituées et la valeur vénale des fonds sont inférieures à l'engagement des régimes calculé sans projection des salaires ou des rentes. La contrepartie de ce complément de provision est portée :

- en actif incorporel à hauteur du coût des services passés et écarts de transition restant à amortir ;
- en moins des capitaux propres (au titre du résultat global) pour le complément, net d'impôt.

Au 31 décembre 2001, la provision complémentaire s'élève à 113 millions d'euros, dont 33 millions d'euros imputés en actif incorporel et 80 millions d'euros affectés au résultat global. (Aucune provision complémentaire n'était à constater en 1999 et 2000).

Date de reconnaissance des provisions pour restructuration

Les frais relatifs aux restructurations sont provisionnés dès que celles-ci sont décidées par les organes de direction et qu'aucune condition suspensive ne subsiste.

La norme américaine EITF 94.3 pose des conditions d'application plus restrictives qui ne permettent pas de reconnaître sur l'exercice 2001, certaines de ces provisions.

Frais de restructuration affectés aux écarts d'acquisition

Lors de l'acquisition d'une nouvelle société consolidée, le règlement CRC 99-02 permet de comptabiliser, sous certaines conditions, dans les écarts d'acquisition, des provisions de restructuration chez l'entreprise consolidante. Cette faculté spécifique au droit français, n'existe pas dans les normes américaines.

Frais de développement refacturables affectés en valeurs d'exploitation

Certains frais de développement de l'activité équipement automobile refacturables à la clientèle sont comptabilisés dans les coûts de revient de ses stocks.

La norme américaine EITF 99-05 interdit depuis l'exercice 2000, l'activation de cette nature de frais si certaines conditions ne sont pas remplies. L'impact de l'application de cette norme est déterminé de façon prospective.

L'application de cette norme dans le bilan d'ouverture du groupe Sommer Allibert conduit à un retraitement de l'écart d'acquisition.

Titrisation

Le groupe a procédé à une opération de titrisation de créances qui est décrite en note 23-a et qui n'a pas dégagé de résultat significatif.

Selon les normes américaines applicables aux transferts d'actifs financiers, les parts résiduelles qu'il conserve doivent être inscrites à l'actif de son bilan à la valeur de marché. Cette valeur de marché doit être déterminée sur la base de l'actualisation des cash-flows futurs attendus sur ces parts, en tenant compte d'hypothèses de remboursements anticipés des crédits et de taux de pertes anticipés sur la base d'observations historiques. Les hypothèses de remboursements anticipés et de taux de perte à retenir correspondent aux taux les plus défavorables constatés au cours des quatre ou cinq derniers exercices. Le taux d'actualisation retenu prend en compte le niveau de risque attaché à la variabilité de ces paramètres. Le résultat dégagé correspond au résultat de cession, après prise en compte de la valeur des parts résiduelles inscrites à l'actif du bilan et de la valeur nette comptable initiale des actifs et passifs relatifs aux créances cédées.

Instruments dérivés et opérations de couverture

La comptabilisation à la juste valeur des instruments dérivés n'est pas autorisée par les normes françaises.

Le Statement of Financial Accounting Standard (FAS 133), applicable à compter de l'exercice 2001, fixe les normes de comptabilisation et de présentation des informations financières relatives aux instruments financiers dérivés et aux opérations de couverture.

Les procédures de gestion des risques de change et de taux d'intérêt appliquées par le groupe sont décrites en note 48.

L'application de la norme FAS 133 a été évaluée en distinguant les effets au 1^{er} janvier 2001 de ceux de l'exercice.

L'effet en résultat de 13 millions d'euros correspond pour 3 millions d'euros à l'inefficacité de la couverture sur des couvertures de juste valeur, et pour 16 millions d'euros à la variation de la juste valeur d'instruments non désignés comme couverture au sens du FAS 133.

Provision pour risque de non conversion

La reprise de provision pour risque de non conversion relative aux obligations converties dans le courant de l'exercice est comptabilisée au compte de résultat. Selon les normes américaines, elle doit être imputée, nette d'impôt, directement dans les capitaux propres, sans transiter par le compte de résultat.

Valorisation des titres de placement

Les titres de placement sont valorisés à leur coût d'acquisition et provisionnés en cas de perte durable de valeur.

Selon les normes américaines, ils doivent être valorisés, s'ils ne sont pas à liquidité restreinte, à leur valeur de marché ; l'écart d'évaluation doit être imputé, net d'impôt, directement dans les capitaux propres sans effet sur le compte de résultat.

Titres d'autocontrôle affectés aux plans d'options

Les titres d'autocontrôle affectés aux plans d'options accordés aux salariés sont inscrits à l'actif du bilan en « Titres de placement ». La règle américaine demande que le coût d'acquisition de ces titres soit imputé en diminution de la situation nette.

2) Effets sur les capitaux propres - Part du groupe à la clôture

(en millions d'euros)	2001	2000	1999
Capitaux propres suivant les règles françaises	10 282	9 361	8 332
Provision pour départs anticipés	-	-	431
Provision complémentaire sur les engagements de retraites	(80)	-	-
Frais de restructuration	21	-	-
- Evaluation des plans	21	-	-
- Frais de restructuration affectés aux écarts d'acquisition	(12)	-	-
Frais de développement refacturables inclus dans les stocks	(91)	(16)	-
- Produits par le groupe	(1)	-	-
- Reçus en apport	23	-	-
Titrisation	23	-	-
Instruments dérivés et couvertures	(13)	N/A	N/A
- Effet au 1 ^{er} janvier 2001	13	N/A	N/A
- Effet de la période	13	N/A	N/A
Valorisation des titres de placement	483	-	-
Titres d'autocontrôle affectés aux plans d'options	(64)	-	-
Impôts	(130)	3	(163)
Intérêts minoritaires	17	6	-
Situation nette suivant les US GAAP	10 448	9 354	8 600

3) Effets sur le résultat

(en millions d'euros)	2001	2000	1999
Résultat net suivant les règles françaises	1 691	1 312	729
Provision pour départs anticipés	-	(431)	431
Provision complémentaire sur les engagements de retraites	-	-	-
Frais de restructuration	21	-	-
- Evaluation des plans	21	-	-
- Frais de restructuration affectés aux écarts d'acquisition	(12)	-	-
Frais de développement refacturables inclus dans les stocks	(75)	(16)	-
- Produits par le groupe	(1)	-	-
- Reçus en apport	23	-	-
Titrisation	23	-	-
Provision pour risque de non conversion	(27)	(26)	-
Instruments dérivés et couvertures	(13)	-	-
- Effet au 1 ^{er} janvier 2001	13	N/A	N/A
- Effet de la période	13	N/A	N/A
Impôts	21	175	(163)
Intérêts minoritaires	9	6	-
Résultat net suivant les US GAAP	1 650	1 020	997
Résultat par action de 1 euro en circulation *	6,29	3,91	3,51
Résultat par action de 1 euro après dilution *	6,27	3,74	3,23

* action de 1 euro en 2001 ou équivalent en capital pour 1999 et 2000. La moyenne des actions en circulation (note 51) est recalculée sous déduction des actions propres inscrites en « Titres de placement ».

b - Détermination du résultat global (comprehensive income)

Le groupe détermine le résultat global (comprehensive income) en conformité avec la norme FAS 130 de la façon suivante :

(en millions d'euros)	2001	2000	1999
Résultat net suivant les US GAAP	1 650	1 020	997
Mouvements des écarts de conversion	(204)	22	62
Provision complémentaire sur les engagements de retraites	(80)	-	-
Provision pour risque de non conversion	27	26	-
Titrisation	-	-	-
Instruments dérivés et couvertures	-	-	-
- Effet au 1 ^{er} janvier 2001	-	-	-
- Effet de la période	-	-	-
Valorisation des titres de placement	483	(62)	62
Impôts différés sur provisions	(155)	(10)	-
Résultat global (Comprehensive Income)	1 721	996	1 121

→ NOTE 3 - Périmètre de consolidation

a - Nombre de sociétés consolidées

1. Ventilation à la clôture

	2001	2000	1999
Intégration globale			
Sociétés industrielles et commerciales	265	217	184
Sociétés de financement	28	26	24
	293	243	208
Mise en Equivalence			
Sociétés industrielles et commerciales	24	14	14
	24	14	14
Nombre de sociétés à la clôture	317	257	222

2. Evolution durant l'exercice

	2001	2000	1999
Nombre de sociétés à l'ouverture	257	222	191
Nouvelles sociétés			
- Importateurs automobiles	3	4	4
- Concessionnaires automobiles	5	22	6
- Filiales d'assemblage	-	1	1
- Equipementiers automobiles	57	4	22
- Transporteurs	2	5	3
- Autres sociétés industrielles et commerciales	1	3	3
- Sociétés de financement	2	2	-
Sociétés déconsolidées	(6)	(3)	(4)
Sociétés absorbées	(4)	(3)	(4)
Nombre de sociétés à la clôture	317	257	222

b - Evolutions significatives du périmètre en 2001

1) Prise de contrôle de l'activité automobile du groupe Sommer Allibert

Le 3 janvier 2001, Peugeot S.A. a acquis la totalité du capital de la SIT, société dont le seul actif était à cette date une participation de 37,9 % en capital et de 52,9 % en droits de vote de Sommer Allibert. Cette acquisition a fait suite à l'achat par les anciens actionnaires de contrôle de la SIT de la totalité des activités non automobiles de Sommer Allibert, constituée principalement du groupe Tarkett Sommer. Cette acquisition représente un investissement de 470 millions d'euros, correspondant à un prix de 57,5 euros par action Sommer Allibert.

Le 4 janvier 2001, Faurecia et SIT ont lancé conjointement une offre publique d'achat sur la part non détenue par le groupe du capital de Sommer Allibert au prix de 57,5 euros par action. Cette offre a permis à chacune des deux sociétés d'acquérir 30,12 % du capital au prix de 379 millions d'euros.

Le 10 janvier 2001, Faurecia a lancé une offre publique d'achat au prix de 15 euros par action sur la part non détenue par le groupe du capital de SAI Automotive A.G., société cotée à la bourse de Francfort et regroupant l'essentiel des activités d'équipement automobile de Sommer Allibert. Cette offre a

permis d'acquérir 27,31 % du capital de SAI Automotive A.G. pour 209 millions d'euros.

Le 1^{er} juin 2001, Peugeot S.A. a apporté à Faurecia sa participation au capital de la SIT, permettant ainsi à Faurecia de contrôler l'ensemble des activités d'équipement automobile de Sommer Allibert.

Le 16 octobre 2001, Faurecia a lancé une offre publique de retrait sur les actions Sommer Allibert suivie d'un retrait obligatoire à 57,5 euros du titre Sommer Allibert. Ces opérations ont été conclues le 30 octobre 2001.

A la suite de ces opérations qui ont représenté un investissement total de 1 495 millions d'euros, Peugeot S.A. détient une participation de 71,6 % dans le capital de Faurecia qui contrôle elle-même, directement ou indirectement, 100 % de la société Sommer Allibert et 96,8 % de SAI Automotive A.G.

Ces opérations ont dégagé dans les comptes du groupe un écart d'acquisition total de 1 278 millions d'euros, dont 166 millions d'euros sur les titres de Faurecia reçus en échange des titres SIT par Peugeot S.A. et 1 112 millions d'euros sur les titres de Sommer Allibert et de ses filiales, acquis par le groupe.

2) Cession de Transauto-Stur

Dans le cadre du recentrage de son activité sur ses métiers principaux, Gefco a cédé son activité de location de véhicules exercée par sa filiale Transauto-Stur.

La cession de cette société au groupe Via Location a dégagé une moins-value après impôt de 14 millions d'euros.

3) Réorganisation du groupe en Espagne

En 2001, le groupe a réorganisé la structure juridique de sa division automobile en Espagne pour la mettre en accord avec l'organisation opérationnelle de cette division.

Dorénavant, la division automobile est composée en Espagne de trois entités principales :

- Peugeot Citroën Automobiles España, filiale à 100% de Peugeot Citroën Automobiles, pour son activité industrielle ;
 - Peugeot España, filiale à 100% d'Automobiles Peugeot, pour l'activité commerciale de la marque Peugeot ;
 - Automobiles Citroën España, filiale à 100 % d'Automobiles Citroën, pour l'activité commerciale de la marque Citroën.
- Cette réorganisation a été sans effet sur les comptes du groupe.

4) Rachat de la part des minoritaires dans Peugeot Citroën do Brasil

Conformément au contrat signé le 20 décembre 2001, le groupe a acheté à l'Etat de Rio de Janeiro, la part de 31,82 % que celui-ci détenait dans le capital de Peugeot Citroën do Brasil. Cette opération a dégagé un écart d'acquisition de 57 millions d'euros.

c - Evolutions significatives du périmètre en 2000

Ces évolutions de périmètre n'ont pas eu d'influence significative sur les comptes consolidés. Les principales opérations sont les suivantes :

1) Cession de l'activité de fabrication de systèmes de direction

Dans le cadre de son recentrage sur ses métiers principaux, le groupe a filialisé son activité de fabrication de systèmes de direction (usines de Dijon et Saint-Etienne). Le contrôle de cette société a été cédé.

2) Prise de contrôle total de Peugeot Japon

Le 3 février 2000, le groupe a repris à son partenaire dans la joint venture Inchcape Peugeot Japan, la participation de 50 % qu'il détenait. Cette acquisition permet à Automobiles Peugeot d'accélérer le développement de ses activités dans ce pays. La société a pris le nom de Peugeot Japon KK.

3) Prise de participation complémentaire dans Gefco KN

Une participation complémentaire a été prise par le groupe dans sa filiale de transport allemande Gefco KN GmbH, élevant le contrôle du groupe à 74,86 % en dégageant un écart d'acquisition complémentaire de 10,7 millions d'euros.

4) Cession de l'activité Moteurs de Formule 1

Finalisant son retrait de la compétition automobile, Automobiles Peugeot a cédé son activité de fabrication de moteurs de Formule 1 à la société DJ33. Cette société a été cédée le 28 décembre 2000 sans avoir été intégrée dans le périmètre de consolidation avant sa cession.

d - Evolutions significatives du périmètre en 1999

1) Fusion des sociétés Ecia et Bertrand Faure

A la suite de l'OPA amicale lancée par Ecia en décembre 1997, Ecia détenait, directement et indirectement, 98,76 % du capital de Bertrand Faure. Au cours du 1^{er} semestre 1999, une réorganisation juridique, destinée à adapter le nouvel ensemble à son organisation opérationnelle, est intervenue. Les Assemblées Générales Extraordinaires tenues le 1^{er} juin 1999 ont approuvé la fusion des sociétés Ecia et Bertrand Faure. La nouvelle entité créée a pris la dénomination de Faurecia. Au terme de cette opération, le groupe PSA PEUGEOT CITROËN reste l'actionnaire majoritaire de Faurecia avec une participation dans le capital qui atteint 52,63 % au 31 décembre 1999. Une perte de dilution de 1,6 millions d'euros a été constatée dans le compte de résultat consolidé au poste « Autres revenus et charges ».

2) Prises de contrôle complémentaires de la société Peugeot Citroën Argentina

Le groupe PSA PEUGEOT CITROËN a racheté le 30 juin 1999 au groupe Macri sa participation de 32 % au capital de Sevel Argentina S.A. Par ailleurs, le groupe a lancé une OPA, sur la totalité des actions non détenues de sa filiale, qui s'est étendue du 16 novembre 1999 au 15 décembre 1999 et a permis d'acquérir 5,41 % supplémentaires du capital. A l'issue de ces opérations, qui sont intervenues un an après la prise de contrôle majoritaire de Sevel Argentina par le groupe PSA PEUGEOT CITROËN, l'écart d'acquisition global s'est élevé à 249 millions d'euros.

Le 22 décembre 1999, la bourse de Buenos-Aires a officiellement autorisé l'ouverture de la procédure de retrait de la cotation de Sevel Argentina. Ce retrait est devenu effectif le 24 février 2000. Le groupe PSA PEUGEOT CITROËN détient désormais 99,7 % de sa filiale, qui a pris le nom de Peugeot Citroën Argentina.

3) Intégration de Peugeot Citroën do Brasil

La société Peugeot Citroën do Brasil, a été intégrée dès 1999. La construction de l'usine a démarré en janvier 1999 sur le site de Porto Real à 160 km de Rio de Janeiro. Cette société a mis en production fin décembre 2000, la Citroën Xsara Picasso et en 2001 la Peugeot 206.

4) Prise de contrôle majoritaire de la société

KN Elan GmbH & Co KG

La société Gefco, tête de file de l'activité transport du groupe, a signé avec la société Kühne & Nagel un accord prévoyant le rapprochement en Europe des activités messageries des deux groupes.

Dans ce sens, le 28 octobre 1999, la première étape de cet accord a conduit au rachat de 60 % des parts de la société allemande KN Elan GmbH & Co KG qui a pris la dénomination de Gefco KN GmbH & Co KG. Cette opération a dégagé un écart d'acquisition de 25 millions d'euros.

5) Acquisition de la société AP Automotive Holding

Le 30 décembre 1999, la société Faurecia a acquis la totalité des actions de la société AP Automotive Holding Inc., chef de file d'un groupe spécialisé dans la production de systèmes d'échappement. Cette opération a dégagé un écart d'acquisition évalué à l'origine à 189 millions d'euros.

6) Cession de la SAMM

La société SAMM (Société d'Applications des Machines Motrices) a été cédée en mai 1999 à la société Lucas France SAS ; une plus-value de cession d'un montant de 56 millions d'euros, après impôt, a été constatée dans le compte de résultat consolidé.

7) Cession de l'activité élastomère

L'activité de conception et de production de pièces en élastomère, exercée sur le site industriel de Rennes-la-Barre-Thomas, a été apportée à la société DJ-26 qui a été, elle-même, cédée en décembre 1999. La société DJ-26 n'a pas été intégrée dans le périmètre de consolidation avant sa cession.

e - Impacts des changements de périmètres de consolidation sur le chiffre d'affaires consolidé

Exercice 2001

L'accroissement du chiffre d'affaires de l'exercice 2001 sur celui de 2000 provient pour 2 234 millions d'euros de la prise en compte du chiffre d'affaires du groupe Sommer Allibert.

Exercice 2000

L'accroissement du chiffre d'affaires de l'exercice 2000 sur celui de 1999, qui provient des évolutions significatives du périmètre, comprend une augmentation de 564 millions d'euros pour le groupe APAS, une augmentation de 174 millions d'euros pour les activités de la société Gefco KN GmbH sur neuf mois et une diminution de 24 millions d'euros au titre de la sortie des sociétés SAMM et autres.

Exercice 1999

L'accroissement du chiffre d'affaires de l'exercice 1999 sur celui de 1998, qui provient des évolutions significatives du périmètre, comprend 62 millions d'euros pour la société Gefco KN GmbH & Co KG et 339 millions d'euros pour la prise en intégration globale du groupe Crédipar.

f - Impacts des changements de périmètres sur les autres données consolidées

L'impact sur les données consolidées (autres que le chiffre d'affaires) dû aux changements de périmètre n'est significatif que pour la prise en compte de Sommer Allibert dans le groupe Faurecia.

Pour cette opération, une comparaison des indicateurs de performance de l'activité équipement automobile est donnée à structure identique à celle de 2001, dans la note 4-a-3.

→ NOTE 4 - Information par secteur d'activité et zone géographique

a - Secteurs d'activité

1) Activités industrielles et commerciales :

Pour ces activités, le groupe est géré en trois segments principaux ;

- la division Automobile, qui regroupe les activités de conception, de fabrication et de commercialisation des voitures particulières et véhicules utilitaires de marque Peugeot et de marque Citroën ;

- la division Equipement Automobile, constituée du groupe Faurecia, spécialisé dans les métiers des pièces d'intérieur véhicule, des sièges automobiles, des blocs avant et des systèmes d'échappement ;

- la division Transport et Logistique, constituée du groupe Gefco spécialisé dans la logistique et le transport de véhicules et de marchandises.

Les autres activités, hors financement, du groupe incluent notamment celle de la société Peugeot S.A. tête de groupe et les activités qui lui sont directement rattachées, la fabrication de motos, la commercialisation de moteurs et la conception de biens d'équipements industriels.

La ventilation de l'activité du groupe dans ces secteurs, pour les principaux indicateurs de sa performance, est la suivante :

Exercice 2001

<i>(en millions d'euros)</i>	Automobile	Equipement Automobile	Transport et Logistique	Autres	Eliminations	Total
Chiffre d'affaires net, hors taxes						
- de l'activité (hors groupe)	41 306	7 452	983	547	-	50 288
- ventes inter-activités (groupe)	218	2 159	1 660	429	(4 466)	-
Total	41 524	9 611	2 643	976	(4 466)	50 288
Coûts opérationnels	(39 314)	(7 192)	(864)	(516)	2	(47 884)
Marge opérationnelle	1 992	260	119	31	2	2 404
Produits (frais) financiers nets	33	(92)	(14)	25	-	(48)
Bénéfice avant impôts des sociétés intégrées	1 918	74	92	317	2	2 403
Résultat brut des sociétés mises en équivalence	(2)	4	-	-	-	2
Immobilisations incorporelles	127	25	31	-	-	183
Immobilisations corporelles	9 509	1 570	255	127	-	11 461
Investissements en immobilisations corporelles	2 398	436	85	19	-	2 938
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles, y compris outillages spécifiques	1 636	285	33	20	-	1 974
Marge brute d'autofinancement	2 963	346	104	26	1	3 440

Exercice 2000

<i>(en millions d'euros)</i>	Automobile	Equipement Automobile	Transport et Logistique	Autres	Eliminations	Total
Chiffre d'affaires net, hors taxes						
- de l'activité (hors groupe)	37 242	4 279	932	525	-	42 978
- ventes inter-activités (groupe)	194	1 561	1 397	458	(3 610)	-
Total	37 436	5 840	2 329	983	(3 610)	42 978
Coûts opérationnels	(35 663)	(4 097)	(832)	(523)	(6)	(41 121)
Marge opérationnelle	1 579	182	100	2	(6)	1 857
Produits (frais) financiers nets	135	(64)	(6)	21	-	86
Bénéfice avant impôts des sociétés intégrées	1 755	86	93	27	(6)	1 955
Résultat brut des sociétés mises en équivalence	14	8	-	-	-	22
Immobilisations incorporelles	99	23	14	-	-	136
Immobilisations corporelles	8 974	991	229	165	-	10 359
Investissements en immobilisations corporelles	2 497	290	74	37	-	2 898
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles, y compris outillages spécifiques	1 631	188	37	21	-	1 877
Marge brute d'autofinancement	2 757	244	91	131	(2)	3 221

Exercice 1999

<i>(en millions d'euros)</i>	Automobile	Equipement Automobile	Transport et Logistique	Autres	Eliminations	Total
Chiffre d'affaires net, hors taxes						
- de l'activité (hors groupe)	32 596	2 982	656	506	-	36 740
- ventes inter-activités (groupe)	137	1 285	1 104	420	(2 946)	-
Total	32 733	4 267	1 760	926	(2 946)	36 740
Coûts opérationnels	(31 465)	(2 784)	(564)	(495)	-	(35 308)
Marge opérationnelle	1 131	198	92	11	-	1 432
Produits (frais) financiers nets	(2)	(30)	(2)	12	-	(22)
Bénéfice avant impôts des sociétés intégrées	608	154	98	64	-	924
Résultat brut des sociétés mises en équivalence	42	8	-	-	-	50
Immobilisations incorporelles	54	45	6	-	-	105
Immobilisations corporelles	8 228	885	191	150	-	9 454
Investissements en immobilisations corporelles	1 700	191	53	27	-	1 971
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles, y compris outillages spécifiques	1 557	157	34	23	-	1 771
Marge brute d'autofinancement	1 907	263	89	423	-	2 682

2) Division automobile

En 2001, l'enregistrement en diminution du chiffre d'affaires plutôt qu'en coûts opérationnels de certaines incitations aux ventes (note 1-e) a été sans effet sur la marge opérationnelle. Suivant l'ancienne comptabilisation, le chiffre d'affaires total de la division automobile aurait été de 42 656 millions d'euros et celui de la contribution au chiffre d'affaires du groupe aurait été de 42 438 millions d'euros.

3) Division équipement automobile à structure comparable

Les données de la division équipement automobile, constituée du groupe Faurecia, comparées à structure identique à celle de 2001 (prise en compte de Sommer Allibert), sont les suivantes :

<i>(en millions d'euros)</i>	2001	2000 Proforma	2000 Publié
Chiffre d'affaires net, hors taxes			
- de l'activité (hors groupe)	7 452	6 513	4 279
- ventes inter-activités (groupe)	2 159	1 878	1 561
Total	9 611	8 391	5 840
Coûts opérationnels	(7 192)	(6 216)	(4 097)
Marge opérationnelle	260	297	182
Produits (frais) financiers nets	(92)	(97)	(64)
Bénéfice avant impôts des sociétés intégrées	74	103	86
Résultat brut des sociétés mises en équivalence	4	4	8
Immobilisations incorporelles à la clôture	25	37	23
Immobilisations corporelles à la clôture	1 570	1 449	991

4) Activités de financement

La division financement qui correspond au groupe Banque PSA Finance se consacre au financement des ventes aux clients des marques Peugeot et Citroën ainsi qu'à celui de leurs réseaux de distribution.

Cette activité de nature particulière par rapport aux autres activités du groupe est présentée de façon individualisée dans les comptes consolidés pour une meilleure lisibilité de ceux-ci.

b - Zones géographiques

Les postes ci-dessous sont ventilés : pour le chiffre d'affaires par zone de commercialisation à la clientèle, pour les autres informations par zone d'implantation des sociétés consolidées.

1) Activités industrielles et commerciales

<i>(en millions d'euros)</i>	Europe de l'Ouest	Autres pays d'Europe	Amérique latine	Reste du monde	Total
2001					
Chiffre d'affaires	43 394	1 670	1 522	3 702	50 288
Immobilisations incorporelles	165	3	2	13	183
Immobilisations corporelles	10 449	175	644	193	11 461
Investissements	2 651	74	162	51	2 938
2000					
Chiffre d'affaires	37 540	1 602	1 268	2 568	42 978
Immobilisations incorporelles	119	3	1	13	136
Immobilisations corporelles	9 525	55	644	135	10 359
Investissements	2 574	25	256	43	2 898
1999					
Chiffre d'affaires	33 433	1 075	990	1 242	36 740
Immobilisations incorporelles	78	-	-	27	105
Immobilisations corporelles	8 888	34	425	107	9 454
Investissements	1 826	13	116	16	1 971

2) Activités de financement

L'activité de la division financement s'exerce essentiellement en Europe de l'Ouest.

→ NOTE 5 - Informations de synthèse au niveau du groupe

<i>(en millions d'euros)</i>	2001	2000	1999
Chiffre d'affaires			
Activités industrielles et commerciales	50 288	42 978	36 740
Activités de financement hors groupe	1 375	1 203	1 067
Chiffre d'affaires consolidé	51 663	44 181	37 807
- Europe de l'Ouest	44 750	38 743	34 500
- Autres pays d'Europe	1 670	1 602	1 075
- Amérique latine	1 541	1 268	990
- Reste du monde	3 702	2 568	1 242
Marge opérationnelle			
Activités industrielles et commerciales	2 404	1 857	1 432
Activités de financement hors groupe	248	264	242
Marge opérationnelle consolidée	2 652	2 121	1 674
Résultat avant impôt des sociétés intégrées			
Activités industrielles et commerciales	2 403	1 955	924
Activités de financement hors groupe	244	261	235
Résultat avant impôt des sociétés intégrées consolidées	2 647	2 216	1 159
Impôt groupe	(835)	(713)	(356)
Résultat net des sociétés intégrées	1 812	1 503	803
Immobilisations incorporelles	204	156	112
Immobilisations corporelles	11 513	10 490	9 580
Total Bilan			
Cumul des activités industrielles et commerciales et des activités de financement	55 820	46 963	42 797
Elimination des comptes inter-activités	(712)	(2 138)	(2 983)
Total Bilan consolidé toutes activités	55 108	44 825	39 814
Investissements en immobilisations corporelles			
Activités industrielles et commerciales	2 938	2 898	1 971
Activités de financement	9	34	39
Investissements consolidés	2 947	2 932	2 010
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	1 980	1 904	1 796
Marge Brute d'Autofinancement			
Activités industrielles et commerciales	3 440	3 221	2 682
Activités de financement	160	222	214
Marge Brute d'Autofinancement consolidée	3 600	3 443	2 896

→ NOTE 6 - Coûts des biens et services des activités industrielles et commerciales

Les coûts des biens et services vendus des activités industrielles et commerciales intègrent la part des coûts de financement des créances sur les concessionnaires hors groupe, prise en charge par la division automobile pour :

<i>(en millions d'euros)</i>	2001	2000	1999
	190	142	140

→ NOTE 7 - Frais de personnel

Les frais de personnel inscrits à l'effectif des sociétés du groupe se ventilent comme suit :

a - Activités industrielles et commerciales

<i>(en millions d'euros)</i>	2001	2000	1999
Automobile	5 339	5 031	4 802
Équipement Automobile	1 745	1 111	907
Transport et Logistique	276	256	205
Autres	178	177	171
Total	7 538	6 575	6 085

b - Activités de financement

<i>(en millions d'euros)</i>	2001	2000	1999
	111	105	102

→ NOTE 8 - Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles des activités industrielles et commerciales

Les amortissements inclus dans les charges opérationnelles concernent les actifs suivants :

(en millions d'euros)	2001	2000	1999
Outillages spécifiques	518	679	634
Autres immobilisations corporelles	1 468	1 207	1 141
Subventions d'équipements	(12)	(9)	(4)
Total	1 974	1 877	1 771

→ NOTE 9 - Frais de rationalisation des structures des activités industrielles et commerciales

a - Ventilation par nature

(en millions d'euros)	2001	2000	1999
Coûts de réduction d'effectifs	104	22	52
Coûts d'arrêt de production	11	19	2
Total	115	41	54

b - Effectifs concernés par les réductions

(en nombre de personnes)	2001	2000	1999
France	339	443	138
Espagne	279	22	861
Royaume-Uni	-	427	-
Autres pays d'Europe	541	78	74
Etats Unis	373	-	-
Argentine	444	-	-
Total	1 976	970	1 073

→ NOTE 10 - Produits (frais) financiers nets des activités industrielles et commerciales

Les produits (frais) financiers nets des activités industrielles et commerciales s'analysent ainsi :

(en millions d'euros)	2001	2000	1999
Frais financiers	(502)	(369)	(318)
Produits financiers	404	379	273
Intérêts intercalaires capitalisés	50	76	23
Total	(48)	86	(22)

→ NOTE 11 - Autres revenus et (charges) nets des activités industrielles et commerciales

Les autres revenus et charges incluent les montants suivants :

(en millions d'euros)	2001	2000	1999
Plus-values nettes sur cessions d'éléments d'actif	214	134	63
Pertes nettes sur rachats d'obligations convertibles	-	(125)	-
Reprise de provision sur obligations converties	27	26	-
Pertes de change nettes	(24)	(6)	(37)
Dotations nettes aux provisions pour risques et dépréciation d'actifs long terme	(15)	(11)	(43)
Revenus des titres de participation	5	5	9
Autres	(14)	(2)	7
Total	193	21	(1)

Les plus-values nettes sur cessions d'éléments d'actifs comprennent :

- en 2001, un profit sur cessions d'un ensemble d'immeubles situés en région parisienne pour 228 millions d'euros ;
- en 2000, un profit sur cessions de titres de placement de 95 millions d'euros.

→ NOTE 12 - Charges opérationnelles des activités de financement

(en millions d'euros)	2001	2000	1999
Intérêts et amortissements	(741)	(616)	(513)
Commissions d'apporteurs	(192)	(152)	(111)
Frais de structure	(338)	(304)	(273)
Pertes nettes sur créances douteuses	(68)	(51)	(55)
Total	(1 339)	(1 123)	(952)

→ NOTE 13 - Impôts sur les résultats

a - La charge d'impôt totale sur les résultats des sociétés intégrées se ventile ainsi :

<i>(en millions d'euros)</i>	2001	2000	1999
Impôts courants (note 13-b)			
- Impôts sur les bénéfices	(982)	(741)	(368)
- Impôts sur distributions intra-groupe effectuées	(3)	(9)	-
- Contributions complémentaires temporaires pour les sociétés françaises (note 13-d)	-	-	(5)
Impôts différés			
- Impôts différés de la période	135	44	62
- Impôts sur distributions intra-groupe prévues	4	(10)	-
- Provisions sur actifs d'impôts différés (note 13-e)	(16)	(31)	(15)
- Effets de changement de taux en France (note 13-c)	27	34	(30)
	(835)	(713)	(356)
Activités industrielles et commerciales	(750)	(601)	(251)
Activités de financement	(85)	(112)	(105)

b - La charge d'impôts courants est égale aux montants d'impôt sur les bénéfices dus aux administrations fiscales au titre de l'exercice, en fonction des règles et des taux d'imposition en vigueur dans les différents pays. Depuis le 1^{er} janvier 1990, la société Peugeot S.A. a opté pour le régime d'intégration fiscale de droit commun prévu à l'article 223 A du Code Général des Impôts pour elle-même et les filiales françaises contrôlées au moins à 95 %.

c - La charge d'impôts différés est déterminée selon la méthode comptable précisée en note 1-o.

La loi portant mesures urgentes à caractère fiscal et financier n° 97-1026 du 10 novembre 1997 avait affirmé le caractère permanent de la contribution de 10 % que la loi n° 95-885 du 04 août 1995 avait instaurée. La loi de finance n° 2000.1352 du 30 décembre 2000 a fixé son taux à 6 % pour 2001 et à 3 % pour 2002. Les encours nets d'impôts différés ont été diminués en conséquence au 31 décembre 2000 et au 31 décembre 2001.

La loi sur le financement de la Sécurité sociale n 99-1140 du 29 décembre 1999 a instauré un complément d'imposition égal à 3,3 % de l'impôt de base dû ; pour les sociétés françaises le taux légal d'imposition se trouve ainsi majoré de 1,1 % depuis le

1^{er} janvier 2000. Les encours nets d'impôts différés au 31 décembre 1999 ont été réévalués à due concurrence.

d - La loi portant mesures urgentes à caractère fiscal et financier n° 97-1026 du 10 novembre 1997 avait instauré, de manière temporaire, une majoration de l'impôt sur les bénéfices des sociétés françaises. Le taux de cette majoration fixé à 15 % à l'origine a été ramené à 10 % pour l'exercice 1999 et a été supprimée pour l'exercice 2000.

e - Au 31 décembre, les actifs d'impôts différés sur déficits dont la réalisation future présente un caractère aléatoire ont été provisionnés à hauteur de :

<i>(en millions d'euros)</i>	2001	2000	1999
	132	115	84

f - Les impôts différés reconnus sur des bases non actualisées ont une position globalement passive. Ils n'ont fait l'objet d'aucune actualisation dans la mesure où les échéances de reversement ne peuvent être déterminées avec certitude.

g - La réconciliation entre le taux légal en France et le taux effectif d'impôt du compte de résultat consolidé s'établit comme suit :

<i>(en pourcentage)</i>	2001	2000	1999
Taux d'impôt légal en France pour l'exercice	(36,4)	(37,8)	(36,7)
- changement du taux en France (note 13-c)	1,0	1,6	(2,6)
- contribution exceptionnelle 15 % ou 10 % (note 13-d)	-	-	(0,4)
- différences permanentes	(0,5)	1,3	0,6
- résultat taxable à taux réduit (France)	0,6	0,7	2,7
- crédits d'impôts	0,8	0,6	4,3
- effet des différences de taux à l'étranger et autres	3,6	2,8	2,8
- actifs sur déficits provisionnés (note 13-e)	(0,6)	(1,4)	(1,3)
	(31,5)	(32,2)	(30,6)

→ NOTE 14 - Ecarts d'acquisition

a - Activités industrielles et commerciales

1) Détail par société détenue

2001

(en millions d'euros)	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes
Faurecia			
- sur opération Bertrand Faure	839	(172)	667
- sur opération Sommer Allibert	166	(4)	162
Groupe Sommer Allibert	1 112	(48)	1 064
AP Automotive Holding	245	(24)	221
Autres filiales de Faurecia	38	(15)	23
Peugeot Citroën Argentina	303	(303)	-
Peugeot Citroën do Brasil	57	-	57
Gefco KN GmbH & Co	36	(5)	31
	2 796	(571)	2 225

2000

(en millions d'euros)	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes
Faurecia (sur opération Bertrand Faure)	839	(129)	710
AP Automotive Holding	232	(12)	220
Autres filiales de Faurecia	30	(13)	17
Peugeot Citroën Argentina	287	(214)	73
Gefco KN GmbH & Co	36	(2)	34
	1 424	(370)	1 054

1999

(en millions d'euros)	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes
Faurecia (sur opération Bertrand Faure)	843	(87)	756
AP Automotive Holding	190	-	190
Autres filiales de Faurecia	17	(7)	10
Peugeot Citroën Argentina	249	(15)	234
Gefco KN GmbH & Co	25	-	25
	1 324	(109)	1 215

→ NOTE 15 - Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent en particulier des coûts de développement des logiciels tels que définis en note 1-j.

La ventilation des immobilisations incorporelles se présente comme suit :

a - Activités industrielles et commerciales

(en millions d'euros)	2001			2000			1999		
	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes
Logiciels	265	(107)	158	160	(50)	110	56	(3)	53
Autres immobilisations incorporelles	60	(35)	25	55	(29)	26	98	(46)	52
Total	325	(142)	183	215	(79)	136	154	(49)	105

2) Evolution du poste écarts d'acquisition

L'évolution du poste des écarts d'acquisition s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)	2001	2000	1999
Valeurs nettes à l'ouverture	1 054	1 215	892
Nouveaux écarts et effets de la conversion	1 364	97	378
Amortissements courants	(118)	(70)	(55)
Amortissements exceptionnels	(75)	(188)	-
Valeurs nettes à la clôture	2 225	1 054	1 215

Faurecia

L'année 2001 enregistre un écart d'acquisition total de 1 278 millions d'euros sur l'acquisition du groupe Sommer Allibert dont le détail est donné en note 3-b-1 ; l'amortissement 2001 pratiqué sur 20 ans, calculé prorata temporis sur les différentes acquisitions de cette opération s'élève à 52 millions d'euros.

Peugeot Citroën Argentina

Les amortissements exceptionnels concernent Peugeot Citroën Argentina et comprennent :

En 2001 :

- un amortissement de 56 millions d'euros au titre du dénouement favorable définitif d'un risque initialement comptabilisé dans le bilan d'entrée en consolidation. En contrepartie, une reprise de provision a été pratiquée ;
- un complément d'amortissement de 19 millions d'euros soldant l'écart d'acquisition comptabilisé sur cette société conformément au principe énoncé en note 1-l.

En 2000 :

- un amortissement de 61 millions d'euros compensé dans le compte de résultat par la reprise d'une provision pour risque équivalente. Ceci traduit le dénouement favorable d'un risque initialement comptabilisé dans le bilan d'entrée en consolidation ;
- un complément d'amortissement de 127 millions d'euros pratiqué conformément au principe énoncé en note 1-l.

b - Activités de financement

Ce poste ne concerne que la société Crédi-par.

Il s'élève à une valeur brute de 100 millions d'euros, amortie sur 20 ans.

b - Activités de financement

<i>(en millions d'euros)</i>	2001			2000			1999		
	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes
Logiciels	26	(7)	19	24	(7)	17	10	(3)	7
Autres immobilisations incorporelles	6	(4)	2	7	(4)	3	3	(3)	-
Total	32	(11)	21	31	(11)	20	13	(6)	7

→ NOTE 16 - Immobilisations corporelles

a - Activités industrielles et commerciales

1) Valeur des immobilisations corporelles

<i>(en millions d'euros)</i>	2001			2000			1999		
	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes
Terrains	364	(9)	355	353	(10)	343	333	(8)	325
Constructions	4 292	(2 146)	2 146	3 783	(1 989)	1 794	3 663	(1 856)	1 807
Matériels et outillages	13 779	(8 596)	5 183	12 377	(7 774)	4 603	12 345	(7 774)	4 571
Matériels de transport et de manutention	613	(400)	213	722	(474)	248	674	(476)	198
Agencement, installations et autres	816	(502)	314	691	(417)	274	602	(373)	229
Immobilisations en cours	1 321	-	1 321	1 936	-	1 936	1 036	-	1 036
	21 185	(11 653)	9 532	19 862	(10 664)	9 198	18 653	(10 487)	8 166
Véhicules donnés en location	253	(65)	188	280	(76)	204	257	(57)	200
Outillages spécifiques	7 253	(5 512)	1 741	6 442	(5 485)	957	6 175	(5 087)	1 088
	7 506	(5 577)	1 929	6 722	(5 561)	1 161	6 432	(5 144)	1 288
Total	28 691	(17 230)	11 461	26 584	(16 225)	10 359	25 085	(15 631)	9 454

2) Intérêts intercalaires capitalisés au cours de l'exercice

<i>(en millions d'euros)</i>	2001	2000	1999
	50	76	23

3) Variation du poste immobilisations corporelles

<i>(en millions d'euros)</i>	2001	2000	1999
Valeur brute			
A l'ouverture de l'exercice	26 584	25 085	24 334
Acquisitions	2 938	2 897	1 971
Cessions	(1 573)	(1 371)	(1 325)
Variation du périmètre et divers	993	(85)	(76)
Ecart de conversion	(251)	58	181
A la clôture de l'exercice	28 691	26 584	25 085
Amortissements			
A l'ouverture de l'exercice	16 225	15 631	14 998
Dotations de l'exercice	1 985	1 886	1 775
Reprises sur cessions	(1 354)	(1 264)	(1 155)
Variation du périmètre et divers	502	(59)	(74)
Ecart de conversion	(128)	31	87
A la clôture de l'exercice	17 230	16 225	15 631

b - Activités de financement

La valeur des immobilisations corporelles des activités de financement se présente comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	2001			2000			1999		
	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes
Constructions	48	(13)	35	48	(15)	33	46	(14)	32
Matériels et autres	52	(35)	17	55	(33)	22	50	(28)	22
	100	(48)	52	103	(48)	55	96	(42)	54
Véhicules donnés en location	-	-	-	107	(31)	76	100	(28)	72
Total	100	(48)	52	210	(79)	131	196	(70)	126

Au titre de l'exercice 2001, l'étude détaillée des opérations longue durée mise en place dans la société PSA Finance Nederland, a permis d'affiner les modalités d'application, à ces opérations, des critères définissant la location financière et a conduit à leur classement dans cette catégorie.

→ NOTE 17 - Créances et titres de détention durable

Les créances et titres de détention durable comprennent :

<i>(en millions d'euros)</i>	2001	2000	1999
Créance de T.V.A.	-	45	77
Titres d'investissement (note 1-m)	4	3	1
Créances rattachées à des participations	71	87	223
Prêts "Aide à la construction"	29	23	20
Autres prêts et créances	77	60	70
	181	218	391
Titres de placement à plus d'un an (note 1-r)			
- Placements à liquidité restreinte	66	344	345
- Autres	377	548	436
Total	624	1 110	1 172

→ NOTE 18 - Titres mis en équivalence

Les titres mis en équivalence (note 1-a) correspondent à des participations comprises entre 20 et 50 %. Ce sont des sociétés industrielles qui ont pour objet de produire soit des pièces et équipements destinés à la construction automobile soit des véhicules complets.

a - Evolution de la valeur d'équivalence

<i>(en millions d'euros)</i>	2001	2000	1999
A l'ouverture de l'exercice	203	194	196
Dividendes et transfert de résultat	(9)	(13)	(36)
Quote part du résultat net	9	19	31
Acquisitions	15	4	-
Sorties	(1)	-	-
Mouvements de conversion	(2)	(1)	3
A la clôture de l'exercice	215	203	194

b - Quote-part des capitaux propres des sociétés mises en équivalence

<i>(en millions d'euros)</i>	en %	2001	2000	1999
Française de Mécanique Société de Transmissions Automatiques	50	85	79	75
Société Franco-Suédoise de Moteurs PRV	20	3	3	4
Société Européenne de Véhicules Légers du Nord (Sevelnord)	50	N/A	1	1
Gisevel	50	5	4	3
Sevelind	50	(74)	(86)	(96)
Sevel S.p.A.	50	130	146	150
Siemens Automotiv Hydraulics	48	3	3	
Sociétés du groupe Faurecia	N/A	28	15	19
Total		215	203	194

c - Quote-part des résultats nets des sociétés mises en équivalence

<i>(en millions d'euros)</i>	en %	2001	2000	1999
Française de Mécanique Société de Transmissions Automatiques	50	12	8	4
Société Franco-Suédoise de Moteurs PRV	20	-	(1)	(1)
Société Européenne de Véhicules Légers du Nord (Sevelnord)	50	-	-	-
Gisevel	50	(3)	-	5
Sevelind	50	1	-	1
Sevel S.p.A.	50	12	11	7
Siemens Automotiv Hydraulics	48	(15)	(2)	10
Sociétés du groupe Faurecia	N/A	-	(2)	-
Total		9	19	31
Soit : Résultat brut		2	22	50
Impôts		7	(3)	(19)
Résultat Net		9	19	31

d - Quote-part des éléments financiers caractéristiques des sociétés mises en équivalence

(en millions d'euros)	2001	2000	1999
Capitaux employés			
- Immobilisations corporelles	633	590	611
- Besoin en fonds de roulement	424	398	370
- Autres capitaux employés	(31)	7	6
Total	1 026	995	987
Investissements en immobilisations corporelles	145	92	48

e - Dettes et créances vis à vis des sociétés mises en équivalence

(en millions d'euros)	2001	2000	1999
Prêts - part à plus d'un an	53	61	65
Prêts - part à moins d'un an	10	19	9
Avances de trésorerie	83	56	43
Dettes d'exploitation	776	809	722
Crédits à court terme	24	67	29
Créances d'exploitation	134	153	153

→ NOTE 19 - Titres de participation

a) Valeur des titres de participation

(en millions d'euros)	2001	2000	1999
Valeurs brutes	640	603	467
Provisions	(402)	(349)	(339)
Valeurs nettes	238	254	128

b) Ventilation de la valeur nette par titre

(en millions d'euros)	en % détention	2001	2000	1999
Dongfeng Citroën Automotive Corp - DCAC	27	109	109	0
Financière Pergolèse	100	17	28	13
Circulos de inversiones - CISA	100	7	18	28
Jeppener	100	12	18	18
Autres titres		93	81	69
Total		238	254	128

→ NOTE 20 - Autres valeurs immobilisées

Cette rubrique comprend :

(en millions d'euros)	2001	2000	1999
Excédents versés sur engagements de retraites (note 47-a-3)	107	93	95
Autres	97	83	136
Total	204	176	231

→ NOTE 21 - Valeurs d'exploitation

Celles-ci comprennent :

(en millions d'euros)	2001	2000	1999
Valeurs brutes			
Matières premières et approvisionnements	864	702	597
Produits-semi-ouvrés et en-cours	1 282	1 009	713
Marchandises et véhicules d'occasion	1 153	824	693
Produits finis et pièces de rechange	3 446	2 988	2 452
	6 745	5 523	4 455
Provisions pour dépréciation	(527)	(352)	(355)
Total	6 218	5 171	4 100

Le détail de l'évolution du poste est donné en note 40-a-2.

→ NOTE 22 - Clients et effets à recevoir nets

Ceux-ci comprennent :

(en millions d'euros)	2001	2000	1999
Clients et effets en portefeuille	4 046	3 478	2 833
Provisions pour créances douteuses	(191)	(192)	(191)
Total	3 855	3 286	2 642

Les créances sur les concessionnaires cédées aux sociétés de financement du groupe sont exclues de ce poste et figurent au bilan consolidé à la rubrique "Créances de financement des ventes".

Le détail de l'évolution du poste est donné en note 40-a-2.

→ NOTE 23 - Créances de financement

a - Titrisation

Le 28 juin 2001, Din et Sofi, filiales de Crédipar, ont cédé 1 milliard d'euros de créances de financement automobile au Compartiment 2001-1 du Fonds Commun de Créances Auto ABS nouvellement créé. Le compartiment a émis des parts prioritaires (950 millions d'euros), des parts subordonnées (50 millions d'euros) et des parts résiduelles (10 000 euros). Les parts résiduelles ont été souscrites par Crédipar. Le compartiment n'émettra pas de nouvelles parts ; il procédera à l'acquisition de créances additionnelles auprès de Din et Sofi pendant deux ans. Un dépôt de garantie de 20 millions d'euros versé par Crédipar permet de garantir les parts prioritaires et subordonnées. Din et Sofi continueront à assurer la gestion des créances titrisées.

Les créances titrisées ne figurent plus à l'actif du bilan. La cession n'a pas dégagé de résultat significatif. Les parts résiduelles ont été classées en titre de placement. Dans la continuité des principes appliqués par le groupe (provisionnement prospectif), les provisions existant avant la cession et relatives au portefeuille titrisé ont été conservées en couverture des risques liés au dépôt de garantie.

b - Détail

Compte tenu de ce qui précède, les créances de financement des ventes s'analysent comme suit :

(en millions d'euros)	2001	2000	1999
Crédits à la clientèle finale	13 000	11 880	10 465
Crédits aux réseaux de distribution	4 196	3 580	2 852
	17 196	15 460	13 317
Revenus différés	(1 197)	(1 040)	(899)
Provisions pour créances douteuses	(259)	(265)	(236)
	15 740	14 155	12 182

Les créances sur la clientèle finale représentent les crédits accordés aux clients des marques Peugeot et Citroën, par les sociétés de financement, pour l'acquisition de véhicules automobiles.

Les crédits aux réseaux de distribution comprennent les créances des sociétés des marques Peugeot et Citroën sur leurs réseaux de concessionnaires, cédées aux sociétés de financement du groupe, et les crédits accordés par ces dernières aux réseaux, pour financer leur besoin en fonds de roulement.

La part des créances de la division automobile cédées aux sociétés de financement dont elle prend en charge le coût de financement, s'élève à :

(en millions d'euros)	2001	2000	1999
	2 425	2 315	1 821

2001

Echéances des crédits en cours à la clôture

(en millions d'euros)	2002	2003	2004	Années ultérieures	Total
Crédits à la clientèle finale	4 286	3 641	3 005	2 068	13 000
Crédits aux réseaux de distribution	4 174	9	5	8	4 196
Total	8 460	3 650	3 010	2 076	17 196

Evolution des provisions pour créances douteuses

(en millions d'euros)	Crédits à la clientèle finale	Crédits aux réseaux	Total
Solde à l'ouverture	223	42	265
Mouvements de l'exercice	0	(6)	(6)
Solde à la clôture	223	36	259

2000

Echéances des crédits en cours à la clôture

(en millions d'euros)	2001	2002	2003	Années ultérieures	Total
Crédits à la clientèle finale	4 109	3 345	2 708	1 718	11 880
Crédits aux réseaux de distribution	3 555	11	5	9	3 580
Total	7 664	3 356	2 713	1 727	15 460

Evolution des provisions pour créances douteuses

(en millions d'euros)	Crédits à la clientèle finale	Crédits aux réseaux	Total
Solde à l'ouverture	192	44	236
Mouvements de l'exercice	31	(2)	29
Solde à la clôture	223	42	265

1999

Echéances des crédits en cours à la clôture

(en millions d'euros)	2000	2001	2002	Années ultérieures	Total
Crédits à la clientèle finale	3 851	2 853	2 372	1 389	10 465
Crédits aux réseaux de distribution	2 822	13	7	10	2 852
Total	6 673	2 866	2 379	1 399	13 317

Evolution des provisions pour créances douteuses

(en millions d'euros)	Crédits à la clientèle finale	Crédits aux réseaux	Total
Solde à l'ouverture	194	43	237
Mouvements de l'exercice	(2)	1	(1)
Solde à la clôture	192	44	236

→ NOTE 24 - Autres prêts accordés à la clientèle par les activités de financement

Les échéances des prêts en cours au 31 décembre sont les suivantes :

(en millions d'euros)	2001	2000	1999
Moins d'un an	94	97	139
De un à cinq ans	133	89	138
Plus de cinq ans	15	19	32
Total	242	205	309

→ NOTE 25 - Actifs à court terme d'impôts sur les sociétés

a - Activités industrielles et commerciales

(en millions d'euros)	2001	2000	1999
Impôts courants : acomptes	492	161	119
Impôts différés	443	324	242
Total	935	485	361

b - Activités de financement

(en millions d'euros)	2001	2000	1999
Impôts courants : acomptes	13	-	-
Impôts différés	40	16	17
Total	53	16	17

→ NOTE 26 - Autres débiteurs

a) Activités industrielles et commerciales

(en millions d'euros)	2001	2000	1999
Etats et collectivités publiques hors impôts sur les sociétés	1 311	1 043	864
Véhicules sous clause de rachat	485	376	238
Débiteurs divers	789	788	692
Total	2 585	2 207	1 794

Comme indiqué dans la note 1-d, les ventes de véhicules neufs assorties d'une option de reprise à un prix convenu ne sont pas reconnues en chiffre d'affaires mais considérées comme des locations. Le prix de revient de fabrication de ces véhicules est inscrit dans ce poste.

b - Activités de financement

(en millions d'euros)	2001	2000	1999
Charges constatées d'avance	503	369	268
Autres débiteurs divers	239	181	244
Total	742	550	512

→ NOTE 27 - Titres de placement des activités industrielles et commerciales

(en millions d'euros)	2001	2000	1999
Titres affectés aux plans d'options accordés aux salariés			
- Actions Peugeot S.A.	57	18	9
- Actions Faurecia	7	7	6
Autres actions cotées	277	-	-
Autres titres de placement	672	1 221	1 015
Total	1 013	1 246	1 030

En 2001, les "Autres actions cotées" correspondent à des titres classés antérieurement en "placements à liquidité restreinte" (note 17).

→ NOTE 28 - Trésorerie

Celle-ci, telle que définie dans la note 1-s comprend :

a - Activités industrielles et commerciales

(en millions d'euros)	2001	2000	1999
Avances consenties aux sociétés mises en équivalence	83	56	43
Autres placements à moins de trois mois	4 550	2 540	2 528
Comptes courants bancaires et caisses	887	547	547
Total	5 520	3 143	3 118

b - Activités de financement

(en millions d'euros)	2001	2000	1999
Placements à moins de trois mois	1 406	-	-
Comptes courants des banques centrales	282	68	84
Autres comptes courants bancaires et caisses	458	183	147
Total	2 146	251	231

→ NOTE 29 - Capital, primes et réserves

a - Composition du capital

Le capital au 31 décembre 2001 est fixé à 259 109 146 euros, divisé en actions d'une valeur nominale de 1 euro chacune (note 29-c). Il est entièrement libéré. Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire. Conformément à l'article 38 des statuts, toutes les actions inscrites depuis quatre ans au moins au nom d'un même actionnaire bénéficient d'un droit de vote double.

b - Evolution du capital social

(en euros)	2001	2000	1999
A l'ouverture de l'exercice	278 223 630	272 946 048	267 397 253
Passage du capital à l'euro (note 29-d)	N/A	N/A	33 290 347
Annulation d'actions (note 29-e)	(23 450 000)	-	(27 900 000)
Levées d'options de souscription (note 29-f)	N/A	84 300	119 520
Conversions d'obligations	4 335 516	5 193 282	38 928
A la clôture de l'exercice	259 109 146	278 223 630	272 946 048

c - Division des actions en 2001

En application de la huitième résolution de l'Assemblée Générale délibérant comme Assemblée Extraordinaire du 16 mai 2001, chaque action ancienne de 6 euros a été échangée le 2 juillet 2001 contre 6 actions nouvelles de 1 euro.

d - Augmentation de capital de 1999 liée au passage à l'euro

En application des onzième et douzième résolutions de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 2 juin 1999 après conversion du capital social en euro, la valeur nominale des actions avait été arrondie à 6 euros. Cette augmentation du capital social, prélevée sur les réserves, s'est élevée à 33 millions d'euros.

e - Réductions de capital

Dans le cadre de l'autorisation donnée par l'Assemblée délibérant comme Assemblée Générale Extraordinaire du 16 mai 2001 dans sa neuvième résolution, le groupe a annulé le 23 novembre 2001, 23 450 000 actions nouvelles de 1 euro. La différence entre le coût d'acquisition et la valeur nominale des titres a été imputée sur les primes pour 381 millions d'euros (note 29-h) et sur les réserves pour 510 millions d'euros.

Dans le cadre de l'autorisation donnée par l'Assemblée délibérant comme Assemblée Générale Extraordinaire du 2 juin 1999 dans sa quatorzième résolution, le groupe a annulé le 2 novembre 1999, 4 650 000 actions anciennes de 6 euros. La différence entre le coût d'acquisition et la valeur nominale des titres a été imputée sur les primes pour 676 millions d'euros (note 29-h).

f - Options de souscription et d'achat d'actions par certains salariés

1) Options de souscription

Le Directoire de Peugeot S.A. a consenti en 1995, au profit de certains membres du personnel salarié, et de certains dirigeants et mandataires sociaux de la société et de ses filiales, des options donnant droit à la souscription d'actions de 6 euros au prix unitaire de 94,9 euros. Les levées d'options signalées en note 29-b correspondent à ce plan qui a pris fin le 5 avril 2000.

2) Options d'achat

Le Directoire de Peugeot S.A. a consenti, en 1999, 2000 et 2001, au profit de ces mêmes catégories de personnes, des plans d'achat d'actions à prix unitaire convenu. Compte tenu de la division du nominal des actions en 2001 (note 29-c), les caractéristiques actuelles de ces plans sont les suivantes :

<i>(en euros)</i>	Autorisations		Réalizations	
		2001	2000	1999
Détentions à l'ouverture		16 044 378	8 332 152	
Achats d'actions				
AGO du 3 juin 1998	30 000 000	N/A	N/A	9 013 938
AGO du 2 juin 1999	30 000 000	N/A	2 775 786	27 224 214
AGO du 24 mai 2000	29 400 000	1 249 068	5 026 440	N/A
AGO du 16 mai 2001	10 % du capital	9 625 441	N/A	N/A
Annulations d'actions (note 29-e)				
AGE du 2 juin 1999	30 000 000	-	-	(27 900 000)
AGE du 16 mai 2001	10 % du capital	(23 450 000)	N/A	
Ventes d'actions				
Levées d'options d'achat		(24 600)	-	(6 000)
Autres		(450 000)	(90 000)	-
Détentions à la clôture		2 994 287	16 044 378	8 332 152
- Options d'achat (note 29-f)		1 940 100	1 166 100	456 900
- Auto-contrôle (note 29-j)		1 054 187	14 878 278	7 875 252

h - Primes

Les primes figurant au bilan consolidé représentent la différence entre la valeur nominale des actions émises et le montant des apports extérieurs au groupe reçus, en numéraire ou en nature, par Peugeot S.A. lors de l'émission des actions formant le capital

	Plan 2001	Plan 2000	Plan 1999
Date de décision du Directoire	20.11.2001	05.10.2000	31.03.1999
Date de maturité	20.11.2004	05.10.2002	31.03.2001
Date d'expiration	19.11.2008	04.10.2008	30.03.2007
Nombre de bénéficiaires	147	154	97
Prix d'exercice en euros	46,86	35,46	20,83
Nombre d'options accordées	798 600	709 200	462 900

Pour l'ensemble de ces plans, l'évolution du nombre d'options (actions de 1 euro) en cours de validité est la suivante :

<i>(en nombre d'options)</i>	2001	2000	1999
Total à l'ouverture de l'exercice	1 166 100	456 900	
Options attribuées	798 600	709 200	462 900
Options levées	(24 600)		(6 000)
Total à la clôture de l'exercice	1 940 100	1 166 100	456 900
Dont Plan 1999	432 300	456 900	456 900
Plan 2000	709 200	709 200	
Plan 2001	798 600		

g - Programmes de rachat d'actions

Dans le cadre des autorisations données par les Assemblées Générales Ordinaires, des actions de la société Peugeot S.A. ont été rachetées par le groupe. La part du capital social détenu a évolué de la façon suivante :

sous déduction, d'une part des réductions décidées par les actionnaires pour apurer les pertes sociales des exercices antérieurs, d'autre part des écarts entre coût d'acquisition et valeur nominale des actions annulées.

i - Réserves et résultats nets consolidés

Les différents éléments constituant les réserves consolidées, qui comprennent le résultat de l'exercice, sont les suivants :

(en millions d'euros)	2001	2000	1999
Réserve légale de Peugeot S.A.	28	27	27
Autres réserves sociales de Peugeot S.A.	3 825	3 180	2 966
Autres réserves et résultats consolidés	6 626	6 308	5 390
Total	10 479	9 515	8 383

Au 31 décembre, les autres réserves sociales de Peugeot S.A. comprennent :

(en millions d'euros)	2001	2000	1999
Réserves distribuables			
- libre d'impôt sur les sociétés	1 513	700	154
- après déduction d'un complément d'impôt	961	885	767
- après versement du précompte	1 351	1 595	2 045
	3 825	3 180	2 966
Impôt dû sur distribution hors précompte	210	205	192

j - Titres d'autocontrôle

Ce poste enregistre à compter du 31 décembre 1999 le coût d'acquisition de tous les titres de Peugeot S.A. rachetés, hors ceux qui ont été annulés et ceux qui ont été affectés au plan d'options attribués aux salariés et mandataires sociaux et classés dans le poste "Titres de placement" (note 27).

k - Ecart de conversion

Les écarts de conversion inscrits dans les capitaux propres - part du groupe tels que définis dans la note 1-b se répartissent comme suit au 31 décembre :

(en millions d'euros)	2001	2000	1999
Filiales étrangères de la zone euro	(249)	(249)	(250)
Filiales étrangères hors zone euro	(156)	48	27
Total	(405)	(201)	(223)

En 2001, dans le montant hors zone euro, l'effet de la dévaluation de la devise argentine (note 1-b) intervient pour (205) millions d'euros, les autres effets pour 49 millions d'euros.

→ NOTE 30 - Intérêts minoritaires

La variation du poste intérêts minoritaires s'analyse comme suit :

a - Activités industrielles et commerciales

(en millions d'euros)	2001	2000	1999
A l'ouverture de l'exercice	579	585	493
Part du résultat des filiales	(26)	(4)	29
Dividendes versés aux minoritaires	(13)	(12)	(11)
Souscriptions des minoritaires aux augmentations de capital des filiales	4	2	15
Changements de structure et autres mouvements	146	4	76
Mouvements des écarts de conversion	(1)	4	(17)
Total à la clôture	689	579	585

b - Activités de financement

(en millions d'euros)	2001	2000	1999
A l'ouverture de l'exercice	79	64	42
Part du résultat des filiales	16	15	16
Dividendes versés aux minoritaires	-	-	(26)
Souscriptions des minoritaires aux augmentations de capital des filiales	9	-	26
Changements de structure et autres mouvements	-	1	-
Mouvements des écarts de conversion	(1)	(1)	6
Total à la clôture	103	79	64

→ NOTE 31 - Titres subordonnés à durée indéterminée

Ce poste comprenait jusqu'en 1999 des titres émis le 31 juillet 1992 par Banque PSA Finance pour un montant de 183 millions d'euros. Ces titres ont été remboursés en 2000.

→ NOTE 32 - Provisions à long terme

a - Activités industrielles et commerciales

1) Détail des provisions à long terme

(en millions d'euros)	2001	2000	1999
Provisions pour charges opérationnelles à plus d'un an			
Retraites et assimilées (note 47)	238	228	219
Autres	686	650	632
	924	878	851
Autres provisions à long terme			
Départs anticipés de certains salariés (note 46)	323	349	380
Risque de non conversion de l'emprunt obligataire	-	27	118
Restructuration	63	13	49
Autres	84	55	61
	470	444	608
Total	1 394	1 322	1 459

Les autres provisions pour charges opérationnelles à plus d'un an couvrent principalement des charges de garantie, des avantages acquis par le personnel, des pertes à terminaison et des pertes sur litiges.

En 2001, ce même poste enregistre une provision concernant l'activité automobile du groupe en Argentine pour 50 millions d'euros.

2) Evolution des provisions à long terme

(en millions d'euros)	2001	2000	1999
A l'ouverture de l'exercice	1 322	1 459	1 118
Augmentation	930	420	679
Diminution	(957)	(610)	(448)
Ecart de conversion	(22)	23	117
Variation de périmètre	121	30	(7)
Total à la clôture	1 394	1 322	1 459

b - Activités de financement

Les provisions à long terme des activités de financement comprennent :

(en millions d'euros)	2001	2000	1999
Provisions pour charges opérationnelles à plus d'un an			
Retraites et assimilées (note 47)	6	6	6
Autres	28	25	25
	34	31	31
Autres provisions à long terme			
Autres	11	0	0
Total	45	31	31

→ NOTE 33 - Autres passifs à long terme des activités industrielles et commerciales

Ce poste comprend :

(en millions d'euros)	2001	2000	1999
Subventions d'équipement nettes	45	47	42
Autres passifs	24	23	26
Total	69	70	68

→ NOTE 34 - Emprunt obligataire convertible

La société Peugeot S.A. a émis en mars 1994 un emprunt obligataire convertible à tout moment à raison d'une action pour une obligation. Cet emprunt convertible d'un montant initial de 604 millions d'euros était représenté par quatre millions d'obligations d'une valeur unitaire de souscription de 150,92 euros.

En 2001

Cet emprunt est arrivé à échéance le 1^{er} janvier. Sur les 747 329 obligations en cours au 31 décembre 2000, 722 586 obligations ont été converties en actions et 24 743 obligations ont été remboursées.

La provision pour risque de non conversion, constituée sur la durée de l'emprunt pour couvrir la charge correspondant à la prime de remboursement de 35,7 euros par obligation, a été reprise à hauteur de 26 millions d'euros pour les obligations converties et de 1 million d'euros pour les obligations remboursées.

En 2000

Au cours de l'exercice 2000, 865 547 obligations avaient fait l'objet d'une conversion.

En accord avec la clause d'amortissement anticipé attachée à cet emprunt le groupe avait racheté dans le courant de l'exercice 2 380 632 de ces obligations qui ont été annulées. Une perte exceptionnelle de 196 millions d'euros a été dégagée sur cette opération. La provision pour risque de non conversion, avait été reprise à hauteur de 26 millions d'euros pour les obligations converties et de 71 millions d'euros pour les obligations annulées.

→ NOTE 35 - Autres emprunts à long terme des activités industrielles et commerciales

a - Emission d'un emprunt obligataire en 2001

Le groupe a, le 6 septembre 2001, procédé par l'intermédiaire de sa filiale GIE PSA Trésorerie, à une émission obligataire syndiquée de 1 500 millions d'euros à taux fixe de 5,875 %. Cet emprunt obligataire garanti par Peugeot S.A. viendra à échéance le 27 septembre 2011.

b - Echéances des emprunts à long terme

Les échéances des emprunts à long terme hors emprunt convertible (note 34), sont les suivantes :

2001

(en millions d'euros)	Emprunts obligataires	Autres Emprunts	Total
2003	-	501	501
2004	-	273	273
2005	-	125	125
2006	-	720	720
Années ultérieures	1 557	459	2 016
	1 557	2 078	3 635
Partie à moins d'un an	-	299	299
	1 557	2 377	3 934

2000

(en millions d'euros)	Emprunts obligataires	Autres Emprunts	Total
2002	-	367	367
2003	-	315	315
2004	-	146	146
2005	-	524	524
Années ultérieures	69	556	625
	69	1 908	1 977
Partie à moins d'un an	-	408	408
	69	2 316	2 385

1999

(en millions d'euros)	Emprunts obligataires	Autres Emprunts	Total
2001	-	416	416
2002	-	137	137
2003	-	388	388
2004	-	266	266
Années ultérieures	68	775	843
	68	1 982	2 050
Partie à moins d'un an	305	261	566
	373	2 243	2 616

c - Devises de remboursement

La part à long terme des emprunts hors emprunt convertible s'analyse comme suit par devise de remboursement :

(en millions d'euros)	2001	2000	1999
Euros	2 830	1 399	1 506
Livres sterling	421	228	117
Dollars U.S	7	-	201
Francs suisses	152	152	152
Reals brésiliens	206	168	62
Autres	19	30	12
	3 635	1 977	2 050

d - Taux moyen d'intérêt

Au 31 décembre, avant prise en compte des instruments financiers dérivés, le taux moyen pondéré des intérêts sur les emprunts à long terme ressort à :

(en %)	2001	2000	1999
	5,31	5,35	4,13

e - Dettes sur locations capitalisées

La valeur actualisée des loyers futurs incluse en autres emprunts, et concernant des immobilisations en location comptabilisées comme des acquisitions, est la suivante par échéance :

(en millions d'euros)	2001	2000	1999
2000	-	-	36
2001	-	31	35
2002	33	31	27
2003	32	30	-
2004	30	29	27
Années ultérieures	184	178	186
	279	299	311
Moins frais financiers inclus	(37)	(42)	(32)
Valeur actualisée des loyers futurs	242	257	279

→ NOTE 36 - Autres financements à court terme et découverts bancaires des activités industrielles et commerciales

a - Détail du poste

(en millions d'euros)	2001	2000	1999
Créances négociables (note 36-b)	933	533	194
Crédits à court terme	499	593	688
Banques créditrices	2 488	1 798	1 588
Total	3 920	2 924	2 470

b) Créances négociables

(en millions d'euros)	Monnaie d'émission	2001	2000	1999
Billets de Trésorerie				
- Faurecia	EUR	718	319	-
Papier Commercial				
- Peugeot Commercial Paper GmbH	EUR	195	195	178
- Citroën Polska	PLN	14	14	11
- Peugeot Polska	PLN	6	5	5
Total		933	533	194

→ NOTE 37 - Emprunts des activités de financement

a - Échéances des emprunts à long terme**2001**

(en millions d'euros)	Emprunts obligataires	Autres dettes constituées par un titre	Autres emprunts	Total
2003	-	1 771	215	1 986
2004	-	416	980	1 396
2005	-	577	85	662
2006	91	710	404	1 205
Années ultérieures		34	90	124
	91	3 508	1 774	5 373
Partie à moins d'un an	-	7 037	3 733	10 770
	91	10 545	5 507	16 143

2000

(en millions d'euros)	Emprunts obligataires	Autres dettes constituées par un titre	Autres emprunts	Total
2002	-	1 093	433	1 526
2003	-	230	107	337
2004	-	78	18	96
2005	-	321	89	410
Années ultérieures	91	102	90	283
	91	1 824	737	2 652
Partie à moins d'un an	134	5 452	3 347	8 933
	225	7 276	4 084	11 585

1999

(en millions d'euros)	Emprunts obligataires	Autres dettes constituées par un titre	Autres emprunts	Total
2001	131	983	620	1 734
2002	-	151	364	515
2003	-	16	56	72
2004	-	94	4	98
Années ultérieures	128	111	75	314
	259	1 355	1 119	2 733
Partie à moins d'un an	76	4 443	2 149	6 668
	335	5 798	3 268	9 401

b - Devises de remboursement

La part à plus d'un an des emprunts s'analyse comme suit par devise de remboursement :

(en millions d'euros)	2001	2000	1999
Euros	3 774	1 853	2 530
Livres sterling	1 173	266	154
Dollars U.S	261	247	10
Yen	30	154	15
Autres	135	132	24
	5 373	2 652	2 733

c - Détail de la part à plus d'un an des emprunts obligataires non convertibles

(en millions d'euros)	2001	2000	1999
Banque PSA Finance (emprunt 1998 à 0,57 % indexé sur l'indice CAC40)	91	91	119
Crédipar (emprunt 1991 à 9,65 %)	-	-	140
	91	91	259

d - Détail des autres dettes constituées par un titre**1) Part à plus d'un an**

(en millions d'euros)	Monnaie d'émission	2001	2000	1999
BMTN à plus d'un an				
- Peugeot Finance International	EUR	1	1	1
- Crédipar	EUR	124	309	506
- Banque PSA Finance	EUR	496	205	43
EMTN à plus d'un an				
- Peugeot Finance International	USD	34	32	10
	EUR	32	41	213
	GBP	-	6	87
	JPY	-	69	15
- Banque PSA Finance	USD	227	215	10
	EUR	2 165	650	470
	CZK	94	29	-
	JPY	30	85	-
	PLN	-	32	-
	GBP	197	-	-
	HKD	14	-	-
Titres subordonnés remboursables				
- Banque PSA Finance		94	150	-
Total		3 508	1 824	1 355

2) Part à moins d'un an

<i>(en millions d'euros)</i>	Monnaie d'émission	2001	2000	1999
Billets de trésorerie				
- Sofira	EUR	1 349	1 087	891
Papier Commercial				
- Peugeot Commercial Paper	EUR	30	-	-
- Peugeot Finance International	EUR	162	210	73
Bills of Exchange				
- PSA Wholesale Ltd	GBP	202	96	402
- PSA Finance PLC	GBP	-	819	584
BMTN à moins d'un an				
- Peugeot Finance International	EUR	-	-	59
- Crédipar	EUR	173	336	480
- Banque PSA Finance	EUR	105	23	-
EMTN à moins d'un an				
- Peugeot Finance International	EUR	10	279	108
	USD	-	-	159
	JPY	303	441	306
	CZK	-	-	28
	GBP	7	80	18
	ITL	15	-	8
- Banque PSA Finance	EUR	928	447	130
	USD	-	32	-
	GBP	82	32	-
	JPY	1 858	56	-
	PLN	36	10	-
Certificats de dépôts				
- Crédipar	EUR	-	122	1 186
- Banque PSA Finance	EUR	1 776	1 378	-
Bons de caisses				
- Banque PSA Finance	CHF	1	4	11
Total		7 037	5 452	4 443

→ NOTE 38 - Passifs à court terme d'impôts sur les sociétés**a - Activités industrielles et commerciales**

<i>(en millions d'euros)</i>	2001	2000	1999
Impôts courants dus	796	588	155
Impôts différés sur distribution intra-groupe prévue	6	9	-
Autres impôts différés	6	28	30
Total	808	625	185

b) Activités de financement

<i>(en millions d'euros)</i>	2001	2000	1999
Impôts courants dus	59	-	-
Impôts différés sur distribution intra-groupe prévue	-	2	-
Autres impôts différés	47	41	49
Total	106	43	49

→ NOTE 39 - Autres créanciers**a - Activités industrielles et commerciales**

<i>(en millions d'euros)</i>	2001	2000	1999
Etats et collectivités publiques hors impôts sur les sociétés	1 005	691	499
Départs anticipés de certains salariés	62	40	51
Personnel	897	762	649
Fournisseurs d'immobilisations	496	443	474
Véhicules sous clause de rachat	661	503	350
Clients créditeurs	460	268	188
Créditeurs divers	2 232	2 030	2 178
Total	5 813	4 737	4 389

Comme indiqué dans la note 1-d, les ventes de véhicules neufs assorties d'une option d'achat ne sont pas reconnues en chiffre d'affaires mais considérées comme des locations. Le prix de vente des véhicules neufs déduction faite des loyers courus est inscrit au bilan au poste autres créanciers.

Le poste "Créditeurs divers" contient principalement la garantie sur les produits vendus, les dettes envers les organismes sociaux, des produits constatés d'avance sur contrats de service à la clientèle et des charges à payer sur incitations aux ventes.

b - Activités de financement

(en millions d'euros)	2001	2000	1999
Produits constatés d'avance	496	306	225
Créditeurs divers	504	361	360
Total	1 000	667	585

→ NOTE 40 - Variation des actifs et passifs d'exploitation

a - Activités industrielles et commerciales

1) Détail des flux liés à l'exploitation

(en millions d'euros)	2001	2000	1999
(Augmentation) Diminution des valeurs d'exploitation	(802)	(1 006)	54
Augmentation des clients	(103)	(648)	(133)
Augmentation des fournisseurs	177	1 339	1 067
Variation des impôts	(173)	(73)	(8)
Autres variations	505	280	365
Augmentation des créances nettes sur les activités de financement	(26)	(130)	9
	(422)	(238)	1 354

2) Détail de la variation des postes de bilan

2001

(en millions d'euros)	Ouverture	Flux d'exploitation	Changement de périmètre	Ecart de conversion	Clôture
Valeurs d'exploitation	(5 171)	(802)	(300)	55	(6 218)
Clients	(3 286)	(103)	(488)	22	(3 855)
Fournisseurs	8 503	177	510	(17)	9 173
Impôts	140	(173)	(98)	4	(127)
Autres	2 508	505	147	68	3 228
Créances nettes sur les activités de financement	(194)	(26)			(220)
	2 500	(422)	(229)	132	1 981

b - Activités de financement

Le détail des flux lié à l'exploitation est le suivant :

(en millions d'euros)	2001	2000	1999
Augmentation des créances de financement des ventes	(1 483)	(1 469)	(1 476)
Augmentation des dettes financières	4 249	1 103	1 484
Variation des impôts	(6)	(5)	(7)
Autres variations	82	59	(33)
Diminution des dettes nettes vis à vis des activités industrielles et commerciales	(1 182)	(575)	(312)
	1 660	(887)	(344)

→ NOTE 41 - Changements de périmètre et autres

En 2001, sur un total de 126 millions d'euros, ce poste enregistre en particulier, un montant de 112 millions d'euros, correspondant à l'apport de trésorerie du groupe Sommer Allibert.

→ NOTE 42 - Variation des autres actifs et passifs financiers

(en millions d'euros)	2001	2000	1999
Augmentation des emprunts	1 868	495	594
Remboursement des emprunts et conversions d'obligations	(745)	(922)	(173)
(Augmentation) Diminution des prêts et créances long terme	100	257	(387)
(Augmentation) Diminution des placements à court terme	510	(164)	(176)
Augmentation des financements à court terme	931	1 096	1 105
Diminution du financement net de l'activité de financement par les activités industrielles et commerciales	1 208	706	303
	3 872	1 468	1 266

→ NOTE 43 - Position financière nette des activités industrielles et commerciales

(en millions d'euros)	2001	2000	1999
Position hors groupe			
Trésorerie	5 520	3 143	3 118
Placements à court terme	1 013	1 246	1 030
Financements à court terme et découverts bancaires	(3 920)	(2 924)	(2 470)
Emprunts à long terme - partie à moins d'un an	(299)	(521)	(566)
Prêts à moins d'un an	260	207	186
Emprunts à long terme	(3 635)	(1 977)	(2 653)
Prêts et créances à long terme	624	1 110	1 172
	(437)	284	(183)
Position vis-à-vis des sociétés de financement			
Actifs financiers à court terme	123	1 077	1 707
Prêts à plus d'un an	-	339	575
Dettes financières à court terme	(197)	(293)	(442)
	(74)	1 123	1 840
Total	(511)	1 407	1 657

Le détail de la position financière nette des activités industrielles et commerciales prend la place de la position financière nette groupe, précédemment publiée, qui incluait en particulier, les montants des créances de financement et les dettes financières des activités de financement ; ces montants sont dorénavant inscrits dans les postes d'exploitation des activités de financement.

→ NOTE 44 - Lignes de crédit

Le groupe PSA PEUGEOT CITROËN bénéficie, dans le cadre des lignes de crédits renouvelables dont les échéances s'échelonnent jusqu'en 2006, de possibilités d'emprunt dans les limites suivantes :

(en millions d'euros)	2001	2000	1999
Lignes de crédits confirmées	9 405	8 349	5 209

Le groupe utilise ces possibilités à hauteur de :

(en millions d'euros)	2001	2000	1999
Utilisations	1 656	670	926

→ NOTE 45 - Rentabilité des capitaux employés

a - Capitaux employés

Les capitaux employés correspondent aux moyens que l'entreprise met en œuvre pour ses activités opérationnelles. Leur définition diffère entre les activités industrielles et commerciales et les activités de financement.

Activités industrielles et commerciales

Les capitaux employés comprennent les actifs immobilisés et provisions affectés à l'exploitation et les besoins en fonds de roulement.

Les immobilisations affectées à l'exploitation comprennent :

- les écarts d'acquisition nets, avant effet des amortissements exceptionnels ;
- les immobilisations corporelles et incorporelles nettes ;
- les titres de participation ;
- les autres valeurs immobilisées.

Les besoins en fonds de roulement comprennent :

- les valeurs d'exploitation ;
- les comptes clients ;
- les créances sur les concessionnaires hors groupe, cédées aux sociétés du groupe Banque PSA Finance, dont le coût de financement est pris en charge par la division automobile ;
- les autres débiteurs ;
- les comptes fournisseurs ;
- les autres créanciers, hors les créances relatives au départ anticipé de certains salariés.

Par ailleurs, sont incluses dans les capitaux employés, les provisions à caractère opérationnel, définies comme celles dont la dotation a affecté la marge opérationnelle, ainsi que les provisions pour restructuration.

En ce qui concerne les sociétés mises en équivalence, qui correspondent à des entreprises faisant partie intégrante du dispositif opérationnel du groupe, les capitaux employés correspondent à la quote-part du groupe dans les capitaux employés de ces entreprises.

Activités de financement

Les capitaux employés correspondent à la situation nette consolidée de Banque PSA Finance qui regroupe l'ensemble des entités qui concourent à cette activité. Toutefois, au niveau du groupe dans son ensemble, du fait de la prise en compte, dans les capitaux employés des activités industrielles et commerciales, des créances cédées par les sociétés de la division automobile à Banque PSA Finance, les capitaux employés retenus excluent la quote part de la situation nette de Banque PSA Finance égale à la part dans l'encours de crédit de Banque PSA Finance de ces créances.

Les capitaux employés s'établissent en conséquence comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	2001	2000	1999
Activités industrielles et commerciales			
Ecarts d'acquisition			
- Valeur nette	2 225	1 054	1 215
- Annulation des amortissements exceptionnels	19	127	-
Immobilisations incorporelles	183	136	105
Immobilisations corporelles	11 461	10 359	9 454
Titres de participation	238	254	128
Autres valeurs immobilisées	204	179	231
Valeurs d'exploitation	6 218	5 171	4 100
Clients	3 855	3 286	2 642
Créances sur les concessionnaires hors groupe, cédées aux sociétés de financement, dont le coût de financement est pris en charge par la division Automobile	2 425	2 315	1 821
Autres débiteurs	2 585	2 207	1 794
Provisions pour charges opérationnelles	(924)	(878)	(851)
Subventions d'équipements	(45)	(47)	(42)
Fournisseurs	(9 173)	(8 503)	(7 117)
Autres créanciers hors coût de départ anticipé de certains salariés	(5 751)	(4 697)	(4 338)
Quote-part du groupe dans les capitaux employés par les sociétés mises en équivalence	1 026	995	987
Provision pour restructuration	(63)	(13)	(49)
Activités de financement			
Quote-part de fonds propres de Banque PSA Finance	1 171	1 043	863
Total	15 654	12 988	10 943

b - Résultat économique

Le résultat économique retenu pour calculer la rentabilité des capitaux employés est la marge opérationnelle ajustée des autres éléments de résultat correspondant à la définition retenue pour les capitaux employés, c'est à dire les coûts de financement des créances sur les concessionnaires hors groupe cédées aux sociétés du groupe Banque PSA Finance et pris en charge par la division automobile, les différences de change, les frais de rationalisation, les amortissements d'écarts d'acquisition (hors effet des amortissements exceptionnels), la quote-part du résultat brut (hors départs anticipés de certains salariés) des sociétés en équivalence et les revenus des titres de participation.

Le résultat économique s'établit en conséquence comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	2001	2000	1999
Marge opérationnelle des activités industrielles et commerciales	2 404	1 857	1 432
Marge opérationnelle des activités de financement	248	264	242
Marge opérationnelle du groupe	2 652	2 121	1 674
Coûts de financement des créances sur les concessionnaires hors groupe	190	142	140
Différence de change	(24)	(6)	(37)
Frais de rationalisation	(120)	(43)	(56)
Amortissements des écarts d'acquisition			
- Amortissements de l'exercice	(140)	(199)	(60)
- Annulation de l'effet des amortissements exceptionnels (note 14-a)	19	127	-
Quote-part du résultat brut des sociétés en équivalence (note 18-c)	2	22	50
Revenus des titres de participation	5	5	9
Total	2 584	2 169	1 720

c - Rentabilité des capitaux employés

La rentabilité instantanée des capitaux employés (avant impôts), rapport du résultat économique au total des capitaux employés à la clôture de l'exercice s'établit en conséquence comme suit :

<i>(en %)</i>	2001	2000	1999
	16,5	16,7	15,7

→ NOTE 46 - Départs anticipés de certains salariés

a - Accords groupe

Dans le cadre du décret 2000-105 du 9 février 2000 qui prévoit des mesures d'accompagnement de l'Etat pour la cessation d'activité de certains travailleurs salariés, des accords d'entreprise ont été signés par le groupe.

1) Division automobile

L'accord d'entreprise du 4 mars 1999, confirmé par l'accord de branche signé le 26 juillet 1999 par l'UIMM (Union des Industries Métallurgiques et Minières) et la majorité des organisations syndicales représentant les salariés, a prévu un plan de départs anticipés des salariés âgés en France.

2) Division équipement automobile

En mars 2001, sur la base de l'accord précité et à l'issue de nouvelles négociations entre l'UIMM et les organisations syndicales, une liste complémentaire d'entreprises de la métallurgie, éligibles à ce dispositif a été arrêtée. Cette liste intègre le groupe Faurecia.

b - Dette estimée

1) Mode d'évaluation

La dette globale estimée incombant au groupe a été calculée sur la base des sommes à verser aux intéressés sous déduction des participations de l'Etat. Elle a été actualisée pour la division Automobile au taux de 4,1 % et intègre une hypothèse d'inflation de 1,75%. Elle est comptabilisée au bilan au poste "Autres créanciers" pour la partie concernant les paiements à moins d'un an et en "Provisions à long terme" pour les paiements postérieurs.

2) Evolution

<i>(en millions d'euros)</i>	Autres Créanciers	Provisions Long Terme
Au 31 décembre 2000	40	349
Reprises liées aux utilisations de l'année	(35)	-
Révision de l'effectif concerné	-	(26)
Nouveau plan (note 46-a-2)	-	22
Ajustement de l'actualisation	(5)	40
Transfert de plus à moins d'un an	62	(62)
Au 31 décembre 2001	62	323

La charge de 31 millions d'euros comptabilisée au compte de résultats correspond à une charge réelle de 35 millions comptabilisée durant l'exercice diminuée de la variation des poste ci-dessus pour 4 millions d'euros. La charge réelle correspond aux sommes versées au fonds Unedic qui doit servir les allocations aux bénéficiaires, diminuées de celles reçues de l'Etat au titre des mesures d'accompagnement.

c - Effectif concerné

A la clôture de l'exercice, 12 645 personnes sont concernées par ces accords dont 975 au titre du nouveau plan Faurecia.

→ NOTE 47 - Engagements de retraites complémentaires, indemnités de départ et engagements sociaux assimilés

a - Engagements de retraites et d'indemnités de départ

Les salariés du groupe bénéficient dans certains pays de compléments de retraites qui sont versés annuellement aux retraités ou d'indemnités de départ à la retraite qui sont versées en une fois au moment du départ à la retraite. Les principaux pays concernés sont la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne.

1) Engagements complémentaires

Les engagements sociaux sont évalués par des actuaires indépendants, suivant le modèle de la méthode définie par la norme américaine FAS 87. Ces évaluations sont effectuées tous les trois ans en règle générale, sauf lorsque des modifications d'hypothèses nécessitent des chiffrages à une fréquence plus rapprochée. Les dernières évaluations actuarielles ont été effectuées au 31 décembre 2001. Ces calculs intègrent :

- une hypothèse de date de la retraite fixée généralement à 60 ans pour les salariés français, portée au-delà de 60 ans pour ceux qui à cet âge n'ont pas atteint le nombre d'annuités de cotisations pour obtenir une retraite complète au titre du régime général de l'assurance vieillesse ;
- un taux d'actualisation financière ;
- un taux d'inflation.

Les taux utilisés au cours des trois derniers exercices sont les suivants :

(en %)	Taux d'actualisation			Taux d'inflation		
	2001	2000	1999	2001	2000	1999
France	5,75	6,00	5,75	1,75	2,00	1,75
Autres pays zone Euro	5,75	6,00	5-6	1,75	2,00	2,00
Grande-Bretagne	6,00	6,50	6,00	2,00	2,50	2,50

Les hypothèses de mortalité et de rotation du personnel tiennent compte des conditions économiques propres à chaque pays ou société du groupe.

2) Eléments différés

Ils incluent :

- d'une part, les écarts actuariels constatés lors des réestimations triennales des engagements ainsi que l'effet du changement de certaines hypothèses actuarielles, et l'écart constaté entre le rendement réel des fonds externes et le montant des produits financiers calculés sur la base des rendements estimés des placements à long terme. Ces écarts ne sont pas comptabilisés au bilan mais amortis sur la durée moyenne résiduelle de service des bénéficiaires ;
- d'autre part, des écarts de transition résultant de la constatation d'un écart lors de la mise en œuvre du FAS 87 et des attributions complémentaires de droits (coût des services passés) provenant de la modification de régimes avec effet rétroactif.

3) Fonds externes

Les fonds externes sont appelés à couvrir la totalité des engagements de retraite y compris la partie correspondant à l'écart de transition non encore comptabilisé. Au 31 décembre 2001, les cotisations versées par les sociétés du groupe dans des fonds externes se sont élevées à 60 millions d'euros, (76 millions d'euros en 2000 et 191 millions d'euros en 1999) et restent toujours inférieures au montant total des engagements des sociétés. Lorsque les fonds externes couvrent la partie des engagements affectée à l'écart de transition, ces excédents de fonds externes sont inscrits à l'actif en "Autres valeurs immobilisées".

4) Variation des engagements, des montants des fonds et des provisions

Au cours des trois derniers exercices les engagements, les montants des fonds et les provisions constituées dans les comptes consolidés ont varié comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	2001	2000	1999
Valeur actuelle des prestations pour services rendus			
Sociétés françaises	1 288	1 154	1 182
Sociétés étrangères	1 591	1 439	1 218
A	2 879	2 593	2 400
Couverture des engagements			
<i>Valeur vénale au 31 décembre des fonds constitués les années antérieures</i>			
Sociétés françaises	909	930	779
Sociétés étrangères	1 139	1 226	1 066
	2 048	2 156	1 845
<i>Montants versés dans des fonds externes au cours de l'exercice</i>			
Sociétés françaises	1	30	178
Sociétés étrangères	59	46	14
	60	76	192
<i>Total des fonds externes au 31 décembre</i>			
Sociétés françaises	910	960	957
Sociétés étrangères	1 198	1 272	1 080
B	2 108	2 232	2 037
Éléments différés			
<i>Ecarts actuariels</i>			
Sociétés françaises	405	298	331
Sociétés étrangères	310	16	15
<i>Coûts des services passés</i>			
Sociétés françaises	(81)	(106)	(113)
Sociétés étrangères	21	34	23
<i>Ecart de transition</i>			
Sociétés françaises	8	15	22
Sociétés étrangères	(25)	(34)	(44)
Total			
Sociétés françaises	332	207	240
Sociétés étrangères	306	16	(6)
C	638	223	234
Evolution des provisions sur excédents			
A l'ouverture de l'exercice	138	129	242
Variation du périmètre de consolidation	15	4	(8)
Dotations de l'exercice	90	85	91
Versements aux fonds externes	(60)	(76)	(191)
Autres mouvements	(50)	(4)	(5)
A la clôture de l'exercice	133	138	129
A-B-C			
Sociétés françaises	101	68	80
Sociétés étrangères	143	166	145
Total des provisions au 31 décembre	244	234	225
Dont activités industrielles et commerciales	238	228	219
activités de financement	6	6	6
Sociétés françaises	(55)	(81)	(96)
Sociétés étrangères	(56)	(15)	-
Excédents des fonds externes au 31 décembre	(111)	(96)	(96)
Dont activités industrielles et commerciales	(107)	(93)	95
activités de financement	(4)	(3)	(1)

5) Charges comptabilisées

L'ensemble des engagements étant fixé à chaque fin d'exercice dans les conditions indiquées ci-dessus, les charges comptabilisées au cours de l'exercice correspondent :

- aux droits supplémentaires acquis par les salariés au cours de cet exercice, les droits étant généralement dépendant de l'ancienneté acquise dans le groupe ;
- à la variation de l'actualisation des droits existants en début d'exercice, compte tenu de l'écoulement d'une année ;
- à l'amortissement des éléments différés.

Ces charges sont atténuées par le produit des fonds externes calculé sur la base du rendement normalisé de placements à long terme (8 % jusqu'en 1999, 7,5 % à partir de 2000), l'écart entre le rendement réel (soit (0,9 %) en 2001, 3,3 % en 2000, 8,3 % en 1999 pour les fonds français) et le rendement normalisé étant porté en écart actuariel.

Ces charges, qui font partie intégrante des charges de personnel du groupe sont ventilées pour chaque exercice comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	2001	2000	1999
Droits acquis par les salariés pendant l'exercice			
Sociétés françaises	(41)	(41)	(38)
Sociétés étrangères	(42)	(42)	(28)
	(83)	(83)	(66)
Actualisation des droits acquis			
Sociétés françaises	(71)	(69)	(75)
Sociétés étrangères	(90)	(70)	(60)
	(161)	(139)	(135)
Rendement des fonds			
Sociétés françaises	70	69	65
Sociétés étrangères	87	72	62
	157	141	127
Amortissement des éléments différés			
Sociétés françaises	(16)	(11)	(19)
Sociétés étrangères	13	7	2
	(3)	(4)	(17)
Total			
Sociétés françaises	(58)	(52)	(67)
Sociétés étrangères	(32)	(33)	(24)
	(90)	(85)	(91)
Dont activités industrielles et commerciales	(89)	(82)	(91)
activités de financement	(1)	(3)	-

b - Médailles du travail

Les filiales étrangères du groupe ont procédé pour la première fois en 2000 à l'évaluation des engagements liés aux primes versées aux salariés à l'occasion de la remise des médailles du travail, accordées sous réserve de certaines conditions d'ancienneté. Les filiales françaises avaient procédé pour la première fois aux mêmes évaluations en 1999. La valeur de ces engagements a été calculée en appliquant la méthode et les hypothèses utilisées pour les évaluations des Compléments de Retraite et Indemnités de Départ décrites dans le paragraphe a) ci dessus. Ces engagements, qui s'élèvent à 21 millions d'euros au 31 décembre 2001 (sociétés françaises 19 millions, sociétés étrangères 2 millions) et à 20 millions au 31 décembre 2000 sont entièrement provisionnés dans les comptes consolidés.

c - Frais médicaux

En complément des engagements de retraite décrits ci-dessus, AP Automotive Systems Inc., filiale américaine acquise au 31 décembre 1999 par Faurecia, a l'engagement de prendre en charge des frais médicaux concernant le personnel.

Cet engagement est entièrement provisionné et s'élève à la clôture à :

<i>(en millions d'euros)</i>	2001	2000	1999
	28	27	25

→ NOTE 48 - Gestion des risques de change et de taux d'intérêt

a - Principes généraux

1) Risque de change

Les sociétés industrielles et commerciales gèrent leurs positions de change sur les transactions en devises, avec pour objectif de couvrir les risques de fluctuation des parités monétaires qui concernent essentiellement la division automobile. Cette gestion consiste principalement pour la division automobile à souscrire, dès l'enregistrement des factures libellées en devises, des contrats à terme ferme, pour l'essentiel par l'intermédiaire de la filiale spécialisée PSA International S.A. (PSAI). Par ailleurs, PSAI a mis en place des couvertures pour des opérations futures en yens (note 48-c.3).

Dans le cadre de son activité propre, PSAI effectue dans des limites strictes, contrôlées en permanence, des transactions hors couverture sur des produits de change. Ces opérations, qui sont les seules de cette nature réalisées par les sociétés du groupe PSA PEUGEOT CITROËN ont des effets peu significatifs sur le résultat consolidé du groupe.

2) Risque de taux

Les excédents et besoins de trésorerie des activités industrielles et commerciales de la zone euro et depuis 2001 au Royaume-Uni, sont centralisés auprès du GIE PSA Trésorerie qui place les excédents nets sur les marchés financiers. Ces placements sont essentiellement des placements à court terme indexés sur des taux révisables ou variables. L'endettement brut des sociétés industrielles et commerciales correspond principalement à des ressources longues qui ont été à l'origine consenties pour partie à taux fixe, pour partie à taux révisable.

Le groupe gère, par l'intermédiaire du GIE PSA Trésorerie, les positions de taux d'intérêt de cet endettement afin d'adosser intégralement les positions de taux actives et passives, en utilisant en tant que de besoin des instruments dérivés (essentiellement des swaps). Les sociétés de financement, dont l'activité est la distribution de prêts généralement consentis à taux fixes aux réseaux commerciaux et aux clients de l'activité automobile du groupe, se

refinancent essentiellement avec des ressources indexées sur des taux révisables ou variables, quelle que soit leur maturité.

Banque PSA Finance (société centralisatrice pour les sociétés de financement de la zone Euro) et les sociétés de financement au Royaume-Uni (pour leur propre activité) assurent l'adéquation de la structure des taux actifs et passifs en mettant en place des swaps de couverture ou des achats d'option.

Tant pour les activités industrielles et commerciales que pour les activités de financement, un risque de taux résiduel est ponctuellement conservé pour profiter d'opportunités de marché. Ce risque, qui fait l'objet quotidiennement d'une mesure en terme de valeur à risque (VAR) n'a pas d'impact significatif en terme de résultat.

3) Risque de contrepartie sur instruments financiers

Le groupe minimise le risque de contrepartie par des procédures de contrôle interne limitant le choix des contreparties à des banques et établissements financiers de premier plan. Les limites sont fixées pour chacune des contreparties en fonction notamment de leur notation par les agences de rating. Le respect de ces limites est contrôlé quotidiennement par les organes en charge du contrôle interne. Le groupe n'est pas exposé à un risque lié à des concentrations significatives.

b - Règles comptables

- Les résultats dégagés par les positions de couverture sur transactions réalisées ou planifiées sont comptabilisés de manière symétrique à celle des résultats sur les éléments couverts.
- Les positions hors couverture sont évaluées à chaque clôture comptable à leur valeur de marché, et la différence d'évaluation est prise en résultat.

c - Activités industrielles et commerciales

Au 31 décembre, après élimination des opérations réciproques, les contrats à terme ferme de change en cours qui permettent de couvrir les transactions sur importations et exportations, et les instruments financiers souscrits dans le cadre de leur gestion des taux d'intérêts sur actifs et passifs financiers, portent sur les montants suivants :

1) Contrats de couverture d'opérations réalisées

<i>(en millions d'euros)</i>	2001	2000	1999
Risque de change			
Contrats sur transactions commerciales			
- Contrats de change à terme	1 121	1 290	1 098
- Options de change	230	190	147
	1 351	1 480	1 245
Contrats sur opérations financières			
- Contrats de change à terme	744	902	463
- Options de change	5	58	94
- Swaps de devises	531	678	624
	1 280	1 638	1 181
Risques de taux d'intérêts			
Contrats sur opérations financières			
- Swaps de taux d'intérêts	6 919	7 369	5 583
- Achats de Caps	1 855	1 229	329
- Collars	30	99	416
- FRA	-	-	-
	8 804	8 697	6 328

2) Echéances des contrats au 31 décembre 2001

<i>(en millions d'euros)</i>	Total	Inférieures à 1 an	1 à 5 ans	Supérieures à 5 ans
Risque de change				
Contrats sur transactions commerciales				
- Contrats de change à terme	1 121	1 121	-	-
- Options de change	230	230	-	-
	1 351	1 351	-	-
Contrats sur opérations financières				
- Contrats de change à terme	744	744	-	-
- Options de change	5	5	-	-
- Swaps de devises	531	7	343	181
	1 280	756	343	181
Risques de taux d'intérêts				
Contrats sur opérations financières				
- Swaps de taux d'intérêts	6 919	3 185	2 143	1 591
- Achats de Caps	1 855	1 550	305	-
- Collars	30	-	30	-
	8 804	4 735	2 478	1 591

3) Contrats de couverture d'opérations futures

Afin d'assurer un taux minimum de change pour ses ventes de véhicules au Japon, pendant trois ans, le groupe acquiert des options de vente de yens. A la clôture, les montants nominaux couverts sont les suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	2001	2000	1999
	453	431	328

4) Opérations hors couverture

Les opérations réalisées sur le marché des instruments financiers, en dehors des contrats de couverture, par PSA International, filiale financière du groupe spécialisée dans la gestion du risque

de change, sont en 2001 comme en 2000 et 1999, des contrats généralement constitués d'opérations bouclées, c'est-à-dire de contrats de change de sens inverse et de même montant, qui de ce fait, permettent de figer des marges, sans l'exposer à l'évolution future des taux de change. Au cours de l'exercice 2001, le résultat enregistré sur les opérations hors couverture de taux de change est un profit avant impôt de 5,5 millions d'euros (4 millions d'euros en 2000 et de 1 million d'euros en 1999).

d - Activités de financement

Au 31 décembre, après élimination des opérations réciproques, les contrats sur instruments financiers qui permettent d'adosser les taux et devises de la dette de refinancement à ceux des prêts consentis à la clientèle portent sur les montants suivants :

1) Contrats de couverture d'opérations réalisées

<i>(en millions d'euros)</i>	2001	2000	1999
Risque de change			
Contrats sur opérations financières	2 749	1 718	1 426
Contrats de change à terme	552	188	87
	3 301	1 906	1 513
Risques de taux d'intérêts			
Contrats sur opérations financières			
- Swaps de taux d'intérêts	17 547	11 317	6 734
- Achats de caps et collars	372	175	1 218
- Vente de floors	-	173	2
- FRA	-	20	97
- Swaptions	518	-	508
	18 437	11 685	8 559

2) Echéances des contrats au 31 décembre 2001

<i>(en millions d'euros)</i>	Total	Inférieures à 1 an	1 à 5 ans	Supérieures à 5 ans
Risque de change				
Contrats sur opérations financières	2 749	2 301	432	16
Contrats de change à terme	552	552	-	-
	3 301	2 853	432	16
Risques de taux d'intérêts				
Contrats sur opérations financières				
- Swaps de taux d'intérêts	17 547	8 948	8 297	302
- Achats de Caps et collars	372	166	206	-
- Vente de floors	-	-	-	-
- FRA	-	-	-	-
- Swaptions	518	318	200	-
	18 437	9 432	8 703	302

→ NOTE 49 - Evaluation des instruments financiers

Une évaluation de la juste valeur des instruments financiers du groupe est effectuée dans la mesure où les données des marchés financiers permettent une estimation pertinente de leur valeur vénale dans une optique non liquidatrice. Cette évaluation est faite sur le modèle de la méthode définie par la norme américaine FAS 107.

Les principales méthodes d'évaluation retenues sont les suivantes :

- les titres de participation, comme indiqué en note 1-n, représentent les intérêts du groupe dans le capital de sociétés non consolidées. La juste valeur de ce type d'instrument financier n'a pu être déterminée en l'absence de valeur de marché probante ;

- les titres de placement et les emprunts obligataires à taux fixe cotés sur des marchés organisés ont été évalués en retenant le dernier cours de bourse de l'exercice ;
- la juste valeur des prêts et emprunts à taux fixe à plus de trois mois d'échéance a été calculée par actualisation des flux futurs, en retenant les taux proposés sur les marchés à fin décembre. Les prêts et emprunts à taux fixe retournés à taux variable par des swaps de taux d'intérêts ont une valeur de marché très proche de leur valeur au bilan.
- pour les prêts et emprunts à taux variable, les disponibilités et les financements à court terme, la valeur bilantielle est considérée comme étant très proche de la juste valeur ;
- la juste valeur des créances de financement des ventes a été estimée en actualisant les flux futurs au taux auquel les prêts similaires ont été octroyés à fin décembre.

a - Instruments financiers de bilan

A la clôture des exercices, la valeur au bilan et la juste valeur des instruments financiers sont les suivantes :

<i>(en millions d'euros)</i>	2001		2000		1999	
	Valeur au bilan	Juste valeur	Valeur au bilan	Juste valeur	Valeur au bilan	Juste valeur
ACTIF						
Activités industrielles et commerciales						
Créances et titres de détention durable	624	730	1 110	1 688	1 172	1 717
Titres de participation	238	238	254	254	128	128
Prêts à court terme	260	260	207	207	186	186
Titres de placement court terme	1 013	1 496	1 246	1 246	1 030	1 030
Trésorerie	5 520	5 520	3 143	3 143	3 118	3 118
Activités de financement						
Titres d'investissement et prêts long terme	201	201	222	222	363	363
Créances de financement	15 740	15 861	14 155	14 201	12 182	12 212
Autres prêts accordés à la clientèle	242	242	205	205	309	309
Titres de placement court terme	71	71	31	31	99	99
Trésorerie	2 146	2 162	251	251	231	231
PASSIF						
Activités industrielles et commerciales						
Autres emprunts long terme	3 635	3 635	1 977	1 977	2 050	2 051
Emprunt obligataire convertible	0	0	113	113	0	0
Autres emprunts long terme part à court terme	299	299	408	408	566	566
Autres financements court terme et découverts bancaires	3 920	3 920	2 924	2 924	2 470	2 615
Activités de financement						
Emprunts	16 143	16 143	11 585	11 585	9 401	9 401
Autres financements	120	120	386	386	261	116

b - Instruments financiers hors bilan

Les positions sur instruments dérivés non adossés à un poste de bilan sont pour l'essentiel des options de ventes de yens dont les caractéristiques sont les suivantes :

<i>(en millions d'euros)</i>	2001	2000	1999
Montant nominal	453	431	328
Primes payées	12	13	9
Juste valeur	17	12	8

→ NOTE 50 - Engagements hors bilan

a - Opérations courantes

Le groupe est engagé à la clôture de l'exercice, pour les montants suivants :

(en millions d'euros)	2001	2000	1999
Commandes fermes pour l'acquisition d'actifs industriels	1 961	1 719	1 385
Engagements de location non résiliables	363	308	326
Engagements de souscription et de rachat de titres	-	-	183
	2 324	2 027	1 894
Engagements de financement en faveur de la clientèle des sociétés de financement	789	715	674
Avals, cautions et garanties donnés	245	114	511
Actifs nantis, gagés ou hypothéqués	684	665	702

Le groupe estime qu'aucune perte significative additionnelle par rapport aux évaluations prises en compte dans les états financiers ne résultera de l'ensemble des engagements ci-dessus.

b - Risques liés aux contrôles fiscaux

Les sociétés du groupe font l'objet périodiquement de contrôles fiscaux, tant en France que dans les pays où elles sont implantées. Les provisions nécessaires sont constituées pour les dettes d'impôts estimées qui pourraient en résulter. Les redressements fiscaux prononcés par les administrations fiscales des pays appartenant à l'Union Européenne portent principalement sur la contestation des prix de transfert. Le groupe considère qu'à l'issue des procédures amiables, prévues par les conventions internationales pour éviter la double imposition, il ne devrait pas avoir à supporter de charge d'impôt consécutive aux litiges concernant les prix de transfert.

c - Véhicules hors d'usage

La directive 2000/53/CE du Parlement Européen et du Conseil du 18 septembre 2000 relative aux véhicules hors d'usage prévoit en particulier que :

“Les Etats membres prennent les mesures nécessaires pour que la remise du véhicule à une installation de traitement autorisée, (...), s'effectue sans aucun frais pour le dernier détenteur (...).

Les Etats membres prennent les mesures nécessaires pour que les producteurs prennent à leur compte tout ou partie significative des coûts de la mise en place de cette mesure et/ ou la reprise gratuite des véhicules (...);

- à partir du premier juillet 2002 pour les véhicules mis sur le marché à partir de cette date ;

- à partir du premier janvier 2007 pour les véhicules mis sur le marché avant le premier juillet 2002.”

Au 31 décembre 2001, aucune transposition dans les législations nationales n'est intervenue, à l'exception de la Suède pour laquelle les effets pour le groupe ne sont pas significatifs.

Pour la France, les estimations actuelles confirment qu'aucun coût résiduel significatif ne restera à la charge des constructeurs après interventions des différents opérateurs économiques, réutilisation d'une partie des composants et valorisation des déchets.

Pour l'ensemble des autres pays, il n'est pas encore possible de déterminer ces coûts avec certitude.

→ NOTE 51 - Résultat net par action

a - Le résultat net par action est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation dans le courant de l'exercice.

Le nombre moyen d'actions en circulation est calculé sur la base des différentes évolutions du capital social corrigées des détenions par le groupe d'actions propres autres que celles inscrites en “Titres de placement” (note 29-b).

Compte tenu de la division par 6 au 1^{er} juillet 2001 du nominal des actions, les calculs sont donnés pour les années 2000 et 1999 sur la base d'un nombre théorique d'actions de 1 euro.

b - Il est par ailleurs donné après effets de la conversion éventuelle de toutes les obligations convertibles et de la levée complète des options de souscription définies dans la note 29-f. Ces effets sont les suivants :

1) Effet sur le nombre moyen d'actions des conversions et levées d'options

	2001	2000 proforma	1999 proforma
Nombre moyen d'actions de 1 euro en circulation	263 357 148	261 283 962	284 425 614
Nombre moyen d'obligations 1994 susceptibles d'être converties	1 122 305	11 780 178	23 986 416
Effet dilutif moyen des options de souscription suivant la méthode du “Rachat d'actions”	N/A	22 212	97 962
Nombre moyen d'actions après dilution	264 479 453	273 086 352	308 509 992

2) Effet financier de la conversion des obligations sur le résultat net

(en millions d'euros)	2001	2000	1999
Résultat net consolidé	1 691	1 312	729
Effet financier net d'impôts de la conversion	1	9	19
Résultat net après dilution	1 692	1 321	748

→ NOTE 52 - Rémunération des dirigeants

<i>(en millions d'euros)</i>	2001	2000	1999
Montants des rémunérations allouées :			
- aux organes de direction	6,7	6,3	5,0
- aux membres du Conseil de Surveillance	0,5	0,3	0,3
	7,2	6,6	5,3

Les organes de Direction du groupe sont le Directoire, le Comité Exécutif et l'Etat-Major.

Au 31 décembre 2001, les membres des organes de Direction détiennent 711 600 options d'achat d'actions de la société Peugeot S.A. attribuées lors des plans consentis en 1999, 2000 et 2001 à certains membres du personnel salarié.

Au 31 décembre 2000, les membres des organes de Direction détenaient l'équivalent de 405 600 options d'achat d'actions actuelles de la société Peugeot S.A. attribuées lors des plans consentis en 1999 et 2000.

Au 31 décembre 1999, les membres des organes de Direction détenaient l'équivalent de 181 800 options de souscription ou d'achat d'actions actuelles attribuées lors des plans consentis en 1995 et en 1999.

→ NOTE 53 - Evénement postérieur à la clôture

Dès le mois de décembre 2001, un plan de restructuration a été annoncé chez Peugeot Citroën Argentina. Les conditions de comptabilisation d'une provision pour restructuration de 18 millions d'euros n'étaient pas remplies à la clôture ; les 430 personnes concernées ont été officiellement averties dans le courant de janvier 2002.

COMPTES DE RESULTATS CONSOLIDES COMPARES SUR CINQ ANS

<i>(en millions d'euros)</i>	Exercice 2001	Exercice 2000	Exercice 1999	Exercice 1998	Exercice 1997
ACTIVITES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES					
Chiffre d'affaires net, hors taxes	50 288	42 978	36 740	33 076	27 854
Charges opérationnelles					
Coûts des biens et services vendus	(38 647)	(31 946)	(27 443)	(24 937)	(21 420)
Frais généraux et commerciaux	(7 504)	(7 550)	(6 408)	(5 937)	(5 174)
Frais d'études, de recherche et de développement	(1 733)	(1 625)	(1 457)	(1 301)	(1 315)
	(47 884)	(41 121)	(35 308)	(32 175)	(27 909)
Marge opérationnelle	2 404	1 857	1 432	901	(55)
Coût des départs anticipés de certains salariés	(31)	32	(431)	-	-
Autres produits et (charges)					
Frais de rationalisation des structures	(115)	(41)	(54)	(66)	(223)
Produits (Frais) financiers nets	(48)	86	(22)	(24)	2
Autres revenus et (charges) nets	193	21	(1)	(191)	(478)
	30	66	(77)	(281)	(699)
Résultat avant impôts des sociétés intégrées	2 403	1 955	924	620	(754)
Impôts sur les résultats	(750)	(601)	(251)	(252)	235
Résultat net des sociétés industrielles et commerciales intégrées	1 653	1 354	673	368	(519)
ACTIVITES DE FINANCEMENT					
Chiffre d'affaires					
Hors groupe	1 375	1 203	1 067	682	621
Intra-groupe	212	184	127	160	159
	1 587	1 387	1 194	842	780
Intérêts et amortissements	(529)	(432)	(386)	(259)	(249)
Commissions d'apporteurs	(192)	(152)	(111)		
Autres frais de structure	(338)	(304)	(273)	(190)	(178)
Pertes nettes sur créances douteuses	(68)	(51)	(55)	(42)	(35)
<i>Coûts afférents aux chiffres d'affaires intra-groupe</i>	<i>(212)</i>	<i>(184)</i>	<i>(127)</i>	<i>(160)</i>	<i>(159)</i>
Charges opérationnelles	(1 339)	(1 123)	(952)	(651)	(621)
Marge opérationnelle	248	264	242	191	159
Autres produits et (charges)	(4)	(3)	(7)	(1)	21
Résultat avant impôts des sociétés intégrées	244	261	235	190	180
Impôts sur les résultats	(85)	(112)	(105)	(61)	(59)
Résultat net des sociétés de financement intégrées	159	149	130	129	121
Résultat net des sociétés intégrées du groupe	1 812	1 503	803	497	(398)
Part dans le résultat net des sociétés en équivalence	9	19	31	38	21
Amortissements des écarts d'acquisition	(140)	(199)	(60)	(41)	(4)
Résultat net de l'ensemble consolidé	1 681	1 323	774	494	(381)
Bénéfice revenant aux intérêts minoritaires	10	(11)	(45)	(10)	(41)
Résultat net - Part du groupe	1 691	1 312	729	484	(422)
Résultat net par action de 1 euro					
- nombre d'actions moyen en circulation	263 357 148	261 283 962	284 425 614	300 675 288	300 664 968
- en euro par action	6,42	5,02	2,56	1,61	(1,40)

BILANS CONSOLIDÉS COMPARÉS SUR CINQ ANS - ACTIF

<i>(en millions d'euros)</i>	Exercice 2001	Exercice 2000	Exercice 1999	Exercice 1998	Exercice 1997
ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES					
Ecarts d'acquisition	2 225	1 054	1 215	892	55
Immobilisations incorporelles	183	136	105	19	11
Immobilisations corporelles	11 461	10 359	9 454	9 336	8 888
Immobilisations financières					
Prêts et titres de détention durable	624	1 110	1 172	935	820
Titres mis en équivalence	215	203	194	196	241
Titres de participation	238	254	128	127	220
<i>Prêts aux activités de financement</i>	-	339	575	276	236
	1 077	1 906	2 069	1 534	1 517
Autres actifs immobilisés					
Impôts différés à long terme	184	86	118	297	698
Autres valeurs immobilisées	204	176	231	177	76
	388	262	349	474	774
Actifs d'exploitation et réalisables à court terme					
Valeurs d'exploitation	6 218	5 171	4 100	4 016	3 884
Clients et effets à recevoir	3 855	3 286	2 642	2 390	2 206
Impôts sur les sociétés à court terme	935	485	361	253	213
Autres débiteurs	2 585	2 207	1 794	1 119	1 166
<i>A recevoir des activités de financement</i>	306	311	162	166	136
	13 899	11 460	9 059	7 944	7 605
Actifs financiers à court terme					
Prêts	260	207	186	358	136
Titres de placement	1 013	1 246	1 030	863	344
Trésorerie	5 520	3 143	3 118	922	1 157
<i>Comptes ordinaires et prêts aux activités de financement</i>	123	1 077	1 707	2 190	1 152
	6 916	5 673	6 041	4 333	2 789
Total activités industrielles et commerciales	36 149	30 850	28 292	24 532	21 639
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT					
Ecarts d'acquisition	86	90	95	104	-
Actifs immobilisés					
Immobilisations incorporelles	21	20	7	3	-
Immobilisations corporelles	52	131	126	117	79
Impôts différés à long terme	29	28	25	39	22
Autres	206	225	363	273	451
	308	404	521	432	552
Créances sur la clientèle					
Créances de financement	15 740	14 155	12 182	10 393	6 992
Autres prêts accordés à la clientèle	242	205	309	209	349
<i>Créances sur les activités industrielles et commerciales</i>	241	299	323	-	-
	16 223	14 659	12 814	10 602	7 341
Autres actifs d'exploitation					
Impôts sur les sociétés à court terme	53	16	17	14	12
Autres débiteurs	742	550	512	367	207
<i>A recevoir des activités industrielles et commerciales</i>	41	99	216	415	326
	836	665	745	796	545
Actifs financiers à court terme					
Titres de placement	71	31	99	727	509
Trésorerie	2 146	251	231	156	132
<i>A recevoir des activités industrielles et commerciales</i>	1	13	-	-	-
	2 218	295	330	883	641
Total activités de financement	19 671	16 113	14 505	12 817	9 079
Total de l'actif	55 820	46 963	42 797	37 349	30 718

BILANS CONSOLIDÉS COMPARES SUR CINQ ANS - PASSIF

<i>(en millions d'euros)</i>	Exercice 2001	Exercice 2000	Exercice 1999	Exercice 1998	Exercice 1997
Capitaux propres - part du groupe					
Capital social	259	278	273	267	267
Primes d'émission, de fusion et d'apport	-	276	149	822	821
Réserves et résultats nets consolidés	10 479	9 515	8 383	7 698	7 237
Titres d'auto-contrôle	(51)	(507)	(250)	-	-
Ecarts de conversion	(405)	(201)	(223)	(285)	(245)
	10 282	9 361	8 332	8 502	8 080
ACTIVITES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES					
Intérêts minoritaires	689	579	585	493	309
Provisions et passifs à long terme					
Impôts différés à long terme	1 163	1 129	1 187	1 377	1 471
Provisions	1 394	1 322	1 459	1 118	1 013
Autres passifs à long terme	69	70	68	72	70
	2 626	2 521	2 714	2 567	2 554
Emprunts à long terme					
Emprunt obligataire convertible	-	-	603	604	604
Autres emprunts	3 635	1 977	2 050	1 935	1 118
	3 635	1 977	2 653	2 539	1 722
Dettes d'exploitation à court terme					
Fournisseurs d'exploitation et effets à payer	9 173	8 503	7 117	5 854	4 976
Impôts sur les sociétés à court terme	808	625	185	126	68
Autres créanciers	5 813	4 737	4 389	3 283	2 794
<i>Dû aux activités de financement</i>	<i>86</i>	<i>117</i>	<i>97</i>	<i>92</i>	<i>54</i>
	15 880	13 982	11 788	9 355	7 892
Dettes financières à court terme					
Emprunt obligataire convertible	-	113	-	-	-
Autres emprunts à long terme partie à moins d'un an	299	408	566	232	255
Autres financements à court terme et découverts bancaires	3 920	2 924	2 470	1 568	1 660
<i>Découverts bancaires auprès des activités de financement</i>	<i>197</i>	<i>293</i>	<i>442</i>	<i>323</i>	<i>272</i>
	4 416	3 738	3 478	2 123	2 187
Total activités industrielles et commerciales	27 246	22 797	21 218	17 077	14 664
ACTIVITES DE FINANCEMENT					
Intérêts minoritaires	103	79	64	42	35
Titres subordonnés à durée indéterminée	-	-	183	183	204
Provisions et passifs long terme					
Impôts différés à long terme	122	119	81	61	15
Provisions	45	31	31	29	22
Autres dettes	14	-	-	-	-
	181	150	112	90	37
Dettes financières					
Emprunts	16 143	11 585	9 401	7 547	5 232
Autres financements	120	386	261	660	375
Dépôts de la clientèle	210	167	148	148	155
<i>Dépôts et créances à vue des activités industrielles et commerciales</i>	<i>123</i>	<i>1 438</i>	<i>2 041</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
	16 596	13 576	11 851	8 355	5 762
Autres dettes d'exploitation					
Impôts sur les sociétés à court terme	106	43	49	52	49
Autres créanciers	1 000	667	585	416	363
<i>Dû aux activités industrielles et commerciales</i>	<i>306</i>	<i>290</i>	<i>403</i>	<i>2 632</i>	<i>1 524</i>
	1 412	1 000	1 037	3 100	1 936
Total activités de financement	18 292	14 805	13 247	11 770	7 974
Total du passif	55 820	46 963	42 797	37 349	30 718

TABLEAUX DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES COMPARES SUR CINQ ANS

<i>(en millions d'euros)</i>	2001	2000	1999	1998	1997
ACTIVITES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES					
Résultat net des sociétés intégrées	1 653	1 354	673	368	(519)
Elimination des charges nettes sans effet sur la trésorerie					
- Dotations aux amortissements	1 974	1 877	1 771	1 805	1 720
- Dotations nettes aux provisions	8	(158)	264	(102)	536
- Variation des impôts différés à long terme	(107)	(32)	(14)	93	(224)
- Résultats sur cessions et autres	(88)	186	(17)	(176)	(9)
Dividendes reçus des sociétés en équivalence	-	(6)	5	(13)	(16)
Marge Brute d'Autofinancement	3 440	3 221	2 682	1 975	1 488
Variations des actifs et passifs d'exploitation	(422)	(238)	1 354	1 079	958
Flux des activités industrielles et commerciales liés à l'exploitation	3 018	2 983	4 036	3 054	2 446
ACTIVITES DE FINANCEMENT					
Résultat net des sociétés intégrées	159	149	130	129	121
Elimination des charges nettes sans effet sur la trésorerie					
- Dotations aux amortissements	6	27	25	21	17
- Dotations nettes aux provisions	8	15	(4)	(11)	1
- Variation des impôts différés à long terme	1	34	34	(9)	(10)
- Résultats sur cessions et autres	(14)	(3)	29	20	43
Marge Brute d'autofinancement	160	222	214	150	172
Variations des actifs et passifs d'exploitation	1 660	(887)	(344)	909	119
Flux des activités de financement liés à l'exploitation	1 820	(665)	(130)	1 059	291
TOUTES ACTIVITES					
Cessions de titres de participation	23	23	5	2	56
Cessions de sociétés consolidées	-	30	91	-	-
Cessions d'immobilisations corporelles	450	103	183	85	64
Investissements en immobilisations corporelles	(2 947)	(2 932)	(2 010)	(1 667)	(1 562)
Acquisitions de sociétés consolidées	(1 577)	(18)	(259)	(1 447)	(74)
Acquisitions de titres de participation	(33)	(164)	(5)	(23)	(9)
Changements de périmètre et autres	126	1	(52)	340	71
Flux liés aux investissements	(3 958)	(2 957)	(2 047)	(2 710)	(1 454)
Dividendes versés					
- Aux actionnaires de Peugeot S.A.	(217)	(118)	(73)	(23)	(23)
- Aux minoritaires des filiales intégrées	(13)	(12)	(37)	(12)	(10)
Augmentation du capital et des primes	109	132	3	-	-
Acquisition de titres d'auto-contrôle	(458)	(257)	(953)	-	-
Rachat d'obligations convertibles	-	(555)	-	-	-
Variations des autres actifs et passifs financiers	3 872	1 468	1 266	(1 773)	(1 345)
Autres	123	38	186	146	38
Flux des opérations financières	3 416	696	392	(1 662)	(1 340)
Mouvements de conversion	(24)	(12)	20	48	19
Augmentation (Diminution) de la trésorerie	4 272	45	2 271	(211)	(38)
Trésorerie au début de l'exercice	3 394	3 349	1 078	1 289	1 327
Trésorerie au 31 décembre	7 666	3 394	3 349	1 078	1 289

LISTE DES SOCIETES CONSOLIDEES AU 31 DECEMBRE 2001

I : intégration globale E : mise en équivalence

Sociétés	I/E	% de contrôle	% consolidé	Sociétés	I/E	% de contrôle	% consolidé
HOLDING ET AUTRES				Peugeot Citroën Mécanique de l'Est S.N.C. Paris - France			
Peugeot S.A. Paris - France	I	-	-		I	100,00	100,00
Grande Armée Participations Paris - France	I	100,00	100,00	Société Mécanique Automobile de l'Est Trémery - France	I	100,00	100,00
PSA International S.A. Genève - Suisse	I	99,87	99,87	Société Européenne de Véhicules Légers du Nord - Sevelnord Paris - France	E	50,00	50,00
G.I.E. PSA Trésorerie Paris - France	I	100,00	99,97	Talbot Paris - France	I	100,00	99,99
Société Anonyme de Réassurance Luxembourgeoise - Saral Luxembourg - Luxembourg	I	100,00	100,00	Società Europea Veicoli Leggeri Sevel S.p.A. Atessa - Italie	E	50,00	50,00
Process Conception Ingénierie S.A. Paris - France	I	100,00	100,00	G.I.E. PSA Peugeot Citroën Paris - France	I	100,00	100,00
Process Conception Ingénierie GmbH Wiesbaden - Allemagne	I	100,00	100,00	Gisevel Paris - France	E	50,00	50,00
PCI do Brasil Ltda Rio de Janeiro - Brésil	I	100,00	100,00	Sevelind Paris - France	E	50,00	50,00
PCI Argentina S.A. Buenos Aires - Argentine	I	100,00	99,99	Française de Mécanique Douvrin - France	E	50,00	50,00
Société de Construction d'Equipements de Mécanisations et de Machines - SCEMM Saint-Etienne - France	I	100,00	100,00	Société de Transmissions Automatiques Barlin - France	E	20,00	20,00
Peugeot Citroën Moteurs Nanterre - France	I	99,99	99,99	Siemens Automotive Hydrolics Asnières - France	E	48,00	48,00
Société de Constructions Mécaniques Panhard & Levassor Paris - France	I	99,99	99,99	Sora S.A. Poissy - France	I	99,88	99,88
Peugeot Motocycles Mandeure - France	I	74,99	74,99	Sogedac España Villaverde - Espagne	I	99,99	99,99
Peugeot Motocycles Italia S.p.A. Milan - Italie	I	100,00	76,24	Automobiles Peugeot Paris - France	I	100,00	100,00
Peugeot Motocycles Deutschland Walldorf - Allemagne	I	100,00	74,97	Peugeot Motor Company Plc Coventry - Royaume-Uni	I	100,00	100,00
ACTIVITE AUTOMOBILE				Peugeot Securities Ltd Coventry - Royaume-Uni	I	100,00	100,00
Peugeot Citroën Automobiles S.A. Paris - France	I	100,00	100,00	Peugeot Citroën Argentina S.A. Buenos Aires - Argentine	I	99,61	99,60
Peugeot Citroën Sochaux S.N.C. Paris - France	I	100,00	100,00	Société Commerciale Paris Franche-Comté Paris - France	I	99,99	99,99
Peugeot Citroën Mulhouse S.N.C. Paris - France	I	100,00	100,00	Botzaris Automobiles Paris - France	I	99,99	99,99
Peugeot Citroën Aulnay S.N.C. Paris - France	I	100,00	100,00	Société Commerciale Automobile Paris - France	I	100,00	100,00
Peugeot Citroën Rennes S.N.C. Paris - France	I	100,00	100,00	Parisud S.A. Malakoff - France	I	99,88	99,86
Peugeot Citroën Poissy S.N.C. Paris - France	I	100,00	99,99	Sodexa Courbevoie - France	I	99,99	99,99
Peugeot Citroën Mécanique du Nord-Ouest S.N.C. Paris - France	I	100,00	100,00	Seine et Marne Automobile Le Vert Saint-Denis - France	I	99,99	99,98
				Société Bretoise des Garages de Bretagne Brest - France	I	100,00	100,00

Sociétés	I/E	% de contrôle	% consolidé	Sociétés	I/E	% de contrôle	% consolidé
Etablissements Boniface Saint-Etienne - France	I	99,92	99,92	Peugeot Bonn GmbH Saarbrücken - Allemagne	I	100,00	99,99
Société Industrielle Automobile de Champagne Cormontreuil - France	I	99,76	99,76	Peugeot Bremen GmbH Saarbrücken - Allemagne	I	100,00	99,99
Société Industrielle Automobile du Havre Le Havre - France	I	99,98	99,98	Peugeot Westfalen GmbH Saarbrücken - Allemagne	I	100,00	99,99
Société Industrielle Automobile du Languedoc Toulouse - France	I	99,89	99,89	Peugeot Niederrhein GmbH Saarbrücken - Allemagne	I	100,00	99,99
Société Industrielle Automobile de Lorraine Vandœuvre-Les-Nancy - France	I	99,99	99,99	Peugeot Main/Taunus GmbH Saarbrücken - Allemagne	I	100,00	99,99
Société Industrielle Automobile de Mulhouse Mulhouse - France	I	100,00	100,00	Peugeot Freiburg GmbH Saarbrücken - Allemagne	I	100,00	99,99
Société Industrielle Automobile du Nord Lille - France	I	99,99	99,99	Peugeot Hanse GmbH Saarbrücken - Allemagne	I	100,00	99,99
Société Industrielle Automobile de Normandie Rouen - France	I	99,99	99,99	Peugeot Hannover GmbH Saarbrücken - Allemagne	I	100,00	99,99
Société Industrielle Automobile de l'Ouest Orvault - France	I	99,99	99,99	Peugeot Rheinland GmbH Saarbrücken - Allemagne	I	100,00	99,99
Société Industrielle Automobile Paris Nord Paris - France	I	99,80	99,80	Peugeot Osnabruck GmbH Saarbrücken - Allemagne	I	100,00	99,99
Société Industrielle Automobile de Provence Marseille - France	I	99,74	99,74	Peugeot Saartal GmbH Saarbrücken - Allemagne	I	100,00	99,99
Société Industrielle Automobile du Sud-Ouest Le Bouscat - France	I	99,99	99,99	Peugeot Schwaben GmbH Saarbrücken - Allemagne	I	100,00	99,99
Société Lyonnaise d'Industrie et de Commerce Automobile Vénissieux - France	I	99,92	99,91	Peugeot Mainz Wiesbaden GmbH Saarbrücken - Allemagne	I	100,00	99,99
Régionale Française Automobile Cesson Sévigné - France	I	99,67	99,67	Peugeot Automobili Italia S.p.A Milan - Italie	I	100,00	100,00
Grands Garages de l'Hérault Montpellier - France	I	99,99	99,99	Peugeot Milan Milan - Italie	I	100,00	99,98
Grands Garages de Nice et du Littoral Nice - France	I	99,90	99,90	Peugeot Gianicolo S.p.A Rome - Italie	I	100,00	99,98
Peugeot Belgique Luxembourg S.A. Nivelles - Belgique	I	100,00	100,00	Talbot Exports Ltd Coventry - Royaume-Uni	I	100,00	100,00
S.A. Peugeot Distribution Service N.V. Bruxelles - Belgique	I	100,00	100,00	Robins and Day Ltd Coventry - Royaume-Uni	I	100,00	100,00
Peugeot Nederland N.V. Utrecht - Pays-Bas	I	100,00	100,00	Realtal UK Ltd Coventry - Royaume-Uni	I	100,00	100,00
Peugeot Deutschland GmbH Saarbrücken - Allemagne	I	100,00	100,00	Palmer Garage Ltd Coventry - Royaume-Uni	I	65,18	65,18
Peugeot Bayern GmbH Saarbrücken - Allemagne	I	100,00	99,99	Melvin Motors Ltd Coventry - Royaume-Uni	I	100,00	100,00
Peugeot Berlin Brandenburg GmbH Saarbrücken - Allemagne	I	100,00	99,99	Robins And Day Investments Ltd Coventry - Royaume-Uni	I	100,00	100,00
Peugeot Dresden GmbH Saarbrücken - Allemagne	I	100,00	99,99	Boomcite Ltd Coventry - Royaume-Uni	I	100,00	100,00
				Richard Rhodes (Wigan) Ltd Coventry - Royaume-Uni	I	71,83	71,83
				Mike Thompson (Stafford) Ltd Coventry - Royaume-Uni	I	71,83	71,83
				David Kerr (Chelmsford) Ltd Coventry - Royaume-Uni	I	71,83	71,83
				Peter Ambrose (Castleford) Ltd Coventry - Royaume-Uni	I	80,00	80,00

Sociétés	I/E	% de contrôle	% consolidé
Telford Motors Ltd Coventry - Royaume-Uni	I	80,00	80,00
Peugeot España S.A. Madrid - Espagne	I	100,00	100,00
Urbanizadora Pozo Blanco Madrid - Espagne	I	100,00	100,00
Hispanamoción S.A. Madrid - Espagne	I	100,00	100,00
Peugeot Portugal Automoveis S.A. Lisbonne - Portugal	I	100,00	100,00
Peugeot (Suisse) S.A. Berne - Suisse	I	100,00	100,00
Peugeot Austria GmbH Vienne - Autriche	I	100,00	100,00
Peugeot Autohaus GmbH Vienne - Autriche	I	100,00	100,00
Peugeot Polska S.p.Z.o.o. Varsovie - Pologne	I	100,00	100,00
Peugeot Ceska Republica S.r.o. Prague - République Tchèque	I	100,00	100,00
Peugeot Hungaria Kft Budapest - Hongrie	I	100,00	100,00
Peugeot Slovenija d.o.o. P.Z.D.A. Ljubljana - Slovénie	I	100,00	100,00
Peugeot Hrvatska d.o.o. Zagreb - Croatie	I	100,00	100,00
Peugeot Otomotiv Pazarlama as - Popas Istanbul - Turquie	I	60,00	60,00
Peugeot Algérie S.p.A. Alger - Algérie	I	99,99	99,99
Peugeot Egypte S.A.E. Le Caire - Egypte	I	90,09	90,09
Peugeot do Brasil Automoveis Ltda São Paulo - Brésil	I	99,27	99,73
Peugeot Citroën do Brasil Rio de Janeiro - Brésil	I	100,00	100,00
Peugeot Chile Santiago du Chili - Chili	I	96,92	96,92
Automotores Franco Chilena S.A. Santiago du Chili - Chili	I	100,00	99,73
Peugeot Japan KK Co Ltd Tokyo - Japon	I	100,00	100,00
Automobiles Citroën Paris - France	I	100,00	100,00
Société Commerciale Citroën Paris - France	I	99,96	99,96
Citroën Félix Faure Paris - France	I	99,97	99,93
Citroën Champ de Mars Paris - France	I	99,92	99,92
Citer Paris - France	I	98,34	98,34
Citroën Paris Paris - France	I	100,00	100,00

Sociétés	I/E	% de contrôle	% consolidé
Citroën Belux S.A. N.V. Bruxelles - Belgique	I	100,00	100,00
Société Belge des Automobiles Citroën Bruxelles - Belgique	I	100,00	100,00
Citroën Nederland B.V. Amsterdam - Pays-Bas	I	100,00	100,00
Citroën Deutschland AG Cologne - Allemagne	I	99,95	99,95
Citroën Commerce GmbH Cologne - Allemagne	I	100,00	99,95
Citroën Italia S.p.A. Milan - Italie	I	100,00	100,00
Citroën UK Ltd Coventry - Royaume-Uni	I	100,00	100,00
Citroën Sverige A.B. Vallingby - Suede	I	100,00	100,00
Citroën Danmark A/S Copenhague - Danemark	I	100,00	100,00
Citroën Norge A/S Skaarer - Norvège	I	100,00	100,00
Citroën (Suisse) S.A. Genève - Suisse	I	100,00	100,00
Citroën Osterreich GmbH Vienne - Autriche	I	100,00	100,00
Citroën Lusitania S.A. Mangualde - Portugal	I	84,48	84,39
Automoveis Citroën S.A. Lisbonne - Portugal	I	99,99	99,99
Peugeot Citroën Automoviles España Vigo - Espagne	I	99,62	99,62
Automoviles Citroën España Madrid - Espagne	I	99,62	99,62
Comercial Citroën S.A. Madrid - Espagne	I	99,96	96,53
Autotransporte Turistico Español S.A. (ATESA) Madrid - Espagne	I	100,00	96,57
Garaje Eloy Granollers S.A. Granollers - Espagne	I	100,00	99,41
Motor Talavera Talavera - Espagne	I	100,00	99,41
Ferauto Salamanca - Espagne	I	100,00	99,41
Rafael Ferriol S.A. Alboraya - Espagne	I	100,00	99,41
Citroën Hungaria Kft Budapest - Hongrie	I	100,00	100,00
Citroën Polska S.p.Z.o.o. Varsovie - Pologne	I	100,00	100,00
Citroën Slovenija d.o.o. Komer - Slovénie	I	100,00	100,00
Citroën Hrvatska d.o.o. Zagreb - Croatie	I	100,00	100,00
Citroën Slovakia S.r.o. Bratislava - Slovaquie	I	100,00	100,00

Sociétés	I/E	% de contrôle	% consolidé	Sociétés	I/E	% de contrôle	% consolidé
ACTIVITE EQUIPEMENT AUTOMOBILE				SAI Automotive Allibert Industrie Nanterre - France	I	100,00	71,60
Faurecia Boulogne-Billancourt - France	I	71,60	71,60	SAI Automotive France Nanterre - France	I	100,00	71,60
Bertrand Faure - Société de Participations Boulogne-Billancourt - France	I	100,00	71,60	SAI Automotive Sandouville Nanterre - France	I	100,00	71,60
Financière Faurecia Boulogne-Billancourt - France	I	100,00	71,60	Sas Automotive France Nanterre - France	E	50,00	35,80
Société Financière pour l'Equipelement Automobile SFEA Boulogne-Billancourt - France	I	100,00	71,60	Société Internationale de Participations S.I.P. Bruxelles - Belgique	I	100,00	71,60
Faurecia Sièges d'Automobiles S.A. Boulogne-Billancourt - France	I	100,00	71,60	Sommer Allibert Industrie N.V. Gent - Belgique	I	100,00	71,60
Faurecia Systèmes d'Echappement Boulogne-Billancourt - France	I	100,00	71,60	SAI Automotive Silux Eselborn - Luxembourg	I	100,00	71,60
Siemar Sandouville - France	I	100,00	71,60	Faurecia Autositze GmbH & Co KG Stadthagen - Allemagne	I	100,00	71,60
Faurecia Industries Boulogne-Billancourt - France	I	100,00	71,60	Faurecia Kunststoffe Automobilsysteme GmbH Ingolstadt - Allemagne	I	100,00	71,60
Trecia Etupes - France	I	100,00	71,60	Faurecia Abgastechnik GmbH Furth - Allemagne	I	100,00	71,60
Siebret Redon - France	I	100,00	71,60	Leistritz Abgastechnik Stollberg GmbH Pfaffenrain - Allemagne	I	100,00	71,60
Sielest Pulversheim - France	I	100,00	71,60	Faurecia Deutschland Holding GmbH & Co KG Stadthagen - Allemagne	I	100,00	71,60
Siedoubs Montbeliard - France	I	100,00	71,60	Faurecia Innenraum Systeme Koeln GmbH Cologne - Allemagne	I	100,00	71,60
Sienor Lieu-Saint Amand - France	I	100,00	71,60	Ecia GmbH Furth - Allemagne	I	100,00	71,60
Sieval Boulogne-Billancourt - France	I	100,00	71,60	Sip Verwaltungs GmbH Stadthagen - Allemagne	I	100,00	71,60
Sieto Somain - France	I	100,00	71,60	A.P. Parts Europe GmbH Allemagne	I	100,00	71,60
Société de Textile de l'Ostrevant Sotexo Somain - France	I	100,00	71,60	A.P. Parts Europe Technical Center GmbH Allemagne	I	100,00	71,60
Sieloir Romorantin - France	I	100,00	71,60	SAI Automotive AG Frankfurt - Allemagne	I	96,82	69,32
Ecsa - Etudes et Construction de Sièges pour l'Automobile Crevin - France	I	100,00	71,60	SAI Automotive Worth Wörth Am Rhein - Allemagne	I	100,00	71,60
EAK - Composants pour l'Automobile S.A. Valentigney - France	I	51,00	36,52	SAI Automotive Sal GmbH Wörth Am Rhein - Allemagne	I	100,00	71,60
EAK - Composants pour l'Automobile S.N.C. Valentigney - France	I	51,00	36,52	SAI Automotive Meerane GmbH Sassenburg - Allemagne	I	100,00	71,60
Sommer Allibert Nanterre - France	I	100,00	71,60	SAI Automotive Peine GmbH Peine - Allemagne	I	100,00	71,60
Allibert Holding Nanterre - France	I	100,00	71,60	SAI Automotive Tdw GmbH Sassenburg - Allemagne	I	100,00	71,60
SAI Automotive Sommer Industrie Nanterre - France	I	100,00	71,60	SAI Automotive Vwm GmbH Hameln - Allemagne	I	100,00	71,60
Seditap Nanterre - France	I	100,00	71,60	Sas Autosystemtechnik GmbH & Co KG Karlsruhe - Allemagne	E	50,00	35,80
Sommer Holding Nanterre - France	I	100,00	71,60				

Sociétés	I/E	% de contrôle	% consolidé	Sociétés	I/E	% de contrôle	% consolidé
Sas Autosystemtechnik Verwaltung Karlsruhe - Allemagne	E	50,00	35,80	SAI Automotive Telford Telford - Royaume-Uni	I	100,00	71,60
Faurecia Netherland Holding B.V. Roermond - Pays-Bas	I	100,00	71,60	SAI Automotive Fradley Fradley - Royaume-Uni	I	100,00	71,60
Faurecia Exhaust Systems B.V. Roermond - Pays-Bas	I	100,00	71,60	SAI Automotive Washington Ltd Washington - Royaume-Uni	I	100,00	71,60
Faurecia Exhaust Systems A.B. Torsas - Suède	I	100,00	71,60	SAI Automotive S.A.L. UK Billericay - Royaume-Uni	I	100,00	71,60
United Parts Exhaust Systems A.B. Torsas - Suède	I	100,00	71,60	Faurecia Fotele Samachodowe Sp.Zo.o. Grojec - Pologne	I	100,00	71,60
Faurecia Asientos para Automovil España Madrid - Espagne	I	100,00	71,60	Faurecia Walbrzych Sp.Zo.o. Walbrzych - Pologne	I	100,00	71,60
Asientos de Castilla León S.A. Madrid - Espagne	I	100,00	71,60	SAI Automotive Polska Sp.Z.o.o. Legntza - Pologne	I	100,00	71,60
Asientos del Norte S.A. Vitoria - Espagne	I	100,00	71,60	Faurecia Systemy Klerowricze Walbrzych - Pologne	I	100,00	71,60
Industrias Cousin Frères SL Burlada - Espagne	I	50,01	35,80	SAI Automotive Bratislava S.r.o. Bratislava - Slovaquie	I	100,00	71,60
Technoconfort Pamplona - Espagne	I	50,00	35,80	Faurecia Exhaust Systems S.r.o. Bakov - République Tchèque	I	100,00	71,60
Faurecia Sistemas de Escape España Vigo - Espagne	I	100,00	71,60	Faurecia Lecotex Tabor - République Tchèque	I	95,93	68,69
Armaduras de Asientos Ardas S.A. Burgos - Espagne	E	50,00	35,80	SAI Automotive Bohemia S.r.o. Mlada Boleslav - République Tchèque	I	96,82	69,32
SAI Automotive Allibert S.A. Madrid - Espagne	I	100,00	71,60	Sas Autosystemtechnik S.r.o. Mlada Boleslav - République Tchèque	E	50,00	35,80
SAI Automotive Lignotock Valencia - Espagne	I	100,00	71,60	Teknik Malzeme Bursa - Turquie	E	50,00	35,80
SAI Automotive Salc España S.A. Valencia - Espagne	I	100,00	71,60	SAI Automotive Polifleks Istanbul - Turquie	I	100,00	71,60
Cartera Inversiones Enrich Madrid - Espagne	I	100,00	71,60	Faurecia Automotive Seating Canada Ltd Mississauga - Canada	I	100,00	71,60
Component de Vehicules de Galicia Porrino - Espagne	E	50,00	35,80	Faurecia Canada Investment Company Montréal - Canada	I	100,00	71,60
Sas Autosystem Pamplona Pamplona - Espagne	E	50,00	35,80	WBF Technologies Mississauga - Canada	E	50,00	35,80
Sas Autosystemtechnik S.A. Pamplona - Espagne	E	50,00	35,80	Faurecia USA Holding Inc. Wilmington - Etats-Unis d'Amérique	I	100,00	71,60
Faurecia Assentos de Automovel Limitada Saint Jean de Madère - Portugal	I	100,00	71,60	Faurecia Automotive Holding Inc. Wilmington - Etats-Unis d'Amérique	I	100,00	71,60
Sasal Saint Jean de Madère - Portugal	I	100,00	71,60	Faurecia Automotiv Seating Inc. Troy - Etats-Unis d'Amérique	I	100,00	71,60
Vanpro Assentos Limitada Palmela - Portugal	E	50,00	35,80	Dynamec Inc. Wilmington - Etats-Unis d'Amérique	I	50,00	35,80
SAI Automotive Portugal Palmela - Portugal	I	100,00	71,60	Faurecia E.S. Holdings Dover - Etats-Unis d'Amérique	I	100,00	71,60
Sas Palmela Palmela - Portugal	E	50,00	35,80	Faurecia Exhaust Systems Inc. Wilmington - Etats-Unis d'Amérique	I	100,00	71,60
Faurecia Automotiv Seating UK Ltd Coventry - Royaume - Uni	I	100,00	71,60	A.P. Automotive Holding Inc. Wilmington - Etats-Unis d'Amérique	I	100,00	71,60
Faurecia Midlands Ltd Coventry - Royaume-Uni	I	100,00	71,60	International Exhaust Holding Corps Dover - Etats-Unis d'Amérique	I	100,00	71,60

Sociétés	I/E	% de contrôle	% consolidé
Northern Tube Inc.			
Bingham Farms - Etats-Unis d'Amérique	I	100,00	71,60
SAI Automotive Kansas City			
Kansas City - Etats-Unis d'Amérique	I	100,00	71,60
SAI Automotive SAL Inc.			
Farnington Hills - Etats-Unis d'Amérique	I	100,00	71,60
SAI Automotive USA Inc.			
Farnington Hills - Etats-Unis d'Amérique	I	100,00	71,60
SAI Automotive Fountain Inn			
Fountain Inn - Etats-Unis d'Amérique	I	100,00	71,60
Faurecia Bancos Para Automoveis Ltda			
Quatro-Barras - Brésil	I	100,00	71,60
Faurecia Sistemas de Escapamento do Brasil Ltda			
São Paulo - Brésil	I	100,00	71,60
SAI Automotive do Brasil Ltda			
São Jose Dos Pinhais Pr - Brésil	I	100,00	71,60
SAI Automotive Sal Americana Latina Ltd			
São Jose Dos Pinhais - Brésil	I	100,00	71,60
Sas Automotive Brasil Ltda			
São Jose Dos Pinhais Pr - Brésil	E	50,00	35,80
Faurecia Sistemas de Escape Argentina S.A.			
Buenos Aires - Argentine	I	100,00	71,60
Bertrand Faure Argentina S.A.			
Buenos Aires - Argentine	E	50,00	35,80
PAB S.A.			
Buenos Aires - Argentine	E	50,00	35,80
Sas Automotriz Argentina			
Buenos Aires - Argentine	E	50,00	35,80
Sommer Allibert Duroplast			
Puebla - Mexique	I	50,00	35,80
Servicios Sommer Allibert			
Puebla - Mexique	I	50,00	35,80
Faurecia Automotiv Seating			
India Private Ltd			
Bangalore - Inde	I	100,00	71,60
Faurecia Exhaust Systems			
South Africa Ltd			
Johannesburg - Afrique du Sud	I	100,00	71,60
SAI Autoplastic			
Port Elisabeth - Afrique du Sud	I	100,00	71,60

ACTIVITE DE TRANSPORT ET LOGISTIQUE

Gefco			
Courbevoie - France	I	99,96	99,96
Genistic			
Levallois-Perret - France	I	100,00	99,95
Gefco Benelux S.A.			
Ath - Belgique	I	100,00	99,93
Gefco Deutschland GmbH			
Morfelden - Allemagne	I	100,00	99,95
Gefco KN GmbH & Co KG			
Morfelden - Allemagne	I	74,86	74,86

Sociétés	I/E	% de contrôle	% consolidé
Gefco Suisse S.A.			
Fahy - Suisse	I	100,00	99,95
Gefco Italia S.p.A.			
Milan - Italie	I	100,00	99,93
Gefco U.K. Ltd			
Londres - Royaume-Uni	I	100,00	99,93
Gefco España S.A.			
Madrid - Espagne	I	100,00	99,93
Gefco Portugal			
Lisbonne - Portugal	I	100,00	99,94
Gefco Polska Sp. Z.o.o.			
Warszawa - Pologne	I	100,00	99,95
Gefco Maroc			
Casablanca - Maroc	I	100,00	99,95
Gefco Participações Ltda			
Rio de Janeiro - Brésil	I	100,00	99,95
Gefco do Brasil Ltda			
Rio de Janeiro - Brésil	I	100,00	99,95
Gefco Argentina S.A.			
Buenos Aires - Argentine	I	100,00	99,95

ACTIVITES DE FINANCEMENT

Banque PSA Finance			
Paris - France	I	100,00	100,00
Société Financière de Banque - Sofib			
Paris - France	I	100,00	100,00
Sofira - Société de Financement des Réseaux Automobiles			
Paris - France	I	100,00	100,00
Société Nouvelle de Développement Automobile - SNDA			
Paris - France	I	100,00	100,00
Compagnie Générale de Crédit aux Particuliers - CrédiPar			
Levallois-Perret - France	I	100,00	100,00
Banque Diffusion Industrielle			
Nouvelle - DIN			
Levallois-Perret - France	I	100,00	100,00
Banque Sofi			
Levallois-Perret - France	I	100,00	100,00
Dicoma			
Levallois-Perret - France	I	100,00	100,00
Loca-Din			
Levallois-Perret - France	I	100,00	100,00
Compagnie pour la location de Véhicules - CLV			
Levallois-Perret - France	I	100,00	100,00
Assupar			
Levallois-Perret - France	I	99,99	99,99
PSA Finance Belux			
Bruxelles - Belgique	I	100,00	100,00
PSA Finance Nederland B.V.			
Rotterdam - Pays-Bas	I	100,00	100,00

Sociétés	I/E	% de contrôle	% consolidé
PSA Financial Holding B.V. Rotterdam - Pays-Bas	I	100,00	100,00
Peugeot Finance International N.V. Rotterdam - Pays-Bas	I	100,00	100,00
PSA Finance Deutschland GmbH Neu-Isenburg - Allemagne	I	100,00	100,00
Peugeot Commercial Paper GmbH Francfort - Allemagne	I	100,00	100,00
PSA Finance Italia S.p.A Milan - Italie	I	100,00	100,00
PSA Gestcredit Italia S.p.A Milan - Italie	I	100,00	100,00
PSA Wholesale Ltd Londres - Royaume-Uni	I	100,00	100,00
PSA Finance Plc Londres - Royaume-Uni	I	50,00	50,00
Vernon Wholesale Investments Co Ltd Londres - Royaume-Uni	I	100,00	100,00
PSA Finance Suisse S.A. Ostermudigen - Suisse	I	100,00	100,00
PSA Finance Austria Bank AG Vienne - Autriche	I	100,00	100,00
PSA Gestao Comercio e Aluger de Veiculos Lisbonne - Portugal	I	100,00	99,57
Banco PSA Finance Brasil S.A. São Paulo - Brésil	I	100,00	100,00
PSA Finance Arrendamiento Comercial São Paulo - Brésil	I	100,00	100,00
PSA Finance Argentina Buenos Aires - Argentine	I	50,00	50,00

COMMENTAIRES SUR LES COMPTES ET LE BILAN DE LA SOCIÉTÉ PEUGEOT S.A.

La société Peugeot S.A., société centrale du groupe PSA PEUGEOT CITROËN, n'exerce pas d'activité industrielle ou commerciale. Elle assure, pour les sociétés du groupe, des fonctions d'état-major et de contrôle et elle fournit des services pour l'ensemble desquels elle est rémunérée par une redevance forfaitaire.

Ses actifs sont constitués :

- des titres représentant ses participations dans des filiales directes ;
- et d'immeubles de bureaux loués à des filiales.

Peugeot S.A. est également la société pivot pour l'intégration fiscale des sociétés françaises du groupe contrôlées à plus de 95 %.

→ Résultats

Résultat d'exploitation

Les produits d'exploitation, qui comprennent essentiellement les redevances perçues des principales filiales et les revenus du patrimoine immobilier, se sont élevés à 133 millions d'euros en 2001, contre 127 millions d'euros en 2000 et 113 millions d'euros en 1999.

Les redevances, destinées à couvrir les charges d'exploitation supportées par la société dans ses fonctions d'état-major, s'élèvent à 124 millions d'euros en 2001, en hausse de 12,9 % par rapport aux 109 millions d'euros de 2000. Les loyers encaissés s'élèvent à 8 millions d'euros pour 2001, contre 16 millions d'euros en 2000, du fait de la cession en 2001 de l'ensemble immobilier de Neuilly-sur-Seine et Levallois-Perret.

Les charges d'exploitation ont représenté 121 millions d'euros contre 139 millions d'euros en 2000, exercice qui comprenait des charges non récurrentes, relatives notamment à l'acquisition des activités automobiles de Sommer Allibert.

Le résultat d'exploitation ressort ainsi en bénéfice de 12 millions d'euros, à comparer à une perte de 11 millions d'euros en 2000 et une perte de 8 millions d'euros en 1999.

Résultat financier

Les produits financiers sont essentiellement constitués des revenus des titres de participation.

Les produits des participations ont représenté 1 159 millions d'euros, contre 387 millions d'euros en 2000 et 502 millions d'euros en 1999. Cette évolution reflète principalement la progression des dividendes versés par les sociétés du groupe, en ligne avec l'augmentation de leur activité et de leurs résultats en 2000.

Les reprises de provisions s'élèvent à 46 millions d'euros ; elles comprennent, pour 28 millions d'euros, des reprises de provision sur titres de participation et, pour 17 millions d'euros, la reprise de provision pour risque de non conversion des 747 329 obligations convertibles 2 % en circulation au 31 décembre 2000. Cet emprunt étant échu le 1^{er} janvier 2001, la provision a été intégralement reprise sur l'exercice.

Le montant des autres intérêts et produits assimilés est stable, à 8 millions d'euros en 2001, par rapport à 9 millions d'euros en 2000 et à 22 millions d'euros en 1999.

Les frais financiers, de leur côté, s'élèvent à 26 millions d'euros, contre 14 millions d'euros en 2000.

Les dotations aux amortissements et provisions concernent principalement des provisions sur titres de participation et s'élèvent à 17 millions d'euros, contre 14 millions d'euros en 2000.

Le résultat financier ressort ainsi en profit de 1 172 millions d'euros, contre 461 millions d'euros en 2000 et 879 millions d'euros en 1999.

Résultat

Les 10 janvier et 8 mai 2001, la société Peugeot S.A. a cédé un ensemble immobilier situé à Neuilly-sur-Seine et Levallois-Perret pour un montant de 271 millions d'euros, dégagant un résultat exceptionnel avant impôt de 258 millions d'euros.

Compte tenu d'une charge nette d'impôt sur les résultats de 58 millions d'euros, déterminée conformément aux règles de l'intégration fiscale de Peugeot S.A. et de ses filiales contrôlées à plus de 95 %, le résultat net de la société s'établit en bénéfice de 1 373 millions d'euros, à comparer à un bénéfice de 331 millions d'euros en 2000 et 1 051 millions d'euros pour 1999.

→ Bilan

Actif

Les titres de participation constituent la majeure partie des actifs immobilisés. Leur montant net au 31 décembre 2001 s'élève à 5 267 millions d'euros, contre 3 952 millions d'euros en 2000 et 3 880 millions d'euros en 1999. Cette évolution résulte essentiellement de l'augmentation de la participation de Peugeot S.A. dans Faurecia, consécutive à l'apport à Faurecia, pour 1 170 millions d'euros, de la SIT, société dont l'actif principal était constitué d'une participation de 37,9 % dans le capital de Sommer Allibert.

Passif

Avant affectation du résultat, les capitaux propres de la société au 31 décembre 2001 s'établissent à 4 581 millions d'euros, contre 4 231 millions d'euros au 31 décembre 2000 et 3 901 millions d'euros au 31 décembre 1999.

Au cours de l'exercice 2001, le groupe a racheté, en net, 10 424 509 actions de la société Peugeot S.A. dans le cadre des autorisations données par les Assemblées Générales des 24 mai 2000 et 16 mai 2001.

23 450 000 actions ont été annulées le 23 novembre 2001 ; 1 054 187 actions restent inscrites au poste "Autres titres immobilisés" au 31 décembre 2001, pour un montant de 49 millions d'euros et 1 940 100 actions en "Valeurs mobilières de placement" affectées aux plans d'options d'achat d'actions accordées à certains cadres dirigeants et supérieurs du groupe.

Les titres subordonnés correspondent au solde de l'émission à durée indéterminée (T.S.D.I.) réalisée en 1989 et sont considérés comme des autres fonds propres. Au 31 décembre 2001, ils représentent un montant de 47 millions d'euros, égal aux montants de 2000 et 1999.

Les emprunts et dettes assimilés s'établissent à 488 millions d'euros. Ils sont constitués, à hauteur de 69 millions d'euros par un emprunt obligataire indexé émis en mai 1998, et à hauteur de 419 millions d'euros par les emprunts à court terme contractés auprès du GIE PSA Trésorerie, lequel assure la gestion de la trésorerie de l'ensemble

des filiales industrielles et commerciales du groupe dans la zone Euro.

Cet endettement à court terme est lié à la participation de Peugeot S.A. à l'acquisition des activités automobiles de Sommer Allibert par Faurecia. Il est appelé à s'effacer au cours de l'année 2002, après perception des dividendes des filiales.

Les dettes diverses correspondent, pour leur quasi totalité, à 50 millions d'euros de dettes auprès des principales filiales françaises du groupe, constituées selon les mécanismes du régime d'intégration fiscale pour lequel le groupe a opté et pour l'application duquel la société Peugeot S.A. joue le rôle de pivot.

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2001

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2001 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Peugeot S.A., établis en euros, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels, établis conformément aux principes comptables généralement admis en France, sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2. VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital (ou des droits de votes) vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris, le 13 février 2002

Les Commissaires aux Comptes

Constantin Associés

Coopers & Lybrand Audit SARL
Membre de PricewaterhouseCoopers

Jean-François Serval

Laurent Lévesque

Pierre-Bernard Anglade
Associé
Mandataire social

Eric Bertier
Associé, Fondé de pouvoir
et Responsable technique

COMPTE DE RESULTATS

<i>(en milliers d'euros)</i>	Exercice 2001	Exercice 2000	Exercice 1999
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Chiffre d'affaires			
Production vendue - Services	132 368	126 458	113 010
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges	340	769	-
Autres produits	117	235	470
Total	132 825	127 462	113 480
CHARGES D'EXPLOITATION			
Autres achats et charges externes	30 056	49 097	46 689
Impôts, taxes et versements assimilés	6 373	5 013	3 891
Salaires et traitements	58 376	55 289	47 650
Charges sociales	25 372	24 175	20 688
Dotations d'exploitation :			
- aux amortissements des immobilisations	171	387	187
- aux amortissements des charges à répartir	182	2 442	2 442
- aux provisions pour risques et charges	-	1 982	-
Autres charges	624	500	437
Total	121 154	138 885	121 984
RESULTAT D'EXPLOITATION	11 671	(11 423)	(8 504)
PRODUITS FINANCIERS			
Produits financiers de participations	1 158 870	387 131	501 785
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	2 054	4 915	8 085
Autres intérêts et produits assimilés	7 622	9 058	21 597
Reprises sur provisions et transferts de charges	45 923	87 257	428 774
Différences positives de change	21	36	5
Produits nets sur cessions des valeurs mobilières de placement	46	696	-
Total	1 214 536	489 093	960 246
CHARGES FINANCIERES			
Dotations financières aux amortissements et provisions	17 135	13 830	49 420
Intérêts et charges assimilées	25 597	14 406	31 334
Différences négatives de change	42	31	92
Total	42 774	28 267	80 846
RESULTAT FINANCIER	1 171 762	460 826	879 400
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	1 183 433	449 403	870 896
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	424	139	28
Produits exceptionnels sur opérations en capital	275 244	32 184	79 607
Reprises sur provisions et transferts de charges	2 899	2 255	22 865
Total	278 567	34 578	102 500
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	4 151	1 047	37
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	17 634	278 563	18 554
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	6 520	1 265	316
Total	28 305	280 875	18 907
Participation des salariés	2 580	1 039	863
IMPOTS SUR LES BENEFICES	58 014	(129 203)	(97 605)
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	1 373 101	331 270	1 051 231

BILAN AU 31 DECEMBRE 2001

(en milliers d'euros)

ACTIF	Exercice 2001			Exercice 2000	Exercice 1999
	Montants bruts	Amortissements et provisions	Montants nets	Montants nets	Montants nets
ACTIF IMMOBILISE					
Immobilisations corporelles					
Terrains	8 088	-	8 088	13 014	8 088
Constructions	26 842	26 746	96	7 697	476
Autres immobilisations corporelles	17	17	-	381	4
	34 947	26 763	8 184	21 092	8 568
Immobilisations financières					
Participations	5 335 128	67 993	5 267 135	3 951 949	3 880 116
Créances rattachées à des participations	25	-	25	3 842	19
Autres titres immobilisés	48 653	-	48 653	504 563	324 123
Prêts	900	565	335	69 251	115 044
Autres immobilisations financières	8	-	8	8	2 076
	5 384 714	68 558	5 316 156	4 529 613	4 321 378
Total	5 419 661	95 321	5 324 340	4 550 705	4 329 946
ACTIF CIRCULANT					
Créances					
Avances et acomptes versés sur commandes	27	-	27	756	26
Créances Clients et comptes rattachés				5	-
Autres créances	127 513	-	127 513	241 867	290 449
Valeurs mobilières de placement	223 238	4 906	218 332	170 944	9 519
Placements de trésorerie	-	-	-	165 252	386 920
Banques, caisses et comptes rattachés	575	-	575	147	5 738
Total	351 353	4 906	346 447	578 971	692 652
Charges constatées d'avance	137	-	137	167	64
Total	351 490	4 906	346 584	579 138	692 716
Charges à répartir sur plusieurs exercices	-	-	-	183	3 456
Total de l'actif	5 771 151	100 227	5 670 924	5 130 026	5 026 118

BILAN AU 31 DECEMBRE 2001

(en milliers d'euros)

PASSIF	Exercice 2001	Exercice 2000	Exercice 1999
CAPITAUX PROPRES			
Capitaux			
Capital social	259 109	278 224	272 946
Primes d'émission, de fusion, d'apport	-	275 612	148 924
Ecarts de réévaluation	469 302	469 302	484 457
Réserves			
Réserve légale	27 822	26 740	26 740
Réserves réglementées	961 422	884 968	766 907
Autres réserves	1 259 847	1 760 066	1 060 066
Report à nouveau	229 714	203 428	88 085
Résultat de l'exercice	1 373 101	331 270	1 051 231
Provisions réglementées	1 067	1 245	1 446
Total	4 581 384	4 230 855	3 900 802
Titres subordonnés à durée indéterminée	47 152	47 152	47 152
Total	47 152	47 152	47 152
Provisions pour risques	276 930	246 769	308 801
Provisions pour charges	965	1 397	1 744
Total	277 895	248 166	310 545
DETTES			
Emprunts et dettes assimilées			
Emprunts obligataires convertibles	-	115 046	614 773
Autres emprunts obligataires	68 616	68 616	68 616
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	535	628	314
Emprunts et dettes financières divers	419 133	1 186	16 262
	488 284	185 476	699 965
Dettes d'exploitation			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 558	12 736	3 490
Dettes fiscales et sociales	214 008	376 511	20 916
	216 566	389 247	24 406
Dettes diverses			
Autres dettes	59 643	29 130	43 248
Total	764 493	603 853	767 619
Total du passif	5 670 924	5 130 026	5 026 118

TABLEAU DE FINANCEMENT

<i>(en milliers d'euros)</i>	Exercice 2001	Exercice 2000	Exercice 1999
Résultat net de l'exercice	1 373 101	331 270	1 051 231
Amortissements des immobilisations	171	387	187
Amortissements des charges à répartir	182	3 274	5 418
Variations nettes des provisions	17 685	(36 358)	(225 141)
Résultats sur cessions d'immobilisations	(259 285)	50 381	(65 760)
Résultat sur rachats d'obligations émises par l'entreprise (net de la reprise de provision)	-	-	-
	-	152 030	-
Marge brute d'autofinancement	1 131 854	500 984	765 935
(Augmentation) / Diminution Clients et comptes rattachés	5	(5)	20
(Augmentation) / Diminution Autres débiteurs	106 350	57 796	(101 214)
Augmentation / (Diminution) Fournisseurs et comptes rattachés	(10 178)	9 246	(5 307)
Augmentation / (Diminution) Autres créditeurs	(131 281)	316 560	(27 839)
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	(35 104)	383 597	(134 340)
FLUX FINANCIERS DE L'EXPLOITATION	1 096 750	884 581	631 595
Prix de cessions des immobilisations corporelles	271 207	-	-
Prix de cessions des titres de participation	2	31 557	79 607
Investissements en immobilisations corporelles	-	(12 912)	-
Acquisitions de titres de participation	(1 303 693)	(151 855)	(148 380)
Autres	-	3 523	-
Flux financiers liés aux investissements	(1 032 484)	(129 687)	(68 773)
Dividendes versés	(217 448)	(117 827)	(72 920)
Augmentation / (Diminution) des fonds propres	(804 946)	131 966	(700 427)
Acquisitions de titres d'autocontrôle	(503 534)	(282 630)	(247 646)
Annulation de titres d'autocontrôle	914 002	-	-
Nouveaux emprunts à long terme	-	-	-
Remboursements d'emprunts	(112 790)	(130 602)	(979)
Rachats d'obligations émises par l'entreprise	-	(555 216)	-
Augmentation / (Diminution) des autres dettes à long terme	613	42	146
(Augmentation) / Diminution des prêts et créances à long terme	68 400	120 036	(104)
Autres	12 271	(141 975)	79 095
FLUX DES OPERATIONS FINANCIERES	(643 432)	(976 206)	(942 835)
TOTAL DES FLUX	(579 166)	(221 312)	(380 013)
VARIATION DE LA TRESORERIE	(579 166)	(221 312)	(380 013)
Trésorerie au début de l'exercice	164 268	385 580	765 593
TRESORERIE AU 31 DECEMBRE	(414 898)	164 268	385 580

ANNEXE

Les informations ci-après constituent l'Annexe au Bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2001, dont le total est de 5 670 924 milliers d'euros et au Compte de Résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 1 373 101 milliers d'euros.

L'exercice a une durée de douze mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2001.

Les notes et les tableaux n° 1 à 26, ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes ont été arrêtés le 11 février 2002 par le Directoire.

→ NOTE 1 - Règles et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base qui ont pour objet de fournir une image fidèle de l'entreprise :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices ;

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels (PCG 99).

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

a - Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations), à l'exception des immobilisations acquises avant le 31 décembre 1976 qui ont fait l'objet d'une réévaluation légale.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie économique des immobilisations. Ces amortissements pour dépréciation sont comptabilisés au bilan, en minoration de l'actif, et au compte de résultat, en dotation d'exploitation aux amortissements. Lorsque des amortissements dégressifs sont calculés sur les biens ouvrant droit à cette mesure fiscale, au bilan, l'écart entre amortissements linéaires et amortissements dégressifs est classé dans les capitaux propres en provisions réglementées, et au compte de résultat, en charges exceptionnelles.

Les principales durées de vie retenues sont :

- Constructions	20 à 30 ans
- Installations générales et agencements	10 ans
- Mobilier de bureau	10 ans

b - Participations

La valeur brute des participations est constituée par leur coût d'achat hors frais accessoires à l'exception des titres de participation acquis avant le 31/12/1976 qui ont fait l'objet de la réévaluation légale.

La valeur d'inventaire des participations retenues pour la consolidation est déterminée par la valeur d'utilité fondée généralement sur la quote-part d'actif net retraité conformément aux principes

comptables du groupe, ou consolidé lorsqu'il s'agit des sociétés-mères des sous-groupes. Les autres participations et titres immobilisés sont estimés d'après leur valeur d'usage, cette dernière étant fondée sur une analyse multi-critères tenant compte notamment de l'actif net social et des perspectives de rentabilité.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Lorsque la valeur d'inventaire est négative, et si la situation le justifie, une provision pour risques est constituée.

c - Prêts et créances

Les prêts et créances sont valorisés à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

d - Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Si à la clôture de l'exercice la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable, une provision pour dépréciation est constituée.

e - Placements de trésorerie

Les placements de trésorerie correspondent essentiellement aux excédents de liquidités confiés à la gestion du GIE PSA Trésorerie.

En cas de besoins en trésorerie, les dettes auprès du GIE PSA Trésorerie sont portées au poste "Emprunts et dettes financières divers".

f - Provisions réglementées

Les provisions réglementées figurant au bilan comprennent l'écart de réévaluation légale 1976 des immobilisations amortissables, les plus-values réinvesties sur titres de participation (ancien article 40 du Code Général des Impôts) et les provisions pour investissement liées au régime dérogatoire de participation des salariés.

g - Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'évaluation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en "écart de conversion". Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques. Lorsque, pour des opérations dont les termes sont suffisamment voisins, les pertes et les gains latents peuvent être considérés comme concourant à une position globale de change, le montant de la dotation est limité à l'excédent des pertes sur les gains.

h - Opérations de couverture du risque de taux d'intérêt

La société Peugeot S.A. optimise son coût de refinancement en utilisant des instruments financiers de couverture.

Sur le plan des principes de comptabilisation, les résultats dégagés par ces opérations de couverture sont enregistrés de manière symétrique à celle des résultats sur les éléments couverts.

i - Impôts sur les résultats

Depuis le 1^{er} janvier 2000, Peugeot S.A. a renouvelé son option pour le régime d'intégration fiscale des filiales françaises contrôlées à plus de 95 %, prévu à l'article 223A du Code Général des Impôts.

Pour la société Peugeot S.A., l'effet d'impôt au titre de l'exercice, inscrit au compte de résultat est composé :

- du produit global, égal à la somme des impôts versés par les filiales bénéficiaires ;
- de la charge nette d'impôt, ou du produit de la créance de report en arrière, résultant de la déclaration d'intégration fiscale ;
- de la charge d'impôt correspondant aux éventuels reversements d'économie d'impôt faits aux filiales déficitaires, ou au produit d'impôt correspondant à leurs remboursements par les filiales ;

- et des régularisations éventuelles sur la charge d'impôt d'exercices antérieurs.

j - Changements de méthode d'évaluation

Aucun changement de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

→ NOTE 2 - Immobilisations : valeurs brutes

Les 10 janvier et 18 mai 2001, la société Peugeot S.A. a cédé la totalité de l'ensemble immobilier situé sur les communes de Neuilly-Sur-Seine et de Levallois-Perret pour un montant de 271 207 milliers d'euros, dégageant un résultat exceptionnel avant impôt de 258 468 milliers d'euros.

Au 31 décembre 2001

<i>(en milliers d'euros)</i>	Valeurs brutes au début de l'exercice	Augmentations par		Diminutions par		Valeurs brutes en fin d'exercice	Valeurs d'origine hors réévaluation ⁽¹⁾
		Acquisitions et nouveaux prêts	Autres variations nettes	Cessions et remboursements de prêts	Autres variations nettes		
Immobilisations corporelles							
Terrains	13 014	-	-	4 926	-	8 088	5 454
Constructions :							
- sur sol propre	28 619	-	-	7 596	-	21 023	10 865
- sur sol d'autrui	336	-	-	336	-	-	-
- installations générales et agencements	5 819	-	-	-	-	5 819	5 014
Autres immobilisations corporelles							
- installations générales	612	-	-	612	-	-	-
- autres immobilisations corporelles	17	-	-	-	-	17	-
Sous-total	48 417			13 470		34 947	
Immobilisations financières							
Participations	4 031 925	1 303 693	-	483	7	5 335 128	4 849 793
Créances rattachées à des participations	3 842	-	-	-	3 817	25	-
Autres titres immobilisés	504 563	503 534	-	959 444	-	48 653	-
Prêts	69 699	202	-	68 602	399	900	-
Autres immobilisations financières	8	-	-	-	-	8	-
Sous-total	4 610 037	1 807 429	-	1 028 529	4 223	5 384 714	
Total	4 658 454	1 807 429	-	1 041 999	4 223	5 419 661	-

⁽¹⁾ pour les postes concernés par la réévaluation seulement.

→ NOTE 3 - Amortissements au 31 décembre 2001

<i>(en milliers d'euros)</i>	Amortissements au début de de l'exercice	Dotations de l'exercice	Amortissements afférents aux cessions et mises hors service	Amortissements en fin d'exercice
Immobilisations corporelles				
Constructions :				
- sur sol propre	20 952	168	190	20 930
- sur sol d'autrui	310	-	310	-
- installations générales et agencement	5 814	2	-	5 816
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales	233	-	233	-
Autres immobilisations corporelles	16	1	-	17
Sous-total	27 325	171	733	26 763
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Frais d'émission des emprunts	1 094	182	1 276	-
Prime sur titres de créances négociables	1	-	1	-
Sous-total	1 095	182	1 277	-
Total	28 420	353	2 010	26 763

→ NOTE 4 - Titres de participation

a - Valeurs brutes

1) Prise de contrôle de l'activité automobile du groupe Sommer Allibert

Le 3 janvier 2001, Peugeot S.A. a acquis la totalité du capital de la SIT, société dont le seul actif est une participation de 37,9 % en capital et de 52,9 % en droits de vote de Sommer Allibert. Cette acquisition a fait suite à l'achat par les anciens actionnaires de contrôle de la SIT de la totalité des activités non automobiles de Sommer Allibert, constituée principalement du groupe Tarkett Sommer. Cette acquisition a représenté un investissement de 470 millions d'euros, correspondant à un prix de 57,5 euros par action Sommer Allibert.

Peugeot S.A. a procédé, le 7 mars 2001, à une augmentation de capital de la SIT à hauteur de 700 millions d'euros. Ceci a permis à SIT de participer conjointement avec Faurecia à l'offre publique d'achat lancée le 4 janvier 2001 sur la totalité du capital de Sommer Allibert au prix de 57,5 euros par action.

Le 1^{er} juin 2001, Peugeot S.A. a apporté à Faurecia la totalité du capital de la SIT, permettant ainsi à Faurecia de contrôler l'ensemble des activités d'équipement automobile de Sommer Allibert.

Le coût d'acquisition pour la société Peugeot S.A. s'est élevé à 1 170 millions d'euros.

La participation de Peugeot S.A. dans Faurecia s'élève à 71,60 %.

2) Autres participations

Les autres principaux mouvements de l'exercice concernent l'acquisition de 35 998 actions de Peugeot Citroën Automobiles à Automobiles Peugeot pour 93 595 milliers d'euros, ainsi que la

souscription à l'augmentation de capital d'Automobiles Citroën pour 40 000 milliers d'euros.

b - Provisions pour dépréciation

Les principaux mouvements de provisions pour dépréciation des titres de participation sont, d'une part, une dotation des titres Peugeot Motocycles à hauteur de 17 000 milliers d'euros, et d'autre part, une reprise de provision sur Process Conception Ingénierie pour 11 500 milliers d'euros et sur Société de Constructions Mécaniques Panhard et Levasor pour 17 000 milliers d'euros.

→ NOTE 5 - Actions propres

a - Mouvements de l'exercice

La société Peugeot S.A. a poursuivi au cours de l'exercice 2001, son programme de rachat d'actions conformément aux autorisations qui lui ont été octroyées par les Assemblées Générales du 24 mai 2000 et du 16 mai 2001.

Selon décision du Directoire du 20 novembre 2001, 798 600 options d'achat d'actions ont été attribuées à certains salariés du groupe.

Le 23 novembre 2001, la société Peugeot S.A. a annulé 23 450 000 actions, dans le cadre des autorisations votées par l'Assemblée Générale du 16 mai 2001.

b - Situation au 31 décembre 2001

Titres immobilisés :

La société possède 1 054 187 actions pour un montant de 48 649 milliers d'euros.

Valeurs mobilières de placement :

La société possède 1 940 100 actions pour une valeur nette de 57 420 milliers d'euros, réservées au titre des plans d'options 1999, 2000 et 2001 selon les caractéristiques suivantes, compte-tenu de la division du nominal par six en 2001 :

	Plan 2001	Plan 2000	Plan 1999
Date de décision du Directoire	20.11.2001	05.10.2000	31.03.1999
Date de maturité	20.11.2004	05.10.2002	31.03.2001
Date d'expiration	19.11.2008	04.10.2008	30.03.2007
Nombre de bénéficiaires	147	154	97
Prix d'exercice en euros	46,86	35,46	20,83
Nombre d'options accordées	798 600	709 200	462 900

Pour l'ensemble de ces plans, l'évolution du nombre d'options (actions de 1 euro) en cours de validité est la suivante :

(en nombre d'options)	2001	2000	1999
Total à l'ouverture de l'exercice	1 166 100	456 900	
Options attribuées	798 600	709 200	462 900
Options levées	(24 600)		(6 000)
Total à la clôture de l'exercice	1 940 100	1 166 100	456 900
Dont Plan 1999	432 300	456 900	456 900
Plan 2000	709 200	709 200	
Plan 2001	798 600		

→ NOTE 6 - Provisions inscrites au bilan au 31 décembre 2001

(en milliers d'euros)	Montants au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Autres mouvements (hors résultats)	Montants en fin d'exercice
Provisions réglementées					
Provisions spéciales de réévaluation	95	-	64	-	31
Plus-values réinvesties	673	-	-	-	673
Provisions pour investissement (participation)	477	-	114	-	363
Sous-total	1 245	-	178	-	1 067
Provisions pour risques et charges					
Provisions pour impôts	209 465	47 436	-	-	256 901
Provisions pour risques fiscaux	18 370	4 701	9 562	-	13 509
Provisions pour risque non-conversion obligations convertibles	16 952	-	16 952	-	-
Provisions pour départs anticipés des salariés âgés	1 265	-	435	-	830
Autres provisions pour risques et charges	2 114	6 655	1 982	(132)	6 655
Sous-total	248 166	58 792	28 931	(132)	277 895
Provisions pour dépréciation					
Sur immobilisations financières :					
- participations	79 976	17 000	28 983	-	67 993
- prêts	448	-	15	132	565
Sur actif circulant :					
- valeurs mobilières de placement	5 184	-	278	-	4 906
Sous-total	85 608	17 000	29 276	132	73 464
Total	335 019	75 792	58 385	0	352 426
dont dotations et reprises :					
- d'exploitation					
- financières		17 135	45 923		
- exceptionnelles		6 520	2 900		
- d'impôts sur les résultats		52 137	9 562		
- sur écart de réévaluation					

→ NOTE 7 - Incidence des réévaluations au 31 décembre 2001

a - Variation de la provision spéciale de réévaluation

<i>(en milliers d'euros)</i>	Constructions	Installations générales et agencements	Total
Détermination des écarts			
Augmentation des montants bruts	10 158	805	10 963
Augmentation des amortissements	3 170	389	3 559
Utilisation de la marge supplémentaire d'amortissement au cours de l'exercice			
Supplément d'amortissement	64	-	64
Diminution due aux cessions	-	-	-
Montant cumulé en fin d'exercice	6 958	415	7 373
Montant de la provision en fin d'exercice	30	1	31

b - Variation de la réserve de réévaluation

<i>(en milliers d'euros)</i>	Terrains	Participations	Autres titres immobilisés	Total
Montant au début de l'exercice	2 634	466 668	-	469 302
Diminution due aux cessions	-	-	-	-
Autres variations	-	-	-	-
Montant en fin d'exercice	2 634	466 668	-	469 302

→ NOTE 8 - Charges à répartir sur plusieurs exercices

Les frais d'émission des emprunts qui avaient fait l'objet, sur option de l'entreprise, d'un étalement linéaire, par fractions égales, sur la durée de vie des emprunts, ont été totalement amortis sur l'exercice 2001.

Les frais d'émission du crédit syndiqué de 2 400 000 milliers d'euros émis le 15 mars 2001, ont été intégralement portés dans les charges de l'exercice.

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12. 2001	31.12. 2000	31.12. 1999
Frais d'émission des emprunts	1 277	1 277	17 096
Prime sur titres de créances négociables	-	-	4 117
Valeur brute à la fin de l'exercice	1 277	1 277	21 213
Amortissements cumulés	(1 277)	(1 095)	(17 757)
Valeur nette à la fin de l'exercice	-	182	3 456

→ NOTE 9 - Composition du capital social

Suivant décision du Directoire en date du 23 novembre 2001, Peugeot S.A. a procédé à l'annulation de 23 450 000 actions qu'elle avait acquises depuis octobre 1999.

	2001	2000	1999
Nombre d'actions composant le capital social au début de l'exercice	46 370 605	45 491 008	50 114 600
Levées d'options (plan 1995)	-	14 050	19 920
Conversions d'obligations 2 % 1994/2001	722 586	865 547	6 488
Création d'actions par réduction du nominal de 6 à 1€	235 465 955	-	-
Réduction de capital par annulation d'actions	(23 450 000)	-	(4 650 000)
Nombre d'actions composant le capital social à la fin de l'exercice	259 109 146	46 370 605	45 491 008

Au 31 décembre 2001 le capital social de Peugeot S.A. se compose de 259 109 146 actions intégralement libérées, d'une valeur nominale de 1 euro chacune.

→ NOTE 10 - Titres subordonnés à durée indéterminée

Dans le cadre de l'extinction par délégation parfaite de dettes envers le Crédit National s'élevant à 263 279 milliers d'euros le 27 février 1989, la société Peugeot S.A. a émis des titres subordonnés à durée indéterminée du même montant. Après une première période d'intérêts calculés jusqu'au 6 décembre 1992 au taux fixe de 8,501 %, ces titres ont produit un intérêt à taux variable basé sur le PIBOR plus 0,001 % entre le 7 décembre 1992 et le 26 février 1997, date d'échéance de l'opération.

La technique financière mise en œuvre a entraîné un reversement initial effectif de 135 077 milliers d'euros, qui a été déduit de la valeur nominale des titres dans le bilan. La valeur portée au bilan a été en outre amortie chaque année de la fraction non déductible des intérêts servis, inhérente au reversement initial. Ces amortissements cumulés de 1989 à 1997 se sont élevés à 81 050 milliers d'euros. Les titres figurent ainsi pour une valeur de 47 152 milliers d'euros au bilan du 31 décembre 2001 et sont considérés comme des autres fonds propres.

→ NOTE 11 - Provision pour économie d'impôt à reverser

Une provision pour impôt à reverser figure au bilan arrêté au 31 décembre 2001, pour un montant de 256 901 milliers d'euros. Cette provision a pour origine les économies d'impôt provenant de l'utilisation, par la société Peugeot S.A., des déficits fiscaux de ses filiales intégrées. Cette provision sera reprise dans les années à venir, au fur et à mesure que les filiales intégrées, à l'origine des déficits utilisés au niveau du groupe, redeviendront bénéficiaires.

→ NOTE 12 - Emprunt obligataire convertible

La société Peugeot S.A. a émis en mars 1994 un emprunt obligataire convertible à tout moment à raison d'une action pour une obligation. Cet emprunt convertible d'un montant initial de 603 698 milliers d'euros, représenté par quatre millions d'obliga-

tions d'une valeur unitaire de souscription de 150,92 euros, est arrivé à échéance le 1^{er} janvier 2001.

Les porteurs d'obligations disposaient d'un délai de 3 mois à compter de cette date pour convertir leurs obligations en actions ou en demander le remboursement.

Sur les 747 329 obligations en cours au 31 décembre 2000, 722 586 obligations ont été converties en actions et 24 743 obligations ont été remboursées.

La provision pour risque de non conversion, constituée sur la durée de l'emprunt pour couvrir la charge nette d'impôt correspondant à la prime de remboursement de 35,68 euros par obligation, a été reprise à hauteur de 16 391 milliers d'euros pour les obligations converties et de 561 milliers d'euros pour les obligations remboursées.

→ NOTE 13 - Emprunt obligataire indexé

En mai 1998, la société Peugeot S.A. a procédé à l'émission d'un emprunt obligataire indexé sur le cours de bourse de l'action PSA.

Cet emprunt d'un montant de 68 602 milliers d'euros, est représenté par 45 000 obligations d'une valeur nominale de 1 524,49 euros.

Ces obligations, zéro coupon, viennent à échéance le 18 mai 2006. Leur remboursement in fine, indexé sur le cours de bourse de l'action PSA, est plafonné à 231 % du nominal, le capital étant garanti.

Deux swaps ont été conclus d'un montant total de 68 602 milliers d'euros, pour couvrir le risque lié à l'indexation, en contrepartie d'une rémunération à Euribor 3 mois - 0,15 % sur 38 112 milliers d'euros et Euribor 3 mois - 0,20 % sur 30 490 milliers d'euros.

→ NOTE 14 - Emprunts et dettes financières divers

Ce poste est essentiellement constitué des emprunts de trésorerie contractés auprès du GIE PSA Trésorerie, organisme de centralisation de la trésorerie des filiales industrielles et commerciales du groupe, pour un montant de 414 374 milliers d'euros.

→ NOTE 15 - Echéances des créances et dettes du bilan au 31 décembre 2001

ETAT DES CREANCES

<i>(en milliers d'euros)</i>	Montants bruts	A moins d'un an	A plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations	25	25	-
Prêts	900	-	900
Autres immobilisations financières	8	-	8
Sous-total	933	25	908
Créances de l'actif circulant			
Avances et acomptes versés sur commandes	27	27	-
Créances clients et comptes rattachés			
Personnel et comptes rattachés	324	324	-
Etat et collectivités publiques :			
- impôt sur les sociétés			
- taxe sur la valeur ajoutée	192	192	-
Autres taxes	3 163	3 163	-
Groupe et associés	123 355	123 355	-
Débiteurs divers	479	479	-
Placements de trésorerie			
Sous-total	127 540	127 540	-
Charges constatées d'avance	137	137	-
Total	128 610	127 702	908

ETAT DES DETTES

<i>(en milliers d'euros)</i>	Montants bruts	A moins d'un an	De un à cinq ans	A plus de cinq ans
Emprunts et dettes assimilées				
Emprunt obligataire convertible				
Autres emprunts obligataires	68 616	14	68 602	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	535	535	-	-
Emprunts et dettes financières divers	419 133	417 465	1 668	-
Sous-total	488 284	418 014	70 270	-
Dettes d'exploitation				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 558	2 558	-	-
Personnel et comptes rattachés	15 776	15 776	-	-
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	11 718	11 718	-	-
Etat et collectivités publiques :				
- impôt sur les sociétés : régime d'intégration fiscale	181 737	181 737	-	-
- taxe sur la valeur ajoutée	3 751	3 751	-	-
Autres impôts, taxes et versements assimilés	1 026	1 026	-	-
Sous-total	216 566	216 566	-	-
Dettes diverses				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	50 370	50 370	-	-
Créditeurs divers	9 273	9 273	-	-
Sous-total	59 643	59 643	-	-
Produits constatés d'avance				
Total	764 493	694 223	70 270	-

→ NOTE 16 - Produits à recevoir et charges à payer

Montants des produits à recevoir et charges à payer inclus dans les postes suivants du bilan :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12. 2001	31.12. 2000	31.12. 1999	<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12. 2001	31.12. 2000	31.12. 1999
PRODUITS A RECEVOIR				CHARGES A PAYER			
Intérêts courus non échus des :				Intérêts courus non échus des :			
- Créances rattachées à des participations	-	3 823	-	- Emprunt obligataire convertible	-	2 256	12 055
- Autres titres immobilisés	-	-	4 059	- Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	-	-	-
- Prêts et autres immobilisations financières	-	399	517	- Emprunts et dettes financières divers	1 289	51	15 167
Autres produits à recevoir :				Autres charges à payer :			
- Clients et autres créances	246	240	314	- Fournisseurs	812	11 778	1 175
- Valeurs mobilières de placement	807	867	-	- Dettes fiscales et sociales	21 559	15 271	9 284
- Placements de trésorerie	-	370	1 030	- Autres dettes	1 009	2 114	1 552
Total	1 053	5 699	5 920	Total	24 669	31 470	39 233

→ NOTE 17 - Eléments concernant les entreprises liées et les participations au 31 décembre 2001

<i>(en milliers d'euros)</i>	Montants concernant des entreprises	
	liées (1)	avec lesquelles la société a un lien de participation
POSTES DU BILAN		
Actif		
Participations	5 334 890	238
Créances rattachées à des participations	-	-
Prêts	-	-
Autres créances	122 321	1 281
Placements de trésorerie	-	-
Banques, caisses et comptes rattachés	-	-
Passif		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	468	-
Emprunts et dettes financières diverses	417 334	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	904	35
Autres dettes	5 059	309
POSTES DU COMPTE DE RESULTAT		
Charges financières	18 954	-
Produits de participation	1 158 763	107
Autres produits financiers	2 933	-

(1) Entreprises entrant dans le périmètre de consolidation du groupe PSA PEUGEOT CITROËN, y compris les sociétés mises en équivalence.

→ NOTE 18 - Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de l'exercice se répartit comme suit :

a - Par secteur d'activité

<i>(en milliers d'euros)</i>	2001	2000	1999
Prestations de services	124 092	110 070	96 438
Loyers immobiliers	8 276	16 388	16 572
Total	132 368	126 458	113 010

Les prestations de services s'entendent essentiellement d'une participation aux frais d'études, de gestion et de fonctionnement du groupe facturée par la société mère à ses filiales.

b - Par marché géographique

La quasi-totalité du chiffre d'affaires est réalisée en France.

→ NOTE 19 - Crédit-bail immobilier

Les informations suivantes ne concernent qu'un contrat de crédit-bail immobilier portant sur les constructions sises à Neuilly-sur-Seine.

L'option d'achat concernant ce contrat, venant normalement à échéance le 31 décembre 2001, a été levée par anticipation le 1^{er} juillet 2000.

Cet ensemble immobilier a été cédé au cours du 1^{er} semestre 2001 (note 2).

<i>(en milliers d'euros)</i>	2001	2000	1999
Valeur d'origine	-	77 749	77 749
Redevances payées (H.T.) :			
- cumul exercices antérieurs	-	142 638	134 343
- au cours de l'exercice	-	4 179	8 295
Total	-	146 817	142 638
Redevances restant à payer :			
- à un an au plus	-	-	8 342
- de un à cinq ans	-	-	8 342
- à plus de cinq ans	-	-	-
Total	-	-	16 684

→ NOTE 20 - Impôt sur les sociétés

Le régime fiscal de groupe (note 1-i) aboutit à l'effet suivant sur le poste d'impôt sur les bénéfices :

<i>(en milliers d'euros)</i>	2001	2000	1999
Impôts versés à Peugeot S.A. par les filiales intégrées bénéficiaires	516 791	462 926	278 459
Retour économie d'impôt, antérieurement versée par Peugeot S.A., par les filiales intégrées bénéficiaires	11 458	24 438	20 200
Effet d'impôt groupe estimé de l'exercice	(537 262)	(369 172)	(19 622)
Régularisation sur charge d'impôt d'exercices antérieurs	(7 552)	4 029	(1 694)
Variation de la provision pour économie d'impôt à reverser (note 11)	(46 310)	3 964	(179 738)
Variation de la provision pour risques fiscaux	4 861	3 018	-
Effet net d'impôt	(58 014)	129 203	97 605

→ NOTE 21 - Engagements financiers

Opérations courantes

a - Engagements reçus

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12. 2001	31.12. 2000	1.12. 1999
- Crédit syndiqué (1)	2 400 000	-	-
- Crédit syndiqué 1 400 000 milliers USD	-	1 504 672	1 393 689
- Lignes de crédit	-	213 429	213 429
- Caution bancaire	6 749	-	-
Total	2 406 749	1 718 101	1 607 118

(1) Le crédit syndiqué de 1 400 000 milliers d'USD 1995-2002 et les lignes de crédit de 213 429 milliers d'euros ont été renouvelés par la mise en place d'un crédit syndiqué de 2 400 000 milliers d'euros d'une durée de 5 ans. Il n'a pas été utilisé en 2001.

b - Engagements donnés

(en milliers d'euros)	31.12. 2001	31.12. 2000	1.12. 1999
Avais et cautions accordés en faveur de :			
- nos filiales	2 343 387	777 938	543 600
- autres entreprises	205 655	197 670	118 370
Total	2 549 042	975 608	661 970
Autres engagements donnés :			
- crédit-bail immobilier	-	-	16 684
- prime de remboursement sur emprunt obligataire convertible en actions	-	26 659	142 461
- engagements sur emprunts obligataires transférés à d'autres sociétés du groupe	51	53	54
Total	2 549 093	1 002 320	821 169

c) Engagements réciproques

(en milliers d'euros)	31.12. 2001	31.12. 2000	1.12. 1999
Opérations de couverture de change des :			
- créances diverses	3 153	2 948	2 946
Opérations de gestion de risque de taux :			
- échanges de conditions d'intérêts	68 602	68 602	148 607
Total	71 755	71 550	151 553

Ces engagements concernent les filiales et autres entreprises liées pour :

(en milliers d'euros)	31.12. 2001	31.12. 2000	1.12. 1999
Engagements donnés	2 343 438	777 991	543 649
Engagements réciproques	3 153	2 948	2 946

→ NOTE 22 - Engagements de retraite

La société Peugeot S.A. accorde aux salariés de l'entreprise des indemnités de départ à la retraite, et leur garantit, sous certaines conditions, un niveau minimum de retraite. Au 31 décembre 2001, la valeur actuelle estimée de la partie courue des prestations futures s'élève à 77 353 milliers d'euros. Ce montant est couvert à hauteur de 31 450 milliers d'euros par des versements dans des fonds externes.

→ NOTE 23 - Situation fiscale latente

Les décalages dans le temps entre le régime fiscal et le traitement comptable des produits et charges se traduisent par un actif d'impôt différé de 7 743 milliers d'euros au 31 décembre 2001.

→ NOTE 24 - Rémunérations des dirigeants

(en milliers d'euros)	2001	2000	1999
Montants des rémunérations allouées :			
- aux organes de Direction	6 725	6 272	4 985
- aux membres du Conseil de Surveillance	458	352	352
Total	7 183	6 624	5 337

Les membres du Directoire, du Comité Exécutif et de l'Etat-Major composent les organes de Direction.

Au 31 décembre 2001, les membres des organes de Direction détenaient 711 600 options d'achat d'actions de la société Peugeot S.A. attribuées lors des plans d'option consentis en 1999, 2000 et en 2001 à certains membres du personnel salarié.

→ NOTE 25 - Effectif moyen

L'effectif moyen mis à la disposition de l'entreprise évolue ainsi :

	2001	2000	1999
Cadres	616	551	513
Cadres A(*), A1, A2	37	83	79
ETAM	266	272	276
Total	919	906	868

(*) A compter de l'année 2001, les cadres A ont intégré la population des cadres.

→ NOTE 26 - Evénements postérieurs à la clôture

Néant.

RESULTATS FINANCIERS DE LA SOCIETE AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

(articles D 133, D 135, D 148 du décret du 23 mars 1967)

(en euros)	2001	2000	1999	1998	1997
Situation financière en fin d'exercice					
Capital social ⁽¹⁾	259 109 146	278 223 630	272 946 048	267 397 253	267 377 127
Nombre d'actions émises	259 109 146	46 370 605	45 491 008	50 114 600	50 110 828
Nombre maximal d'actions futures à créer :					
- par conversion d'obligations	-	747 329	3 993 508	3 999 996	3 999 998
- par conversion d'options de souscription	-	-	19 950	39 870	43 640
Résultat global des opérations de l'exercice					
Produits des activités courantes hors taxes	1 301 076 844	528 494 513	644 947 787	322 161 692	340 435 374
Résultat avant impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	1 408 880 735	133 501 174	555 215 755	214 255 027	244 425 334
Participation des salariés (charge de l'exercice)	(2 579 763)	(1 039 052)	(862 539)	(137 508)	(137 235)
Impôts sur les bénéfices ⁽²⁾	(58 014 158)	129 203 159	97 604 910	92 885 489	(10 777 279)
Résultat après impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	1 373 101 164	331 270 338	1 051 231 309	254 743 594	(191 424 608)
Dividendes	297 975 518	231 853 025	122 825 722	75 171 900	22 918 039
Résultat des opérations réduit à une seule action ⁽³⁾					
Résultat après impôts, participation des salariés, mais avant amortissements et provisions	5,20	5,64	14,33	6,13	4,66
Résultat après impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	5,30	7,14	23,11	5,08	(3,82)
Dividende attribué à chaque action :					
- dividende net distribué	1,15	5,00	2,70	1,50	0,46
- impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal)	0,58	2,50	1,35	0,75	0,23
Revenu global	1,73	7,50	4,05	2,25	0,69
Personnel					
Effectif moyen des salariés	919	906	868	506	475
Montant de la masse salariale	54 028 719	50 284 280	44 958 488	29 563 201	26 545 513
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité Sociale, œuvres sociales, etc.)	25 372 077	24 175 258	20 688 244	13 734 005	11 923 892

(1) Entre 1997 et 2001, les mouvements sur le capital résultent :

- de levées d'options de souscription d'actions ;
- de la conversion d'obligations 2 % 1994 - 2001 ;
- de l'augmentation de la valeur nominale portée à 6 euros en 1999 ;
- de l'annulation d'actions suite à leur rachat en Bourse.

(2) Depuis le 1^{er} janvier 1990, la société a opté pour le régime de l'Intégration Fiscale articles 223 A et suivants du CGI applicable aux filiales françaises contrôlées à plus de 95 %. Tous les mouvements d'impôt sur les bénéfices sont enregistrés sur la ligne impôts sur les bénéfices y compris les variations de provisions pour impôts.

(3) Suite à la réduction de la valeur nominale des actions intervenue le 2 juillet 2001, les informations ci-dessus tiennent compte d'actions de nominal 6 euros pour la période 1997-2000 et d'actions de nominal 1 euro pour l'année 2001.

FILIALES ET PARTICIPATIONS AU 31 DECEMBRE 2001

(en milliers d'euros ou en milliers d'unités de monnaies nationales)

SOCIETES OU GROUPES DE SOCIETES	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats	Quote-part de capital détenue en %
I - RENSEIGNEMENTS DETAILLES SUR LES TITRES DONT LA VALEUR BRUTE EXCEDE 1% DU CAPITAL SOCIAL			
A - Filiales (50 % au moins du capital détenu par la société)			
Peugeot Citroën Automobiles 65-71, boulevard du Château 92200 Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine)	Euro 293 304	3 797 611	85,23
Faurecia 276, rue Louis-Blériot, 92100 Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine)	Euro 169 150	795 972	71,53
Grande Armée Participations 75, avenue de la Grande-Armée, 75116 Paris	Euro 60 435	357 316	99,99
Automobiles Citroën 12, rue Fructidor, 75017 Paris	Euro 20 000	107 944	99,99
Banque PSA Finance 75, avenue de la Grande-Armée, 75116 Paris	Euro 161 280	678 559	72,42
Automobiles Peugeot 75, avenue de la Grande-Armée, 75116 Paris	Euro 304 506	281 405	99,99
Process Conception Ingénierie 9, avenue du Maréchal Juin, 92048 Meudon-la-Forêt (Hauts-de-Seine)	Euro 22 954	146 490	84,54
Peugeot Motocycles 103, rue du 17 Novembre, 25350 Mandeure (Doubs)	Euro 7 142	58 110	74,97
Gefco 77 à 81, rue des Lilas d'Espagne, 92400 Courbevoie (Hauts-de-Seine)	Euro 8 000	114 911	99,94
Société de Constructions Mécaniques Panhard et Levassor 18, avenue d'Ivry, 75013 Paris	Euro 800	9 917	99,99
PSA International S.A. 62, quai Gustave-Ador 1207 Genève (Suisse)	CHF 5 979	187 549	-
Peugeot Citroën Moteurs 49, rue Noël-Pons, 92000 Nanterre (Hauts-de-Seine)	Euro 4 032	126 474	99,92
	Euro 880	4 386	99,97
B - Participations (10 à 50 % du capital détenu par la société)			
II - RENSEIGNEMENTS GLOBAUX SUR LES AUTRES TITRES DONT LA VALEUR BRUTE N'EXCEDE PAS 1% DU CAPITAL SOCIAL			
A - Filiales non reprises au paragraphe I Filiales françaises (ensemble) Filiales étrangères (ensemble)			
B - Participations non reprises au paragraphe I Dans des sociétés françaises (ensemble) Dans des sociétés étrangères (ensemble)			

Valeur comptable brute des titres détenus	Valeur comptable nette des titres détenus	Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Bénéfice/ (Perte) du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice	Observations
2 437 872	2 437 674	--	720 671	59 433 322	836 845	295 966	
1 262 691	1 262 283	-	-	34 314	14 062	6 891	
408 921	408 921	-	-	NS	25 374	91 530	
392 819	392 819	-	-	13 358 798	59 424	51 832	
280 080	280 080	-	-	NS	50 636	-	
213 007	212 945	-	-	21 275 781	192 244	664 387	
170 304	153 776	-	-	294 591	5 075	-	
72 017	55 017	-	-	245 841	(5 919)	-	
32 191	32 191	-	-	1 717 463	46 476	38 088	
51 471	17 000	-	-	60 407	5 759	-	
-	-	-	-	NS	17 534	-	1 EUR =1,4829 CHF
6 843	6 843	-	-		11 824	8 988	
4 373	4 373	-	-	107 784	841	1 081	
242	242	-	-			107	
2 127	2 127	-	-				
-	-	-	-				
-	-	-	-				

INVENTAIRE DES VALEURS MOBILIERES EN PORTEFEUILLE AU 31 DECEMBRE 2001

				<i>(en milliers d'euros)</i>		
				Valeur brute	Amortissements, dépréciations ou plus-values réinvesties	Valeur nette
Sociétés						
2 272 645	actions de	110 EUR	Peugeot Citroën Automobiles	2 437 872	198	2 437 674
17 285 597	actions de	7 EUR	Faurecia	1 262 691	408	1 262 283
394 997	actions de	153 EUR	Grande Armée Participations	408 921		408 921
1 249 996	actions de	16 EUR	Automobiles Citroën	392 819		392 819
7 299 994	actions de	16 EUR	Banque PSA Finance	280 080		280 080
19 030 965	actions de	16 EUR	Automobiles Peugeot	213 007	62	212 945
192 131	actions de	101 EUR	Peugeot Citroën Ingénierie	170 304	16 528	153 776
334 731	actions de	16 EUR	Peugeot Motocycles	72 017	17 000	55 017
499 680	actions de	16 EUR	Gefco	32 191		32 191
49 996	actions de	16 EUR	Société de Constructions Mécaniques Panhard & Levassor	51 471	34 471	17 000
5 974	actions de	1 000 CHF	PSA International S.A.	6 843		6 843
54 982	actions de	16 EUR	Peugeot Citroën Moteurs	4 373		4 373
89 999	actions de	15 EUR	Société Anonyme de Réassurance Luxembourgeoise	2 117		2 117
Actions propres				48 649		48 649
Titres dont la valeur d'inventaire est inférieure à 2 000 000 d'euros (montant global)				426		426
Total				5 383 781	68 667	5 315 114

Inventaire établi conformément à l'article L 341-1 et 2 du Code de Commerce.

Les valeurs n'ayant pas une importance significative ont été inscrites pour un montant global.

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2001

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

En application de l'article L.225-88 du Code de Commerce, nous avons été avisés des conventions qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil de Surveillance.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions, mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article 117 du décret du 23 mars 1967, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

1. Conventions conclues au cours de l'exercice et préalablement autorisées

1.1. Avals, cautions et garanties

a) Au profit de la Société Peugeot Citroën Automobiles S.A.

Objet et nature de la convention

Après autorisation du Conseil de Surveillance, votre société s'est constituée caution solidaire pour un montant de 120 000 000 € majorés des intérêts et accessoires, en garantie du remboursement d'un prêt consenti par la Banque Européenne d'Investissement à Peugeot Citroën Automobiles S.A.

Votre société a également été autorisée à consentir le nantissement au profit de la BEI d'un portefeuille de titres émis par l'Etat français et d'autres instruments financiers préalablement acceptés par la BEI à définir et qui feront l'objet d'avenants.

Administrateurs communs

Monsieur Jean-Martin Folz.

2. Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice

Par ailleurs, en application du décret du 23 mars 1967, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, approuvées au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

2.1. Participation aux frais d'étude, de gestion et de fonctionnement du groupe

Les sommes reçues au titre de la participation des filiales aux frais d'étude, de gestion et de fonctionnement du groupe se sont élevées pour l'exercice 2001 à 123 523 187 €.

2.2 Rémunération du Comité des Rémunérations

La rémunération globale pour l'exercice 2001 des membres de la commission des rémunérations du Conseil de Surveillance s'est élevée à 19 056 €.

2.3. Rémunération du Comité Stratégique

La rémunération globale pour l'exercice 2001 du Comité Stratégique du Conseil de Surveillance s'est élevée à 22 867 €.

2.4. Loyers

Les loyers perçus par votre société au titre de l'exercice 2001 se sont élevés à :

Locataire	Loyer 2001	Commentaire
Automobiles Peugeot	2 763 498 €	Locaux situés au 75, avenue de la Grande-Armée, Paris 16 ^e
Peugeot Citroën Automobiles (PCA)	2 069 800 €	Locaux situés au 75, avenue de la Grande-Armée, Paris 16 ^e

2.5. Avals, cautions et garanties

Nous résumons sous forme de tableau les avals, cautions et garanties donnés par votre société, en y indiquant le montant des encours au 31 décembre 2001 et les rémunérations perçues au titre de l'exercice.

Nature et bénéficiaire	Bénéficiaire du prêt	Montant initial du prêt dans sa devise d'origine	Encours au 31.12.2001	Rémunération au titre de l'exercice
Garantie de remboursement d'un prêt accordé par le Fonds de Développement Economique et Social	Automobiles Citroën	1 000 000 000 FRF	24 459 790 €	15 287 €
Cautions solidaire et irrévocable au titre d'un prêt octroyé par la BEI et garantie par nantissement de titres	Automobiles Peugeot	500 000 000 FRF	75 864 729 €	47 640 €
Cautions solidaire et irrévocable au titre d'un prêt octroyé par la BEI et garantie par nantissement de titres	Automobiles Peugeot	500 000 000 FRF	75 784 236 €	47 640 €
Cautions solidaire et irrévocable au titre d'un prêt octroyé par la BEI et garantie par nantissement de titres	Automobiles Peugeot	1 200 000 000 FRF	183 525 000 €	112 201 €
Cautions solidaire et irrévocable au titre d'un prêt octroyé par la BEI et garantie par nantissement de titres	Peugeot Citroën Automobiles	199 430 000 FRF	197 206 245 €	124 644 €

Votre société s'est également portée caution solidaire à hauteur de 1 300 000 000 FRF majoré des intérêts et accessoires sur un prêt consenti par la BEI à Automobiles Peugeot, et au GIE Vulcain Energie d'un montant de 1 300 000 000 FRF. Cette caution a été complétée par un nantissement au profit de la BEI d'un portefeuille de titres d'Etat et d'actions de sociétés cotées d'une valeur pouvant aller jusqu'à 27 % de l'encours.

Automobiles Peugeot a effectué un tirage en 1998 de 21 330 000 GBP.

A ce titre, la commission de garantie perçue en 2001 s'est élevée à 19 056 €.

Le GIE Vulcain Energie a effectué deux tirages en 1998, de respectivement 63 000 000 GBP le 7 décembre 1998 et 90 000 000 USD le 16 décembre 1998.

A ce titre, votre société a perçu une rémunération en 2001 de 104 996 €.

Nous vous rappelons que les contrats visés au paragraphe ci-dessus ont été transférés à la société Peugeot Citroën Automobiles S.A. dans le cadre de la restructuration de la branche automobile du groupe.

2.6. Lettres de confort

Votre Conseil de Surveillance a autorisé la constitution de garanties à hauteur de 100 000 000 DEM, au bénéfice de Commerzleasing und Immobilien GmbH, Deutsche Bank et Hypovereinsbank et de leurs filiales dans le cadre des financements que ces sociétés seraient amenées à consentir à Peugeot Deutschland GmbH.

Faisant usage de cette autorisation, votre société a délivré les lettres de confort suivantes dans le cadre de contrats de leasing immobilier.

Date	Montant de la garantie	Bénéficiaire de la garantie
12-04-2000	3 000 000 DEM	Commerzleasing & Immobilien GmbH
14-02-2001	9 450 000 DEM	BIL Leasing GmbH
7-09-2001	1 750 000 €	BIL Leasing GmbH
8-10-2001	2 300 813 €	BIL Leasing GmbH
10-12-2001	10 400 000 €	Rosaria
20-12-2001	1 900 000 €	Rosaria

Les commissions perçues en 2001 pour ces lettres de confort se sont élevées à 4 707 €.

2.7. Mandat de gestion de trésorerie et d'opérations internationales conféré à PSA International S.A.

Le montant de la commission versée à PSA International S.A. s'élève à 9 254 € pour l'exercice 2001.

Paris, le 13 février 2002

Les Commissaires aux Comptes

Constantin Associés

Jean-François Serval

Laurent Lévesque

Coopers & Lybrand Audit
Membre de PricewaterhouseCoopers

Eric Bertier
Associé
Fondé de Pouvoir
et Responsable Technique

Pierre-Bernard Anglade
Associé
et Mandataire social

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LA SOCIÉTÉ PEUGEOT S.A.

→ Bref historique

Fondée en 1896, la société a exercé une activité industrielle et commerciale jusqu'en 1965 au moment où, dans le cadre d'une réorganisation juridique et financière du groupe, elle a été transformée en société holding, ses activités étant poursuivies par sa filiale Automobiles Peugeot.

En décembre 1974, Peugeot S.A. s'est engagée dans le processus de rapprochement avec Automobiles Citroën, alors en prise à des difficultés liées à une conjoncture économique rendue très difficile par le premier choc pétrolier. Ce rapprochement a abouti progressivement à la prise de contrôle de l'intégralité du capital de Citroën S.A., puis à sa fusion avec Peugeot S.A., le 30 septembre 1976.

Au terme d'un accord intervenu le 10 août 1978, la société américaine Chrysler Corporation a apporté à Peugeot S.A. le contrôle de ses filiales industrielles et commerciales en Europe. L'activité de ces sociétés, poursuivie sous la marque Talbot, a été apportée, à la fin de 1980, à Automobiles Peugeot.

En 1979, ce dispositif a été complété par le rachat à Chrysler Financial Corporation de l'ensemble de ses filiales de financements commerciaux en Europe, opération qui a constitué une étape importante pour le développement des activités du groupe dans ce domaine.

PSA Finance Holding, dont les filiales assurent en Europe le financement des ventes de Peugeot et Citroën, a été transformé en banque en juin 1995. Sa dénomination est désormais Banque PSA Finance.

En 1987, Aciers et Outillages Peugeot devient Ecia et, après l'offre publique d'achat amicale sur les actions de l'équipementier Bertrand Faure en 1998, sa dénomination sociale devient Faurecia.

La réorganisation de la Division automobile intervenue le 31 décembre 1998 a consisté à harmoniser les structures juridiques avec les nouveaux schémas d'organisation fonctionnelle mis en place depuis janvier 1998. Les sociétés Automobiles Peugeot et Automobiles Citroën ont apporté l'ensemble de leurs activités de développement et de fabrication de véhicules automobiles à la société Peugeot Citroën Automobiles, et leurs activités de conception et de fabrication de biens industriels à la société Process Conception Ingénierie.

Au premier semestre 2001, Faurecia réalise l'acquisition des activités automobiles de Sommer Allibert avec le soutien de Peugeot S.A.

→ Renseignements d'ordre juridique

Dénomination

PEUGEOT S.A.

Le nom générique de "PSA PEUGEOT CITROËN" est utilisé pour désigner l'ensemble du groupe constitué autour de la société holding Peugeot S.A.

Siège social et administratif

75, avenue de la Grande-Armée - 75116 Paris

Forme juridique

Société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance, régie par le Code de Commerce.

Législation

Législation Française.

Durée

Date de constitution : 1896.

Date d'expiration : 31 décembre 2058
(sauf dissolution ou prorogation).

Objet social (*résumé de l'article 3 des statuts*)

La société a pour objet de participer, directement ou indirectement, à toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, en France ou à l'étranger, pouvant se rattacher :

- à la fabrication, la vente et la réparation de tous véhicules ;
- à la fabrication et la vente de tous produits sidérurgiques, de tous outils et outillages ;
- à la fabrication et la vente de tous matériels se rapportant à l'industrie et à la construction mécanique et électrique ;
- au crédit à la consommation ou à court, moyen et long terme, à l'achat et à la vente de toutes valeurs mobilières et à toutes opérations financières et bancaires ;
- à toutes activités de prestations de services, et notamment de transport ;
- à l'acquisition par tous moyens de tous immeubles et droits immobiliers ;

et plus généralement, de réaliser toutes opérations commerciales, industrielles, financières mobilières et immobilières se rattachant, directement ou indirectement, à l'un des objets ci-dessus précités et à tous objets qui seraient de nature à favoriser ou à développer les affaires de la société.

Registre du commerce

Paris n° B 552 100 554

Code APE : 741 J

Consultation des documents juridiques

Les documents juridiques relatifs à la société, statuts, procès verbaux d'Assemblées Générales, rapports des contrôleurs légaux de tous documents mis à la disposition des actionnaires, peuvent être consultés au siège social.

Exercice social

Du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Répartition statutaire des bénéfices (*article 12 des statuts*)

Le bénéfice distribuable, tel qu'il est défini par la loi, est à la disposition de l'Assemblée Générale. Sauf exceptions résultant des dispositions légales, l'Assemblée Générale décide souverainement de son affectation.

Faits exceptionnels ou litiges

Il n'existe actuellement aucun fait exceptionnel ou litige susceptible d'affecter substantiellement les résultats, l'activité, le patrimoine ou la situation financière de la société ou de son groupe.

→ **Assemblées Générales** (article 11 des statuts)

Convocation

Les réunions ont lieu soit au siège social, soit dans un autre lieu précisé dans l'avis de convocation, lequel est établi suivant les dispositions prévues par la loi.

Droit de vote double

Un droit de vote double est attribué aux actions nominatives entièrement libérées, inscrites au nom d'un même titulaire depuis quatre ans au moins.

Déclarations de franchissement de seuil

(article 7 des statuts)

Outre l'obligation légale d'information portant sur la détention d'actions de la société, toute personne physique ou morale qui vient à posséder, directement ou indirectement, un nombre d'actions représentant plus de 2 % du capital devra informer celle-ci, dans les cinq jours francs suivant l'inscription en compte desdites actions, du nombre total d'actions détenues, cette déclaration devant être renouvelée à chaque fois qu'un nouveau seuil de 1 % est franchi.

Cette obligation statutaire s'applique même au-delà du premier seuil légal de 5 %.

A la demande d'un ou plusieurs actionnaires détenant ensemble au moins 5 % du capital, les actions excédant la fraction qui aurait dû être déclarée à la société, dans le cadre de l'obligation de déclaration de franchissement des seuils ci-dessus, seront privées du droit de vote jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans suivant la date de la régularisation de la notification non effectuée.

ORGANES DE SURVEILLANCE ET DE DIRECTION

MANDATS EXERCES AU COURS DE L'EXERCICE 2001

Noms	Mandat	Date du premier mandat au Conseil de Surveillance	Echéance du mandat en cours	Autres mandats exercés
Conseil de Surveillance				
Pierre PEUGEOT <i>né le 11/06/1932</i>	Président	1/07/1998	2004	<p>Président</p> <ul style="list-style-type: none"> - Société Foncière, Financière et de Participations - FFP <p>Vice-Président</p> <ul style="list-style-type: none"> - Compagnie Industrielle de Delle <p>Membre du Conseil de Surveillance</p> <ul style="list-style-type: none"> - Société du Louvre <p>Administrateur</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etablissements Peugeot Frères - L.F.P.F. - La Française de Participations Financières - Faurecia <p>Représentant Permanent</p> <ul style="list-style-type: none"> - Compagnie Industrielle de Delle au Conseil d'Administration de GFI Industries
Jean BOILLOT <i>né le 6/02/1926</i>	Vice-Président	18/04/1990	2007	<p>Administrateur</p> <ul style="list-style-type: none"> - Peugeot Motor Compagny Plc
Pierre BANZET <i>né le 18/07/1929</i>		23/06/1994	2005	
Jean-Louis DUMAS <i>né le 2/02/1938</i>		16/05/2001	2007	<p>Gérant et associé commandité</p> <ul style="list-style-type: none"> - Hermès International
Marc FRIEDEL <i>né le 21/07/1948</i>		26/06/1996	2002	<p>Membre du Conseil de Surveillance</p> <ul style="list-style-type: none"> - Presses Universitaires de France <p>Représentant Permanent</p> <ul style="list-style-type: none"> - SOFINACTION (Groupe CIC) au Conseil d'Administration de la Société Nancéienne Varin-Bernier (SNVB)
Jean-Louis MASUREL <i>né le 18/09/1940</i>		27/08/1987	2005	<p>Président</p> <ul style="list-style-type: none"> - Arcos Investissements S.A. <p>Membre du Conseil de Surveillance</p> <ul style="list-style-type: none"> - Oudart S.A. <p>Administrateur</p> <ul style="list-style-type: none"> - Société des Bains de Mer à Monaco (S.B.M.) - Banque du Gothard Sam (Monaco) <p>Gérant</p> <ul style="list-style-type: none"> - Société des vins de Fontfroide
François MICHELIN <i>né le 15/06/1926</i>		21/10/1992	2006	<p>Président</p> <ul style="list-style-type: none"> - Participation et Développement Industriels S.A. - PARDEVI <p>Gérant</p> <ul style="list-style-type: none"> - Compagnie Générale des Etablissements Michelin - Manufacture Française des Pneumatiques Michelin - Michelin Reifenwerke (Allemagne) - Compagnie Financière Michelin (Suisse)
Jean-Paul PARAYRE <i>né le 5/07/1937</i>		11/12/1984	2005	<p>Président du Conseil de Surveillance</p> <ul style="list-style-type: none"> - Vallourec <p>Administrateur</p> <ul style="list-style-type: none"> - Bolloré Investissement - Carillion Plc (GB) - Sea Invest France - SNEF - Stena Line (Suède) - Stena UK (GB)

Noms	Mandat	Date du premier mandat au Conseil de Surveillance	Echéance du mandat en cours	Autres mandats exercés
Jean-Philippe PEUGEOT <i>né le 07/05/1953</i>		16/05/2001	2007	<p>Président</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etablissements Peugeot Frères - SIA du Languedoc <p>Président au Conseil d'Administration</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nutrition et Communication <p>Administrateur</p> <ul style="list-style-type: none"> - Société Foncière, Financière et de Participations – FFP - L.F.P.F. - La Française de Participations Financières - Immeubles et Participations de l'Est
Marie-Hélène RONCORONI <i>née le 17/11/1960</i>		2/06/1999	2005	<p>Administrateur</p> <ul style="list-style-type: none"> - L.F.P.F. - La Française de Participations Financières - Société Anonyme de Participations – SAPAR - Etablissements Peugeot Frères - Immeubles et Participations de l'Est <p>Représentant Permanent</p> <ul style="list-style-type: none"> - Société Anonyme de Participations SAPAR au Conseil d'Administration de la Société des Immeubles de Franche-Comté - Société des Immeubles de Franche-Comté au Conseil d'Administration de la Société Anonyme Comtoise de Participation - Société Anonyme Comtoise de Participation au Conseil d'Administration de la Société Anonyme d'Exploitation d'Immeubles dans la Région de Montbéliard (SEDIM)
Ernest-Antoine SEILLIÈRE DE LABORDE <i>né le 20/12/1937</i>		22/06/1994	2006	<p>Président du Conseil d'Administration</p> <ul style="list-style-type: none"> - Marine-Wendel <p>- Compagnie Générale d'Industrie et de Participations - CGIP</p> <p>Vice-Président du Conseil de Surveillance</p> <ul style="list-style-type: none"> - Cap Gemini <p>Président du Conseil de Surveillance</p> <ul style="list-style-type: none"> - Trader.com N.V. <p>Membre du Conseil de Surveillance</p> <ul style="list-style-type: none"> - Hermès International S.A. - Oranje - Nassau Groep B.V. <p>Administrateur</p> <ul style="list-style-type: none"> - Société Générale - Société Lorraine de Participations Sidérurgiques - SLPS - Valeo <p>Représentant Permanent</p> <ul style="list-style-type: none"> - SOFISERVICE au Conseil d'Administration de BioMérieux - SOFISERVICE au Conseil de Surveillance de Bureau Veritas - Compagnie Financière de la Trinité au Conseil d'Administration de Stallergenes
Joseph F. TOOT JR <i>né le 13/06/1935</i>		24/05/2000	2006	<p>Administrateur</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rockwell Automation - Rockwell Collins - Timken Company
Bertrand PEUGEOT <i>né le 30/10/1923</i>	Censeur	8/06/1999	2005	<p>Administrateur</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etablissements Peugeot Frères - Paris Loire - L.F.P.F. - La Française de Participations Financières - Diffusion Industrielle Nouvelle - DIN

Noms	Mandat	Date du premier mandat au Conseil de Surveillance	Echéance du mandat en cours	Autres mandats exercés
Roland PEUGEOT <i>né le 20/03/1926</i>	Censeur	16/05/2001	2007	Président d'Honneur - du Conseil de Surveillance de Peugeot S.A. jusqu'au 16 mai 2001 - Etablissements Peugeot Frères - Football Club Section Montbéliard - FCSM S.A. Représentant Permanent - Etablissement Peugeot Frères au Conseil d'Administration de L.F.P.F. – La Française de Participations Financières

Noms	Mandat	Date du premier mandat au Directoire	Echéance du mandat en cours	Autres mandats exercés
Directoire Jean-Martin FOLZ <i>né le 11/01/1947</i>	Président	30/09/1997	24/04/2004	Administrateur de Saint-Gobain Président - Automobiles Peugeot - Automobiles Citroën - Banque PSA Finance - Peugeot Citroën Automobiles Administrateur - Faurecia
Frédéric SAINT-GEOURS <i>né le 20/04/1950</i>		1/07/1998	24/04/2004	Directeur Général Délégué de la société Automobiles Peugeot Président - Grands Garages de Nice et du Littoral - Peugeot Motor Company Plc Membre du Conseil de Surveillance - Peugeot Deutschland GmbH Administrateur - Peugeot España S.A. Représentant permanent - Automobiles Peugeot au Conseil d'Administration de Gefco - Automobiles Peugeot au Conseil d'Administration de Banque PSA Finance
Claude SATINET <i>né le 19/07/1944</i>		1/07/1998	24/04/2004	Directeur Général Délégué de la société Automobiles Citroën Membre du Conseil de Surveillance - Citroën Deutschland AG Président - Citer - Société Commerciale Citroën - Citroën Belux - Société Belge des Automobiles Citroën - Citroën Danmark A/S - Citroën Italia - Citroën Lusitania - Citroën UK Limited - Citroën (Suisse) S.A. Président du Conseil des Commissaires à Citroën Nederland B.V. Administrateur - Automoviles Citroën España - Autotransporte Turistico Español S.A. - Comercial Citroën S.A. - Citroën Sverige AB Représentant permanent - Automobiles Citroën au Conseil d'Administration de Gefco - Automobiles Citroën au Conseil d'Administration de Banque PSA Finance - Automobiles Citroën Président au Conseil d'Administration de d'Automoveis Citroën

ORGANES DE SURVEILLANCE ET DE DIRECTION

REMUNERATIONS PERÇUES AU COURS DE L'EXERCICE 2001

Rémunérations totales, directes ou indirectes et avantages en nature versés par les sociétés du groupe aux membres du Conseil de Surveillance et aux Censeurs :

	Fonction	
M. Pierre Peugeot	Président du Conseil de Surveillance	243 965 euros
M. Jean Boillot	Vice-Président du Conseil de Surveillance	40 399 euros
M. Pierre Banzet	Membre du Conseil de Surveillance	13 720 euros
M. Jean-Louis Dumas	Membre du Conseil de Surveillance	6 860 euros
M. Marc Friedel	Membre du Conseil de Surveillance	13 720 euros
M. Jean-Louis Masurel	Membre du Conseil de Surveillance	13 720 euros
M. François Michelin	Membre du Conseil de Surveillance	21 342 euros
M. Jean-Paul Parayre	Membre du Conseil de Surveillance	17 531 euros
M. Jean-Philippe Peugeot	Membre du Conseil de Surveillance	6 860 euros
Mme Marie-Hélène Roncoroni	Membre du Conseil de Surveillance	13 720 euros
M. Ernest-Antoine Seillière de Laborde	Membre du Conseil de Surveillance	21 342 euros
M. Joseph F. Toot	Membre du Conseil de Surveillance	13 720 euros
M. Roland Peugeot	Membre du Conseil de Surveillance, puis Censeur	17 531 euros
M. Bertrand Peugeot	Censeur	13 720 euros

Les rémunérations ci-dessus, versées par Peugeot S.A., comprennent, outre les jetons de présence des membres du Conseil de Surveillance, les rémunérations particulières versées au Président et au Vice-Président du Conseil de Surveillance, ainsi que celles versées aux Présidents et Membres des Comités Stratégique et des Rémunérations. En outre, M. Pierre Peugeot a perçu une rémunération de 7 622 euros au titre de son mandat d'administrateur de la société Faurecia.

Rémunérations totales, directes ou indirectes et avantages en nature versés par les sociétés du groupe aux membres du Directoire :

	Rémunération totale	Dont part variable
M. Jean-Martin Folz, Président	1 732 174 euros	50,84 %
M. Frédéric Saint-Geours	745 982 euros	40,87 %
M. Claude Satinet	745 067 euros	40,92 %

En outre, M. Jean-Martin Folz a perçu une rémunération de 7 622 euros au titre de son mandat d'administrateur de la société Faurecia.

OPERATIONS CONCLUES AVEC LES ORGANES DE SURVEILLANCE ET DE DIRECTION

A la date du présent document de référence, il n'existe pas d'opérations conclues avec les membres du Conseil de Surveillance, les membres du Directoire ou un actionnaire détenant plus de 5 % du capital de la société, qui ne présentent pas le caractère d'opérations courantes. En particulier, aucun prêt, ni aucune garantie n'ont été consentis par la société en faveur des membres du Conseil de Surveillance ou du Directoire.

OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS CONSENTIES ET LEVÉES AU COURS DE L'EXERCICE 2001

Options d'achat d'actions attribuées à, et levées par les membres du Directoire en 2001 :

	Options attribuées				Actions achetées			
	Plan	Nombre	Date d'échéance	Prix d'achat	Plan	Nombre	Date d'échéance	Prix d'achat
M. Jean-Martin Folz, Président	20.11.2001	60 000	19.11.2008	46,86 €	-	-	-	-
M. Frédéric Saint-Geours	20.11.2001	33 000	19.11.2008	46,86 €	-	-	-	-
M. Claude Satinet	20.11.2001	33 000	19.11.2008	46,86 €	-	-	-	-

Options d'achat d'actions attribuées globalement en 2001 aux onze premiers salariés non mandataires sociaux :

Plan	Nombre total	Date d'échéance	Prix d'achat
20.11.2001	222 000	19.11.2008	46,86 €

Options d'achat d'actions attribuées antérieurement et levées en 2001 par les salariés non mandataires sociaux (quatre salariés) :

Plan	Nombre total	Date d'échéance	Prix d'achat
31.03.1999	24 600	30.03.2007	20,83 €

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE CAPITAL

Capital

Le capital s'élève au 31 décembre 2001 à 259 109 146 €, divisé en 259 109 146 actions de 1 € nominal, entièrement libérées et toutes de même catégorie.

Les actions sont nominatives ou au porteur suivant le choix de l'actionnaire.

Conditions statutaires spécifiques concernant les modifications du capital et des droits sociaux

Néant.

Autorisation de rachat d'actions de la société

Le Directoire soumet à l'Assemblée Générale du 15 mai 2002 un programme de rachat d'actions en vue :

- soit de l'optimisation du résultat par action ;
- soit de la régularisation du cours de Bourse, par intervention systématique en contre-tendance ;
- soit de la gestion des fonds propres ou de la trésorerie ;
- soit de la remise d'actions dans le cadre d'opérations financières donnant accès au capital ;
- soit de la distribution d'actions à des salariés, dirigeants ou mandataires sociaux de la société ou de sociétés ou groupements qui lui sont liés lors de l'exercice d'options d'achat d'actions.

L'autorisation donnée pour une période de 18 mois, porte sur un nombre maximum de 25 000 000 actions, avec un prix maximum d'achat fixé à 65 € et un prix minimum de vente de 40 €.

Une note d'information sur ce programme de rachat d'actions, revêtu du visa de la Commission des Opérations de Bourse, a été établie en avril 2002.

Annulation d'actions

Dans le cadre des autorisations votées par l'Assemblée Générale des actionnaires du 16 mai 2001, Peugeot S.A. a annulé le 23 novembre 2001, 23 450 000 d'actions acquises par la société d'octobre 1999 à octobre 2001.

Elles correspondaient à 8,30 % du capital qui s'établissait à 259 109 146 actions après annulation.

Titres non représentatifs de capital

Néant.

Titres donnant accès au capital

Obligations convertibles en actions

La société Peugeot S.A. a émis en mars 1994 un emprunt obligataire convertible à tout moment à raison d'une action pour une obligation.

Cet emprunt convertible, d'un montant initial de € 604 millions, était représenté par 4 millions d'obligations d'une valeur unitaire de souscription de 150,92 €.

Cet emprunt est arrivé à échéance le 1^{er} janvier 2001.

Sur les 747 329 obligations en cours au 31 décembre 2000, 722 586 obligations ont été converties en actions au cours du premier semestre 2001 et 24 743 obligations ont été remboursées.

Options d'achat réservées au personnel

Des options d'achat d'actions ont été attribuées à des cadres dirigeants et supérieurs du groupe en 2001 et au cours des années passées. Le nombre d'options non encore exercées s'élevait à 1 940 100 au 31 décembre 2001.

Plans d'options d'achat en vigueur au 31 décembre 2001

Date de réunion du Directoire	Nombre total d'actions pouvant être obtenues (dont attribuées aux organes de Direction ⁽¹⁾)	Nombre de bénéficiaires membres des organes de Direction ⁽¹⁾	Point de départ de l'exercice des options	Date d'expiration des options	Prix d'achat	Nombre options exercées au cours de l'exercice 2001	Nombre d'options restant à exercer au 31/12/2001
31 mars 1999	462 900 183 000	14	31.03.2001	30.03.2007	20,83 €	24 600	432 300
5 octobre 2000	709 200 237 000	13	05.10.2002	04.10.2008	35,45 €	0	709 200
20 novembre 2001	798 600 324 000	13	20.11.2004	19.11.2008	46,86 €	0	798 600

(1) Les organes de Direction sont constitués du Directoire, du Comité Exécutif et de l'Etat-Major.

Evolution du capital

<i>(en nombre d'actions ajusté de la division du nominal)</i>	2001	2000	1999	1998	1997
Nombre d'actions au début de l'exercice	278 223 630	272 946 048	300 687 600	300 664 968	300 664 968
• Levées d'options	-	84 300	119 520	22 620	-
• Conversions d'obligations	4 335 516	5 193 282	38 928	12	-
• Annulation de titres	(23 450 000)	-	(27 900 000)	-	-
Nombre d'actions en fin d'exercice	259 109 146	278 223 630	272 946 048	300 687 600	300 664 968
Droits de vote en fin d'exercice	336 761 001	354 896 226	359 047 518	396 637 224	391 605 762
<i>(en euros)</i>	2001	2000	1999	1998	1997
Capital au début de l'exercice	278 223 630	272 946 048	267 397 253	267 377 127	267 377 127
• Conversion du capital en euros	-	-	33 290 347	-	-
• Levées d'options	-	84 300	119 520	20 115	-
• Conversions d'obligations	4 335 516	5 193 282	38 928	11	-
• Annulation de titres	(23 450 000)	-	(27 900 000)	-	-
Capital en fin d'exercice	259 109 146	278 223 630	272 946 048	267 397 253	267 377 127

Capital potentiel

Au 31 décembre 2001, il n'existe pas de forme de capital potentiel.

Identification des actionnaires (Article 7 des statuts)

La société est en droit de demander l'identification des détenteurs des titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans ses propres assemblées, ainsi que les quantités détenues, le tout dans les conditions prévues par la législation en vigueur.

Contrôle du capital

Au 31 décembre 2001, le capital est réparti entre 85 981 802 actions nominatives détenues par 520 actionnaires, et 173 127 344 actions au porteur.

<i>(Principaux actionnaires identifiés)</i>	31 décembre 2001		31 décembre 2000	
	Actions en %	Voix en %	Actions en %	Voix en %
Etablissements Peugeot Frères	2,67	4,19	2,49	3,90
La Française de Participations Financières - LFPF	3,78	5,93	3,52	5,52
Foncière, Financière et de Participations - FFP	19,99	29,38	16,39	25,60
Comtoise de Participation	0,01	0,01	0,01	0,01
Cogevam	-	-	2,23	3,49
Groupe familial Peugeot	26,46	39,52	24,64	38,53
Groupe Michelin	1,09	1,71	3,45	5,40
Groupe Société Générale	3,13	4,22	3,34	4,26
Groupe Caisse des Dépôts	3,06	2,40	3,18	2,49
Groupe Lafarge	-	-	1,90	2,98
Autocontrôle	1,16	-	5,77	-
Fonds Commun de Placement PSA	1,06	0,83	0,75	0,59

Autres actionnaires

Une enquête demandée à Euroclear France, en date du 31 mars 2001, auprès des intermédiaires détenant plus de 300 000 actions, a pu déterminer le nombre approximatif d'actionnaires au porteur détenant plus de 600 actions, soit 5 723 actionnaires.

Les résultats de cette enquête sont ajustés de la division du nominal par six intervenue le 2 juillet 2001.

Il n'existe pas de pacte d'actionnaires.

Intérêts des dirigeants dans le capital de l'émetteur

Les intérêts des dirigeants dans le capital de l'émetteur sous la forme d'actions inscrites en comptes nominatifs ou d'options d'achat d'actions, représentent moins de 1 % des actions formant le capital.

RESOLUTIONS

Assemblée délibérant comme
Assemblée Générale Ordinaire

Première résolution

Approbation du rapport de gestion et des comptes

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance des comptes annuels, du rapport de gestion du Directoire sur l'exercice écoulé, du rapport du Conseil de Surveillance, du rapport général des Commissaires aux Comptes, approuve dans toutes ses dispositions le rapport de gestion du Directoire.

L'Assemblée Générale approuve les comptes annuels de l'exercice 2001, qui font ressortir un bénéfice de 1 373 101 164 €.

Deuxième résolution

Approbation des comptes consolidés

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance des comptes consolidés, des commentaires du Directoire ainsi que du rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés, approuve les comptes consolidés de l'exercice 2001, tels qu'ils viennent de lui être présentés.

Troisième résolution

Affectation du résultat

L'Assemblée Générale, constate que le bénéfice distribuable, constitué par le bénéfice de l'exercice de 1 373 101 164 €, majoré du report à nouveau bénéficiaire de l'exercice précédent, soit 229 714 105,26 €, s'élève à la somme de 1 602 815 269,26 €.

Elle décide d'affecter comme suit ce bénéfice distribuable :

- aux actions	297 975 517,90 €
- aux autres réserves	1 000 000 000,00 €
- au report à nouveau	304 839 751,36 €

Le dividende de 1,15 €, assorti d'un avoir fiscal de 0,58 €, soit un revenu global de 1,73 € par action sera mis en paiement le 22 mai 2002.

L'Assemblée Générale prend note qu'au titre des exercices 1998, 1999 et 2000, les dividendes versés et les avoirs fiscaux correspondants ont été les suivants :

Exercice	Nombre d'actions	Dividende net	Impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal)	Revenu global
1998	50 119 320 actions de 5,34 €	1,5 €	0,75 €	2,25 €
1999	45 509 460 actions de 6 €	2,70 €	1,35 €	4,05 €
2000	47 093 191 actions de 6 €	5 €	2,5 €	7,5 €

Quatrième résolution

Approbation du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions réglementées

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial présenté par les Commissaires aux Comptes sur les conventions réglementées, approuve ce rapport et les opérations qui y sont mentionnées.

Cinquième résolution

Renouvellement du mandat d'un membre du Conseil de Surveillance

L'Assemblée Générale décide de renouveler le mandat de membre du conseil de surveillance de Monsieur Marc Friedel pour une durée de six ans, soit jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera en 2008 sur les comptes de l'exercice 2007.

Sixième résolution

Augmentation du montant des jetons de présence

L'Assemblée Générale décide de fixer à 192 500 € la rémunération globale des membres du Conseil de Surveillance pour l'exercice en cours et pour chacun des exercices suivants jusqu'à nouvelle décision.

Septième résolution

Autorisation d'un programme de rachat d'actions

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du Rapport du Directoire, autorise le Directoire à acquérir et à vendre des actions de la société en vue soit de l'optimisation du résultat par action, soit de la régularisation du cours de Bourse, soit de l'attribution d'actions à des salariés, dirigeants ou mandataires sociaux de la société ou de sociétés ou de groupements qui lui sont liés

lors de l'exercice d'options d'achat d'actions, soit de la gestion des fonds propres ou de la trésorerie, soit de la remise d'actions dans le cadre d'opérations financières donnant accès au capital. L'acquisition ou la cession de ces actions pourra être effectuée par tous moyens et à toute époque, sur le marché ou hors marché, y compris par l'utilisation de tous instruments financiers dérivés, négociés sur un marché réglementé ou de gré à gré et notamment par toutes options d'achat et de vente.

Le prix maximum d'achat est fixé à 65 € par action et le prix minimum de vente à 40 € par action. Toutefois si tout ou partie des actions acquises dans ces conditions était utilisé pour consentir des options d'achat d'actions, en application des articles L. 225-179 et suivants du Code de Commerce, le prix serait alors déterminé conformément aux dispositions légales relatives aux options d'achat.

Le Directoire pourra acquérir au maximum 25 000 000 actions en vertu de la présente autorisation qui lui est donnée pour une durée de dix-huit mois à compter du 15 mai 2002 et qui se substitue, à compter de la présente Assemblée, à l'autorisation conférée par l'Assemblée Générale du 16 mai 2001.

Assemblée délibérant comme Assemblée Générale Extraordinaire

Huitième résolution

Autorisation d'augmenter le capital social en période d'OPA / OPE

L'Assemblée Générale décide que la délégation générale conférée au Directoire par l'Assemblée Générale du 16 mai 2001 aux termes de ses dixième et onzième résolutions pour procéder à l'augmentation du capital social, avec ou sans droit préférentiel de souscription, jusqu'au montant maximum de 400 000 000 €, pourra être utilisée en période d'offre publique d'achat ou d'échange sur les titres de la société, jusqu'à la prochaine Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes annuels de la société, à condition que l'augmentation envisagée ne soit pas réservée.

Neuvième résolution

Options d'achat d'actions

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire, du rapport du Conseil de Surveillance, autorise le Directoire à consentir, en une ou plusieurs fois, au bénéfice de salariés, de dirigeants ou mandataires sociaux de la société Peugeot S.A., ou de sociétés ou groupements qui lui sont liés, des options donnant droit à l'achat d'actions Peugeot S.A. provenant d'un rachat effectué par la société elle-même.

Le Directoire utilisera cette autorisation dans les conditions, notamment de prix, prévues par la législation en vigueur.

Le nombre d'actions susceptibles d'être achetées ne pourra pas dépasser 2 000 000 actions.

La présente autorisation est valable jusqu'au 31 juillet 2004.

L'Assemblée Générale confère au Directoire les pouvoirs les plus larges pour la réalisation de la présente autorisation, notamment fixer le montant maximum des options pouvant être attribuées à un même bénéficiaire, déterminer les conditions d'attribution des options, procéder aux ajustements nécessaires en cas de réalisation d'opérations financières postérieurement à l'attribution des options.

L'Assemblée Générale fixe à huit ans le délai maximum pendant lequel les options peuvent être exercées.

Dixième résolution

Modification de l'article 9 des statuts relatif au Directoire

L'Assemblée Générale décide de modifier le paragraphe IV-a) de l'article 9 des statuts relatif aux actes que, dans l'organisation interne de la société, le Directoire ne peut accomplir sans l'autorisation préalable du Conseil de Surveillance.

En conséquence, le paragraphe IV-a) sera désormais rédigé de la manière suivante, le reste de l'article 9 demeurant inchangé :

“ a) Le Directoire ne peut accomplir sans l'autorisation préalable du Conseil de Surveillance les actes suivants :

- réaliser toutes augmentations de capital en numéraire ou par incorporation de réserves ainsi que toutes réductions de capital, autorisées par l'Assemblée Générale,
- réaliser toutes émissions d'obligations, convertibles ou non, autorisées par l'Assemblée,
- établir tous projets de traité de fusion ou d'acte d'apport partiel d'actif,
- passer ou dénoncer tous accords industriels ou commerciaux engageant l'avenir de la société avec toutes autres entreprises ayant un objet analogue ou connexe à celui de la société, et plus généralement réaliser toutes opérations majeures de nature à modifier de manière substantielle le périmètre d'activité ou la structure financière de la société et du groupe qu'elle contrôle.”

Onzième résolution

Modification de l'article 10 des statuts relatif au Conseil de Surveillance

L'Assemblée Générale décide de compléter le paragraphe V de l'article 10 des statuts de la société relatif au Conseil de Surveillance qui sera rédigé de la manière suivante :

“V- Le Conseil de Surveillance exerce le contrôle permanent de la gestion, par le Directoire, de la société. Il peut mettre fin aux fonctions du Directoire.”

Autorisations financières en vigueur
avant l'Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire du 15 mai 2002

	Du	Durée	Jusqu'au	Capital maximum	Endettement	Autorisation
1 – Assemblée Générale Ordinaire						
Obligations classiques ⁽¹⁾	24.05.2000	5 ans	24.05.2005		1 milliard €	
Rachat d'actions						Acquisition de 28 255 914 actions au plus prix maximum achat : 65 € prix minimum vente : 40 €
	16.05.2001	18 mois	16.11.2002			
2 – Assemblée Générale Extraordinaire						
Augmentation de capital numéraire avec ou sans DPS ⁽¹⁾	16.05.2001	26 mois	16.07.2003			
Obligations convertibles avec ou sans DPS ⁽¹⁾	16.05.2001	26 mois	16.07.2003			
OBSA Peugeot S.A. avec ou sans DPS ⁽¹⁾	16.05.2001	26 mois	16.07.2003	400 millions €		
ABSA Peugeot S.A. avec ou sans DPS ⁽¹⁾	16.05.2001	26 mois	16.07.2003		600 millions €	
Bons autonomes avec ou sans DPS ⁽¹⁾	16.05.2001	26 mois	16.07.2003			
Options de souscription ou d'achat d'actions	25.06.1997	5 ans	25.06.2002	350 000 actions		
Augmentation de capital en période d'OPA/OPE	16.05.2001		31.05.2002			
Annulation d'actions						10 % du capital par période de 24 mois
	16.05.2001	24 mois	16.05.2003			

DPS : Droit Préférentiel de Souscription.

OBSA : Obligation avec Bon de Souscription à des Actions.

ABSA : Actions avec Bon de Souscription à des Actions.

(1) Il est rappelé, pour mémoire, que cette énumération est donnée à titre indicatif et ne présente pas de caractère exhaustif.

Autorisations financières résultant des résolutions soumises
à l'Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire du 15 mai 2002

Du	Durée	Jusqu'au	Capital maximum	Endettement	Autorisation
24.05.2000	5 ans	24.05.2005		1 milliard €	
15.05.2002	18 mois	15.11.2003			Acquisition de 25 000 000 actions au plus prix maximum achat : 65 € prix minimum vente : 40 €
16.05.2001	26 mois	16.07.2003			
16.05.2001	26 mois	16.07.2003			
16.05.2001	26 mois	16.07.2003	400 millions €		
16.05.2001	26 mois	16.07.2003		600 millions €	
16.05.2001	26 mois	16.07.2003			
15.05.2002	26 mois	31.07.2004	2 000 000 actions		
15.05.2002		31.05.2003			
16.05.2001	24 mois	16.05.2003			10 % du capital par période de 24 mois

INFORMATIONS BOURSIERES DETAILLEES

(Source : Euronext)

Informations ajustées de la division du nominal

Cours

<i>(en euros)</i>	2001			2000			Variation en % 2001/2000 du dernier cours de l'année
	Plus haut	Plus bas	28.12.2001	Plus haut	Plus bas	29.12.2000	
Action	58,27	35,40	47,75	42,50	33,17	40,38	18,25
Indice CAC 40	5 998,48	3 463,07	4 624,58	6 944,77	5 388,85	5 926,42	-21,97

Transactions

	2001		2000	
	Total	Moyenne journalière	Total	Moyenne journalière
- en nombre d'actions	351 792 398	1 390 484	245 511 336	970 398
- en capitaux <i>(en millions d'euros)</i>	17 325,3	68,5	9 104,0	36,0

Marché de l'action Peugeot S.A. sur la Bourse de Paris (Service de Règlement Différé)

	Cours de l'action <i>(en euros)</i>			Volumes échangés	
	Plus bas	Plus haut	Dernier	en nombre de titres	en capitaux moyens <i>(en milliers d'euros)</i>
2000					
Janvier	34,67	40,83	35,98	25 709 310	46 138,3
Février	33,17	38,07	35,68	25 877 520	44 437,2
Mars	33,40	39,93	37,67	24 640 356	39 410,7
Avril	36,00	40,00	37,93	13 451 406	28 496,8
Mai	36,03	39,32	36,67	16 464 504	28 099,9
Juin	34,67	39,00	35,03	17 386 518	30 575,7
Juillet	34,92	39,55	36,57	15 606 528	29 450,7
Août	34,33	37,63	34,65	18 163 632	28 263,5
Septembre	33,33	37,92	33,55	23 003 568	38 959,2
Octobre	33,38	36,62	36,17	19 571 994	31 175,7
Novembre	35,70	40,00	39,55	22 326 870	38 483,5
Décembre	37,45	42,50	40,38	23 309 130	49 080,8
2001					
Janvier	39,25	47,17	45,67	32 473 080	65 436,2
Février	44,77	53,55	49,12	29 443 974	71 851,0
Mars	44,17	53,67	47,83	28 236 036	62 213,6
Avril	44,83	54,33	53,65	26 922 000	71 878,9
Mai	51,80	58,27	54,48	30 096 246	74 338,1
Juin	52,00	56,48	53,45	38 092 098	102 521,1
Juillet	51,90	54,60	54,00	28 951 112	70 151,7
Août	51,05	55,10	52,45	25 690 157	59 345,2
Septembre	35,40	52,70	40,90	38 715 273	86 307,8
Octobre	40,00	47,74	45,15	29 150 276	56 255,5
Novembre	44,15	51,10	47,28	24 200 678	53 371,5
Décembre	44,00	48,40	47,75	19 821 468	51 437,4
2002					
Janvier	43,42	48,15	45,83	26 726 539	55 239,2
Février	43,50	50,30	50,30	28 419 056	66 966,7
Mars	50,60	56,60	56,60	24 171 558	64 970,1

PLACE DE L'ACTION PEUGEOT S.A.

L'action Peugeot S.A. est cotée à la Bourse de Paris sur le Premier Marché et est éligible au Service de Règlement Différé (SRD). Elle est également cotée à la Bourse de Bruxelles. L'action Peugeot S.A. fait l'objet de cotations et d'échanges sur le marché SEAQ International et sur le marché hors cote (OTC) aux Etats-Unis sous forme d'American Depositary Receipts (ADR), un ADR représentant une action.

COUPONS EN COURS DE VALIDITE

Dividendes

	Nombre d'actions	Valeur nominale	Numéro du coupon	Date de mise en paiement	Date de prescription	Dividende net distribué	Impôts déjà payés au Trésor (avoir fiscal)	Revenu global par action
Actions	50 110 828	35 FRF	35	04.07.1997	04.07.2002	3,00 FRF	1,50 FRF	4,50 FRF
	50 110 828	35 FRF	36	10.06.1998	10.06.2003	3,00 FRF	1,50 FRF	4,50 FRF
	50 114 600	6 €	37	09.06.1999	09.06.2004	1,50 €	0,75 €	2,25 €
	45 491 008	6 €	38	02.06.2000	02.06.2005	2,70 €	1,35 €	4,05 €
	46 370 605	6 €	39	23.05.2001	23.05.2006	5,00 €	2,50 €	7,50 €

Autre droit

	Nombre d'actions	Valeur nominale	Numéro du coupon	Date de détachement	Nature de l'opération
Actions	18 479 370	70 FRF	26	15.07.1987	Droit d'attribution gratuite (1 action pour 5 anciennes)

RESPONSABLE DU DOCUMENT ET RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES

Responsable du document de référence

Jean-Martin Folz
Président du Directoire de Peugeot S.A.

Attestation du responsable du document de référence

A notre connaissance, les données du présent document sont conformes à la réalité ; elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de l'émetteur ; elles ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

Le Président du Directoire
Jean-Martin Folz

Responsables du contrôle des comptes

Commissaires aux Comptes titulaires

Constantin Associés
14, rue Marius AUFAN
92300 Levallois-Perret

Coopers & Lybrand Audit
32, rue Guersant
75017 Paris

Date de début du premier mandat

Assemblée Générale Ordinaire du 2 juin 1999

Assemblée Générale Ordinaire du 25 juin 1997

Durée et date d'expiration des mandats

Du 2 juin 1999 jusqu'à l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice 2004

Commissaires aux Comptes suppléants

François-Xavier Ameys
26, rue de Marignan
75008 Paris

Louis-Pierre Schneider
32, rue Guersant
75017 Paris

Date de début du premier mandat

Assemblée Générale Ordinaire du 2 juin 1999

Assemblée Générale Ordinaire du 25 juin 1997

Durée et date d'expiration des mandats

Du 2 juin 1999 jusqu'à l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice 2004

Attestation des Commissaires aux Comptes

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de la société Peugeot S.A. et en application du règlement COB 98-01, nous avons procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes historiques donnés dans le présent document de référence.

Ce document de référence a été établi sous la responsabilité du Président du Directoire. Il nous appartient d'émettre un avis sur la sincérité des informations qu'il contient portant sur la situation financière et les comptes.

Nos diligences ont consisté, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à apprécier la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes, à vérifier leur concordance avec les comptes ayant fait l'objet d'un rapport. Elles ont également consisté à lire les autres informations contenues dans le document de référence, afin d'identifier, le cas échéant, les incohérences significatives avec les informations portant sur la situation financière et les comptes, et de signaler les informations manifestement erronées que nous aurions relevées sur la base de notre connaissance générale de la société acquise dans le cadre de notre mission. S'agissant de données prévisionnelles isolées, résultant d'un processus d'élaboration structuré, cette lecture a pris en compte les hypothèses retenues par les dirigeants et leur traduction chiffrée.

Les comptes annuels et les comptes consolidés pour les exercices clos les 31 décembre 1999, 2000 et 2001, arrêtés par le Directoire, ont fait l'objet d'un audit par nos soins, selon les normes professionnelles applicables en France. Les comptes annuels et les comptes consolidés établis selon les principes comptables français ont été certifiés sans réserve ni observation à la fin de l'exercice 2001 et des deux exercices précédents.

Sur la base de ces diligences, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes, présentées dans ce document de référence.

Paris, le 19 avril 2002

Les Commissaires aux Comptes

Constantin Associés

Jean-François Serval

Laurent Lévesque

Coopers & Lybrand Audit

Membre de PricewaterhouseCoopers

Eric Bertier

Pierre-Bernard Anglade

Associé

Associé

Fondé de Pouvoir
et Responsable Technique

et Mandataire social

Responsable de la Communication Financière

Valérie Magloire - Tél. : 01 40 66 54 59

TABLEAU DE CONCORDANCE DU DOCUMENT DE REFERENCE

Afin de faciliter la lecture du présent Rapport Annuel enregistré comme document de référence, le sommaire ci-dessous renvoie aux principales rubriques exigées dans le cadre du règlement 98.01 de la Commission des Opérations de Bourse et aux pages correspondantes du Rapport Annuel.

Sections	Rubriques	Pages
1.1	Noms et fonctions des responsables du document	180
1.2	Attestation des responsables	180
1.3	Nom et adresse des contrôleurs légaux	180
1.4	Politique d'information	61
3.1	Renseignements de caractère général concernant l'émetteur	165
3.2	Renseignements de caractère général concernant le capital	171
3.3	Répartition du capital et des droits de vote	172
3.4	Marché des titres de l'émetteur	179
3.5	Dividendes	61
4.1	Présentation de la Société et du Groupe	8 à 72
4.3	Effectifs	68
4.4	Politique d'investissement	32
4.7	Risques de l'émetteur	84 à 85 et 125 à 127
5.1	Comptes de l'émetteur et du Groupe	145 à 158 et 87 à 134
6.1	Composition et fonctionnement des organes de surveillance et de direction	57
6.2	Intérêts des dirigeants dans le capital	172
7.1	Evolution récente	32
7.2	Perspectives d'avenir	23



En application de son règlement n° 98-01, la Commission des Opérations de Bourse a enregistré le présent document de référence le 24 avril 2002 sous le numéro R. 02-074. Il ne peut être utilisé à l'appui d'une opération financière que s'il est complété par une note d'opération visée par la Commission des Opérations de Bourse. Ce document de référence a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. Cet enregistrement, effectué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée sur la situation de la société, n'implique pas l'authentification des éléments comptables et financiers présentés.

Thierry ARMENGAUD
 Directeur Général
 de Banque PSA Finance

Alain BALDEYROU
 Direction Plates-Formes,
 Techniques, Achats,
Plate-Forme 2

Yves DE BELABRE
 Président du CCFA

Vincent BESSON
 Direction Marque Citroën,
Produits Marchés

Michel BRICOUT
 Direction Marque Citroën,
Commerce International

Patrick BRIENS
 Direction Industrielle et des Fabrications,
Centre de Production de Mulhouse

Jean-Marie BROM
 Direction Industrielle et des Fabrications,
Services Centraux

Christian CARDOT
 Direction Finance, Contrôle, Performance,
Système Finances Gestion

Alain CORDIER
 Direction Finance, Contrôle, Performance,
Contrôle de Gestion

Louis DEFLINE
 Président de Gefco

Yann DELABRIERE
 Directeur de la Direction Finance,
 Contrôle, Performance

Christian DELOUS
 Direction Marque Peugeot,
Commerce International

Igor DEMAY
 Direction Plates-Formes,
 Techniques, Achats,
Métiers Fonctionnels du Véhicule

Denis DUCHESNE
 Direction Plates-Formes,
 Techniques, Achats,
Plate-Forme BO

Jean-Claude DUFFES
 Direction Stratégie et Produit Groupe,
Politique Recyclage et VHU

Olivier DULONG
 Direction Finance, Contrôle, Performance,
Comptabilité, Fiscalité

Daniel EYMERY
 Direction Industrielle et des Fabrications,
Centre de Production de Poissy

Yves FALLOUEY
 Direction des Relations et
 Ressources Humaines,
Développement des Ressources Humaines

Xavier FELS
 Directeur de la Direction
 des Relations Extérieures

Jean-Martin FOLZ
 Président du Directoire

Roger GARNIER
 Direction Stratégie et Produit Groupe,
Développement International

Pierre GOSSET
 Direction Innovation et Qualité,
Qualité

Jean-Louis GREGOIRE
 Directeur de la Direction Politique Cadres

Bernard GUERREAU
 Direction Marque Citroën,
Communication

Bruno DE GUIBERT
 Direction Marque Peugeot,
Produits Marchés

Hervé GUYOT
 Direction Plates-Formes
 Techniques, Achats,
Achats

Alain HAMM
 Direction Industrielle et des Fabrications,
Centre de Production de Sochaux

Jean-Claude HANUS
 Directeur de la Direction Juridique

Pascal HENAULT
 Direction Innovation et Qualité,
Recherche et Innovation

Jean JACQUEMART
 Direction Marque Citroën,
Commerce France

Yves JOUCHOUX
 Direction Marque Peugeot,
Logistique Pièces de Rechange

Liliane LACOURT
 Directeur de la Direction de
 la Communication

DIRECTEURS

Norbert LARTIGUE

Direction Plates-Formes,
Techniques, Achats,
Organes

Hubert LEHUCHER

Direction Marque Peugeot,
Commerce Europe

Victor MALLO

Direction Stratégie et Produit Groupe,
Stratégie Industrielle

Daniel MARTEAU

Direction Stratégie et Produit Groupe,
Relations Constructeurs et Coopérations

Jean-Claude MILCENT

Direction des Relations et
Ressources Humaines,
Relations Sociales et Institutionnelles

Jean-Marc NICOLLE

Directeur de la Direction Stratégie
et Produit Groupe

Philippe PELLETIER

Direction Industrielle et des Fabrications,
Mécanique et Bruts

Christian PEUGEOT

Direction Marque Peugeot,
Marketing et Qualité

Robert PEUGEOT

Directeur de la Direction Innovation
et Qualité

Thierry PEUGEOT

Marque Citroën,
Pièces et Services

Jacques PINAULT

Direction Plates-Formes,
Techniques, Achats,
Plate-Forme 1

Jean-Claude PLAY

Direction Industrielle et des Fabrications,
Coopération et Production Internationale

Yvan PLAZANET

Direction Stratégie et Produit Groupe,
Plan Ressources

Jean-François POLUZOT

Direction Plates-Formes,
Techniques, Achats,
Plate-Forme 3 et Plate-Forme Coopération

Corrado PROVERA

Direction Marque Peugeot,
Communication

Jean-Guy QUEROMES

Direction Plates-Formes,
Techniques, Achats,
Métiers Organiques du Véhicule

Jean-Louis REYNAL

Direction Plates-Formes,
Techniques, Achats,
Plate-Forme Organes

Javier RIERA NIEVES

Direction Industrielle et des Fabrications,
Centre de Production de Vigo

Marcel RIOND

Direction Industrielle et des Fabrications,
Centre de Production de Rennes

Gilles ROBERT

Direction Finance, Contrôle, Performance,
Finance Internationale

Sylvie RUCAR

Direction Finance, Contrôle, Performance,
Financement Trésorerie

Frédéric SAINT-GEOURS

Directeur Marque Peugeot

Henri SAINTIGNY

Chargé de Mission auprès du Président
au Conseil de Surveillance

Magda SALARICH

Direction Marque Citroën,
Marketing, Commerce Europe

Claude SATINET

Directeur Marque Citroën

Michel SCHREIBER

Direction Stratégie et Produit Groupe,
Produit et Marketing

Paul SEVIN

Direction Marque Peugeot,
Commerce France

Jean-Louis SILVANT

Directeur de la Direction Plates-Formes,
Techniques, Achats

Jean TANGUY

Direction Industrielle et des Fabrications,
Centre de Production d'Aulnay

Claude VAJSMAN

Direction Plates-Formes,
Techniques, Achats,
*Moyens de Conception, Méthodologies,
Gestion, Organisation, Personnel*

Roland VARDANEGA

Directeur de la Direction Industrielle
et des Fabrications

Jean-Luc VERGNE

Directeur de la Direction des Relations
et Ressources Humaines

Daniel ZAMPARINI

Direction Innovation et Qualité,
Systèmes d'Information

Le présent rapport a été tiré à 14 000 exemplaires.

Conception : Direction de la Communication de PSA PEUGEOT CITROËN

Photothèques : PSA PEUGEOT CITROËN - FAURECIA - Photo : X

Réalisation : Harrison&Wolf

Fabrication : ALTAVIA PRODITY

PEUGEOT S.A.

Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance
au capital de 259 109 146 Euros

Siège Social 75116 Paris - 75, avenue de La Grande-Armée
R.C.S. Paris B 552 100 554 - Siret 552 100 554 00021
Tél. : 33 (1) 40.66.55.11 - Fax : 33 (1) 40.66.54.14
Internet : www.psa-peugeot-citroën.com ou www.psa.fr